

1973

1^{er} janvier

Quitté Paris mercredi soir. Le matin Schumann m'avait dit que Pompidou avait expédié le message à Nixon en n'y effectuant qu'un seul changement : une « brutalité sans précédent » avait été remplacée par « une telle brutalité ».

Les bombardements ont continué pendant trois jours encore. Puis l'on a annoncé samedi que Nixon avait ordonné leur suspension au-dessus du vingtième parallèle. Les radios ont parlé de l'intervention de l'URSS, de la France et du Pape. Puis, ce matin, j'ai entendu que les négociations reprendraient le lundi 9 janvier à Paris.

Je ne sais rien d'autre. Mon impression est que Nixon n'a nullement cédé à des injonctions ni pressions de quiconque, mais qu'il avait décidé de ne reprendre les bombardements que pour une durée assez limitée.

Ces quelques jours ont cependant suffi à refaire du Nord-Vietnam un pays martyr et de Nixon un bourreau. Hitler, Guernica, Treblinka, Oradour, que n'a-t-on entendu ! C'était normal d'ailleurs.

4 janvier

Pompidou a effectivement reçu une réponse de Nixon, d'abord sous forme d'une communication de la Maison Blanche à Kosciuszko-Morizet. On lui faisait savoir que l'on était très satisfait de l'attitude de réserve (restreint) qu'il avait eue, que des pourparlers allaient bientôt reprendre.

Comme, au même moment, Nixon annonçait la fin des bombardements au-dessus du 20^{ème} parallèle parce que Hanoi avait manifesté son intention sérieuse de négocier et, qu'en conséquence, les conversations d'experts reprendraient le 2 et Kissinger-Le Duc Tho le 8, nous avons de quoi montrer au Nord que nous ne nous étions tus que pour mieux agir. Schumann a donc convoqué Vo Van Sung le 31 pour lui « révéler » ce message.

Puis il s'agissait de l'exploiter sur le plan de l'opinion publique, ce que Pompidou a fait le 2, devant les journalistes, sans rien révéler du contenu. Le coup a porté. Mais ce qui m'a surpris, c'est que Pompidou, l'après-midi, devant le corps diplomatique a commencé son discours, bille en tête, sur le Vietnam, sur un ton assez dur, déplorant, regrettant, tout en reconnaissant qu'il y avait des difficultés « réelles » et exprimant l'espoir que les pourparlers allaient aboutir sans tarder. Et le lendemain, à l'issue du Conseil, Lecat a annoncé un don de 2 millions pour l'hôpital de Hanoi. J'avais suggéré le geste avant Noël. On a trouvé l'argent.

Tout cela n'empêche pas « le Monde » de trouver que Pompidou ménage trop les Américains.

Vaut-il mieux « condamner » publiquement et s'interdire d'agir diplomatiquement ou le contraire ?

Depuis quatre ans, nous avons employé la première méthode plus souvent que la deuxième, sans aucun résultat apparent. Cette fois-ci, nous pouvons du moins laisser entendre que nous avons contribué à la reprise des négociations.

Ceci dit, qui a cédé ? Apparemment Hanoi n'a rien lâché. Pourtant Nixon prétend que le Nord est prêt à discuter sérieusement. Qu'en sait-il ?

Porter qui a vu Schumann, le 29, et surtout Messmer hier, n'a rien dit d'autre à l'appui.

Hanoi nous a dit que des messages avaient été échangés. Le 18, puis le 22, Washington avait proposé la reprise des conversations. Le 26, Hanoi avait refusé si les bombardements ne cessaient pas. Alors, dit Hanoi, les bombardements ont cessé et nous avons accepté les dates.

Mon impression est un peu différente. Je crois que les bombardements n'ont cessé que quand les dates ont été acceptées. Mais les deux choses ont été annoncées en même temps. En outre, Hanoi a-t-il laissé entendre que sa position se serait assouplie ? Je n'en vois aucune trace.

Néanmoins les experts ont repris le travail depuis mardi et Sullivan, revenu à Paris, m'a dit ce soir au téléphone qu'il travaillait 10 heures par jour. Les choses ne marchent donc pas mal.

Cependant, chacun parle en public des grands thèmes. Hanoi défend « l'unité » du Vietnam. Saïgon soutient à la fois sa légitimité et l'existence de deux Etats vietnamiens.

L'Ambassadeur de Yougoslavie, vu aujourd'hui, affirme que le GRP ne veut plus de la zone démilitarisée pour ne pas être coupé de ses arrières du Nord et refuse un accord qui découperait sa zone en poches isolées, soumises au bon vouloir de Saïgon. Il dit aussi qu'en rognant les pouvoirs du Conseil de Concorde, en revenant sur cet aspect politique de l'accord, les Américains en ont compromis l'équilibre fondamental. Les Vietnamiens seraient plus méfiants que jamais sur les intentions de Nixon. Ils s'attendraient à la reprise des bombardements après le 20. Le Nord mobiliserait à outrance.

Ce Yougoslave confirme aussi que la Chine soutient en effet l'existence d'un Sud distinct du Nord, que le GRP veut appartenir au camp des non-alignés, mais ne peut affirmer sa personnalité distincte du Nord aussi longtemps que la guerre dure. Il craint que Nixon ne se trompe sur la possibilité de toujours museler Moscou et Pékin et ne spéculer sur leur lâchage permanent de Hanoi. Bref, s'il reflète bien l'état d'esprit de ses amis vietnamiens, les chances d'accord sont minces.

Cependant le Conseiller de l'Ambassade américaine, ce soir, persistait à penser que l'accord interviendrait avant le 20 janvier.

Il y a une grande inconnue en fait : pendant cette période, que s'est-il passé entre Washington et Saigon ? Nixon, s'il a lâché ses bombes sur Hanoi, a envoyé Haig à Saigon. Bunker a paru à Folin irrité à l'égard de Thieu dont il a envisagé la démission. Peut-être Nixon a-t-il arraché de nouvelles concessions à Thieu. La presse le dit « résigné » au cessez-le-feu.

La logique continue d'être pour l'accord. Mais il y a des deux côtés des intransigeances. L'Ambassadeur de Suède à Hanoi me disait mardi que fin octobre il avait acquis la certitude que l'accord négocié par Le Duc Tho avait soulevé de sérieuses critiques. Le Yougoslave l'a confirmé.

Porter a eu ce mot inouï devant Messmer : « cette affaire du Vietnam, quel calvaire... pour le peuple américain ! » Il faut le faire !

Peut-on revenir aux ambiguïtés d'octobre ? Chacun acceptait de prendre des risques pour l'avenir. On ne précisait pas trop les choses, ni s'il y avait un ou deux Vietnam, ni qui était le pouvoir légitime au Sud. On prenait acte de la situation. Les troupes du Nord, on n'en parlait pas. L'avenir de Thieu, pas davantage.

Aujourd'hui, si chacun veut affirmer ses principes, on n'en sortira pas.

A Moscou, Iouri Joukov a dit à Roger Seydoux que l'avenir des négociations était très incertain.

Toujours au cours de cet entretien avec Messmer, Porter s'est dit optimiste. Mais son seul argument est que Hanoi a senti le poids des bombardements. Outre que l'argument est assez barbare, je ne le crois pas suffisant pour justifier l'optimisme.

La question de la zone démilitarisée est au centre du débat. Hanoi et le GRP n'en veulent pas. C'est là l'un des principes des Accords de Genève auxquels ils renoncent. Quand je le leur ai fait remarquer, ils ont été gênés.

De son côté, Saigon déclare que la ligne de démarcation est aussi une ligne politique, ce qui est également contraire aux Accords de Genève.

Tout le monde s'acharne à les mettre en pièces. Nous-mêmes, d'ailleurs, en disant qu'il existe quatre Etats en Indochine, avons notre part de responsabilité.

6 janvier

Visite de Pham Van Lam à Schumann pour le prier de recevoir Tran Van Don, envoyé par Thieu. Do est un homme modéré et j'avais conseillé à Schumann de le recevoir. Rendez-vous est pris pour le 16.

Sur la négociation, Lam dit des choses intéressantes. Il dit que la dernière fois qu'il a vu Schumann, celui-ci lui a demandé quelles étaient les priorités pour Saigon et qu'il n'a pu répondre. Mais, aujourd'hui, il le peut. Et donc, voici les priorités : si Saigon obtient satisfaction sur certains principes fondamentaux, il se montrera souple sur le règlement politique, le Conseil de Concorde, etc. Quant aux principes, Lam a insisté sur deux points. Saigon voudrait avoir une référence à l'article 24 des Accords de Genève sur la zone démilitarisée. Il voudrait aussi que l'article 1 du projet d'accord, article qui constitue à lui tout seul le chapitre I et qui traite de l'unité du Vietnam, soit transféré à une autre place où il est traité des rapports entre le Nord et le Sud, et qu'il soit aussitôt suivi d'une phrase disant que la réunification se fera par étapes progressives. Cependant, souligne Lam, Saigon ne demande pas que l'on parle « en noir sur blanc » de deux Etats.

L'intention est claire. La référence à l'article 24 permet de réintroduire une zone démilitarisée semblable à celle qui avait été créée en 1954 entre non seulement « le Nord » et « le Sud », mais la zone contrôlée par l'Armée Populaire du Viet-Minh et celle contrôlée par le Corps Expéditionnaire Français. S'il en était ainsi, le GRP se trouverait enfermé sur ses arrières, séparé du Nord et, étant confronté par ailleurs à un Sud saïgonnais très dur et menaçant, il risquerait l'asphyxie. De deux choses l'une : ou bien Saigon demeure une menace pour le GRP et celui-ci est obligé de s'appuyer sur le Nord, de garder dans sa zone des troupes du Nord, de conserver des couloirs de communication avec le Nord ; ou bien le système saïgonnais s'ouvre à lui et il peut progressivement se différencier du Nord.

Quant au transfert de l'article 1 au chapitre traitant des relations entre le Nord et le Sud, l'intention est également claire. Cela signifierait que l'unité du Vietnam, à laquelle il est fait référence, doit se comprendre dans le contexte de deux Vietnam.

Si sérieuses que soient ces revendications, je note néanmoins la nette indication d'un assouplissement sur les questions politiques. Elle confirme l'impression que j'avais d'une pression sérieuse de Nixon sur Thieu dans le temps même où il reprenait les bombardements.

Ceci dit, Lam se paie le luxe de déclarer à titre personnel qu'il ne comprend pas la signification de ces bombardements.

Schumann a insisté sur la nécessité d'un assouplissement politique et d'un régime à Saigon appuyé sur un large consentement populaire.

Il est clair que du côté de Saigon l'on crie moins, non pas parce que l'on a satisfaction ou que l'on est assuré d'une poursuite de la guerre, mais parce que les Américains ont fait comprendre qu'ils n'iraient pas au-delà d'une certaine limite dans le soutien aux positions de Thieu.

7 janvier

Déjeuné dimanche 7 janvier avec Sullivan. De notre conversation qui a duré trois heures, je retiens tout d'abord qu'elle a été extrêmement cordiale, qu'à aucun moment la position française n'a été évoquée et dans l'ensemble que mon interlocuteur m'a paru assez optimiste.

1 – *Le passé récent*

a) Sullivan ne s'explique toujours pas ce qui s'est passé entre la reprise du 20 novembre et l'interruption du 13 décembre.

Vers le 23/24 novembre, si ses souvenirs sont exacts, alors que la négociation progressait très favorablement, l'on a apporté en séance à Le Duc Tho un télégramme. Il l'a lu, a blêmi, l'a mis dans sa poche, l'en a retiré pour le relire. Peu de temps après, il a demandé une interruption des pourparlers et suggéré que chacun rentre chez soi.

Puis après le 4 décembre, quand la négociation a repris, il a déclaré que tous les changements auxquels il avait souscrit précédemment ne valaient plus, « car son Gouvernement ne les avait pas acceptés », aveu qui avait stupéfié les Américains.

Les Nord-Vietnamiens ensuite s'étaient montrés « insupportables » dans la négociation, ne cessant de revenir sur des accords donnés, modifiant radicalement par des textes interprétatifs le sens des textes de base, reprenant d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre.

Y avait-il eu, comme certains le pensaient, renversement de majorité à Hanoi, reprise en mains du Politburo par les durs ? C'était impossible à dire. Mais il y avait eu incontestablement des faits bizarres, tels que l'absence simultanée de quatre membres du Politburo, dont Truong Chinh qui se promenait ouvertement en URSS.

b) Nixon avait été exaspéré par ces attermoissements.

Les bombardements, ai-je demandé, avaient-ils contribué à ramener le Nord à la table des négociations ? Sullivan n'en doutait pas. « They had a sobering effect. »

Mais les Nord-Vietnamiens avaient-ils d'une manière quelconque manifesté « une intention sérieuse de négocier », ou bien n'y a-t-il eu qu'un marchandage entre l'arrêt des bombardements et la reprise des négociations ? Il y a plus, m'a répondu Sullivan. Les messages échangés portaient sur des points précis. Mon interlocuteur toutefois ne m'a pas dit lesquels, mais il ne m'a pas donné l'impression qu'il travestissait la vérité.

Soviétiques et Chinois avaient-ils joué un rôle ? Il y avait eu bien sûr des contacts avec eux. Les Soviétiques ne pouvaient pas grand-chose. Les Chinois pouvaient davantage, la logistique étant entièrement entre leurs mains. Mais les contacts en tout cas avaient prouvé que les uns et les autres continuaient à vouloir un accord.

2 – *Le présent*

a) Les conversations reprises entre « experts » et conduites respectivement par Sullivan et par le Vice-Ministre des Affaires Etrangères Thach avaient été très cordiales, franches et positives. Du bon travail avait été fait sur les points de leur compétence : le cessez-le-feu, le contrôle, les diverses Commissions, la libération des prisonniers. Tout n'était pas réglé. Mais les progrès étaient réels. Sur les effectifs pour le contrôle, la discussion continuait, l'écart s'étant toutefois réduit. Dans l'ensemble les Nord-Vietnamiens donnaient l'impression de vouloir un accord.

b) Le 20 janvier constituait-il une échéance ? Absolument pas, a affirmé Sullivan. Les Etats-Unis n'entendaient se lier à aucune date. Seule l'élection présidentielle américaine avait représenté une échéance, mais pour Hanoi qui voulait conclure avant.

c) J'ai mis mon interlocuteur sur les sujets évoqués la veille devant Schumann par Pham Dang Lam : le transfert de l'article 1 sur l'unité du Vietnam en un autre chapitre, la référence à l'article 24 sur la zone démilitarisée. La réponse a été nette : tout cela n'a aucun sens ; il n'y a aucune raison de changer la place de l'article 1 ; quant à l'article 24, il était lié à la situation résultant de l'armistice avec le Corps expéditionnaire français et il n'est pas nécessaire de s'y référer.

« Est-il exact que Saïgon serait prêt à se montrer plus souple sur les aspects politiques du règlement ? – Oui – Les mots « trois composantes » figureront-ils dans le texte de l'accord ? – Oui. Mais la troisième, comme prévu, sera choisie par les deux autres et l'unanimité sera la règle de fonctionnement – Le Conseil aura-t-il d'autres fonctions que l'organisation des élections ? – Comme prévu, il pourra « encourager » les deux Administrations à s'entendre – Sera-t-il représenté aux différents échelons territoriaux ? – Non. »

« Et les prisonniers politiques ? Ils ne seront pas relâchés avant le cessez-le-feu. Il est exact que nous avons promis d'exercer notre influence pour obtenir leur libération et nous le ferons. Mais Saïgon ne les relâchera qu'en échange d'un allègement de la présence militaire nord-vietnamienne. Cela fera partie des discussions entre Vietnamiens. »

« En somme, il n'y a plus de difficultés du côté de Saïgon ? – Non – Alors pourquoi la mission Tran Van Don ? – Lui et celui qui l'accompagne sont deux hommes très raisonnables. Il s'agit d'effacer la désastreuse impression produite, notamment auprès du Congrès, par les précédents envoyés de Thieu. »

d) « Alors que reste-t-il à négocier ? – En vérité, rien. Il reste seulement à savoir si Hanoi veut ou non signer l'accord, tel qu'il résulte des discussions que nous avons eues jusqu'au début de décembre – Et le 1 % ? – Cela signifie que l'accord est virtuellement fait, mais que nous ne savons pas si Hanoi, à nouveau, ne reviendra pas sur ce qu'il a accepté. Tout peut être conclu maintenant en trois, quatre jours. Nous verrons très vite demain, quand les conversations entre Kissinger et Le Duc Tho reprendront, ce qu'il en est. »

e) En cas de nouvel échec, reprendrait-on la séquence bombardements-négociations ? La décision, bien sûr, appartiendrait au Président, mais Sullivan estimait pour sa part que l'URSS et la Chine ne modifieraient pas pour autant leur attitude fondamentale à l'égard des Etats-Unis.

3 – L'avenir

a) A propos de la Conférence, dont le lieu éventuel n'a pas été évoqué, Sullivan espère toujours qu'elle sera brève. Hanoi a accepté le principe genevois d'un lien entre la C.I.C. et la Conférence. Pour les garanties, elles seront sans doute aussi du type genevois : consultation en cas de violation. L'ONU, le Conseil de Sécurité ? Peut-être, mais la position de Hanoi à cet égard demeure vague.

b) Sullivan ne doute pas qu'entre Laotiens l'accord ne se fasse sur les formules de type vietnamien, le cessez-le-feu intervenant d'abord et étant suivi d'une solution politique. Un Gouvernement d'Union Nationale sera constitué en théorie, mais en principe chacun restera maître dans sa zone.

Au Cambodge, la première étape sera l'arrêt des interventions étrangères. On verra ensuite si des contacts se nouent entre Khmers Rouges et Lon Nol. Les tentatives soviétiques n'ont pas abouti. Mais que feront les Chinois ? Sont-ils toujours aussi partisans de Sihanouk ?

c) Sullivan pense que l'accord, et c'est déjà beaucoup, va définitivement « localiser » l'affaire vietnamienne et écarter tout risque d'affrontement entre les Puissances. Pour le reste, il n'ira guère au-delà d'un arrêt des hostilités militaires. Il accroîtra en fait le territoire contrôlé par Hanoi ou plus exactement, pour reprendre une terminologie qui lui a toujours été chère, par le Parti communiste Lao Dong, le territoire s'étendra sur la zone dévolue au GRP et sur les territoires contrôlés par les Pathet Lao et les Khmers rouges. Tous ces gens sont sous la coupe de Hanoi.

Peut-on espérer qu'un véritable processus politique s'engagera au Sud et que les Etats-Unis y pousseront ? Le scepticisme de Sullivan sur le premier point commande sa réserve sur le second. Il ne croit, pas en effet, que Hanoi veuille réellement se prêter à un jeu politique dans le Sud. Une preuve en est sa propre conception du Conseil politique fonctionnant à l'unanimité et d'une troisième composante choisie par les deux autres. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que « le parti Lao Dong » acceptera de transporter la lutte sur le terrain politique, ce qui ne signifie pas qu'il acceptera des élections (qui en tout état de cause ne seront pas présidentielles), mais qu'il se contentera de consolider son emprise politique sur la population, de reconstituer ses cadres, de poursuivre ses infiltrations et de se préparer pour de nouvelles luttes.

« En somme, c'est un nouveau partage de l'Indochine – Dans un premier temps, oui. »

Cependant mon interlocuteur n'exclut pas certaines évolutions politiques à Saïgon, bien que dans l'immédiat Thieu lui paraisse indispensable au maintien de l'ordre, au contrôle des populations et à la stabilité de l'Armée. Quant à la troisième force, elle ne lui inspire toujours aucune confiance.

Bref, pour Sullivan, une évolution vers des formules plus souples de coexistence, entre le système nord-vietnamien et les régimes non-communistes, est dans l'immédiat peu vraisemblable. En Corée du Sud, en Thaïlande, en Indonésie, la tendance est au renforcement interne des régimes,

même s'ils sont disposés au dialogue avec les communistes. Beaucoup dépendra de la Chine. A cet égard, Washington note, comme nous, l'accueil fait à Madame Binh, les paroles de Mao sur le Vietnam du Nord et du Sud. On espère donc que la Chine s'opposera à l'expansionnisme de Hanoi et que l'on pourra compter sur elle, du moins aussi longtemps que durera la rivalité sino-soviétique. Mais ce serait se nourrir d'illusions de croire que la Chine ne souhaite pas poursuivre la poussée de « son » communisme en Asie du Sud-Est.

10 janvier

Les journalistes américains revenus pour le nouveau round Kissinger-Le Duc Tho défilent dans mon bureau. Vu successivement, ces deux derniers jours, Stanley Karnow de NBC, Murray Marder du « Washington Post » et « New York Times » et un type de « Time » dont j'ai oublié le nom.

Leurs impressions sont dans l'ensemble que l'on va vers un accord, mais que cela peut encore prendre du temps. Ils cherchent tous à percer le mur du silence et y parviennent mal. Leur version des causes de la rupture de décembre et de la reprise des bombardements fait assez peu de place à un raidissement de Hanoi. Comme ils sont en général assez hostiles à l'Administration, c'est normal.

De mon côté, je leur communique un optimisme assez prudent que je résume ainsi à Marder : « Pham Van Dong avait l'habitude de dire que si les Etats-Unis voulaient vraiment la paix et le retrait total de leurs troupes, il mettrait, pour les aider à partir, un tapis rouge et même des roses dessus. Je crois qu'il y a toujours la possibilité d'un tapis, mais pas de fleurs. » Marder a conclu son article par cette citation.

11 janvier

Rencontré Isham chez le Ministre conseiller anglais.

Je l'ai trouvé d'un prudent optimisme. « On travaille. Les gens de Hanoi n'utilisent pas une tactique dilatoire. Ils ont l'air de vouloir un accord. On travaille à la fois sur le texte de base et sur les protocoles. » Isham a cité les points suivants : Commission de contrôle, commission quadripartite, zone démilitarisée, prisonniers de guerre. « Ceci dit, a-t-il observé, nous ne sommes jamais sûrs que derrière des modifications mineures demandées par les Nord-Vietnamiens ne se cachent pas des modifications de fond. Il faut tout le temps contrôler, vérifier. Tout d'un coup peut resurgir une question fondamentale. »

J'ai dit à Isham mon impression d'un assouplissement du côté de Saigon. Il l'a plutôt confirmée, ajoutant cependant que Saigon continuait à faire des difficultés sur le retrait des forces du Nord.

Son optimisme m'a paru se préciser lorsqu'il a parlé de la Conférence Internationale comme d'un événement à peu près certain.

12 janvier 9 heures du soir

Rentrant des entretiens Pompidou-Brejnev à Minsk, Schumann m'a téléphoné aussitôt pour me dire qu'au moment de partir Brejnev lui avait dit que les nouvelles qu'il venait de recevoir de Paris étaient très encourageantes.

14 janvier

Tatu écrit dans « le Monde » qu'un Soviétique à Minsk a admis devant lui que la responsabilité de la rupture de décembre était partagée et que Hanoi avait raidi sa position.

Voici qui confirme la version américaine, mais de source russe, c'est intéressant !

Kissinger est parti hier soir, après une séance marathon rassemblant tous les experts. Des photographes américains ont été introduits dans la salle de séances. La presse en conclut que l'accord est fait.

Le Duc Tho reste à Paris.

Schumann m'a appelé hier soir. J'étais en Bretagne. Il a dit à Gabrielle sa certitude que l'accord serait conclu avant le 20 janvier.

16 janvier

Hier, Nixon a annoncé l'arrêt des bombardements sur tout le Nord et du minage. Ce doit être la première étape d'un calendrier convenu. En octobre cet arrêt devait être suivi, 24 heures plus tard, du paraphe. Mais, de toute évidence il ne peut en être ainsi cette fois. Le travail à Paris n'est pas

terminé puisque les experts se sont réunis hier et ce matin quand j'ai appelé Sullivan, il était déjà parti. D'autre part, Haig est encore à Saigon et Kissinger doit revenir.

En fin de matinée, Pham Dang Lam a introduit Tran Van Don chez Schumann. J'avais rencontré Do l'an dernier. Il me paraît avoir un peu évolué, ne pas parler simplement du dialogue entre le Nord et le Sud, mais aussi du dialogue entre Saigon et le Front. Cependant il se refuse à l'appeler GRP.

Lam n'a pas voulu dire si l'accord était acceptable pour Thieu. Il s'est réfugié dans un silence prudent. Toutefois, il n'a pas paru exclure que Saigon puisse signer l'accord.

J'ai déjeuné ensuite avec le Prince Buu Loc et Nguyen Dac Khe. Ils m'ont paru persuadés que Thieu finirait par signer, mais que le dialogue entre le GRP et Saigon n'irait pas loin et qu'il n'y aurait pas d'élections. Leur grand souci, comme celui de Do, à notre égard est de savoir si nous allons rétablir les relations diplomatiques avec Saigon, comme avec Hanoi. Mais comme ils sont malins, ils posent eux-mêmes le problème de nos relations avec le GRP.

Je leur ai fait comprendre qu'ils ne pouvaient pas traiter le GRP comme un simple parti politique en rébellion auquel on demandait d'être sage, d'abandonner ses armes et de rentrer dans la légalité. L'accord, signé par Washington, admet qu'un dialogue doit s'ouvrir au Sud entre deux entités. S'il doit y avoir réduction des effectifs, elle doit être mutuelle.

Dac Khe, prétend que le GRP n'apparaît nulle part dans l'accord. Mais, s'il en est ainsi, ce n'est que par artifice. Car il y a trois composantes, il y a dialogue nécessaire, politique et militaire.

Certes Saigon va prétendre qu'il n'a rien reconnu du tout, tandis que le GRP prétendra qu'il a été reconnu sur un pied d'égalité avec Saigon.

Cela promet de beaux jours.

A vrai dire, les gens de Saigon estiment que l'accord les laisse seuls maîtres dans les 4/5 de leur zone. Ils ne tiennent nullement à négocier avec le GRP. C'est une nouvelle partition, leur laissant toute la partie utile du pays, qu'ils souhaitent, avec toute leur armée maintenue. Au Sud, ils sont les plus forts. Voilà la vérité !

Vo Van Sung s'est pointé à cinq heures du soir pour faire sa communication. Mais il l'a faite précéder d'un étrange péan de victoire qui signifiait sans doute : maintenant nous pouvons nous permettre de faire la paix parce que nous avons gagné la guerre.

Puis, il a présenté la version de Hanoi qui est assez piquante. Donc la négociation a fait des progrès pour la simple raison que les Américains ont retiré toutes leurs demandes majeures et qu'on en est revenu à l'accord d'octobre, assorti seulement de quelques modifications mineures. A suivi une liste de ces principes fondamentaux sur lesquels les Américains ont donné leur accord. J'ai relevé : l'unité du Vietnam : là-dessus match nul ; la reconnaissance de l'autodétermination pour les Sud-Vietnamiens : cela ne signifie rien ; des élections et un Conseil à trois composantes : les Américains ont fait taire Saigon et sont revenus au texte d'octobre ; la reconnaissance de deux gouvernements, deux Armées, deux zones et trois forces politiques : le mot « Gouvernement » a remplacé celui d'Administration, ce qui éveille en moi certains doutes, le mot « zone » est nouveau, mais je ne sais s'il désigne une délimitation territoriale précise et fixée sur cartes ou si l'on en reste au vrai cessez-le-feu sur place qui, stricto sensu, exclut la notion de zone ; quoi qu'il en soit, sur ce point, la balance paraît pencher du côté de Hanoi qui aurait fait reconnaître le droit du GRP à l'existence ; enfin, last but not least, le principe de la reconnaissance de la zone de démarcation comme ligne temporaire, n'étant ni territoriale, ni politique : c'est cela la concession de Hanoi, car si l'on compare ce langage à celui que l'on nous tenait il y a quelques semaines, quand on nous expliquait que l'accord de 1954 sur la zone démilitarisée n'était plus valable, le changement est réel puisque l'on revient, tout en prétendant que c'est une victoire, au texte de 1954, en insistant sur le fait que la ligne n'est que temporaire ; si temporaire qu'elle soit, elle n'en consacre pas moins l'existence de deux Vietnam.

Grosso modo, le compromis, après cette formidable bagarre, me paraît s'établir sur la base suivante : Hanoi a reconnu qu'il y avait deux Vietnam, le Nord et le Sud, séparés par une ligne « de démarcation », mais Washington a admis qu'au Sud il y avait deux entités.

La première guerre du Vietnam s'est terminée par le partage du pays en deux.

La deuxième guerre du Vietnam va se terminer par le partage du pays en trois.

Avant de réunifier le Nord et le Sud, il faut donc réunifier le Sud.

Mais si cette réunification du Sud ne se fait pas, le danger est que l'on en revienne à deux Vietnam à travers l'absorption par le Nord de la zone du GRP. L'on irait ainsi à une confrontation Nord-Sud mais sur une nouvelle ligne, plus méridionale.

Si le Sud est réuni sur des bases politiques acceptables par le Nord, la confrontation pourra être évitée. Mais qu'est-ce qui est « acceptable » par le Nord ? Peut-il accepter une vraie coexistence avec un régime « libéral » ou même socialisant, mais non totalitaire ?

Bref, cet accord qui va intervenir ne durera-t-il que le temps nécessaire aux Américains pour retirer leurs troupes, la confrontation entre les deux systèmes reprenant dès leur départ ? Ou bien un véritable processus politique peut-il s'engager au Sud entre toutes les forces politiques ?

C'est ici qu'on retrouve la question de la troisième force. Toujours aussi inexistante !

La semaine dernière, Sainteny et moi nous avons « engueulé » Nguyen Manh Ha, le gendre de Maranne le communiste, passé depuis longtemps à la troisième force, pour son impuissance. Il n'y a aucune structure. « Unissez-vous ! Présentez-vous en force ! Imposez vos hommes, désignez-les vous-mêmes, au lieu de laisser le Front et Saigon se choisir leurs neutralistes. »

On va voir de ce côté-là si ces messieurs vont se décider à bouger. Au Trung Thanh m'a dit qu'il faisait une conférence de presse demain.

J'ai demandé à Vo Van Sung s'il pensait que l'accord serait signé à deux ou à quatre. Réponse : c'est encore prématuré. Il a esquivé une réponse sur la date du retour de Kissinger, tout en laissant entendre que ce pourrait être au début de la semaine prochaine.

Avec une assurance merveilleuse, il a déclaré qu'il pourrait sans doute nous en dire plus long prochainement et a demandé au Ministre de le recevoir le mardi 23 à 10h30. Quelle précision ! On a transigé pour 10 heures, Brandt devant être dans la place ce jour-là. Mais tout cela donne l'impression d'une assez jolie mécanique d'horlogerie.

21 janvier

Judi 18, j'ai été voir Xuan Thuy à Choisy le Roi. Peut-être était-ce ma dernière visite à cette lointaine maison où je suis allé si souvent depuis quatre ans. La cour était vide de voitures et j'ai été reçu par un interprète que je ne connaissais pas. C'est que les experts siégeaient ailleurs.

Xuan Thuy m'attendait dans cette pièce, la seule que je connaisse, toujours close et assez sinistre, décorée de peintures et de laques d'artistes vietnamiens. Le rituel est toujours le même. Nous nous asseyons sur le même sofa, celui qui fait dos à la fenêtre, lui à gauche, moi à droite. De son côté, un interprète, un preneur de notes et un aide. Du mien, Ariola, comme d'habitude. Quelqu'un vient toutes les dix minutes remplir les tasses de thé.

Thuy est souriant. Il a l'air en excellente santé.

Pendant une heure, j'essaie de lui tirer quelques bribes d'information. Il parle comme quelqu'un qui désormais croit à l'accord. Il attend ce soir même, me dit-il, la réponse de Kissinger indiquant quand il revient (en fait, l'on annoncera dans la soirée que Kissinger et Le Duc Tho reprendront leurs entretiens privés mardi prochain 23). Mais reste-t-il encore des choses à régler ? Oui, mais quoi exactement ? Rien de bien essentiel. Surtout, ai-je l'impression, des questions militaires. Je comprends que les experts militaires doivent se rencontrer avant la signature et que les deux parties sud-vietnamiennes se verront enfin (des visas nous sont en effet demandés de Hanoi pour des « cadres militaires du GRP » et de Saigon).

Le plus intéressant est la description du cessez-le-feu. Xuan Thuy dessine sur une feuille de bloc une carte du Sud-Vietnam et trace quelques cercles, quatre en fait, correspondant sans doute aux quatre régions militaires dans la terminologie de Saigon. Comme aucun ne touche le 17^{ème} parallèle, je le lui fais remarquer. Il rit et répond qu'il ne s'agit que d'un modèle. Puis entre les zones ainsi placées sous le contrôle « exclusif » de chaque partie, il hachure certains territoires, qui seront « contestés. »

Le 19, Dinh Bha Thi, l'adjoint de Madame Binh, vient me voir à ma demande. Sur certains points il est plus explicite que Xuan Thuy. C'est ainsi qu'il explique le processus de la signature : il y aura un texte signé par Hanoi et Washington où les deux Gouvernements du GRP et de Saigon seront nommément désignés, mais il y aura un autre texte signé par les quatre où ils ne le seront pas. Il y aura seulement la mention des qualités des signataires. Ainsi, me semble-t-il, Saigon pourra-t-il prétendre qu'il n'a pas reconnu le GRP et que si Madame Binh se désigne elle-même comme Ministre du GRP, c'est son affaire !

Thi dit que les Commissions militaires sud-vietnamiennes auront un formidable travail. Mais il est surtout sceptique sur la volonté de Thieu de mettre en œuvre un processus politique.

Son Gouvernement aura-t-il un chef-lieu ? Il n'en sait rien.

Que pense-t-il de la référence faite par Chou En Lai à trois Gouvernements au Vietnam ? « Nous ne nous exprimons pas ainsi. » Tiens !

J'essaie de le cuisiner sur la neutralité. Il dit : en octobre nous l'avions mis (sous-entendu dans notre projet), mais Kissinger l'a catégoriquement rejeté dans ses discussions avec Le Duc Tho. De même, le projet publié par Hanoi le 26 octobre disait qu'il ne devrait plus y avoir de « Gouvernement pro-américain à Saigon ». Cela aussi a disparu. (Mais cela y était-il vraiment ?) La Conférence internationale pourra-t-elle en parler ? Bien sûr. (Je pense en effet que notre position à la Conférence devrait être essentiellement axée sur la question de la neutralité. Si nous obtenions quelque chose, ce serait un assez joli succès. Thieu risque de se trouver assez isolé.)

La position du GRP dans tout cela sort assez affaiblie. Sung continue de prétendre que l'accord reconnaît l'existence de deux Gouvernements : j'attends de voir vraiment les textes, mais ce n'est pas clair du tout.

Schumann à peine rentré d'Ethiopie, Sung se présente en fin de soirée. Je me demande pourquoi. Me voici vite éclairé. Il lit le texte d'une communication que je résume ainsi : « Vous m'avez parlé le 31 décembre de votre désir d'établir après la paix des relations diplomatiques avec Hanoi. Mon Gouvernement accueille cela très favorablement. Mais n'oubliez pas qu'au Sud il y a le GRP. La position de celui-ci est que vous devriez le traiter sur le même pied que Saigon. » Et cela se conclut par une phrase que je fais répéter : « Si, en dehors de l'élévation de ses relations diplomatiques avec la RDVN, le Gouvernement français voyait des difficultés dans ses relations avec les deux parties sud-vietnamiennes, le mieux serait qu'il observe le statu quo. »

Schumann a aussitôt fait des réserves et annoncé notre intention de procéder simultanément à Hanoi et à Saigon.

Nous en avons parlé après. Je lui ai dit que j'étais d'accord, car le statu quo général au Nord et au Sud me paraissait impossible. D'autre part, nous ne pouvions élever à Hanoi et maintenir le statu quo au Sud. Mais je pensais souhaitable un geste compensateur en faveur du GRP. J'avais commencé à étudier cela : délégation générale ? Mais cela concrétiserait la division en deux Sud. Chancellerie détachée ? Courcel, qui est assez « gaulliste », était il y a quelques jours favorable au statu quo. Mais je le sens évoluer. Je lui ai dit à quel point je craignais qu'à différer la décision, elle ne soit très difficile au cas où « la réunification du Sud » ne se faisait pas. Qui sait si dans six mois des élections auront lieu et si le Sud aura vraiment un Gouvernement représentatif ?

En attendant, c'est Thieu qui va gouverner au Sud et tous les rapports en provenance du Sud confirmeront que personne n'a envie de voir des Viet-Congs y prendre le pouvoir.

Le 19 au matin, un homme de Hanoi et un autre de l'Ambassade américaine sont venus en grand secret au Protocole demander que l'on prépare pour mardi matin à Kléber, dans le Salon des Présidents, une table à deux côtés pour 10 personnes, afin de servir à Kissinger et Le Duc Tho, et dans un salon voisin les experts travailleront. Préparatifs de signature ?

Madame Binh, Tran Van Lam rappellent.

Pour le lieu de la Conférence, Sung et Thuy disent que Hanoi maintient Paris, Washington propose maintenant Genève. J'ai suggéré à Schumann de proposer Paris mais l'UNESCO, ce qui pourrait faire tomber les objections américaines.

En maintenant Thieu, les Américains ont récusé le système de solution politique que nous aurions souhaité. A moins qu'ils ne lâchent Thieu dans quelques mois.... Personne ne parle plus de sa démission, alors que dans leurs propositions antérieures, les Américains la proposeraient après un délai de cinq mois. Y a-t-il un engagement secret sur ce point ?

Le résultat est que le processus politique peut ne jamais avoir lieu et que le Sud restera au mieux dans l'anarchie, au pire dans la guerre.

On dit que le Conseil national de concorde n'est plus baptisé ni structure de pouvoir, ni structure administrative. C'est ce que j'avais suggéré.

C'est comme pour les élections que l'on ne qualifie pas. J'avais dit : pourquoi se battre pour savoir si elles doivent être présidentielles ou législatives ? Contentez-vous de dire qu'il y aura des élections.

Quand on veut trouver un compromis, il faut toujours chercher le plus petit dénominateur commun.

21 janvier

Relu beaucoup de vieilles notes.

L'un des rares moments où je n'ai pas été bien informé par mon propre Gouvernement, c'est pendant l'automne 71 lorsque Kissinger est souvent venu secrètement à Paris. Mon journal témoigne que pendant quelques semaines j'ai à peine écrit. J'avais perdu pied.

Je n'ai jamais cru que, même à ce moment, Schumann ait été parfaitement informé de chacun des déplacements de Kissinger. Il en connaissait l'existence, mais l'information précise sur la date du voyage demeurait à l'Elysée. Je crois que sinon il m'aurait tenu au courant. Naturellement, si je lui disais cela, il protesterait qu'il savait tout. J'en doute !

Ceci dit, je crois que Pompidou a eu tort de ne pas me faire informer. J'aurais pu à ce moment-là être efficace. Il me semble que nous avons été assez utiles pendant ces derniers mois où les contacts avaient cessé d'être secrets. Mais Kissinger à l'époque était tellement impérieux ! Aux Açores il traitait Schumann comme un petit garçon.

22 janvier

Schumann a vu Kubisch samedi matin. Il a voulu lui vendre mon idée de Conférence à l'UNESCO. Mais l'autre a répondu, d'après ce que m'a dit Courcel, qu'à Washington l'on était très irrité par les déclarations répétées de Pompidou sur les bombardements et que nous pouvions nous fouiller pour avoir la Conférence ! « L'enfant se présente mal », m'a écrit Schumann ce soir.

Quand on pense que Pompidou se fait engueuler par toute la gauche et critiquer par une partie des gaullistes orthodoxes pour son silence sur les bombardements !

Certes, le jour de la réception du Corps Diplomatique, il a commencé, bille en tête (le 2 janvier) son discours au Nonce en parlant du Vietnam. Puis il en a reparlé à sa conférence de presse.

Quant aux Américains, ils sont étranges ! Fin décembre, l'on nous faisait dire que la Maison Blanche se félicitait de notre modération.

Pleven m'avait prévenu. Il était ces jours-ci à Washington pour les obsèques de Truman. Rogers avait fait une sortie contre le Quai d'Orsay et Schumann qu'il accusait d'accepter la version de Hanoi sur les responsabilités dans la crise de décembre. (J'avais pourtant religieusement transmis la version Sullivan.) Et Pleven, très américain, croyait que Pompidou, lui, ne pouvait être soupçonné par Washington : le méchant, c'était Schumann !

J'avais rapporté à celui-ci le propos de Rogers et Schumann m'avait alors dit qu'à maintes reprises il avait eu au Conseil des difficultés avec Pleven. « Il n'est pas pro-américain : il est américain. » Quand il avait fait son discours sur la sortie de l'OTAN en 1966 (j'en sais quelque chose, car c'est moi qui l'ai rédigé !), j'avais dit au Général : « Mais enfin, mon Général, comment expliquez-vous cette attitude de Pleven ? Pourtant il était avec vous dès le début, à Saint-Pierre et Miquelon ! » Et le Général m'avait répondu : « A Saint-Pierre, oui ! Mais pour Miquelon, j'en suis déjà moins sûr ! »

Tran Van Don, arrivé avant hier, me dit aujourd'hui qu'on doit parapher à deux demain, et signer samedi.

D'autres sources disent que le paraphe serait mercredi.

Vu Au Truong Thanh. Il est inquiet sur les conditions dans lesquelles la troisième composante pourra exercer ses activités. Thieu lui a fait des avances. Mais il a peur de rentrer pour se faire assassiner.

Une fois les Américains partis, la guerre reprendra-t-elle entre Vietnamiens ?

Mardi 23 janvier

Ce fut donc la journée historique !

Ce matin, avant qu'il ne reçoive Vo Van Sung, je descends chez Schumann. Il me raconte son entretien du samedi avec Kubisch. Il lui a effectivement reparlé du siège de la Conférence et a dit que nous pourrions très bien accepter de ne pas en revendiquer la Présidence et de l'abriter dans un bâtiment international si elle se tenait à Paris.

Mais Kubisch n'a pas caché qu'à Washington l'on était très monté contre Pompidou, surtout à cause de sa dernière conférence de presse et de la citation de Benjamin Constant. « J'espère, avait-il dit, toujours prêt à faire des mots de normalien, qu'ils n'en viendront pas à dire comme Constant : la preuve qu'il est méchant, c'est qu'il se défend quand on l'attaque ! » (je crois que la vraie citation est : « la preuve que ce chien est méchant, c'est qu'il se défend quand on l'attaque »). A Washington l'on était tellement « outragé », a dit Kubisch, qu'il n'était pas question de nous accorder la Conférence à Paris. On se demandait même si Nixon viendrait à Paris lors de son prochain voyage en Europe. (A la réflexion, je me demande si les Américains ont bien compris la citation de Constant. Le « il », c'est Hanoi.)

Quant au discours au Corps Diplomatique, Schumann croit que Pompidou, qui l'avait écrit pendant les bombardements, l'a sorti de sa poche le 2 janvier, ceux-ci ayant cessé, sans l'avoir relu !

Bref, « l'enfant se présente mal », dit Schumann.

Puis vient Sung qui présente sa version de l'accord : les Américains sont pratiquement revenus au texte d'octobre sur tous les points fondamentaux : unité du Vietnam, ligne de démarcation « temporaire », deux Administrations, deux Armées, deux Zones de contrôle, trois Forces politiques, pas question d'un retrait des « soi-disant forces nord-vietnamiennes au Sud ». Donc pleine victoire de Hanoi. Tout au plus a-t-on fait quelques modifications de « détail », que d'ailleurs Hanoi avait déjà décidé de faire, et mis au point un protocole sur la Commission de contrôle.

Bref, Kissinger et Le Duc Tho siègent en ce moment à Kléber. Si tout va bien, on devrait parapher aujourd'hui et signer samedi, d'abord à quatre puis à deux.

Suivent des questions protocolaires : Nguyen Dong Trinh, leur Ministre des Affaires Etrangères, va arriver jeudi, Le Duc Tho va s'en aller vendredi. Ils voudraient voir Schumann, Messmer, Pompidou (on va prendre des rendez-vous pour les deux premiers). La délégation de Hanoi va offrir, avec celle du GRP, une grande réception pour le Gouvernement français lundi. Pour la cérémonie de signature, Sung viendra nous en reparler demain à 14 heures.

Le lieu de la conférence, dit Sung, n'est toujours pas décidé.

Vers une heure, j'apprends par Arnould d'Andilly, notre agent du Protocole, délégué Avenue Kléber, que par le trou de la serrure il a vu Kissinger et Le Duc Tho parapher quantité de documents. Il a compté 18 paragraphes ! C'est fait.

Cependant les deux hommes, s'ils sont sortis souriants, n'ont rien dit aux journalistes qui attendaient. Et aussitôt après, Kissinger est reparti pour Washington.

Je déjeune avec Olivier Todd, du « Nouvel Observateur », auquel Schumann m'a autorisé à faire quelques confidences destinées à illustrer « le rôle de la diplomatie française dans la négociation ».

Je mets au point le dossier pour le Conseil des Ministres de demain, dont un projet de déclaration du Gouvernement pour saluer l'événement.

A sept heures du soir, Kubisch surgit chez Schumann. Il vient, de la part de Kissinger, lui dire, à lui seul, comme il va le dire à Pompidou, que l'accord est paraphé et que Nixon l'annonce dans quelques heures. Merci de l'information !

Mais il ajoute, chose plus intéressante, que la question de la Conférence n'est pas tranchée, qu'à Washington l'on étudie notre suggestion et qu'évidemment si nous pouvions faire quelque chose qui permette d'assurer que pendant son déroulement il ne se passerait rien de désagréable, alors... peut-être. Bref il entrouvre un peu la porte !

Puis il déclare qu'il a un message ultra-secret pour Pompidou dont il ne peut même parler à Schumann.

Celui-ci me dit que dans l'après-midi, au cours de festivités pour Brandt, il s'est résigné à mettre Pompidou au courant des réactions de Washington.

(Ceci dit, samedi après-midi, la manifestation gauchiste anti-américaine avait été interdite place de la Concorde et les Américains sont venus hier nous remercier d'avoir protégé leurs bâtiments).

Je reparle à Schumann de nos relations avec les trois Vietnam. Il est très perplexe, plus qu'hier.

Vendredi 26 janvier

Depuis deux jours, défilé incessant dans le bureau de Schumann : Mercredi après-midi, Madame Binh, jeudi matin Tran Van Lam, le Ministre des Affaires Etrangères de Saigon, Le Duc Tho qui vient prendre congé, vendredi après-midi Nguyen Duu Trinh, Ministre des Affaires Etrangères de Hanoi. Il n'y a véritablement, en ce moment, que dans le bureau d'un Ministre français qu'un tel spectacle peut se produire.

La paix ? Oh non ! Tout au plus un cessez-le-feu.

Madame Binh demande l'application des accords, la mise en place rapide du processus politique, la constitution du Conseil de Concorde, les élections. Mais elle ne cache ni son hostilité au régime Thieu, ni son scepticisme. Ce sera long, dit-elle.

Tran Van Lam, lui, est franc : ces gens d'en face ne parlent pas le même langage que nous ; comment leur faire confiance ? Bien sûr, on va essayer de s'entendre avec eux. Mais...

Des contacts ? Peut-être. Madame Binh parle de Paris, peut-être de Saigon. Mais si les militaires vont se réunir vite, (ils seront dimanche à Saigon où arriveront des généraux de Hanoi et du GRP, tandis qu'aucun général de Thieu n'ira à Hanoi) nul ne se hasarde à dire quand débiteront les contacts politiques. Les uns parlent de la troisième composante, les autres l'escamotent. « On verra si elle existe », dit Lam. Quelles élections ? Lam dit : « Nous allons avoir des élections sénatoriales ; que Madame Binh se présente ! » Madame Binh dit : « il faut une Constituante. »

Mon impression est que les Sudistes ne veulent pas plus de la réunification du Sud qu'en 1954 ils ne voulaient de la réunification de tout le pays.

Le troisième Vietnam, celui du GRP, quel va être son sort : sera-t-il le rat dans le fromage de Saïgon ? Ou sera-t-il abandonné par Hanoi, étouffé par Saïgon ?

Le seul processus possible, on le voit bien : que Thieu d'un côté s'en aille, que les forces de Hanoi de l'autre se retirent, que les Sud-Vietnamiens cherchent entre eux cette miraculeuse formule « intermédiaire » leur permettant, à l'abri d'un certain équilibre mondial favorable, de se faire un petit Etat, assez sage pour vivre en coexistence avec le Nord. Mais il n'y a guère de chances pour qu'il en soit ainsi.

Nous allons avoir 60 jours de tranquillité, le temps pour les Etats-Unis de retirer leurs troupes et de récupérer leurs prisonniers. Mais le 61^{ème} jour ? On peut prévoir que le Front cherchera à agiter le Sud, à provoquer des manifestations contre Thieu, à l'obliger à accepter des négociations avec le Front ou se démettre. Si Thieu se raidit, les incidents recommenceront. Thieu pourrait s'en sortir en prenant une attitude ouverte, en se rapprochant de la troisième force. C'est le conseil que j'ai donné à Tran Van Don et que Schumann a donné à Tran Van Lam. Don comprend et se dit prêt, s'il est nommé Premier Ministre, à jouer ce jeu, mais Thieu ? Ceci dit, peut-être apprendra-t-on dans quelques semaines que Thieu, lassé, prend du champ et va se reposer en Suisse. Mais c'est un lutteur. Pourtant, si les non-communistes jouaient bien leurs cartes, ils pourraient mettre leurs adversaires en difficultés.

Pour nous, le problème sera bientôt de savoir comment organiser nos relations avec les trois Vietnam. Lam a été assez habile pour ne pas en parler, mais Trinh, Tho et Madame Binh ont mis les pieds dans le plat. Leur revendication essentielle : que la France traite GRP et Saïgon sur le même pied.

Pendant ce temps se jouait une étrange comédie sur le lieu de la Conférence. Kubisch disait à Schumann que, si nous voulions l'avoir à Paris, il fallait le demander et il le disait aussi, ai-je compris, à Jobert. Un message personnel et ultra-secret de Pompidou pour Nixon est donc parti et la réponse est venue aujourd'hui : « Oui, ce sera Paris. » Mais le message ajoutait : « Ne le dites pas à Rogers », ce qui signifiait que le message ayant été envoyé par la voie spéciale, il ne devait pas savoir que Nixon avait changé d'avis à la suite d'un message de Pompidou. Mais Nixon allait directement le charger de voir Pompidou samedi matin et de lui annoncer la nouvelle.

Je suis allé ce soir avec Schumann l'accueillir à Orly. Dans la voiture qui le ramenait à son Ambassade, il n'en a pas soufflé mot à Schumann. Mais Marshall Green qui l'accompagnait m'a fait une phrase mi-ironique, mi-sérieuse sur notre désir d'avoir la Conférence à Paris qui pouvait bien signifier : d'accord pour Paris, et Kubisch a dit à Schumann : « We have done it. » Si demain la chose est annoncée, une certaine presse française en sera pour sa courte honte : elle annonce que Washington refuse Paris pour nous punir de nos sentiments trop favorables à Hanoi. L'esprit partisan des Français est vraiment lamentable. Tout est vu sous l'angle de la politique intérieure.

Demain on signe. Mais demain on ne ferme pas.

Dimanche 28 janvier

Hier matin vers 9 heures, Schumann me téléphone tout content : « Vo Van Sung m'a appelé cette nuit pour me dire que les Américains avaient donné leur accord à Paris, siège de la Conférence. »

Là-dessus, catastrophe ! Lorsque Rogers et Lam arrivent à Kléber pour signer, des manifestants, pour la plupart Vietnamiens, les conspuent. Le Préfet de Police explique que d'après ses « arrangements » avec les manifestants (!) ceux-ci devaient se contenter d'applaudir « leurs » Ministres (communistes). En d'autres temps, ce Préfet eût été révoqué sur l'heure.

J'apprends l'incident d'ailleurs par Marshall Green qui, au sortir de la cérémonie, vient me voir tandis que Rogers va voir Schumann. Rogers, dit Marshall, est très « upset. »

Et, en effet, me raconte Schumann à son départ, il était blafard. Mais surtout il explique que l'accord qu'il avait donné à Pompidou à 9 heures du matin pour Paris est remis en question par Lam qui veut des excuses. Schumann convoque aussitôt Lam qui arrive dix minutes plus tard et lui exprime ses regrets. Mais l'autre ne s'en contente pas et déclare qu'il doit en référer à Thieu. Le Protocole lui envoie aussitôt après une lettre d'excuses. Cependant, il repart dans l'après-midi pour Washington avec Rogers, laissant l'affaire de la Conférence en suspens.

Du Nord où il est parti, Schumann s'impatiente. Mais qu'y puis-je ? Il faut espérer que Nixon, engagé vis-à-vis de Pompidou, ne reviendra pas sur son accord et fera céder Lam.

Sung a dit ce matin à Bolle qui montrait Notre Dame à son Ministre : « Pour nous, la question est réglée. Les Américains ont accepté Paris. Il ne reste plus qu'à publier le communiqué. »

N'empêche que ce soir ; le communiqué n'a toujours pas paru.

Le cessez-le-feu n'est pas appliqué au Sud en certains endroits où l'on continue de se battre. Le GRP tente de s'emparer de Tay Ninh pour en faire sa capitale. C'est le sanctuaire des caodaïstes. Evidemment l'endroit est symbolique. Mais y parviendra-t-il ?

Dans sa conférence de presse, commentant les Accords, Kissinger a eu ce mot en réponse à une journaliste qui lui demandait d'expliquer si les bombardements de décembre avaient eu un effet sur l'attitude de Hanoi : « J'ai déjà assez de mal à comprendre nos propres motivations. »

Par ailleurs, c'est tout juste s'il ne s'est pas désolidarisé de ces derniers bombardements. Pourtant il les avait annoncés à Schumann.

16 mars

Pendant quatre ans, j'ai raconté, je me suis raconté à moi-même l'histoire d'une négociation, telle que je la voyais, et sans doute cette vision, fragmentaire, déformée, parfois partielle, est-elle aussi loin de la réalité historique que l'est de notre propre « biographie », la conscience que chacun de nous doit avoir de son histoire personnelle. Du moins avais-je quelque raison à maintenir ce récit, étant proche des vrais acteurs, et de temps à autre figurant.

Mais aujourd'hui ? Faut-il continuer à raconter ? Et quoi ?

J'ai mis, au soir du 27 janvier, le mot Fin. Et c'était, je le crois encore, la fin, en effet, d'une certaine guerre, et donc d'une certaine négociation.

Rien, cependant, jamais ne finit. Et peut-être doit-on, précisément, lorsque l'on est diplomate, c'est-à-dire vacciné contre le délire « historique », s'abstenir de tourner la page.

Au reste d'autres négociations, et à Paris encore, commencent, dont je serai le témoin.

Alors... remplissons !

Pour l'heure, je dirai peu. Car outre qu'il s'est peu passé, j'y vois peu. La Conférence internationale ? Il est toujours difficile de transformer en tragédie une comédie.

Pendant une semaine, Paris, et c'était flatteur autant que divertissant, prit l'allure d'être la capitale du monde. Comme toujours, les choses sérieuses se passèrent dans la coulisse. Et principalement entre les adversaires d'hier dont les négociateurs, sur le texte de l'Acte final, commandèrent le rythme de la Conférence. Le tandem Sullivan-Thach fonctionna convenablement et, au fil des nuits, les divergences se réduisirent jusqu'à permettre un texte meilleur que je ne l'espérais. Le Canadien fit le difficile, Waldheim joua les vexés, maladroitement, Gromyko fut plus désagréable que souriant, Chi Peng Fei plus souriant que désagréable. Et Schumann, enfin silencieux, se contentait de recevoir les hommages rendus à l'hospitalité française.

Il y eut une grande réception au Quai d'Orsay où chacun se mélangea. J'y avais fait inviter des Vietnamiens de tout poil et l'on vit ce que l'on n'avait plus vu, ou même jamais vu, des hommes qui ne s'étaient pas parlé depuis des années, si même ils s'étaient jamais rencontrés, entamer le dialogue.

J'ai souvent dit qu'il y avait au Vietnam deux guerres, l'étrangère et la civile, et qu'il était plus facile de terminer la première que la seconde. L'étrangère doit se terminer le 27 mars, soixante jours après la signature des Accords. Alors le dernier G.I. aura quitté le Sud-Vietnam, le dernier pilote prisonnier aura été libéré du Nord. Ayant inventé ce parallélisme, j'ai quelque intérêt à le voir respecté. Le sera-t-il ? Des « infiltrations », dit Washington, se sont produites, à grande échelle : 300 chars, 15 à 20.000 hommes venus du Nord ont pénétré au Sud. Et Nixon d'avertir solennellement et de rappeler qu'il est capable de tout.

Pour ma part, je ne crois guère à une reprise des hostilités, dans l'immédiat. La vraie question est plutôt de savoir si le Sud va être coupé en deux ou en dix, ou réuni.

Quel est le bilan net de cet accord ? Les Américains quittent le sol du Vietnam et n'y reviendront pas. Mais leurs avions demeurent au voisinage. Washington espère que, pris entre le bâton des bombardements possibles et la carotte des dollars probables, l'âne nord-vietnamien finira par avancer. En outre Washington renforce sa main en faisant franchir un nouveau pas à ses relations avec Pékin : Bruce va ouvrir une quasi-ambassade en Chine, tandis que le Secrétaire au Trésor ouvre à Moscou un compte en dollars et que Nixon invite Brejnev à la Maison Blanche. L'isolement de Hanoi continue.

Mais cela suffira-t-il pour garantir la bonne exécution des Accords, du moins au Sud ? Car là, le bilan laisse une situation plus rude.

Les Américains n'ont pas accepté le départ de Thieu : il reste donc. Mais en conséquence ils n'ont pas obtenu le départ des troupes nord-vietnamiennes. On voit donc bien l'échange possible : Thieu partira si les troupes du Nord partent ; inversement les troupes du Nord partiront si Thieu part. Tel va être, à mon sens, l'enjeu des négociations qui vont s'ouvrir à la Celle Saint-Cloud entre les deux Sud.

Mais si chacun se fixait cet objectif d'arriver à l'échange, l'on serait déjà à mi-chemin. Or pourquoi ce qui n'a pas été possible avant l'Accord, ce qui même n'a pas été nécessaire pour en arriver à l'Accord, deviendrait-il possible et nécessaire après celui-ci ? Parce que les choses ne peuvent pas rester éternellement ainsi, répond-on, parce que la peau de léopard ne peut durer, parce qu'il faut avancer si l'on ne veut pas reculer, parce qu'il faut faire la paix si l'on ne veut pas faire la guerre. Soit, mais outre qu'il faut admettre, sur ce chemin, que personne effectivement ne veut faire à nouveau la guerre, que les généraux de Saigon ne rêvent pas d'étrangler une fois pour toutes le GRP, que Giap est prêt à remplacer le glaive par le soc, il reste une autre solution sous forme d'un immobilisme moins dangereux que celui de la peau de léopard : le regroupement des forces dans deux zones bien délimitées, l'ouverture d'un dialogue politique « bidon », c'est-à-dire la partition définitive du Sud, la création d'un troisième Vietnam, plus proche en fait de Hanoi que de Saigon, sous des apparences d'indépendance et de neutralité.

Kapitsa, que j'ai eu à déjeuner pendant la Conférence, m'a exposé la solution du regroupement. Il est le seul jusqu'ici à m'avoir tenu ce langage. Les Vietnamiens auxquels j'en parle se récrient, et d'abord, bien sûr, ceux de la « troisième composante » auxquels pareille solution fermerait définitivement la porte du retour au pays. Mais ne serait-elle pas, tragiquement, la plus commode ? Chacun resterait chez soi, Thieu à Saigon, dans le Delta, sur les plaines côtières, avec son armée, son administration. Le GRP, appuyé sur les forces de Hanoi camouflées dans son armée, tiendrait les hauts plateaux, la zone démilitarisée, Loc Ninh, les confins des trois frontières. Il reprendrait en sous-main son travail de sape politique. Il jouerait à terme la chute du régime Thieu. Des élections ? Pourquoi s'y risquer ? Pour faire apparaître que l'on n'est qu'une minorité ?

Peut-être suis-je pessimiste. Peut-être les Sud-Vietnamiens se laisseront-ils aller aux plaisirs de la détente. Pour l'instant, ils n'en donnent guère le sentiment. Mais attendons.

De nous, que dire ? Le seul épisode fut cette étrange négociation que Schumann m'avait chargé de nouer, pour transformer nos relations avec ces trois Vietnam. Après mûre réflexion, nous nous étions arrêtés à cette proposition que j'avais faite : élever d'un cran nos représentations : Ambassades à Hanoi et Saigon, Délégation du GRP à Paris, sans réciprocité immédiate. Schumann m'avait assuré qu'il avait l'accord de Pompidou. S'est-il trompé, Pompidou a-t-il fait marche arrière, mieux éclairé par son Cabinet, toujours plus « à droite » que Schumann et moi sur l'affaire vietnamienne (Schumann ayant toujours été « plus à gauche, malgré tout, que moi », ainsi qu'un jour il me l'a dit) ? Toujours est-il qu'après que Schumann ait proposé la solution à Madame Binh, qui s'en était d'ailleurs dite déçue, Pompidou a essayé de gommer l'offre faite au GRP pour ne retenir dans l'immédiat que les deux Ambassades. Pour l'heure, nous attendons la réponse de Hanoi à notre offre d'annoncer incessamment l'établissement de relations diplomatiques. Mai Van Bo ne paraît pas insister sur la nécessité de « faire quelque chose » pour le GRP, ce qui nous aura donc permis de faire un geste pour celui-ci. Puis nous procéderons au rétablissement des relations avec Saigon.

Ma conviction est que, si nous voulons jouer un rôle actif, nous devons garder une position originale et donc des contacts avec tout le monde, ne pas paraître choisir Saigon et Thieu contre le GRP. Mais les milieux d'affaire pro-saigonnais du type Gaston Rueff, sont puissants à l'Elysée. Pourtant une partie des plantations est sous le contrôle du GRP. Autour de tout cela, une réelle tristesse : Pleven et Schumann, « mes » deux Ministres battus de quelques voix aux élections. Une époque s'achève pour Gabrielle¹ et pour moi.

Ce matin, Schumann, venu nous faire ses adieux, m'a dit devant tous, « Henri, vous êtes celui avec lequel j'ai travaillé pendant ces quatre ans avec le plus d'amitié et d'affection. »

Il a quitté le Ministère cet après-midi et a pris une chambre d'hôtel pour y dicter à une secrétaire la fin d'un roman inachevé depuis six ans.

Il m'est difficile de juger Schumann. Des dons prodigieux de mémoire, de facilité, de lecture, d'analyse, d'exposition, de répartie. Une fidélité totale à Pompidou. Une activité inlassable. Une volonté constante de chercher une solution, de négocier, de trouver un compromis. Mais certes une rapidité parfois dangereuse dans l'exécution. Un irrépressible besoin de parler en public. Une confusion entre l'homme public et le Ministre, entre l'ancien député-journaliste et l'homme de chancellerie. Une générosité optimiste l'amenant à minimiser les difficultés. Une capacité touchante à oublier ce qu'il avait dit en fait la veille. Cependant, avec ses faiblesses, qui n'étaient pas des défauts, je le préférerais à Couve, à Debré, comme je le préférerai sans doute à son successeur. Avec lui, la France était chaleureuse.

1^{er} avril

¹ Ma femme était Conseiller technique au Cabinet de René Pleven, Ministre de la Justice.

L'affaire de nos relations avec Hanoi, Saigon et le GRP n'a cessé de se compliquer depuis deux semaines. Pompidou a piqué une crise parce que Hanoi, bien qu'ayant accepté de céder sur la parité entre le GRP et Saigon, avait osé demander que le communiqué l'intéressant et celui concernant l'établissement d'une délégation pour le GRP soient publiés simultanément et qu'en outre, cette délégation soit établie non pas auprès du Ministre des Affaires Etrangères, mais auprès du Gouvernement. Alors que je trouvais satisfaisant que nous réussissions à obtenir de Hanoi qu'il accepte d'établir des relations diplomatiques avec nous malgré notre refus de la parité Saigon-GRP, Pompidou, sous l'influence de Jobert, a pris les choses autrement. Il s'est indigné des conditions posées par Hanoi et a exigé qu'on le lui dise. D'où démarche de Chayet : « Nous avons constaté avec surprise et regret » ; « il ne serait pas convenable. » D'où admonestations de Bettencourt à Vo Van Sung : « Nous avons été peinés » de constater qu'on nous posait des conditions, alors que Benelux, Italie étaient acceptés sans coup férir. J'ai essayé d'expliquer ce qu'effectivement Hanoi a répondu : « On vous aime plus que les autres, alors on est plus exigeant. » Et c'est vrai ! Tout cela ne m'ennuierait pas trop si, en outre, Pompidou, une fois les conditions retirées, ne voulait pas revenir en arrière sur les propositions de Schumann, disparu de la scène entre-temps, et réduire la délégation du GRP en une simple Mission de liaison. Jobert, dans tout cela, joue un rôle étrange. Je ne sais s'il est mû par le mépris dans lequel il tient ostensiblement Schumann, dont il se bat l'œil, ou s'il croit vraiment que maintenant Thieu a gagné la guerre.

Jamais Schumann, si docile qu'il puisse être, n'aurait accepté qu'on le démente à ce point.

Entre les deux délégations sud-vietnamiennes j'ai commencé mon rôle de « go-between » au cours de la journée de mardi 27 par une conversation avec Dinh Ba Thi à l'Ambassade de la Chine et un dîner avec Tran Van Don.

L'ordre du jour du GRP est :

1. Garantie des libertés démocratiques
2. Formation du Conseil de Concorde
3. Elections générales

Et rien sur les questions militaires.

On ne peut être plus clair : pas de retrait des forces nord-vietnamiennes, et pas d'élections pour l'instant.

L'ordre du jour de Saigon est :

1. Elections générales,
2. Formation du Conseil de Concorde,
3. Réduction des effectifs et démobilisation des effectifs réduits.

Autrement dit : Saigon, qui se sent en position de force, voudrait des élections tout de suite.

Mais lesquelles ? Tran Van Don prétend que Saigon a offert des élections constituanes, en sous-main, alors que la thèse officielle est que les élections doivent se situer dans le cadre de la Constitution.

Sur les libertés démocratiques, la thèse de Saigon est que les Accords de Paris n'en ont pas fait un sujet de négociations. C'est à chacun d'en assumer l'exercice dans sa zone. J'ai fait observer que cette attitude donnait le beau rôle au GRP. Do en convient, mais il estime que c'est seulement en vue de la campagne électorale que l'on peut en discuter.

Mais les deux interlocuteurs se retrouvent d'accord pour ne pas hâter la création du Conseil de Concorde. Ils préfèrent ne pas mettre en selle la troisième force et cherchent des prétextes. Le GRP dit qu'il faut d'abord assurer les libertés démocratiques. Saigon ironise sur l'impossibilité de trouver des interlocuteurs valables et sur la désunion des hommes de la troisième composante. Pourtant Minh est sorti de son silence. Je multiplie mes avertissements à Saigon : ne perdez pas la bataille de la troisième force ! Sinon vous la retrouverez contre vous.

Bref tout se passe comme si le dialogue était impossible. Va-t-on assister dans quelques mois à une reprise des hostilités ?

Je serais étonné que Hanoi et le GRP lancent tout de suite des attaques frontales. Nixon multiplie les avertissements et il est homme à renvoyer ses bombardiers. Mais dans six mois, dans un an, l'opinion américaine accepterait-elle ? Elle n'est pas encore démobilisée. Il faut attendre.

La tactique de Hanoi devrait être plutôt d'isoler l'Administration de Thieu et de jouer sa chute comme il a joué celle de Diem. Il va sans doute jouer sur les difficultés économiques et sociales. Je serais étonné qu'il s'engage vraiment dans un processus politique, encore plus dans des élections avec Thieu. Il va attendre sa chute et son départ ; alors il offrira de nouveau un Gouvernement de coalition qui reste son objectif. La réélection de Thieu est en 1975. C'est à ce moment-là que les offensives sérieuses commenceront.

C'est pour cela que j'explique que la fin de la guerre n'a pas laissé seulement deux boules sur le billard vietnamien. Il y en a trois.

28 mai

Depuis trois mois la France a cessé d'avoir une politique vietnamienne. Le passage de Schumann à Jobert s'est marqué par un arrêt de toute initiative et de toute action dans les négociations en cours, tant entre Américains et Nord-Vietnamiens qu'entre Sud-Vietnamiens. Il a fallu attendre le 18 mai pour que Jobert accorde audience à l'homme de Saigon, puis à Vo Van Sung. Encore ne leur a-t-il rien dit. En outre, la crise sur la représentation du GRP nous a paralysés. Nous avons attendu l'agrément donné à nos Ambassadeurs, Chayet au Nord, Mérillon au Sud, pour reprendre contact avec le GRP. Encore avons-nous tant tardé que Hanoi nous a publiquement accusés de discriminer celui-ci. Erreur de sa part, d'ailleurs, car cela rend encore plus difficile la négociation. « Nous aussi, nous avons une face », a dit Jobert.

Néanmoins, j'ai obtenu le droit de voir Dinh Ba Thi et de lui proposer notre solution : Mission de liaison auprès du Ministère des Affaires Etrangères, et non Délégation Générale, comme il le souhaite, auprès du Gouvernement. Et encore ai-je dû lui passer un savon. J'ai obtenu aussi de pouvoir poursuivre mes contacts. Mais nous avons perdu notre crédit. La troisième force pense que nous avons choisi Thieu contre le GRP, alors que nous aurions pu, à peu de frais, satisfaire tout le monde et ne nous brouiller avec personne. C'est clairement la faute de Pompidou qui a soudain voulu désavouer Schumann (je ne peux distinguer en tout cela l'influence directe de Jobert).

Il est clair que Hanoi et le GRP estiment que nous avons changé de politique. Comme en outre les petits journaux ont annoncé que j'allais avoir l'oreille fendue pour ne pas savoir m'adapter « au virage de la politique asiatique », ils en concluent que le virage existe.

Or, il existe moins qu'ils ne le pensent. Notamment à propos du Cambodge où Jobert est plus « sihanoukiste » qu'on aurait pu le penser. Mais Pompidou, paraît-il, ne croit pas à Sihanouk.

Jobert a donc vu deux fois Kissinger, revenu négocier avec Le Duc Tho la semaine dernière. Il lui a parlé de Sihanouk et en a retiré l'impression d'un homme qui n'écartait pas la possibilité d'un dialogue avec Sihanouk, qui s'interrogeait sur le meilleur choix. Nous l'avons dit aux Chinois, car Chou En Lai, notamment en prévision de ce passage de Kissinger à Paris et de la rencontre Nixon-Pompidou d'après demain, était intervenu personnellement auprès de Manac'h. Et Jobert l'a dit à Le Duc Tho qu'il recevait hier.

Mais aussi longtemps que nous n'aurons pas réglé notre affaire avec le GRP, nous serons en froid avec Hanoi. Du côté de Saigon, je ne pense pas que l'installation d'une Mission du GRP devrait compliquer les choses. J'ai essayé ce matin, retournant à nouveau à Choisy où je n'étais allé depuis longtemps, de faire comprendre à Le Duc Tho que c'était son intérêt de conseiller au GRP d'accepter notre solution. Et je lui ai dit franchement les choses : qui reconnaîtra à la fois Saigon et le GRP ? Les uns reconnaissent le premier, les autres le second. Nous serons en fait les seuls à faire quelque chose pour les deux, même si ce quelque chose ne les situe pas sur un pied d'égalité.

Il faut attendre. Le Duc Tho dit : je me demande si Kissinger sera « assez intelligent » pour chercher une nouvelle politique au Cambodge. J'avais envie de lui dire : je me demande si vous serez assez intelligent pour accepter ce que nous offrons au GRP.

L'ennui, c'est que par derrière notre politique il n'y a pas d'argent.

Sur le fond des choses Le Duc Tho m'a donné le sentiment de vouloir un accord avec Kissinger et de l'avoir obtenu. Mais cet accord ne fera que consolider l'existence de « deux zones, deux Administrations, deux Armées, trois Forces politiques ». C'est-à-dire que l'on mettra des drapeaux sur des cartes et sur des villages, concrétisant la division du Sud sur le terrain et la création d'un troisième Vietnam qui sera en fait une annexe du Nord. L'on créera peut-être le Conseil de Concorde à trois composantes. Mais l'on ne décidera pas d'une date pour des élections, car le GRP n'est pas en état de les affronter. A ce jour, c'est bien évidemment Thieu qui est perdant et je le comprends de s'inquiéter. Mais les Américains ont trop envie de se sortir du guêpier vietnamien et ils n'ont pas fini de payer pour en sortir. Ils paieront au Cambodge et ils paieront à Saigon.

10 septembre – Voyage en Chine de M. Pompidou – dans l'avion

Aujourd'hui la France, comme disent les journalistes, est à l'heure de la Chine. Toute la presse titre, publie, photographie sur la Chine. Chacun y va de son livre. Après celui de la Macciocchi, du belge Leys (« les habits neufs du Président Mao », le meilleur jusqu'ici), de Jean Esmein, après la résurrection de Segalen, voici Peyrefitte qui en deux mois fait un best seller d'un livre qu'il a commencé de rédiger en 71, après son voyage et qu'à son retour, quand il m'avait donné à lire les premiers manuscrits, je lui avais déconseillé de publier sous cette forme et suggéré de balancer davantage les jugements tant il était déséquilibré. A mûrir et sous l'influence raisonnable de sa femme, le livre a gagné en modération. Il reste néanmoins empreint d'une étonnante naïveté. Je me

souviens qu'à son retour, dînant chez lui, je m'étais amusé à le blaguer en lui disant qu'au fond la Chine, moralisante, puritaine, pragmatique, anti-intellectuelle, disciplinée, était la société idéale rêvée par l'U.D.R. Ses filles s'étaient esclaffées. L'on sent que Peyrefitte s'est beaucoup appliqué à prendre l'envers du tableau, la privation des libertés, l'encasernement, le lavage de cerveau. Mais le cœur n'y est pas, il est de l'autre côté, de celui de l'acupuncture ! De l'enthousiasme, de la « pensée Mao Tsé-Toung » En tout cas le voilà promu au rang de sinisant numéro un de la République Cinquième. Malraux n'a plus qu'à aller se rhabiller au vestiaire où les Chinois l'ont d'ailleurs déjà reconduit. Ils n'en parlent plus jamais, estimant qu'il « n'avait pas bien compris les paroles de notre Président. » Il faut dire que la conversation avec Mao dans les Anti-Mémoires est aussi loin de la réalité que celle avec de Gaulle dans « les Chênes qu'on abat » et les Chinois ont évidemment moins de capacité à comprendre la transcendance littéraire que nos distingués intellectuels. Avant de le quitter tout à l'heure à Orly, j'ai dit à Peyrefitte, qui m'interrogeait avec anxiété sur l'accueil fait par les Chinois à son livre, qu'il fallait attendre pour voir s'il subirait le sort de Malraux qu'un Chinois énumère la liste traditionnelle des visites françaises en Chine : Bettencourt, Couve de Murville, Schumann, Chaban Delmas. Si son nom y était encore, c'est qu'il avait passé l'examen. Sinon, comme Akhenaton rayant des cartouches de l'immortalité les hiéroglyphes de ses prédécesseurs, la Chine le poursuivrait jusque dans les enfers !

Alfred Max vient aussi de sortir le livre tiré du voyage qu'il a fait en 71. Je vais le lire avec intérêt, car Max est un très bon esprit.

En tout cas le voyage fait recette. Première visite officielle en Chine d'un Chef d'Etat « occidental », celle de Nixon en 72 n'ayant été que « privée », d'Europe de l'Ouest en tout cas. Il était temps d'ailleurs. L'an dernier, avec Schumann, si je me souviens bien, les Chinois avaient fait un discret sondage pour demander si Pompidou ne pourrait venir tout de suite, en octobre. Ils paraissaient alors très pressés. Mais on n'était pas d'humeur à venir au sifflet et l'on a pris son temps, si bien que Heath aurait failli venir avant.

« Les masses seront à l'aéroport », nous a-t-on dit quand on a commencé à parler protocole, ce qui signifie que demain à l'arrivée il y aura du monde, des bannières et du bruit. Les rues seront décorées. Aucun rassemblement de masse cependant n'est prévu et Pompidou fera son discours, comme tous les invités officiels, au grand banquet offert par Chou En Lai dans le Palais des Congrès.

Ce discours, j'y ai beaucoup travaillé en juin, car il a fallu remettre tout le dossier à l'Elysée avant le départ en vacances, ce qui n'a pas empêché d'en refaire un second au retour ! Le texte final ne s'écarte presque pas du mien, sinon que Pompidou a rajouté les noms de Saint John Perse et Claudel. Toujours la touche littéraire ! Du coup les Chinois vont être obligés de se précipiter sur leurs spécialistes de littérature française (mais dans quelle brigade de recyclage sont-ils ?) pour leur demander des informations sur ces personnages si éminents ! En tout cas, cela vaut mieux que la référence aux « laques » et aux « cloisonnés » que Pompidou avait glissée dans son discours à Pai Hsiang Kuo il y a deux ans à l'Elysée.

Le voyage, ou plutôt le trajet, Pompidou en a fort méticuleusement suivi l'élaboration. Le principe de base était de ne pas trop se fatiguer. En conséquence, pas de visites d'établissements industriels ou agricoles, pas de communes populaires, pas de Grande Muraille. Il fallait aussi aller quelque part où personne, du moins parmi les visiteurs récents, n'était allé. Le choix s'est finalement porté sur les grottes bouddhiques de Yun Kang, près de Da Tong à l'Ouest de Pékin. C'est le seul « clou », et encore, de ce voyage par ailleurs très calme et conventionnel : trois jours à Pékin, de mardi après-midi à vendredi après-midi, avec seulement deux repas officiels, une soirée de ballets, trois entretiens avec Chou En Lai et, mais les Chinois se sont énergiquement refusés à l'admettre officiellement et à en prévoir le jour et le lieu, un entretien avec Mao. Puis, départ en train pour Tatung et le samedi, on s'envole pour le paisible et classique lac de Hang Tchéou et le dimanche s'achève à Shanghai d'où on s'envole pour Paris le lundi.

La mise au point de ce programme a donné lieu à deux missions préparatoires en juin et juillet du Protocole et de la Sécurité. Ces pauvres Chinois en ont bavé : on leur a demandé de tout minuter, de dire qui serait là, à droite, à gauche, en face, qui se lèverait, s'assiérait, qui monterait dans les voitures, toutes choses normales certes, mais pour eux stupéfiantes. Le résultat d'ailleurs est satisfaisant et nous sommes en possession d'un vrai « programme », du moins du côté français. Mais le « programme » chinois, imprimé paraît-il, ne comporte toujours pas de minutage ! Manac'h ne cessait de dire : « Je vous assure que tout se passera bien. Il faut se plier aux habitudes chinoises. En Chine, on a une tradition d'hospitalité. » Mais nos gens de Paris ne l'entendaient pas ainsi : on voulait savoir où l'on allait et comment ça se passerait.

Mardi soir 10 septembre

L'arrivée à l'aéroport a été, à l'heure exacte, tout à fait convenable. Les « masses » étaient là sous la forme de quelques centaines de danseurs et danseuses bariolées. Musique, hymnes nationaux. Chou En Lai, vêtu de gris clair et souriant, était à la coupée, entouré de personnages qui m'étaient inconnus, sauf les gens des Affaires Etrangères, Chi Peng Fei, Chiao Kuan Hua. Tout cela était coloré, vivant, plus amical que solennel. Ces Chinois, quand ils veulent, savent rendre les choses gaies, sans doute parce que leur nature est à la gaîté. Ils n'ont pas besoin de se forcer. Le tout est qu'ils soient invités à la manifester et ils l'étaient aujourd'hui.

La grande perspective qui passe devant la porte de Tien An Men était bordée, sur un bon kilomètre de chaque côté, par trois ou quatre rangs de « masses », en particulier par des milliers d'écolières en jupes fleuries, ce qui est plus agréable que les pantalons décidément. Seules ces jeunes enfants ont l'air de femmes ! Et puis il y avait la masse plus sombre des « travailleurs ». Tout ce monde applaudissait et souriait, des banderoles, des oriflammes étaient tendues au travers de l'avenue, chantait un « chaleureux bienvenue au Président Pompidou ».

Je suis logé à l'hôtel de l'Amitié, ces messieurs de la Présidence, de la Sécurité et du Protocole étant logés dans deux résidences situées un peu plus loin dans un parc. Mais j'y suis fort bien, disposant d'une « suite » : chambre à deux lits, vaste salon avec bureau, et trois salles de bains, douches, etc.

Mercredi 11 septembre

Après le banquet, où Chou En Lai a fait un discours antisoviétique dur, (le désir de nous compromettre dans leur conflit et de nous engager dans la lutte contre « les deux hégémonies » est évident), l'on me conduit dans une villa du parc résidentiel où Pompidou est logé. Il doit bien y en avoir une vingtaine, disséminées dans le parc. M'attend là le Directeur d'Europe pour discuter du communiqué.

Nous y resterons jusqu'à deux heures du matin. La vraie difficulté est précisément dans cette affaire d'hégémonie. Nous ne voulons pas y souscrire. Notre formule, c'est « l'hostilité à la politique des blocs ». Mon Chinois ne l'entend pas de cette oreille : vous avez dit cent fois (sous-entendu le Général de Gaulle) que vous étiez contre la « double hégémonie ». Pourquoi ne voulez-vous plus le dire aujourd'hui ?

Allez donc leur expliquer que Pompidou, ce n'est pas de Gaulle !

Mercredi soir

L'affaire du communiqué n'a guère évolué. Donc hier soir, mon Chinois s'en tenait absolument à sa formule sur l'hégémonie et disait crûment que si on ne mettait rien de tel, il n'y aurait pas de communiqué commun, mais un simple communiqué de presse ne portant que sur les questions bilatérales.

A l'heure du déjeuner, Pompidou, auquel Balladur avait relaté l'affaire, a pris la plume et a pondu un texte qui mélange « le refus de la politique des blocs et de quelque hégémonie que ce soit », mais m'a fait donner instruction de ne pas le lâcher tout de suite.

Là-dessus, nous sommes partis au ballet avec Chou En Lai et mon Chinois m'a dit que nous ne nous réunirions pas aujourd'hui pour reprendre l'affaire du communiqué. Il fallait que chacun réfléchisse.

Puis, à l'entracte du ballet, nous avons eu un aparté. Il m'a réattaqué sur le Général de Gaulle qui, lui, n'hésitait pas à dire les choses telles qu'il les pensait sans avoir peur des réactions des autres. Je lui ai dit, sans plus, qu'à mon avis, on pouvait s'entendre. Et surtout je lui ai demandé si l'on pouvait travailler demain. Après le dîner, sans doute, m'a-t-il dit.

Ensuite j'ai fait demander si je devais accélérer la discussion et provoquer une réunion dès demain matin. La réponse de Balladur a été : non, attendons.

Cet après-midi, après une heure d'entretien entre Pompidou et Chou, consacré pour les trois quarts à un bon exposé par le premier de notre politique, on a fait passer à Chou un mot. Il a dit alors que Mao attendait Pompidou et, pour la première fois, a invoqué l'état de santé de Mao pour justifier qu'il ne puisse fixer ses rendez-vous à l'avance. Mais il a ajouté ensuite qu'il valait mieux ne pas tarder car la presse aurait pu spéculer sur ce retard. Il a dit aussi que Chang Ching, la femme de Mao, serait au ballet et que lui-même accompagnerait Pompidou de bout en bout.

Jeudi matin

Lipkowski dit que Mao se plaignait ouvertement de ne plus être en bonne santé, disait qu'il allait bientôt mourir. C'est surtout l'élocution, dit Lip qui parfois est difficile. Il a dû avoir une attaque. Il marche difficilement et ses jambes sont enveloppées de bandelettes.

Paris 22 septembre

La première personne qui m'a téléphoné mardi au retour de Pékin était Peyrefitte. Il voulait me demander si vraiment je trouvais que le voyage était un succès, car l'on commençait déjà à susurrer que la montagne avait accouché d'une souris et que, si de Gaulle avait été là, c'eût été d'un éléphant. Subsidièrement il souhaitait savoir si les Chinois m'avaient parlé de son livre.

Sur le second point je lui ai dit que j'avais interrogé mes interlocuteurs. L'on m'avait répondu : « Nos interprètes sont en train de le traduire », ce qui ne l'a qu'à moitié rassuré !

Quant au premier, je lui ai répondu ce que je ne cesse de dire depuis mon retour, et pas par convenance ou par prudence : je trouve que ce voyage a été un succès. Mais ce que je ne dis pas, du moins aussi nettement, c'est que parmi les raisons pour lesquelles je trouve qu'il a été un succès, il y a qu'heureusement il n'a pas été un trop grand succès ! En d'autres termes, Pompidou n'a pas basculé dans le camp chinois.

Mao, Chou l'espéraient-ils ? Certes, ils avaient dû noter que, depuis quelques mois, Pompidou et Jobert tenaient des propos de moins en moins faits pour plaire aux Soviétiques et que nos rapports avec Moscou se refroidissaient singulièrement. Mais je ne puis penser qu'ils aient pu être assez naïfs ou assez mal renseignés pour imaginer que Pompidou allait soudain à Pékin faire un discours à la de Gaulle, vouer les hégémonies aux gémonies (pas mal !) et se payer le luxe de se mettre mal, brutalement et gratuitement, avec l'URSS et, secondairement, avec Nixon pour le simple plaisir d'en faire aux Chinois et de « faire un malheur » et un titre pendant quarante-huit heures !

Evidemment, à leurs yeux, Pompidou s'est peut-être trop gardé : loin de jamais concéder, en public, une parole directement désagréable pour l'URSS, il a pris grand soin de déclarer que l'amitié franco-chinoise n'était dirigée contre personne et de faire annoncer à Pékin qu'il rencontrerait en janvier prochain Brejnev en URSS. Néanmoins, dans son discours du premier soir, il avait proclamé le droit de la France à « ne pas se laisser désarmer » et, après de longues réticences dont les Chinois ont été nécessairement les témoins, il avait fini par accepter que le mot « hégémonie » figure dans le communiqué.

Cette histoire de communiqué est assez curieuse pour être racontée dans le détail.

Nous avions autour de nous, à toute heure du jour et de la nuit, une nuée de journalistes. Certains qui me voyaient rentrer très tard dans ma chambre, puisque j'habitais l'hôtel, se doutaient bien que cela ne devait pas aller tout seul et tous ont réalisé, à Shanghai, que le texte n'avait été prêt qu'à la dernière minute. Mais curieusement aucun n'a compris sur quel point avait porté la difficulté, même Tatu. Ils sont tous partis sur une fausse piste et ont cru que le désaccord était survenu sur l'Europe, alors qu'il n'y en a eu aucun là-dessus et qu'il est survenu sur cette affaire d'hégémonie.

La discussion sur le communiqué a donc commencé dès le premier soir à Pékin à partir d'un texte français et d'un texte chinois. Le nôtre se contentait de parler de politique des blocs, tandis que le chinois voulait nous faire dire que nous devions nous opposer à tout Etat ou à tout groupe d'Etats qui prétend à l'hégémonie et déclarer ne pas rechercher pour nous-mêmes l'hégémonie. C'était, à peu près, la formule employée dans les textes Chou En Lai-Nixon et Chou En Lai-Tanaka et les Chinois avaient ajouté que la phrase avait été proposée par Kissinger, acceptée par Chou et re-proposée par Chou à Tanaka. Chou devait d'ailleurs dire à Pompidou, dans une de ses remarques « en passant » dont il a l'art à un point extraordinaire, que la phrase ne figure pas dans le communiqué Nixon-Brejnev. La manœuvre est claire : il s'agit de faire souscrire à cette phrase le monde entier jusqu'au plus petit Etat du monde, si ridicule que ce soit, pour prouver que, puisque les Russes sont les seuls à ne pas y souscrire, c'est donc qu'ils sont les seuls à se refuser à renoncer à l'hégémonie et par conséquent qu'en fait ils sont les seuls à y prétendre et à la pratiquer.

De notre côté nous ne voulions pas nous couvrir de ridicule en paraissant, même pour déclarer ne pas y prétendre, avoir des vellétés d'hégémonie et j'ai dû, pendant d'interminables heures, expliquer que l'hégémonie, que nous avons certes pratiquée, était pour nous désormais une affaire du passé, et que ce n'était pas notre affaire si elle était pour d'autres une question actuelle ou d'avenir. Mon Chinois souriait gentiment et refusait de comprendre, affirmant fort aimablement que la France était une grande puissance, moins aimablement, qu'à suivre mon raisonnement la Chine avait beaucoup plus de raisons que la France de prétendre à l'hégémonie. Je me souviens qu'une nuit, il fit la grimace quand je lui contai la fable de « la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. » Mais une autre fois, ce fut moi qui la fis quand il arriva triomphalement en brandissant une citation de Pompidou dans un message au Parlement : « La France ne prétend pas à l'hégémonie. »

D'autre part, nous ne voulions pas, s'agissant de l'autre aspect de la phrase, déclarer que nous nous opposions à l'hégémonie ; nous ne voulions pas non plus avoir l'air de parler de « l'hégémonie des autres », comme à un moment on nous le proposa, car nous trouvions tout cela trop clairement dirigé contre les Soviétiques.

Enfin nous tenions, et Pompidou tenait personnellement beaucoup, ne cessait de me répéter Balladur, au mot « paix » dont les Chinois ne voulaient à aucun prix. Tout en répétant qu'ils ne sont naturellement pas contre la paix, ils ne cessaient de dire que le devoir premier, prioritaire, impératif est de s'opposer d'abord aux hégémonies et qu'il ne faut rien dire qui puisse donner aux peuples l'impression d'une détente possible.

Après la première séance de travail, Pompidou, désireux d'aboutir, avait rédigé de sa main une formule que je fus chargé de vendre : « Les deux parties déclarent leur hostilité à la politique des blocs et leur refus de toute hégémonie d'où qu'elle vienne en vue de l'équilibre mondial et du maintien de la paix. » En prononçant le mot hégémonie, il avait l'impression de faire une sérieuse concession, mais il voulait en compensation ne pas qualifier l'hégémonie et présenter ce refus dans une perspective pacifique et constructive.

Je présentai cette formule le jeudi soir. Mon Chinois la critiqua vivement et me refit un cours sur de Gaulle. Le mot « refus » lui paraissait trop faible. Il voulait l'hégémonie des autres. Pourquoi ne voulions-nous pas déclarer que nous renoncions à toute « hégémonie » ? En même temps, il bloquait la discussion sur presque tous les autres sujets en discussion, faisait des difficultés sur le Cambodge, refusait de s'engager sur les épithètes relatives à l'entretien entre le Président et Mao, que les Chinois avaient baptisé de « sans contrainte », ce qui nous paraissait un peu froid et que nous voulions « très amical ». Nous souhaitions aussi que l'on parle du maintien de contacts personnels et l'on nous disait qu'il fallait attendre la fin des entretiens. L'on me laissait entendre qu'après tout l'on pourrait bien se passer de communiqué !

Le vendredi, à l'issue du dernier entretien officiel et avant le dîner à l'Ambassade et le départ en train pour Tatung, Pompidou fit une conférence de presse où un journaliste l'interrogea sur les hégémonies. Je l'entendis alors employer les mots que j'avais interdiction d'accepter : hostilité ; la France s'y oppose et s'est toujours opposée... Voilà qui n'allait pas faciliter ma tâche.

Avant le dîner, je vais voir mon Chinois et je lui propose une formule qui continue de le faire grimacer : « Les deux Parties sont tombées d'accord pour refuser, dans l'intérêt de la paix, toute hégémonie d'où qu'elle vienne. »

Là-dessus nous partons pour Tatung. La journée se passa en visites et il faut attendre la soirée à Hangchéou pour reprendre de onze heures du soir à trois heures du matin la discussion. Nous la poursuivrons encore le lendemain à Shanghai à partir de onze heures du soir et, c'est finalement, vers deux heures du matin que nous avons l'impression de tomber d'accord sur la formule, après d'interminables palabres linguistiques. La solution est venue lorsque mon Chinois a dit : « Mais puisque vous vous déclarez contre, pourquoi ne voulez-vous pas l'écrire ? » Mais, ai-je répondu, je puis écrire que nous nous déclarons contre, tandis que je ne veux pas écrire que nous sommes opposés. Là-dessus flottement. Longues consultations entre les interprètes. Finalement on découvre que dans l'expression « se déclarer contre », le mot « contre » en chinois se traduit par le même mot que « s'opposer à ». Le Chinois ne comprenait visiblement pas que, pour moi, l'expression « se déclarer contre », du fait qu'elle était déclarative, était beaucoup moins forte que « s'opposer à ». Or le simple fait pour lui que le mot « contre », avec sa traduction chinoise satisfaisante pour lui, était accepté par nous allait lui permettre d'abandonner toutes ses autres prétentions et, comme de notre côté, nous avons accepté de parler « d'amélioration de la situation internationale », au lieu de « l'intérêt de la paix », l'accord était fait sur la simple phrase : « pour l'amélioration de la situation internationale, les deux Parties se déclarent contre toute hégémonie. »

Je grimpai dans la chambre de Jobert qui allait se mettre au lit et me donna son accord. Il ne restait plus qu'à obtenir celui du Président. Mais il dormait. Ce ne fut qu'à dix heures moins le quart le matin que Balladur me donna son accord sur l'ensemble du texte. Il était temps ! L'avion décollait à midi !

Evidemment, pour plaire tout à fait aux Chinois, il faudrait être foncièrement anti-soviétique, pro-américain et européen. Il faudrait ne conclure aucun accord avec l'URSS, ne s'engager dans aucun exercice de détente, garder les Américains chez soi, les aider si nécessaire à y rester en les payant, se dépêcher de faire l'Europe, non seulement économique et monétaire, mais politique et surtout militaire. Mao et Chou au fond, c'est Lecanuet ! Or Pompidou n'est pas Lecanuet. Certes il l'est cent fois plus, grâce à Dieu, que de Gaulle, mais enfin d'une part il ne peut se permettre de l'être tout à fait à cause de ses vestales gaulliennes, de l'autre il n'entend ni se brouiller avec l'URSS, ni se plier devant toutes les exigences américaines, ni faire n'importe quelle Europe.

Cependant, je pense qu'il a dû, malgré son manque naturel d'exubérance et des propos toujours nuancés, paraître à Mao méfiant à l'égard des Soviétiques, décidé à avancer sur la voie européenne et compréhensif à l'égard des Américains.

Un soir, à dîner, Chiao Kuan Hua a expliqué à ses voisins de table, à grands traits dessinés sur la carte, le système du monde : l'URSS au centre, avec à gauche l'Europe, et à droite la Chine, se donnant la main pour la contenir. On ne peut être plus clair !

Pendant ce temps, à Moscou, Kovalev nous remettait une superbe protestation contre les articles antisoviétiques parus dans la presse française à propos de la répression dont les intellectuels russes sont victimes. Et pendant ce temps aussi l'URSS procédait à la plus grosse explosion nucléaire souterraine qu'elle ait jamais faite, exactement comme la Chine avait procédé à une explosion atmosphérique pendant que Brejnev était aux Etats-Unis en juin. Charmants procédés ! Il est vrai que de Gaulle avait fait exploser une bombe pendant que Khrouchtchev était en France.

A mon retour, j'ai préparé quelques belles lettres de Pompidou à ses collègues, dont une à Brejnev qui est un joli petit monument d'hypocrisie. Je ne sais encore si elle a été corrigée.

Une chose cependant m'a un peu étonné. Les Chinois, qui ne cessaient pourtant de déclarer qu'il fallait un communiqué ayant une substance politique, ont refusé d'y inscrire la phrase que nous avions insérée dans notre projet sur le droit des deux pays à poursuivre, en l'absence d'un véritable désarmement, leur propre défense. Il est possible que, tout en admettant in petto une solidarité objective avec la France, les Chinois, vis-à-vis du Tiers Monde, ne souhaitent pas l'afficher. A la Conférence d'Alger ils ont mieux que nous tiré leur épingle du jeu et nous avons été les seuls expressément condamnés. Certains disent en effet que les Chinois expérimentent sur leur propre territoire, ce qui laisse entendre que Mururoa n'est pas territoire français : ô scandale ! (Deux fois par mois je dois le répéter aux Ambassadeurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande depuis le début de l'année.)

On pourrait écrire pendant des heures sur cette affaire entre Russes et Chinois et ressasser toutes les raisons qu'ils ont aussi bien de se faire la guerre que de rechercher une paix, si médiocre soit-elle. Sans doute, y a-t-il dans tout cela beaucoup d'irrationnel. En tout cas, je n'ai rien senti chez Chou En Lai, et l'on me dit que chez Mao c'était pareil, qui laisse présager une amélioration des relations avec Moscou. Bien au contraire, j'ai trouvé Chou très agressif à l'égard de Brejnev, méprisant, caustique, ne cessant de rappeler la Tchécoslovaquie, la Mongolie. Et puis, au-delà du conflit entre les deux pays, j'ai noté des propos qui laissaient transparaître une sorte de conviction intime que le conflit général finirait par éclater. Il a parlé de l'accumulation des armements par les deux Super-Puissances, de l'impossibilité où elles finiraient par se trouver un jour de les contrôler, « et alors, n'est-ce pas, ce sera un conflit mondial. » Etait-ce la résurgence de la théorie de la guerre inévitable, répudiée par Khrouchtchev au XXème Congrès ? Peut-être n'était-ce qu'une façon incidente de rappeler la position théorique de la Chine, mais peut-être était-ce un sombre pressentiment ?

J'ai cru noter aussi une autre résurgence. C'était à propos du Chili. On venait d'apprendre qu'Allende s'était suicidé. Curieusement, Chou En Lai, tout en faisant son éloge funèbre, ne cacha pas ses critiques : Allende était allé trop vite, il avait nationalisé les industries trop rapidement sans s'assurer auparavant d'une base solide ; cette tactique précipitationniste lui avait été dictée par le PC chilien pro-soviétique ; tout cela marquait l'échec de la théorie khrouchtchevienne de la possibilité du passage pacifique au socialisme ; d'ailleurs la Révolution française n'était-elle pas là pour prouver qu'on ne pouvait avancer que par la révolution ; certes la Chine refusait d'exporter la révolution, mais l'on ne pouvait rien contre la circulation des idées (!), car elles ne connaissent pas de frontières. A quoi, sur ce subtil distinguo, Pompidou se contenta d'observer que la marge était étroite.

A la suite du premier exposé de Chou En Lai, Pompidou a remarqué qu'il le trouvait « pessimiste ». Du coup, Chou s'est longuement expliqué. Non, il n'était pas pessimiste, mais la Chine devait se préparer à toutes les éventualités, y compris au pire. Mais cela ne signifiait pas qu'elle croyait le pire sûr. La meilleure manière qu'il ne le soit pas était de s'y préparer. En d'autres termes : y être prêt pour l'éviter.

Dans son dîner en tête-à-tête avec Chou, le jeudi soir, dîner improvisé à la demande de celui-ci, Pompidou s'est laissé aller, m'a-t-il semblé à lire le compte-rendu, à tenter de laver un peu les Soviétiques de toute intention agressive à l'égard des Chinois. J'imagine qu'il avait plus ou moins dû promettre à Brejnev de le faire. En tout cas, il l'a fait avec beaucoup moins de véhémence que l'an dernier Maurice Schumann qui s'était lancé dans une longue tirade pour assurer que jamais, au grand jamais, les Soviétiques, tels qu'ils les connaissaient, ne seraient assez fous pour se lancer dans une pareille aventure, ce qui avait amené Chi Peng Fei à observer qu'il y avait eu dans l'histoire des fous et à rappeler Hitler !

Dans ce même dîner, où la conversation m'a paru tout à la fois libre et assez creuse, les deux hommes ont effleuré beaucoup de sujets. Ils ont reparlé notamment du Japon que, décidément, ni l'un ni l'autre n'aiment. On sent bien qu'il y a plus de sympathie pour l'Américain que pour le Japonais. Chou n'a cessé de répéter que le Japon était à la croisée des chemins. Il fallait certes espérer qu'il

prendrait le bon, qui était naturellement celui de l'amitié avec la Chine, une amitié qui n'était pas exclusive et qui pouvait s'accommoder de la signature d'un traité de paix entre le Japon et l'URSS, à condition bien entendu que celle-ci lui restitue les quatre îles qu'elle lui a prises. Mais l'on pouvait toujours craindre que le Japon ne prenne le mauvais chemin, celui de l'expansion, du militarisme, avec son économie anormale, boursouflée. Pompidou, qui n'aime pas le Japon, qui y va, comme un chien qu'on fouette, en avril, auquel il a fallu arracher un deuxième entretien avec Tanaka qui vient cette semaine à Paris, n'était pas loin d'opiner.

On a parlé très peu de l'Allemagne. Il n'y a eu aucune critique de Chou En Lai alors qu'en juillet il avait demandé à Chaban Delmas s'il ne trouvait pas que Brandt allait trop loin dans son Ost-Politik. Et Pompidou s'est payé le luxe de déclarer faire sienne la formule du Chancelier : défense + détente = sécurité. Chou est revenu sur la formule le lendemain pour préciser que bien sûr ce n'était pas mal, mais qu'il fallait l'apprécier selon les situations concrètes. Et d'enchaîner pour applaudir aux propos antérieurs de Pompidou : surtout que les Américains ne quittent pas l'Europe ni l'Asie ! Et de parler du vide.

Sur ce sujet du vide, sur lequel il est revenu dans le dîner en tête-à-tête, sa pensée est exprimée de façon un peu tordue et, en vérité, assez hypocrite car il ne veut pas dire franchement qu'il ne faut pas que les Etats-Unis en se désengageant créent un vide de peur que les Soviétiques ne le remplissent. Alors il dit : les Américains disent qu'en se retirant ils créeraient un vide ; cette idée est à la fois juste et pas juste ; elle n'est pas juste parce que c'est le peuple qui remplirait le vide, mais elle est juste quand même parce que l'URSS est en pleine expansion.

Dans l'ensemble, Chou En Lai n'a critiqué les Etats-Unis qu'à propos du Cambodge et, pour le reste, il a expliqué longuement, trop longuement (Pompidou tapotait un peu nerveusement sur son fauteuil), en prenant les choses depuis la guerre de Corée, Dulles, la Conférence de Genève, les conversations de Varsovie, Nixon, le Vietnam, le long cheminement qui avait permis de déboucher sur une « amélioration des relations avec les Etats-Unis ». La question de Taïwan, a-t-il confirmé, n'est pas prioritaire. Il n'a eu aucune remarque désagréable sur le compte de Nixon. Kissinger sera bientôt à Pékin. Mais il a indiqué qu'il ne pourrait aller lui-même à New York ou à Washington aussi longtemps que les Etats-Unis maintiendraient des relations diplomatiques avec Tchang Kaï-Chek.

Du Vietnam l'on n'a pratiquement rien dit dans les entretiens officiels. La rédaction du communiqué sur ce point n'a pas été difficile. J'avais proposé une rédaction disant que « toutes les Parties » signataires des Accords de Paris devaient les respecter scrupuleusement. Mon Chinois m'a expliqué qu'elle mettait toutes les Parties sur le même plan et a proposé de dire que « toutes les dispositions » des Accords devaient être respectées, ce que j'ai accepté. On s'est beaucoup félicité de la signature du Protocole sur le Laos.

En revanche, la discussion sur le Cambodge n'a pas été très agréable.

Avant le départ j'avais proposé, Sihanouk ne devant pas être revenu d'Alger (il s'était arrangé pour traîner en chemin et devait, par la suite, déclarer qu'il ne souhaitait pas être à Pékin en même temps que Pompidou, les amis de la Chine n'étant pas forcément les siens), que Penn Nouth soit informé que, s'il demandait audience à Pompidou, il serait reçu. On avait accepté, mais Manac'h était prié de s'arranger pour que Penn Nouth soit demandeur et qu'un doute subsiste. Penn Nouth avait demandé à réfléchir et à consulter, déclarant qu'au reste il s'interrogeait sur l'utilité d'une rencontre, sa dernière avec Maurice Schumann n'ayant eu aucun résultat. Bref, à moins qu'on lui promette que la position française en serait changée, il hésitait à formuler une demande d'audience. C'était de la dernière maladresse avec des hommes comme Pompidou et Jobert qui n'aiment pas qu'on leur pose des conditions.

Chou En Lai n'a guère été plus adroit. Certes il avait promis à Sihanouk (celui-ci l'a déclaré publiquement) qu'il plaiderait sa cause. Mais son insistance a été un peu lourde. Il a rappelé la grande admiration de Sihanouk pour de Gaulle, ce qui a fait dire à Pompidou qu'il espérait que son successeur en bénéficierait aussi. Chou a pesamment expliqué que nous devons reconnaître Sihanouk, ne serait-ce que pour ne pas être devancés par les Soviétiques, qu'il ne fallait pas laisser passer l'occasion. Pompidou a répondu qu'il réfléchirait, mais qu'il fallait que Sihanouk aussi fasse quelques gestes. Au reste nous allions nommer Dauge à un autre poste incessamment. Lui-même avait dit à Brejnev, qui n'avait rien dit, et à Nixon, qui avait eu l'air de dire « pourquoi pas ? » que la solution passait par Sihanouk. Chou n'a pas caché qu'il n'était pas d'accord avec toutes les déclarations de Sihanouk. La conversation sur le sujet a repris au dîner en tête-à-tête et Pompidou a bien marqué qu'en tout cas il ne changerait pas de position « ici ».

Au dîner à l'Ambassade, Chiao Kuan Hua m'a expliqué, avec force gestes car c'est un démonstratif, que nous devrions reconnaître Sihanouk pour reconquérir notre influence sur lui. Je me demande s'il ne se fait pas des illusions. Sihanouk est un rancunier.

Le dimanche à Hangtcheou, Pompidou m'a invité à un petit déjeuner restreint, comme il en avait un tous les jours. Ce matin-là, il y avait Jobert, Balladur, Sainteny, Manac'h, la nièce de Pompidou et moi. La conversation a beaucoup roulé sur le Cambodge. Naturellement Manac'h a plaidé la cause de Sihanouk avec la passion qui lui est habituelle. Mais cela a agacé Pompidou et Jobert, de la même façon qu'on le trouve trop « chinois ». « C'est l'Ambassadeur de Sihanouk, non le nôtre auprès de Sihanouk », devait me dire Jobert.

Pour ma part, je suis assez favorable à ce que nous prenions nos distances vis-à-vis de Lon Nol par divers moyens. Par exemple en ne votant pas pour son gouvernement si sa légitimité est contestée à l'ONU. Mais je ne suis pas favorable à un transfert de reconnaissance au GRUNK. Peut-être serait-il possible d'établir nos relations avec Phnom Penh au niveau consulaire sans tout casser et sans provoquer des réactions défavorables à nos intérêts économiques et culturels. Il faut dans cette affaire, où s'opposent Russes et Chinois, être très prudents. L'arrêt des bombardements américains ne s'est pas traduit par un effondrement de l'armée cambodgienne. Les « Rouges » n'ont pas gagné la bataille de Kompong-Cham. Sihanouk se plaint ouvertement que les Nord-Vietnamiens aient arrêté les envois de munitions.

(J'ouvre une parenthèse : Manac'h est un homme qui m'étonnera toujours. Il vient d'envoyer douze pages de télégrammes pour faire part de ses réflexions personnelles sur la visite : ce n'est que dithyrambes, mais surtout il ne se place que du point de vue chinois. A aucun moment, il ne se demande si le voyage est satisfaisant pour la France. Il lui suffit qu'il le soit pour la Chine. Ce qui est bon pour la Chine ne peut être que bon pour la France. Mais ce cher homme ne comprendra jamais qu'on lui demande d'être aussi l'Ambassadeur de France !)

Il y eut un moment assez curieux dans la discussion le deuxième jour. Pompidou fit allusion à l'entretien de la veille avec Mao en parlant de « l'orgueil » de la Chine. Il avait compris que Mao s'était référé à des propos du Général de Gaulle et voulait expliquer qu'en français le mot pouvait avoir, au sens de « fierté », un sens flatteur. Mais, après un moment de confusion, il apparut que Mao avait fait allusion aux Mémoires d'Adenauer et à des propos que le Chancelier prête au Général. Chou expliqua alors qu'en chinois le mot peut aussi avoir deux sens. Manac'h, toujours patriote et chaleureux, sortit une citation de « la Marseillaise ». Tout cela prouvait, en tout cas, à quel point tous ces Chinois ont l'épiderme sensible et combien ils se tiennent informés de tout ce que l'on dit d'eux.

Sur un sujet voisin, qui est celui de l'information, Chou nous a révélé, car apparemment personne à notre Ambassade n'en savait rien, ce qui est assez stupéfiant et déprimant, qu'il existait un journal, intitulé « Nouvelles de référence », distribué à cinq millions d'exemplaires, mais non mis en vente et destiné à faire connaître aux Chinois certaines nouvelles de l'étranger, mais accompagnées d'une note critique. Par exemple, c'est là qu'on publiait les textes soviétiques intéressants, avec une réfutation adéquate. Chou a promis à Manac'h de lui en faire parvenir un exemplaire.

J'ai beaucoup observé Chou pendant toute cette semaine. Dans l'ensemble il m'a paru moins las que l'an dernier. Peut-être faisait-il moins chaud. Mais il y avait plus. Je l'ai trouvé plus en train, plus vif, plus alerte. Cette fois il avait autant envie de parler que d'entendre. Il pouvait parler sans interruption pendant près d'une heure.

L'art de son discours est assez remarquable. Le lien entre les sujets est tout autre que dans nos propos habituels. L'exposé suit un cours plus concentrique que linéaire, plus sinueux en tout cas. Il choisit un thème et l'illustre, plus qu'il ne passe d'un sujet à un autre. Les allusions sont constantes, parfois en touches si fines qu'il faut avoir l'oreille constamment ouverte.

Parfois il rit franchement, fort, de ses propres paroles ou de celles de son interlocuteur. Mais il sourit rarement.

De temps à autre, s'il écoute, il note de sa main droite légèrement recourbée en raison de cette blessure ancienne (quand il porte un toast, il se tient très droit, lève le verre, en vous regardant très courtoisement, d'un avant-bras qui ne peut entièrement se plier, le porte à ses lèvres, fait semblant de boire, s'incline de nouveau et recommence le même cérémonial avec le convive suivant. Il est absolument impossible, en général, de lire le moindre signe sur son visage).

Nous ne connaissons, nous autres étrangers et Européens, de Chou En Lai que le diplomate, et en général le négociateur qui cherche les compromis, comme à Genève en 1954, ou le séducteur. Nous ne connaissons pas l'autre face, celle qu'il a dû offrir aux Soviétiques à diverses reprises, et surtout nous ne connaissons rien de l'homme politique chinois, de celui qui a réussi à survivre auprès de Mao sans avoir jamais été épuré, à surmonter toutes les crises, y compris celle de la Révolution Culturelle et à émerger de nouveau comme l'homme indispensable. Est-il aimé, haï, méprisé ? A-t-il un prestige personnel auprès des Chinois ? N'est-il qu'un manœuvrier remarquable ? Il a dit à Pompidou que la politique intérieure l'occupait beaucoup, et pourtant il passe des heures, des journées à recevoir des étrangers. Avec ses collègues du Bureau Politique, on ne peut entrevoir aucun des sentiments qui les lient. Il les laisse parler. Au spectacle de ballets, il semblait, m'a-t-on dit,

bien qu'il ait avoué avoir vu ce « Détachement féminin rouge » plus de cent fois, prendre grand plaisir à écouter Chiang Ching la femme de Mao, parler de sa réforme chorégraphique.

Et le jeune Wang Hong Wen, la nouvelle fusée que l'on a mise sur orbite à l'occasion de notre voyage, est-ce un ami, un rival, un protégé ? Encore plus inconnu, celui-là. Il assistait, seul avec Chou En Lai, à l'entretien avec Mao pour qu'il soit bien manifeste que : « Voici mon fils, celui en qui j'ai mis toute ma confiance. » Qu'a-t-il donc de remarquable, cet homme jeune, au poil noir si brillant, au teint reposé, au visage plein, à l'allure solide, à la voix ferme ? N'est-il que le symbole de la relève ? Ou bien est-il déjà le patron et d'où lui vient sa puissance ?

Les mystères de la pékinologie sont décidément plus profonds que ceux de la kremlinologie.

Quant à Mao, je n'ai pas encore lu le compte-rendu de l'entretien avec Pompidou. Je sais seulement qu'après avoir demandé à celui-ci des nouvelles de sa santé, il a dit crûment quelque chose que l'interprète a traduit par : « Eh bien, moi, je suis complètement foutu ! » Quel tintamarre si l'on publiait cela !

Je sais aussi que Pompidou n'a pas fait grand effort pour relancer la conversation et qu'il y eut souvent d'assez longs silences, même un peu pénibles. D'une façon générale, avec Mao comme avec Chou et ses autres interlocuteurs, Pompidou n'a guère posé de questions, ce qui risque évidemment d'avoir été interprété par eux comme la marque d'une certaine indifférence. Il s'est plutôt contenté de répondre à des questions qui lui étaient posées ou de donner des explications. Cette absence apparente de curiosité s'est pourtant accompagnée, comme ceux qui l'ont entendu par la suite parler de son voyage peuvent en témoigner, d'observations et d'analyses prouvant qu'il s'était intéressé à sa visite et à ses entretiens.

A propos de Wang Hong Wen, Lipkowski a fait une remarque intéressante : après qu'il lui eût parlé de l'histoire (qu'il connaît bien) des rapports entre communistes soviétiques et chinois pendant toute la période antérieure à la prise de pouvoir pour conclure que jamais les premiers n'avaient compris ni aidé les seconds, Wang l'a approuvé avec une telle chaleur que Lipkowski en conclut que « l'héritier » était foncièrement anti-soviétique. Si c'est vrai, voici donc réduit à néant le dernier espoir que Moscou pouvait avoir de provoquer un retournement en sa faveur au sein du PC chinois et de voir les épigones de Mao rechercher un rapprochement avec l'URSS.

Faut-il conclure que Moscou va désormais se préparer à « l'inévitable » conflit ou au contraire se résigner et rechercher un accommodement avec la Chine ? Le dernier discours prononcé le 23 à Tachkent, par Brejnev, demeure soigneusement dosé.

(Lip. me dit qu'il était tellement ému en allant chez Mao qu'il est incapable de se souvenir du chemin suivi. C'est agaçant, car déjà Schumann, qui y était allé la nuit, n'avait presque rien observé. Tous deux cependant parlent d'un chemin passant entre un long mur d'un côté et un lac de l'autre. Lip. dit qu'il n'a vu aucun militaire à l'entrée même de la maison.)

L'aspect touristique du voyage a été réduit à peu de chose. Le mercredi matin, visite en une heure à peine de la Cité Interdite, le lendemain une demi-heure au Temple du Ciel, et ce fut tout pour Pékin, tout cela avec une meute de journalistes et cinéastes. Le vendredi soir, départ en train (excellents wagons-lits, très confortables, larges, spacieux) pour Tatung où nous sommes arrivés le samedi à neuf heures du matin sous une pluie fine. Les grottes sont intéressantes, mais on a vu encore une fois tout cela à une allure si rapide, et au milieu d'une telle foule, qu'il est vraiment impossible de goûter la beauté de ces statues ni celle du site. J'ai préféré, après le déjeuner, tandis que Pompidou se reposait, la visite de deux monastères célèbres pour leurs statues et la richesse de leurs décorations. Nous étions peu nombreux et j'ai retrouvé un peu de ce charme que j'avais autrefois tant goûté dans les monastères bouddhiques du Japon.

Puis nous avons repris, toujours avec Chou En Lai, l'avion pour Hangtcheou où nous sommes arrivés sous une pluie battante. Comme j'ai travaillé au communiqué une bonne partie de la nuit et que ce fut l'une des plus difficiles séances, je n'étais pas très frais le lendemain pour les promenades matinales. Néanmoins, j'ai été enchanté par l'endroit. Il m'a semblé découvrir la Chine des grands raffinements, des plaisirs délicats, des arts, des cours, des lacs, des jardins, des pavillons de thé, des princes, des peintures. Et comme il était consolant de constater que la Chine communiste, même celle de la Révolution Culturelle, entretient merveilleusement ce legs du passé ! Tout est soigné amoureuxment et les promeneurs paraissent heureux. Il y a là un côté sympathique de ce régime.

Le soir, nouveau départ pour Shanghai où nous attendait un accueil assez prodigieux. D'abord une étonnante fête folklorique à l'aéroport, orchestres, danses, bruits, chants, cris, cymbales, drapeaux, oriflammes, puis tout le long du parcours une foule considérable qui, le lendemain, était encore plus grosse, sympathique, chaleureuse même sur des kilomètres de parcours à travers cette ville énorme, grouillante, moderne, pleine de témoignages d'un passé occidental tout récent : un New York chinois. Evidemment, tous ces gens qui, aujourd'hui, applaudissent pourraient demain huer et siffler sur commande. Mais il m'a semblé qu'ils étaient heureux d'applaudir, follement curieux et

satisfaits du passage de cette caravane qui symbolisait le retour vers l'ouverture, vers les contacts avec l'étranger, et avec un étranger amical. Et, sans doute, les dirigeants étaient-ils in petto satisfaits d'offrir au peuple cette distraction et d'accroître ainsi leur popularité. Pompidou servait à consolider le crédit de la nouvelle équipe et à dissiper le malaise créé par l'affaire Lin Piao.

1^{er} octobre

Samedi soir, j'ai été à Orly accueillir Chiao Kuan Kha qui passait par Paris sur le chemin de New York. Toujours riant, l'air éternellement content, je n'ai jamais vu cet homme préoccupé, sombre, renfrogné.

La conversation avec lui est toujours facile, car il comprend parfaitement l'anglais. En outre, il a une remarquable liberté de parole, qui lui vient sans doute de la confiance que lui témoigne Chou En Lai. Il est bien malheureux qu'on n'en ait pas fait un Ministre plein des Affaires Etrangères, au lieu de ce Chi Peng Fei, dont il est impossible de tirer un mot. Jobert s'y est encore épuisé pendant le voyage.

Chiao m'a aussitôt parlé de la Conférence de presse de Pompidou jeudi dernier. Grande satisfaction, surtout pour les passages sur la politique de défense et les expériences nucléaires ! Quant au voyage lui-même, il m'a assuré, sur le ton de la plus grande sincérité, qu'à Pékin on en était très satisfait.

Ce soir, grande affluence de Ministres à la réception chinoise du 1^{er} octobre : Taittinger, Galley, Lipkowski, Deniau, et sans doute d'autres que je n'ai pas vus. Pour la première fois, la femme de l'Ambassadeur n'était pas en tunique et portait sur un pantalon noir assez élégant une charmante tunique noire brodée d'argent. Cette femme souriante et intelligente parle très correctement le français et sert parfaitement son mari et son pays.

La même question revient toujours : les Chinois croient-ils vraiment à une menace soviétique ? Bien sûr, il est impossible de répondre. Mais je crois que l'on doit comprendre cette menace dans un sens large et pas seulement militaire, et qu'il faut faire appel à des données qui nous demeurent pour l'essentiel inconnues, mais qui relèvent des rapports internes entre les deux Partis communistes. Il est remarquable, en effet, qu'à chaque crise interne du PC chinois, depuis son arrivée au pouvoir, se trouve liée, à l'arrière-plan, la question des rapports avec l'URSS et que, d'une façon ou d'une autre, les dirigeants purgés ont été toujours accusés de collusion avec les Soviétiques : Kang Sheng, Peng Te Huai, Liou Shao Chi, Lin Piao. Pour ce dernier, la collusion « idéologique » n'est pas établie, mais c'est un fait que, sinon lui, car on ne sait exactement s'il était dans l'avion qui s'est écrasé en Mongolie, du moins ses acolytes s'enfuyaient vers l'URSS. Il est vraisemblable que Lin Piao n'avait pas accepté le virage pro-américain pris par Mao et Chou En Lai et qu'il avait tactiquement dû plaider pour un certain rapprochement avec l'URSS. Une chose d'ailleurs n'est pas claire : pourquoi la rencontre Chou En Lai-Kissinger de septembre 1969 qui avait, après l'affaire de l'Oussouri, abouti à une détente et à l'ouverture d'une négociation n'a-t-elle abouti à aucun résultat ? Kissinger a-t-il été désavoué ? Ou Mao ?

Toujours est-il que les Soviétiques, une nouvelle fois, doivent constater qu'ils ne peuvent sans doute pas spéculer sur un retournement de la direction chinoise en leur faveur et qu'il risque de continuer à en être ainsi après la mort de Mao. Or il est très vraisemblable que c'est sur cet espoir que reposaient, pour une grande part, les espoirs russes et qu'ils ont dû fortement intriguer, en Chine même, pour qu'il en soit ainsi. Une grande partie de la « menace » soviétique, pour la direction chinoise, ce sont sans doute ces intrigues qui la constituaient : il devait y avoir quelque part, dans le Parti ou dans l'Armée, un « parti russe » sur lequel Moscou comptait. Aujourd'hui, après le Xème Congrès, il est clair que ce parti a été liquidé. Logiquement, l'on devrait donc s'attendre à un renouveau de tension. Moscou va accroître ses attaques et tenter de rassembler, dans une nouvelle vague d'hostilité à la Chine, son propre Parti, ceux des pays socialistes et autant de « Partis-frères » que possible. Il doit s'ensuivre aussi que, pour un pays comme la France qui cherche, sinon l'équidistance entre Pékin et Moscou, du moins de bonnes relations avec les deux, la tâche ne va pas être facile.

3 octobre

Discours de Chiao Kuan Hua à l'ONU, très anti-soviétique sur tous les thèmes connus, ce qui n'a rien d'étonnant. Plus intéressante est l'attaque ouverte contre l'accord Nixon-Brejnev sur la prévention de la guerre nucléaire. A l'époque, c'était en juin dernier, on avait beaucoup remarqué que Kissinger, en plein milieu des entretiens américano-soviétiques, avait convoqué Huang-Chen pour l'informer de l'accord en préparation. Ensuite Kissinger avait fait circuler le bruit que les Chinois étaient tout à fait d'accord et qu'ils trouvaient même dans le traité une garantie, les Etats-Unis les assurant en quelque sorte contre une éventuelle menace nucléaire soviétique puisqu'ils s'engageaient

en cas de litige impliquant le risque d'une action nucléaire à entrer avec l'URSS en consultations urgentes. Quoi qu'il en soit, Chiao a apporté un démenti à ces rumeurs et s'est demandé de quel droit Russes et Américains s'arrogeaient celui d'entrer en telles consultations. Ce traité dépassait de beaucoup leurs relations bilatérales. La Chine n'entendait quémander la protection nucléaire de personne. La vérité était que l'URSS et les Etats-Unis ne cessaient de rivaliser dans leurs prétentions à l'hégémonie mondiale.

Certes, dès la conclusion de l'accord, les Chinois avaient laissé entendre qu'ils ne se considéraient pas concernés par celui-ci et, pure « coïncidence », avaient fait exploser une bombe nucléaire juste pendant le séjour de Brejnev à Washington, ce qui, en passant, nous avait bien arrangés. Mais à Pékin nul ne s'était livré à une critique aussi ouverte.

L'on dit beaucoup qu'il y a deux lignes au sein du PC chinois, celle de Chou En Lai et celle de Wang Hong Wen. Tous deux seraient anti-soviétiques, mais Wang serait très réservé sur le virage « pro-américain » pris par Chou depuis deux ans.

4 octobre

Flitan, l'Ambassadeur de Roumanie, m'a invité aujourd'hui à déjeuner pour me parler Chine.

Selon lui, la période des 10-12 mois à venir sera assez critique pour les relations sino-soviétiques. C'est, en effet, au cours de celle-ci que la Chine devrait acquérir les capacités nucléaires et en particulier mettre au point les fusées à longue portée lui permettant de frapper au cœur de l'URSS. Pour ceux qui, à Moscou, seraient tentés de prêcher la « preemptive strike », ce serait donc le dernier délai. La Chine le sent si bien qu'elle crie très fort pour ameuter le monde.

Flitan, toutefois, ne pense pas que l'URSS fera cette folie. Mais les Soviétiques sont tellement persuadés de leur force et désireux d'exercer leur hégémonie qu'ils ne peuvent admettre leur impuissance à soumettre la Chine. De leur côté les Chinois sont au fond taillés dans le même bois et ne peuvent admettre de ne pas être une puissance que l'on se décide à respecter. Il est donc vraisemblable que les rapports resteront très tendus mais que la guerre n'éclatera pas.

Selon lui, les Chinois ont été réellement satisfaits du voyage Pompidou et ne s'attendaient nullement à ce qu'il embouche la trompette de l'anti-soviétisme. D'ailleurs ils constatent que la France et bien d'autres pays européens ne se laissent pas bercer par les sirènes de la « sécurité européenne » vue par l'URSS. Leur hostilité à l'égard de la CSCE et des travaux d'Helsinki et de Genève ne s'est sans doute pas affaiblie, mais leur scepticisme sur la « fermeté » des Européens, y compris des Roumains, face aux pressions soviétiques, a diminué.

J'observe d'ailleurs que Chiao Kuan Hua, dans son discours, a relevé les positions « pénétrantes » prises par certains pays européens sur le sujet. D'autre part, la conférence de presse de Pompidou a été largement citée par la presse chinoise.

6 octobre

Je viens de lire enfin le compte-rendu fait par Lipkowski de l'entretien Mao-Pompidou que l'on se refuse à diffuser pour d'évidentes raisons. On dirait une conversation à la Ionesco.

Par exemple :

Mao : Nous avons une grande population

Pompidou : 800 millions, c'est beaucoup

Mao : Je ne sais pas si c'est 800 millions. Oh non, quand même pas ! Même pas 700 millions. Je ne sais pas bien.

Chou En Lai : Si, si ! Plus de 700 millions.

Ou bien :

Mao : Napoléon a eu tort de faire le blocus.

Pompidou : Nous en avons tiré le sucre de betterave.

Ou encore :

Mao : J'ai vu M. Edgar Faure une fois.

Pompidou : Il est venu porter le courrier.

Evidemment, je ne transcris pas littéralement, car je n'ai pas pu prendre de notes, mais j'exagère à peine. Ce n'est d'ailleurs pas la faute de Pompidou, mais j'ai eu le sentiment qu'après avoir essayé de tirer quelque chose du grand homme sur les sujets du jour, il l'avait laissé divaguer de Napoléon à Alexandre, Jules César, Robespierre, Khrouchtchev, Adenauer, de Gaulle. Mao ayant mentionné Malraux, Pompidou a tendu une perche en disant qu'il avait parlé dans son livre de sa rencontre avec lui, mais Mao a laissé tomber.

Mao a dit : « J'étais un simple instituteur – Moi aussi, a dit Pompidou – Non, a répliqué Mao, vous étiez professeur. »

Mao a dit aussi qu'il avait dû faire la guerre pendant vingt ans, contre Tchang Kai-Tchek, contre les Japonais, contre les Américains en Corée. Les Chinois, a-t-il observé, sont très rusés à la guerre.

Rusés, voilà un mot vrai. Et pas seulement à la guerre ! Tous ces Chinois sont rusés, et voilà pourquoi il est ridicule et dangereux de parler comme Manac'h de la Chine. Avant tout, la diplomatie chinoise est cynique. Aujourd'hui les Chinois sont avec nous parce que c'est leur intérêt, contre les Russes. Mais demain, ils seront peut-être de nouveau avec les Russes contre nous. Il serait fou de parier sur la pérennité d'une « alliance objective » entre Chinois et Européens.

« Du bon usage de la Chine », voilà ce qu'il faudrait enseigner à un certain nombre de nos gaullistes pourfendeurs d'hégémonies.

Pour comprendre la Chine il faudrait avoir un œil devant et un autre derrière, afin de saisir ce que les Chinois font dans notre dos. Car ces gens ont un tel art de la mise en scène qu'il ne suffit pas d'ouvrir les deux yeux que nous avons !

Cela dit, si la Chine en ce moment n'existait pas, il faudrait l'inventer. Imaginons un monde où l'Union Soviétique n'ait pas de deuxième front ! Et surtout qu'on ne me fasse pas dire que je souhaite une guerre entre Russes et Chinois. Car une guerre signifie un vainqueur. Et quel qu'il soit, mais encore plus si le vainqueur est le Russe, imaginons un monde où l'un ait mangé l'autre, où le Russe ait conquis la Chine : nous ne pèserions plus très lourd, nous autres pauvres Européens ! Et même les Américains ne pèseraient plus très lourd. La puissance soviétique s'étendrait de Brest à Shanghai. Il y a sûrement à Moscou des gens pour rêver à cet empire !

Jacques Duhamel, qui part ce soir pour la Chine où il va inaugurer une exposition scientifique française, m'a raconté qu'en 1964, quand il avait vu Mao, celui-ci avait dit à Colette qu'il ne souhaitait pas mourir avant d'avoir vu New York. Moscou, avait-il ajouté, la seule ville non-chinoise qu'il connaissait, ne lui suffisait pas. Le vœu du grand homme n'aura pas été satisfait.

8 octobre

Pompidou a envoyé, à son retour de Chine, des lettres personnelles à Brejnev, Nixon, Brandt, Heath sur son voyage, ainsi que l'habitude s'en est prise entre ces messieurs après chaque « sommet ». Aux projets que j'avais préparés, il a ajouté un passage qui figure dans les quatre messages et que je reproduis à peu près.

« Chou En Lai, dont j'ai pu apprécier directement l'intelligence et la connaissance des affaires (cela, quand même, ne figure pas dans le message à Brejnev !) a voulu me donner une image modérée de la politique chinoise. Il l'a située dans la ligne de Bandung et de la Conférence de Genève de 1954. »

Il y a aussi quelques remarques sur la « modération » du ton à l'égard de l'URSS : langage d'un homme chargé de responsabilités, cherchant dans un monde complexe et difficile à assurer l'indépendance de son pays en annonçant à l'avance sa volonté de résistance, et en même temps à éviter des aventures.

Pompidou dit aussi son effort pour justifier a posteriori la guerre avec l'Inde de 1962.

Si l'on compare à quelques jours de distance l'attitude de Pompidou vis-à-vis de Chou En Lai et de Tanaka, le contraste est frappant : le Japonais l'agace, le Chinois l'intéresse.

11 octobre

Le Conseiller de l'Ambassade de Chine est venu me donner une délectable séance de théâtre chinois. Après m'avoir parlé du Proche-Orient, il a passé subtilement à un article de « l'Express » selon lequel Jobert aurait interdit la venue en France du Dalaï Lama. Pouvait-on avoir des détails ? (La vérité est que nous n'avons rien interdit du tout, mais que le cher homme, présumant sans doute que nous lui refuserions le visa, ce qui n'était pas sûr, a eu le bon goût de ne pas en demander un). Je me suis borné à répondre que j'ignorais tout de l'article, mais que je constatais que le Dalaï Lama ne venait pas en France. Mon homme a insisté pour avoir des détails. Avec mon plus charmant sourire, j'ai répété que je ne savais rien de plus. Tien a feint d'être ravi et a affirmé qu'à Pékin ce geste était très apprécié. Puis, il en est venu à l'objet réel de sa visite qui était de protester contre la venue d'une équipe formosane de basket-ball qui avait reçu des visas et allait disputer un match contre une équipe de Clermont-Ferrand : à peine « l'encre était-elle sèche » que nous renions les grands principes du communiqué de Pékin ! Un tel geste serait de nature à compromettre le développement des relations franco-chinoises qui pourtant s'annonçait si bien, etc. etc. J'ai été tellement habitué, depuis quatre ans, à des séances de ce genre que je ne me suis pas ému, mais j'admirais avec quelle passion Tien s'échauffait, feignant de prendre l'affaire au tragique, de se lamenter sur les conséquences. Cette faculté, que la diplomatie chinoise a de se saisir d'incidents ridicules pour en faire des montages, est tout à fait admirable !

13 Octobre

La guerre du Kippour a commencé voici une semaine. L'attitude de la Chine me paraît tout à fait intéressante.

Mercredi 10, le Chinois donc, venu en fait me parler du basket, commence la conversation de façon tout à fait nouvelle. D'habitude il ne « giberne » pas sur les sujets politiques. Du moins il ne les attaque jamais le premier, à moins d'avoir à faire une communication précise. Mais là il commence d'un ton négligent : « Alors le Proche-Orient ? C'est la guerre ! Qu'en pensez-vous ? » Après avoir navigué un peu sur ces eaux difficiles, car en vérité je ne me sens pas en accord avec la petite phrase de Messmer (« Est-ce que vouloir rentrer chez soi est une agression imprévue ? »), je l'interroge à mon tour et mon homme se lance alors dans un long discours duquel il ressort que tout cela, c'est la faute à l'URSS et aux Etats-Unis, à leur collusion et plus encore à leur rivalité. L'URSS en prend d'ailleurs beaucoup plus pour son grade que les Etats-Unis et tout d'un coup, je me dis : « Au fond, la Chine craint que de la crise ne sorte une extension de l'influence soviétique au Proche-Orient. Elle est pour les Arabes, certes, mais elle redoute qu'ils ne gagnent à cause de l'URSS. »

Le même jour, Jobert voyait Chiao Kuan Hua à New York. Et soudain, celui-ci lui demande : « La France ne peut-elle approvisionner les Arabes en armes ? » Jobert se rétracte, bien sûr. Mais le sens de la question est claire : il ne s'agit pas de battre Israël, il s'agit de ne pas laisser l'URSS seule à soutenir les Arabes. S'ils doivent gagner ou s'ils ne doivent pas perdre, il faut que le mérite n'en revienne pas à l'URSS seule.

C'est toujours la même chose : ne pas laisser l'URSS en position dominante. Or, la Chine est loin du Proche-Orient, elle n'y peut pas grand-chose. Que les Européens fassent le contrepois ! Oui, mais nous ne sommes pas Chinois ! Et nous ne pouvons sacrifier Israël.

24 octobre

J'avais pensé que, lorsque l'affaire en viendrait au Conseil de Sécurité et que les Grands se seraient mis d'accord sur un projet de résolution, la Chine s'abstiendrait. Elle a fait mieux : elle a déclaré ne pas prendre part au vote, ce qui ne l'a pas empêché de prendre part au débat. Chiao Kuan Hua a furieusement dénoncé la collusion de l'URSS et des Etats-Unis, les a accusés de manipuler le Conseil et a refusé de s'associer à ces honteuses manœuvres. Mais il n'a pas opposé son veto, puisque l'Egypte et la Syrie acceptaient la résolution. Et en fait, il s'en est pris exclusivement aux Soviétiques. L'on a assisté à une furieuse altercation entre le Russe et le Chinois, comme aux plus beaux temps de la guerre froide entre Russes et Américains. Mais aujourd'hui c'est le Russe qui est dans la peau de l'Américain et Chiao joue les Vychinski.

Il y a, maintenant, dans le monde arabe un camp soviétique avec l'Egypte et la Syrie, et un camp chinois avec la Libye et les Palestiniens. La Chine joue sur les frustrations des Arabes et espère bien qu'ils finiront par accuser tous l'URSS de les avoir abandonnés au milieu de la bataille pour « sauver la détente ». Elle aurait envoyé secrètement des armes à l'Irak via le Pakistan.

(Nous n'osons pas dénoncer la « double hégémonie » avec autant de vigueur que les Chinois. Nous votons en maugréant des résolutions qu'on nous propose toutes cuites. Nous protestons contre ce manque d'égards et de consultations. Nous demandons des négociations dont on veut nous écarter. Nous sommes récusés par Israël et soupçonnés de tiédeur par les Arabes. A six mois de distance, je constate que nous avons réussi à obtenir que la Conférence sur le Vietnam se tienne à Paris et à y jouer un rôle. Celle sur le Proche-Orient ne s'y tiendra pas et nous ne serons consultés que pour la forme.)

Bref, les Chinois doivent trouver que nous nous couchons, nous et les Anglais. L'Europe des Neuf, pour eux, n'existe pas encore. C'est ce que me disait ce matin l'Ambassadeur du Japon, mais pour en tirer d'autres conclusions : pourquoi se brouiller avec les Etats-Unis et l'URSS pour les beaux yeux de l'Europe ? Respect aux vraies Puissances d'abord !

Qu'attendons-nous, Seigneur, pour franchir le pas décisif de l'unité européenne ?

J'ai quand même bon espoir que l'on va assister à une accélération. Pompidou va voir Heath et Brandt d'ici la fin de l'année et je suis convaincu qu'il va leur proposer quelque chose. C'est d'ailleurs la seule manière pour lui de regagner le terrain perdu.

27 octobre

Comment ne serais-je pas sensible à cette absence de la France dans le règlement de cette nouvelle crise israélo-arabe qui a éclaté voici trois semaines ? Et comment ne pas comparer avec le rôle, modeste certes mais réel, que nous avons joué dans le règlement du conflit vietnamien ? Dieu

sait si nous avons été critiqués, Schumann et moi-même, si l'on nous a reproché de trop en faire ou de trop en dire. N'empêche qu'au jour du règlement la Conférence s'est tenue à Paris et que l'opinion, pour une fois presque unanime, en France et dans le monde, nous a rendu hommage. Quel contraste ! Certains s'en félicitent, dans une sorte de politique du pire, espérant que d'un mal sortira un bien et que l'Europe, enfin consciente de son absence, prendra les décisions qui s'imposent pour se donner une tête, un corps, des bras et des jambes ! Peut-être, mais il n'était pas besoin d'administrer un tel remède. Mon impression profonde est que depuis un an, peut-être pour plaire à Nixon, peut-être aussi à cause de cet immobilisme qui englué toute notre politique, nous avons perdu le contact avec tout le monde. Mais, comme le Proche-Orient n'est pas mon dossier, je n'en dirai pas plus. Je maintiens cependant qu'une diplomatie active, ce qui ne signifie pas une diplomatie agitée ou brouillonne, est presque toujours payante.

Pour en revenir à l'Indochine, notre position s'est dégradée depuis la crise de Mars avec Hanoi. Notre attitude brutale et cassante au sujet du GRP ne nous a jamais été pardonnée. Nous aurions pu pourtant, tout en normalisant nos relations avec Saïgon, tout en lui accordant une aide, faire un geste vis-à-vis du GRP. Je suis convaincu que Thieu n'aurait pas pour autant refusé notre Ambassadeur et notre argent.

Aujourd'hui encore il serait possible de trouver un compromis. Missoffe revient de Hanoi où il a été reçu correctement mais « franchement ». Pham Van Đông ne lui a pas caché sa manière de voir : « Vous misez sur le mauvais cheval. » C'est vrai et faux. Faux parce qu'en ce qui me concerne, je ne mise sur personne. Vrai parce que, malgré tout, notre attitude lui a donné l'impression contraire. (Quand je parle de moi, je pense d'ailleurs que Jobert lui-même, qui est un des responsables de la crise, a agi plus par animosité à l'égard de Schumann que par désir de parier sur Thieu. Bien qu'il se trompe souvent, je le crois trop intelligent pour se livrer à un tel calcul.) En tout cas, Missoffe, et c'est aussi l'avis de Chayet, a l'impression qu'entre la formule demandée par Hanoi et le GRP (Délégation générale auprès du Gouvernement) et le statut offert par moi en mai sur instruction de Jobert (Mission de liaison auprès du Ministère des Affaires Etrangères), une proposition intermédiaire serait acceptée. Je le crois aussi, mais à condition que ce ne soit pas la proposition faite par Schumann à Madame Binh (Délégation auprès du Ministère des Affaires Etrangères). Mon intention est d'attendre quelque temps encore pour faire une contre-proposition. Mais peut-être saisirai-je l'occasion de l'entretien que Jobert doit avoir le 13 novembre avec le chef de la délégation du GRP pour tenter de faire bouger les choses. La difficulté est que cette affaire a été vue de si près par Pompidou et a causé tant de drames internes qu'elle a pris fort stupidement un tour passionnel qui rend tout mouvement extrêmement délicat, chacun craignant de se déjuger. Nous avons aussi notre face et j'en suis bien conscient.

Pendant ce temps nous sommes peu à peu en train de renouer le dialogue avec Sihanouk après être passé, là aussi, par une crise sérieuse. Jusqu'en juin nos relations avec lui, sans être mauvaises, demeuraient ce qu'elles étaient depuis deux ans, un mélange de dépit amoureux, d'irritation mutuelle, de piques, mais tout cela sans grande portée. On sentait que l'homme espérait toujours nous récupérer à la sortie. Et puis, en juin à l'Assemblée Nationale, Jobert eut une phrase fâcheuse, demandant tout haut ce que l'on ne peut demander que tout bas : « Et puis, dites-moi, qui est Sihanouk ? Qui l'appuie ? Que représente-t-il ? » Fureur de Sihanouk, profondément blessé. Résultat : avant le voyage en Chine, j'avais suggéré un plan de règlement du problème cambodgien, fondé sur une action auprès des Chinois d'un côté, des Américains de l'autre. Mais cela supposait que Pompidou fasse un geste. J'avais proposé qu'il se déclare disposé, à travers Manac'h, à recevoir Penn Nouth. Sihanouk devant être à Alger à ce moment-là (en fait il aurait pu, en se pressant, en revenir, mais il voulait montrer son humeur à notre égard, exactement comme à l'égard de Kissinger). Pompidou avait accepté. Mais Penn Nouth, pressenti par Manac'h, avait refusé de demander audience, à moins, avait-il dit, d'être sûr que la rencontre aurait un résultat, c'est-à-dire mènerait à la reconnaissance du GRUNK par la France, ce qui, évidemment, était hors de question. Il n'y eut donc pas de rencontre et Pompidou en ressentit quelque amertume. Néanmoins il se faisait dans son esprit un certain cheminement en direction de Sihanouk, dont il consentait à dire, ici et là, qu'il était un « élément indispensable du règlement ». Pour ma part, d'ailleurs, je ne pouvais pas à une action trop appuyée dans sa direction et à Pékin, j'avais conseillé, puisque Penn Nouth ne voulait pas voir Pompidou, que Jobert ne s'abaisse pas à lui demander audience. Là-dessus, le dernier jour du séjour, Sihanouk adresse d'Alger un message personnel à Pompidou, en même temps qu'il en adressait un analogue à Brejnev, demandant la reconnaissance. On le mit dans sa poche, attendant pour y répondre de voir un peu plus clair. Puis je préparai une réponse, ferme sur le fond, pas trop hypocrite, et amicale, cordiale même, laissant entendre qu'on n'avait rien contre lui, qu'on n'avait jamais rien eu, qu'on était tout disposé à le voir revenir au pouvoir, voire à l'y aider, mais qu'on n'avait pas apprécié ses propos « peu amènes ». Pas un mot, d'autre part, d'une rupture avec Lon Nol, mais on manifestait clairement la plus grande indifférence à son égard. Là-dessus, notre réponse n'était pas encore partie

(les choses traînent toujours à l'Elysée) quand on apprend, par la presse, et sans aucune consultation préalable avec nous, malgré les « Protocoles », que les Russes ont répondu par un message rendu aussitôt public par Sihanouk, formidablement ambigu, mais présenté par lui comme une véritable « reconnaissance » du GRUNK : il n'en était rien. En fait les Soviétiques se contentaient de retirer « temporairement » leur personnel diplomatique de leur Ambassade à Phnom Penh, mais celle-ci n'était pas fermée et à Moscou celle de Lon Nol ne l'était pas davantage. Néanmoins, notre message, reçu quarante-huit heures plus tard par Sihanouk, passait la rampe, bien que moins glorieux pour lui. Le contact était rétabli. Parallèlement nous nous décarcassions pour transmettre message sur message du cher fils Sihanouk à sa chère maman la Reine Kossamak, malade à Phnom Penh, la suppliant de le rejoindre à Pékin, priant tous les saints Bouddhas, les sacrées trinités et les « tévodahs » (?) de déverser sur sa précieuse personne toutes les bénédictions du ciel. Nous obtenions, par des intermédiaires, l'autorisation de Lon Nol. Les Chinois payaient un avion d'Air France de Phnom Penh à Canton. Bref la bonne dame doit partir cette nuit. Du coup Sihanouk, ému jusqu'aux larmes, déclare que « tout est oublié » et qu'il nous pardonne tout. Là-dessus, son Directeur de Cabinet vient voir Marie-Thérèse de Corbie à notre Ambassade et lui tient des propos étrangement raisonnables. La solution militaire est impossible. Il faut sortir de cette guerre par la négociation. Et d'avancer tout un projet de Gouvernement d'Union Nationale, ne voulant éliminer désormais que Lon Nol et Sirik Matak, acceptant la participation « d'autres éléments », envisageant des garanties internationales du type des Accords de Paris, disant pis que pendre du Nord-Vietnam. Bref, c'était enfin « l'ouverture » vainement attendue depuis trois ans. J'entendais le langage que jamais Sihanouk, Penn Nouth, Sarin Chak, Chen Youran et tant d'autres m'avaient tenu. C'était l'acceptation de la négociation. Aussitôt, à Washington, Kosciusko réagit : « Il faut dire cela tout de suite aux Américains. » Mais, prudent, je conseille de vérifier les propos, de poser des questions au même bonhomme ou à Penn Nouth, afin de voir si le poisson est bien ferré, si vraiment on nous fait une proposition sérieuse et si on nous demande d'agir. Dans l'affirmative, et si Sihanouk veut vraiment entamer le dialogue, alors je crois que nous pourrons enfin toucher les dividendes de notre politique de prudence, mais de prudence active, pour reprendre mon expression de tout à l'heure.

J'en suis là ce soir, ignorant encore si Jobert, et surtout Pompidou qu'il voudra sûrement consulter, voudront me suivre ou refuseront d'engager le dialogue.

4 novembre

Mercredi soir 31, j'ai été voir Chiao Kuan Hua de passage à Paris revenant de New York, à la résidence de l'Ambassadeur. J'aime assez cette maison chinoise qui est à deux pas de chez moi à Neuilly. Depuis quatre ans, j'y ai observé tous les signes de la Révolution Culturelle et de son évolution. Il fut un moment où tous les objets d'art, bronzes, peintures, céramiques, bibelots en avaient été retirés pour ne plus faire place qu'à des bustes, des portraits, des pensées de Mao. Maintenant tout est revenu et Mao a disparu.

Mais je ne me suis jamais expliqué pourquoi le salon, entièrement tendu de rouge, est toujours fermé, même en plein jour. Jamais je n'ai vu une fenêtre ouverte. On a l'impression d'entrer dans un salon de bordel.

6 novembre

Ce qui intéresse les Chinois en ce moment, c'est le Proche-Orient. Que ce soit la semaine dernière avec Chiao Kuan Hua ou ce soir avec l'Ambassadeur, la conversation ne s'annonce vraiment que lorsqu'on en vient là.

Comme l'Europe, la Chine est spectateur de l'empoignade entre les deux Grands. Mais elle a choisi de rester à l'écart, se refusant à entrer dans le jeu de leur rivalité, tandis que l'Europe s'irrite d'être mise de côté et cherche à forcer la porte. Qui a raison, du Chinois qui préfère se retirer de la scène ou de l'Européen qui tente d'y pénétrer ? L'attitude du Chinois est peut-être plus digne, mais elle est plus facile, parce que l'affaire se déroule loin de chez lui, alors que pour l'Européen elle est à sa porte.

Mais, si spectateurs qu'ils soient, les Chinois sont inquiets. Qui va l'emporter du Russe ou de l'Américain ? L'Américain saura-t-il résister aux pressions du Russe, à la tentation d'un partage à deux ? Pour l'instant, on fait plutôt crédit à Kissinger et à Nixon. On espère qu'ils sont prêts à tout faire pour empêcher une implantation militaire soviétique au Proche-Orient. Mais Watergate ne va-t-il pas affaiblir les Etats-Unis ?

J'ai demandé si la Chine serait disposée à participer à une Conférence de paix. La réponse a été qu'il était prématuré de répondre, mais elle n'a pas été négative. Les Chinois se tâtent. Ils se

demandent s'il vaut mieux participer au règlement, comme pour le Vietnam, ou le récuser à l'avance. Si tous les Arabes, y compris les Palestiniens, acceptent de discuter, la Chine s'isolerait en boudant.

Notre intérêt est de l'attirer dans le cercle, de lui faire partager nos responsabilités et de l'unir à nous dans le jeu contre un règlement américano-soviétique. Mais la difficulté est, ce faisant, de ne pas paraître saboter ensemble un règlement.

Nous sommes récusés par Israël. La Chine l'est par l'URSS. D'où la tentation des Etats-Unis et de l'URSS de régler l'affaire en dehors du Conseil de Sécurité ou, à la limite, de ne considérer celui-ci que comme une chambre d'enregistrement.

Je suis convaincu que, si les Chinois hésitent à se mouiller, c'est parce qu'ils ne croient pas à un règlement et, dès lors, préfèrent laisser retomber sur l'URSS seule la responsabilité de l'échec, de manière à bénéficier de la perte de prestige soviétique dans le monde arabe. Mais si les choses évoluaient en sens inverse, tout le bénéfice irait à l'URSS : faut-il le lui laisser ?

Pour le reste, je note que Chiao Kuan Hua, et d'autres Chinois l'ont dit ailleurs, affirme péremptoirement que la guerre ne reprendra pas au Vietnam et affiche une parfaite sérénité. Toute cette petite guérilla ne paraît absolument pas les intéresser.

Sur le Cambodge, je n'ai pas le sentiment qu'ils s'attendent à un dénouement très proche. Mais ils en tiennent toujours pour Sihanouk. Visiblement ses fantaisies les déconcertent. « C'est un sentimental », disent-ils.

Ce qui me plaît chez les Chinois, c'est qu'ils donnent toujours le sentiment d'en avoir tant vu dans leur vie ! Et en même temps il y a de la fraîcheur chez eux, et de l'humour.

Ainsi Chiao me dit, à propos de la reine Kossamak, que nous venons d'évacuer de Phnom Penh dans un avion d'Air France pour qu'elle aille retrouver son cher fils à Canton : « Ça vous sert quand même à quelque chose d'avoir conservé une Ambassade à Phnom Penh ! »

L'URSS ne considère plus la Chine comme un Etat « socialiste ». L'inverse était vrai depuis longtemps.

L'Ambassadeur de Chine est venu voir Courcel pour lui annoncer solennellement que la Chine offrait à M. Pompidou et au peuple français deux pandas ! L'animal, paraît-il, est très rare.

7 novembre

Wormser me disait aujourd'hui que dans ses « Mémoires », Bohlen explique la reconnaissance de la Chine par de Gaulle, par le désir de faire du commerce. Or c'était précisément le contraire. Comme j'avais appris par Couve que Wormser aurait été intéressé d'être le premier Ambassadeur à Pékin, il me dit avoir refusé, car il estimait qu'il n'y avait pas de perspectives commerciales et qu'il fallait nommer un culturel, qui fut Paye.

Nous parlions de cela à l'Ambassade soviétique où l'Ambassadeur de Chine se promenait le plus naturellement du monde, comme chez des amis. Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu son prédécesseur Huang Chen rue de Grenelle.

Que ferait l'Europe des Neuf en cas de conflit sino-soviétique ? Beau sujet de méditation, bel exercice de « coopération politique » ; je vais le suggérer. Nous ne faisons pas assez en Europe de « war game ». Le résultat est, quand l'événement survient, que nous sommes sinon intellectuellement surpris (au contraire nous adorons proclamer que nous avions tout prévu, du moins nous autres Français), mais nous improvisons. Seuls, cela va encore et à la rigueur nous réussissons de temps à autre un assez joli solo, mais qui n'intéresse que les amateurs. A neuf, cela produit une fâcheuse cacophonie. Pendant longtemps, et ce fut notamment le cas pendant toute la guerre d'Indochine où, chaque fois que je proposais une concertation à neuf, je me faisais descendre en flammes, nous avons préféré la voix solitaire mais ô combien originale (discours de Phnom Penh et tutti quanti) à la voix communautaire, mais plus banale. Nous avons peur d'être obligés de nous aligner sur le registre moyen et de perdre, pour rien, nos amitiés dans le camp de Hanoi. Aujourd'hui, nous sommes tout fiers d'avoir aligné nos partenaires sur nos positions pro-arabes. Bien qu'il n'y ait pas lieu d'être si fiers, la preuve est faite que l'on peut concilier les deux exigences. En Asie, comme ailleurs, les gens sont sensibles au poids que l'on pèse.

Bref, il faut savoir ce que l'Europe ferait en cas de conflit en Asie, plus précisément en cas de conflit sino-soviétique d'une part, en cas de reprise des hostilités au Vietnam de l'autre, qui sont les deux hypothèses les plus vraisemblables. Il y a aussi le cas d'un nouveau conflit dans le sous-continent, mais c'est moins probable, bien que possible, mais cette fois entre le Pakistan, qui serait soutenu par la Chine, et l'Afghanistan qui le serait par l'URSS. La position de l'Inde serait alors déterminante.

11 novembre

Déjeuner chez Cye Sulzberger retour de Chine. Il en est revenu ravi par l'idée de revenir en Europe ! En l'écoutant, je pensais à ceux, à celui, qui doivent y partir pour y vivre quelques années ! Quelle perspective !

De son entretien avec Chou En Lai, qui a duré deux heures et demie, il n'est pas sorti très enthousiasmé. Je l'ai senti un peu déçu. Peut-être attendait-il quelques révélations. Il n'en a pas eu.

C'est surtout quand Chou s'est mis à parler des Russes qu'il s'est animé. Il les traite, ce n'est pas nouveau, de fascistes.

17 novembre

Déjeuner en tête-à-tête jeudi 15 avec le Chargé d'affaires soviétique.

Le message chinois à l'URSS pour l'anniversaire de la Révolution Soviétique le 7 lui semble rédigé sur un ton plus apaisant que les précédents. Mais, à son avis, il ne s'agit que de tactique : l'URSS multipliant les offres de normalisation et Brejnev récemment encore dans son discours à Tachkent, Pékin ne peut avoir l'air d'être seule responsable de la brouille.

Je note par ailleurs qu'un accord aérien vient d'être signé entre les deux pays et qu'une ligne aérienne chinoise va désormais desservir Moscou.

Les relations entre l'URSS et la Chine me font de plus en plus penser à celles entre Staline et Hitler. Il peut en sortir le pacte germano-soviétique de 1939 comme la guerre.

La hantise de l'URSS est aujourd'hui d'être prise entre deux fronts, de la même façon que l'Allemagne nazie.

On pourrait bâtir le raisonnement suivant. Jusqu'à une date récente, l'URSS avait affaire, à l'Est, à une Chine confinée dans son isolement et n'ayant aucun contact avec les Etats-Unis et l'Europe Occidentale, à l'Ouest à une Europe peu active et s'engageant sur la voie de la « sécurité européenne » et de la « détente », et à des Etats-Unis décidés à pratiquer, eux aussi, la détente. Or, aujourd'hui, la situation a changé. L'Europe se réveille, tend à s'unir et s'inquiète de la détente. La Chine a rompu son isolement. Des deux côtés donc l'environnement se fait plus hostile. En tout cas la situation est plus complexe. Pourquoi ne pas chercher un rapprochement avec la Chine ?

Kissinger vient de passer trois jours à Pékin. Mao l'a reçu plus longuement qu'il n'avait reçu Pompidou. La bénédiction suprême au rapprochement avec les Etats-Unis est donc confirmée. Chou En Lai est renforcé.

Kissinger a lâché un peu plus de lest sur Taïwan, tout cela en grande souplesse.

L'atmosphère est à la satisfaction mutuelle.

Le communiqué confirme que les deux s'opposent à toute hégémonie en Asie et dans le Pacifique, ainsi que le disait le texte Nixon-Chou de Shanghai, mais aussi « dans le monde entier ». La pointe anti-russe est donc plus nette. Tout cela, au moment où le condominium américano-soviétique joue à plein au Proche-Orient. Mais Kissinger a dû faire valoir qu'il s'est opposé à un « débarquement » soviétique dans le monde arabe.

Question : jusqu'où Chou et Mao croient-ils que les Etats-Unis sont disposés à aller pour s'opposer à l'URSS ?

Autre question : que sont-ils disposés à faire pour dissuader les Etats-Unis d'aller trop loin dans l'entente avec l'URSS ?

Huang Chen vient d'être rappelé de toute urgence de Washington à Pékin. Est-ce pour mettre en œuvre les décisions prises par Kissinger et Chou ? Ou y a-t-il un Comité Central chinois ?

Mao Tun, écrivain purgé au moment de la Révolution culturelle, réapparaît. Défaite pour Chiang Ching, disent les pékinologues.

21 novembre

Wang Hong Wen, abondamment montré pendant la visite Pompidou, n'a pas paru depuis. Sa présence n'a été signalée à aucune manifestation en l'honneur d'un visiteur étranger. Pas même lors du passage de Kissinger. Etrange !

Marie-Thérèse de Corbie, de passage à Paris, me racontait hier qu'ayant été dans une petite ville près de Yen-an, elle avait été stupéfaite d'y trouver des affiches attaquant Confucius, ce qui prouve qu'il s'agit d'une campagne sur une échelle nationale.

Confucius est-il Chou En Lai ?

En tout cas, Kissinger dit avoir été frappé de la très bonne entente qui régnait entre Chou et Mao. Il a trouvé d'ailleurs celui-ci très alerte.

Vo Van Sung n'ayant pas mis les pieds au Ministère depuis son retour de congé le 15 août, je l'ai convoqué. Je n'avais rien à lui dire, mais cette situation était ridicule.

Je me suis retrouvé comme si rien ne s'était jamais passé, comme s'il n'y avait eu ni cessez-le-feu, ni Accord de Paris, ni Kissinger, ni Le Duc Tho. Et j'ai entendu le disque éternel : « Il y a deux

possibilités ; la paix ou la guerre ; nous préférons la paix, mais nous sommes prêts pour la guerre ; cela dépend des Etats-Unis ; s'ils continuent de soutenir Thieu, on ira fatalement à une reprise de la guerre ; s'ils l'abandonnent, alors tout est possible. » J'ai même entendu parler du Gouvernement à trois composantes. C'était hallucinant ! Mais pas rajeunissant !

23 novembre

D'un entretien entre Nazelles et Kapitsa à Moscou, décidément toujours aussi sûr de lui et loquace, je retiens ces affirmations :

- La visite de Kissinger à Pékin n'a été que de routine ; Taïwan continue de faire obstacle à la normalisation ; le lobby taiwanais à Washington regagne du terrain ; Nixon est trop affaibli pour affronter le Congrès et lui demander d'abroger le traité de 1954 avec Taïwan ; en outre les incertitudes de la situation en Indochine rendent nécessaire le maintien des troupes américaines à Taïwan ; enfin, cela n'empêche pas le développement du commerce et des échanges technologiques.

- Les Chinois n'ont pas réussi à arranger des contacts entre Sihanouk et les Américains ; la Résistance intérieure s'y oppose.

- Les Soviétiques ont été directement informés par les Américains des résultats de la visite de Kissinger en Chine.

- Au Cambodge, la seule force qui compte, ce sont les Khmers Rouges ; la position de Sihanouk est plus faible que jamais ; il ne reviendra jamais au pouvoir ; l'URSS ne reconnaît qu'une seule institution de la Résistance, le FUNK (le Front) ; le GRUNK vient d'être liquidé dans sa forme actuelle et tous les ministères doivent être transférés en zone libérée.

- Les relations avec la Chine ne s'améliorent que sur le plan commercial où la Chine a besoin de certains équipements élaborés de fabrication soviétique ; mais la négociation frontalière est bloquée ; Pékin n'a jamais réagi à la proposition soviétique de traité de non-agression faite en juin, ni à celle faite en mars de délimiter la frontière dans sa portion orientale de la Mongolie à la mer du Japon ; désormais l'URSS ne fera plus aucune nouvelle proposition ; Ilichev retournera peut-être à Pékin, mais seulement pour demander aux Chinois s'ils ont des choses nouvelles à dire ; sinon il s'en ira pour faire autre chose ; le message chinois du 2 novembre ne contient aucune ouverture réelle ; en revanche sur le plan de la polémique la température est montée de 3 à 4 degrés depuis le Xème Congrès du PCC et la situation s'est considérablement aggravée depuis quelques mois ; Pékin cherche à provoquer une confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS ; Chou En Lai, accusé de pragmatisme, entretient volontairement la tension ; il a totalement coupé les ponts entre l'URSS et la Chine.

- L'URSS ne fait plus mention des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien parmi ceux qui sont à la base de ses relations avec la Chine ; mais cela ne signifie pas qu'elle a cessé de considérer la Chine comme un état socialiste ; c'est Moscou qui a accepté finalement la thèse de la Chine qui ne veut plus placer ses relations avec l'URSS que sur la base des principes de la coexistence pacifique ; si cela est possible sur le plan des relations entre états, il ne fait pas de doute cependant que sur le plan doctrinal la Chine demeure un état socialiste ; sa base l'est, c'est la superstructure qui a dévié.

- Une nouvelle Conférence mondiale des Partis communistes et ouvriers est en projet ; mais cela demandera du temps ; si d'ici sa réunion la Chine persiste dans ses erreurs, la Conférence devra la condamner ; cependant il ne serait pas question de déclarer que la Chine n'est plus un état socialiste ;

- Chou En Lai sera, après Lin Piao, le prochain dirigeant chinois à être sacrifié et cela ne tardera pas beaucoup ; les tensions intérieures se sont accrues depuis le Xème Congrès ; l'Assemblée Nationale n'a toujours pas été convoquée ; Chou En Lai craint de se voir imposer comme Premier Vice-Président Chang Chun Chiao, un « gauchiste » ; les milices populaires ont été réactivées sous l'autorité du Parti, ce qui prouve une défiance de celui-ci vis-à-vis de l'Armée ; la campagne contre « les escrocs du type Lin Piao » vise en fait Chou En Lai ; les gauchistes voudraient lancer une nouvelle révolution culturelle ; Chou est fatigué et même malade ; la mort de Mao entraînera sa chute ; Wang Hong Wen n'a ni poids ni avenir ; il manque d'instruction ; il est l'instrument mais de qui ? Des gauchistes ou de Chou En Lai lui-même ; aucun gauchiste ni Wang n'a assisté aux entretiens avec Kissinger ; les gauchistes sont aussi anti-soviétiques que Chou, mais ils ne le suivent pas dans son rapprochement avec l'impérialisme.

- L'URSS entretient à petit feu son plan de sécurité collective en Asie en y mettant de temps à autre une bûche ; la Chine y est hostile non seulement parce que l'URSS en a pris l'initiative, mais aussi parce qu'elle ne veut pas perdre sa liberté dans un cadre multilatéral, car elle reprendra inévitablement sa politique d'expansion dans le Sud-Est Asiatique.

Mise à part la passion, il y a beaucoup à retenir dans ce que dit Kapitsa, et notamment, dans son analyse de la situation intérieure. J'ai en effet l'impression que la dernière visite de Kissinger n'a pas été un grand succès et l'on peut se demander si les gauchistes ne freinent pas le rapprochement avec les Etats-Unis dans lequel Chou En Lai s'est engagé à fond depuis deux ans. Notre Ambassade et certains de mes collaborateurs, à l'exception du jeune Epron, n'ont cessé de dire que le Xème Congrès avait vu le triomphe de Chou et le recul des gauchistes. Ce n'est peut-être pas si évident.

Cependant Huang Chen, rappelé de Washington à Pékin et de passage à Paris, a vanté à Duzer la grande amitié des peuples français, chinois et américain.

28 novembre

Dîner hier soir chez l'Ambassadeur de Chine, c'est-à-dire à sa résidence. Le salon rouge m'a paru de plus en plus bordélique. A ce propos, l'Ambassadrice, qui est fort charmante et parle bien le français, a dit à Gabrielle qu'elle avait été voir « la Grande Bouffe », l'un des films les plus effroyables de pornographie et les plus dégoûtants qu'on puisse voir en ce moment !

On a parlé bien sûr Proche-Orient. Quelqu'un a demandé à Tseng Tao si la Chine admettait l'existence de l'Etat d'Israël. Réponse : « Il aurait sans doute mieux valu que chaque Etat qui a des juifs crée un « Département » sur son territoire pour les y mettre (!), mais puisque l'on a créé l'Etat d'Israël, c'est un fait sur lequel on ne peut pas revenir. Sur ce point, nous avons des divergences avec nos amis arabes. » C'est la première fois que j'entendais une déclaration aussi nette.

Par ailleurs, je n'ai pas trouvé qu'il soutenait l'embargo arabe sur le pétrole avec beaucoup d'ardeur. Quand on lui a dit que celui-ci risquait de retourner l'opinion européenne contre les Arabes, il a écouté très attentivement. Quand je lui ai dit que, du coup, les Européens allaient être obligés de se retourner vers les Russes pour leur acheter du pétrole et que ceux-ci en avaient déjà offert aux Allemands, il a paru presque inquiet. Il serait dans la logique de la politique chinoise de conseiller discrètement aux Arabes de ne pas exercer de trop vives pressions sur les Européens. Mais Pékin peut-il prendre ce risque ? En tout cas, l'Iran, grand ami de la Chine, n'applique pas de restriction.

Pour le reste, l'Ambassadeur a développé abondamment le thème de la rivalité entre les deux Super-Puissances. Pour lui la crise du Proche-Orient est plus l'effet de leur rivalité que de leur collusion. Sur ce point l'analyse chinoise me paraît plus fine que celle de nos dirigeants qui ne cessent de dénoncer la complicité des deux Grands.

22 décembre

Qui est le Confucius d'aujourd'hui ? La campagne intense se poursuit depuis plusieurs semaines. Marie-Thérèse de Corbie me disait sa stupéfaction d'avoir découvert dans un petit village lointain de nombreuses affiches sur le sujet. Qui vise-t-on ? La réponse la plus commune est Chou En Lai. Pourquoi pas ? Le fait est que l'on n'a pas entendu tomber de ses lèvres la moindre parole anti-confucéenne. Mais si c'est lui la cible, alors comme l'opposition est forte pour réussir à placer ses affiches ! Et comme la lutte est féroce !

Le seul indice, qu'il pourrait s'agir de Chou En Lai, m'a été peut-être donné l'autre soir à dîner par l'Ambassadeur de Chine lui-même. Guéna, notre Ministre des Transports, le recevait à dîner à l'occasion du vol inaugural Paris-Pékin d'Air France. Il lui a posé la question de Confucius avec la naïveté que seul un Ministre peut se permettre. Tseng Tao a naturellement ri, puis a répondu qu'il s'agissait d'une vieille affaire qui remontait à 44 ans (1919), l'année de je ne sais plus quelle révolution importante dans l'histoire de la Chine, celle de Sun Yat Sen si je ne me trompe) et il a bizarrement ajouté : « A l'époque où le camarade Chou En Lai était en France. » Cela signifiait-il que Chou était absent à ce moment crucial et donc n'a pas bien compris les origines du mouvement, au sens où les absents ont toujours tort, ou au contraire, qu'ayant été absent il n'a rien à faire avec ce mouvement. Ou tout simplement Tseng Tao a-t-il voulu dater l'ancienneté du mouvement de façon facile pour un Français ?

Ensuite, Tseng Tao a déclaré qu'il était absurde de chercher en ce moment à distinguer entre modérés et radicaux au sein du Parti chinois et que tout le monde était solidement uni derrière Mao, ce qui a fait dire à Guéna, de façon hélas sérieuse, qu'il en allait de même pour l'UDR derrière le Président Pompidou.

Il y a une autre discussion qui m'intéresse. Celle-là concerne l'accord Nixon-Brejnev du 22 juin 1973 sur la prévention de la guerre nucléaire et ce lien entre les Chinois et nous. Je crois avoir déjà noté une conversation avec Tseng Tao sur le sujet. J'en ai eu une nouvelle, avec son Conseiller, vendredi à déjeuner, à l'occasion de la remise des Pandas. Ce garçon, fort intelligent, a fait allusion à la remarque de Pompidou à Chou : « Vous êtes bien pessimiste. » « Mais non, nous ne sommes pas pessimistes, bien au contraire. C'est plutôt vous qui l'êtes. Ainsi nous pensons que l'accord du 22 juin, c'est un accord qui prouve qu'il y a une grande confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS. Cette

confrontation, on la voit partout dans le monde. » Bref, j'ai compris qu'il s'en réjouissait, comme si c'était une bonne chose que les Etats-Unis contiennent l'URSS, comme s'il voyait la puissance américaine tout entière attachée à contenir la puissance soviétique, alors que la France voyait plutôt cet accord comme le signe d'une collusion et en tirait des conclusions pessimistes. Certes, l'accord est une mauvaise chose dans la mesure où il traduit une situation d'hégémonie des deux Super-Puissances, mais il traduit aussi une rivalité qui prouve que les Etats-Unis sont décidés à résister à l'expansion soviétique.

Mon impression est que les Chinois nous trouvent trop anti-américains et estiment que nous minimisons le rôle de « containment » joué par les Etats-Unis. Pour eux nous tenons trop, du moins dans notre critique (celle de Jobert) de l'accord du 22 juin, la balance égale entre les deux Super-Puissances.

Gabrielle a participé à ce vol Paris-Pékin en compagnie d'un tas de PDG, fonctionnaires, puissants du jour. C'était son premier voyage en Chine. (J'étais au Pakistan pendant ce temps avec Jean de Lipkowski). Elle a trouvé Pékin triste, comme moi, Shanghai assez fascinante, mais surtout elle a trouvé les Chinois engagés dans une entreprise qui ne lui a pas paru monstrueuse. Elle n'est pas revenue révoltée. Intéressée plutôt. Mais sans complaisance pour certains aspects du système. Une certaine austérité cependant n'est pas pour lui déplaire.

Il est de fait que la Chine donne le sentiment que la pauvreté a réussi à vaincre la misère sans s'accompagner d'inégalités provoquées par l'injustice. Mais peut-être n'est-ce qu'une façade ?

Mao a offert à Pompidou deux grands Pandas. Le cadeau est « zoologiquement » exceptionnel, car l'espèce est rare. Ces petits ours vivent dans le Seu Tchouan et, pour des raisons bizarres, ont du mal à se reproduire.

Quel aria ! Il a fallu les faire convoier par des spécialistes chinois et français, arranger spécialement la cabine de l'avion pour qu'ils n'aient ni trop chaud ni trop froid, leur faire construire au zoo de Vincennes des maisonnettes spéciales, planter une forêt de bambous dans le parc, seule nourriture qu'ils acceptent. Et puis il a fallu procéder à une remise solennelle des pandas par Tseng Tao en présence de Fontanet, Ministre de l'Education nationale, de Madame Messmer, de la télévision, prononcer des discours devant les pandas qui, derrière la vitre, se roulaient dans le bambou, couper des cordons tricolores et rouges entrelacés, contrairement à l'usage qui veut que « l'on ne parle pas de corde dans la maison d'un panda. »

En échange nous allons, paraît-il, envoyer des gorilles. Je propose qu'ils soient accompagnés par Marcellin, le Ministre de l'Intérieur.

29 décembre

Il y a eu un peu de mouvement ces derniers jours sur la question de nos rapports avec le GRP. Celui-ci dans une note remise à Chayet à Hanoi et par une démarche auprès de moi, tout en réaffirmant son désir d'avoir une Délégation générale auprès du Gouvernement ainsi que Hanoi jusqu'à la normalisation, se déclare prêt à négocier.

J'ai suggéré que l'on procède à un discret sondage pour savoir si vraiment le GRP est disposé à abandonner sa demande et dire qu'auquel cas nous serions prêts à faire une nouvelle offre et j'ai proposé, puisque l'on ne peut revenir à la formule Schumann sans perdre la face, deux autres formules, soit une Mission du GRP auprès du Gouvernement français, soit une Délégation du GRP en France. Jobert a accepté de bouger, sentant sans doute que nous nous étions mis dans une position trop rigide, mais il m'a demandé une note afin de pouvoir en parler à Pompidou. Il a dit à Le Duc Tho, qu'il a reçu la semaine dernière après son entretien avec Kissinger, qu'il allait regarder quelles étaient les « pièces mobiles » dans ce jeu et qu'il me chargeait de la négociation.

Cela ne va pas être facile, mais il faut d'abord savoir si Pompidou va accepter de bouger et quelle formule il va choisir.

L'entretien Kissinger-Le Duc Tho n'a encore produit aucun résultat très concret. Mais j'ai l'impression que l'on ne reprend pas le chemin de la grande guerre, du moins pas tout de suite. Il y aura une nouvelle rencontre dans quelques semaines.

Chou En Lai a dit à Kissinger qu'il ne voulait pas d'une solution par la force du problème indochinois.

Les Russes ont reçu une note de Washington sur leurs livraisons d'armes à Hanoi. Elles auraient diminué.

Les deux grandes offensives de Giap ont été lancées en 68 et en 72, deux années d'élections présidentielles américaines. La prochaine le sera-t-elle en 76 ?

1974

13 janvier

J'ai passé une partie de ce dimanche à chercher à répondre à la question : derrière Confucius Chou En Lai est-il visé ?

J'ai relu quelques passages d'ouvrages écrits sur la Chine depuis 25 ans : Claude Roy (1952 - clefs pour la Chine), Simone de Beauvoir (1955 – La longue marche), Guillain (dans 30 ans la Chine – 1965), Macciocchi (1970). Les deux premiers sont à peu près d'accord : à cette époque du début de la révolution, l'attitude du pouvoir communiste envers Confucius et le confucianisme est tolérante, polie, voire respectueuse. On cite Confucius. Mao le cite. Ses aspects moraux sont estimés : son éloge de la sincérité, de la vertu. Mais en 63, Guillain note un vaste débat où Confucius est pris à partie : ses vertus sont celles de la féodalité, sa philosophie est celle de l'aliénation. La critique cachée de son conservatisme éclate au grand jour. Un philosophe confucéen est sévèrement pris à partie. Ce sont les prémices de la Révolution Culturelle. Macciocchi parle à peine de lui, comme si dans les tourbillons de la Révolution Culturelle il avait sombré. Alors pourquoi maintenant cette résurrection du débat ?

18 janvier

Les spéculations vont bon train.

L'on pourrait tracer un tableau en deux colonnes. Dans l'une, l'on inscrirait tous les signes de la poursuite de la politique que j'appelle d'ouverture, dans l'autre, les signes d'une tendance à la fermeture.

Par exemple, dans la première : la nomination de Tien Hsiao Ping au Bureau Politique, le voyage de Ohira en Chine, la couronne de fleurs envoyée par Chou En Lai à l'Ambassade d'Espagne après l'assassinat de l'Amiral Carrero Blanco au grand scandale de toutes les belles âmes de la gauche, l'achat d'hélicoptères américains, de blé américain, le voyage inaugural d'Air France.

Dans l'autre : la campagne anti-Confucius, la reprise d'attaques idéologiques contre l'art occidental, Beethoven et Schubert qualifiés de musiciens réactionnaires, le silence sur l'envoi de l'orchestre de Paris, sur la venue de la « Jeanne d'Arc » dans un port chinois, la reprise d'un débat sur l'école, la déclaration attribuée à Tien Hsiao Ping selon laquelle Chou En Lai réduirait prochainement ses activités et verrait moins de personnalités étrangères.

Il faut savoir attendre et, pendant ce temps, collecter soigneusement les signes. Un jour, tout se mettra en place.

2 février

La Chine, de nouveau, est en plein délire.

Il y a quelques jours, le Conseiller chinois me fait demander rendez-vous d'urgence. C'était au lendemain de l'attaque des îles Paracel par les forces de Pékin et j'imaginai bien qu'il allait m'en parler.

En effet, mais sur quel ton ! La Chine avait toujours été chez elle sur ces îles. Depuis les Han, les Ming et les Ping et je ne sais qui encore ! Cela faisait des siècles et des millénaires que les Empereurs chinois y faisaient déposer des stèles. Et quand j'ai eu le malheur de demander s'il y avait des stèles, pas seulement sur les îles Hsisha (Paracel), mais aussi sur les Nansha (Spratley) qui ne sont pas loin des Philippines, mon homme a pris un air supérieur pour me répondre : « Pa-tou, pa-tou. » Et de me dire ensuite que son gouvernement était « indigné » du ton de la presse française, à commencer par la très orthodoxe « Nation » qui osait déclarer qu'il s'agissait de territoires à la souveraineté indéterminée ! Et d'autres qui avaient le front de prétendre que la Chine avait occupé ces îles pour y chercher du pétrole ou des nids d'hirondelle, ce qui était vraiment à se tordre de rire ! Non, Monsieur le Directeur, la Chine était là chez elle, un point c'est tout.

Je déclare que je n'ai aucun commentaire à faire (à quoi bon !) et là-dessus Tien me dit qu'il va passer au sujet numéro deux de sa visite. Je m'attendais à un couplet sur le film de Jean Yanne : « Quand les Chinois arrivent à Paris », qui fait littéralement endêver toute l'Ambassade de Chine, car on y voit l'Armée chinoise occupant Paris, comme la Wehrmacht en 1940 : penser qu'une chose pareille puisse arriver alors que pas un soldat chinois n'a jamais franchi les frontières de la Chine, quel scandale ! Mais j'ai eu droit d'abord à un autre commentaire, cette fois à ma grande stupéfaction, sur le film tourné par Antonioni en Chine il y a environ deux ans. Là, je n'en revenais pas. Ce film était cent pour cent antichinois, il calomniait la Chine, les Chinois, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. C'était un film honteux, ignominieux (l'interprète s'en étranglait d'émotion). Or, une certaine société Co-li-né (?), qui avait déjà distribué ce film à Paris depuis quelques mois, avait l'intention de le distribuer maintenant en province et, donc, ces messieurs de l'Ambassade de Chine espéraient bien que le Quai d'Orsay allait user de son influence pour empêcher cette horreur.

Puis, tout de go, il passa au film de Yanne pour me rappeler ses mises en garde précédentes et le trouble que l'affaire ne manquerait pas naturellement de porter aux excellentes relations franco-chinoises et à l'esprit que leur avaient si puissamment insufflé les entretiens de Pompidou à Pékin.

Là, je dus, à mon tour, rappeler que chacun avait ses usages et que, chez nous, la censure n'existait que pour atteinte aux bonnes mœurs ou injures à chef d'Etat. J'insinuai que nous avions de temps à autre à souffrir de films étrangers où la France était passablement maltraitée et que nous ne faisons pas tant d'histoires. Mais l'autre n'en avait visiblement cure et me répéta que mon Gouvernement possédait, s'il le voulait, tous pouvoirs pour empêcher pareils scandales.

Le plus drôle, et je le lui dis d'ailleurs, mais sans avouer la drôlerie, quelques jours plus tard, était qu'après avoir vu le film d'Antonioni l'été dernier, j'en avais fait à son Ambassadeur et à la femme de celui-ci grand éloge et qu'ils m'avaient demandé où l'on pouvait voir la chose.

La démarche de mon Chinois, vue au fond, n'était qu'un signe de plus dans la tourmente qui saisit à nouveau la Chine. Un article tout à fait officiel du « Quotidien du Peuple » a rendu publique cette semaine l'attaque contre le film d'Antonioni. Je n'ai pas lu tout l'article. Mais la dépêche de presse cite quelques-uns des reproches faits au cinéaste italien : il a photographié trop de jonques et pas assez de cargos, il a pris le grand pont sur le Yang-Tsé Kiang, orgueil de la Chine maoïste, sous un mauvais angle. Le pire est que je ne crois pas que les auteurs de cette tempête sentent le ridicule de leurs propos. Quand on écrit que Beethoven est un mauvais musicien parce qu'il numérote ses symphonies au lieu de leur donner des titres évocateurs ou que la musique de Schubert traduit l'état d'esprit réactionnaire de l'époque, l'on est en vérité bien au-delà du ridicule. C'est le propre de l'idéologue d'être dans cet au-delà. Et je connais en France des « animateurs culturels » qui mettraient volontiers Bach et Mozart au bûcher pour mieux désaliéner les consciences.

Tout ceci s'accompagne sur un fond de lutte anti-Confucius, de reprise de thèmes de la Révolution Culturelle, d'attaques contre ceux qui l'avaient calomniée, d'encouragements à marcher « à contre-courant », d'appels à la « minorité » en lutte contre la « majorité » conformiste, le tout sous la caution de Mao dont l'on dit bien haut qu'il encourage l'affaire. Et comme dans le même temps, certains hauts personnages à Pékin laissent entendre que Chou En Lai va être obligé de réduire ses activités à cause de son état de santé et recevra moins de visiteurs étrangers, il n'y a qu'un pas, que beaucoup franchissent, pour en conclure que la minorité radicale, animée par le jeune Wang Hong Wen, a repris sinon le dessus du moins l'attaque et que Chou est en sérieuse difficulté.

Oui, mais Teng Hsiao Ping gravit un nouvel échelon et entre au Bureau Politique, comme s'il se préparait à une responsabilité plus grande encore. N'était-il pas, quand il occupait les fonctions de Secrétaire Général du Parti, l'associé de Chou ? Ne fait-il pas partie de ceux que le Père Renou appelle « le groupe des Français », ceux qui ont vécu en France après la première guerre mondiale ?

Et ce n'est pas le seul signe de la vitalité de la « ligne Chou » : les attaques contre l'URSS ne faiblissent pas, tandis que la « collusion » avec les Etats-Unis éclate dans l'affaire des Parcel, Washington laissant faire Pékin et tomber Saïgon et qu'au Proche-Orient la Chine réserve à l'URSS tous ses sarcasmes et ne lance aucune critique aux Etats-Unis, trop heureuse que l'habile Kissinger mène le jeu et laisse le Russe sur la touche.

L'on pourrait donc, aujourd'hui, ouvrir un registre à deux colonnes, dans l'une, affectée du signe plus, inscrire les faits qui témoignent de la persistance de la ligne d'ouverture attribuée à Chou, dans l'autre, affectée du signe moins, inscrire tous ceux qui témoignent de l'offensive des radicaux. Pour l'instant, celle-ci paraît circonscrite au domaine des « superstructures », de l'idéologie, de la culture, de l'éducation. Et, en ce sens, il est normal que l'influence de Mao se fasse sentir, car le « Grand Timonier » a toujours eu un penchant pour ces campagnes de rectification qui plongent, sinon les masses, du moins les cadres du Parti dans les affres du recyclage et les étrangers dans l'ahurissement. Mais la politique étrangère et l'économie, qui dans une large mesure vont ensemble, paraissent préservées. Tout se passe comme si les radicaux avaient obtenu de Mao, à moins qu'ils n'y aient été encouragés par lui, la permission de relancer la Révolution Culturelle dans le secteur limité de la culture et sans faire appel aux masses, tandis que les compromis tactiques en politique étrangère et la relance de l'économie sont préservés. Combien de temps durera ce compromis ? Je doute qu'il soit durable. Logiquement, ou les radicaux l'emporteront et la Chine retombera dans l'isolement de l'intransigeance à moins qu'elle ne se lance dans des aventures extérieures ou ne s'engage dans l'appui à tous les mouvements de « libération nationale », ou les radicaux seront battus et le révisionnisme l'emportera. La question me paraît de savoir si l'une de ces lignes mène à un rapprochement entre l'URSS et la Chine que je tiens pour le plus grand danger que l'Occident puisse courir, quoi que nous disions hypocritement à l'une et à l'autre. A première vue la ligne radicale n'y mène pas, car ces idéologues se croient probablement meilleurs communistes que les gens de Moscou et jugent ceux-ci traîtres à la Révolution mondiale. En revanche la ligne révisionniste peut y mener, malgré les apparences. Après tout, c'est Chou En Lai qui a essayé de replâtrer les choses

avec Kossyguine après l'incident de l'Oussouri. Les Russes disent toujours du mal de Mao. Ils n'en disent guère de Chou En Lai. Il serait intéressant de savoir quelles étaient les relations de Teng Hsiao Ping avec les Russes quand il était Secrétaire Général.

Dans tout ce tumulte, j'ai quand même suggéré à Jobert d'offrir à déjeuner en l'honneur du dixième anniversaire des relations franco-chinoises. L'Ambassade y est venue, en large sourire. L'on avait convié aussi les ténors de la « ligue chinoise » : Couve, Bettencourt qui sont venus, Edgar Faure, Chaban qui se sont excusés. Jobert a fait un discours cryptique qui signifiait : « La Chine, c'est très bien, ça nous a valu un bon scandale avec le Général et un peu de prestige, mais l'époque est au commerce et ça ne rend pas assez. » Il a dit aussi à l'Ambassadeur, qui a eu un sursaut d'indignation, qu'avec les Paracel la Chine allait avoir un peu de pétrole à revendre. Et à quel prix ?

Lorsqu'en 1965, la Chine est entrée en Révolution Culturelle, les relations internationales n'en ont guère été affectées. En 1974, une nouvelle entrée de la Chine en Révolution Culturelle peut bouleverser « l'ordre » international actuel : c'est qu'entre temps la Chine était précisément entrée dans cet ordre international, qu'elle en était devenue un facteur de plus en plus essentiel et que l'on s'était habitué à la considérer comme un partenaire dans le jeu.

Peut-être était-ce trop tôt ?

C'est un peu ce que Chou En Lai avait laissé entendre quand la Chine fut admise à ONU en 1971 : « Nous ne sommes pas prêts. »

Quoi qu'il en soit, ni la France, ni l'Occident n'ont intérêt à ce que la Chine parte de nouveau à la dérive.

13 février

Je regarde maintenant mes Chinois avec la pitié que l'on éprouve pour un malade, un ami repris par son délire. Oui, plus de pitié que de colère, bien que j'éprouve une formidable envie de me fâcher.

La semaine dernière, Courcel a eu droit à une « séance de cinéma » de plus d'une heure avec l'Ambassadeur venu lui expliquer que nous devons interdire le film d'Antonioni. Ce pauvre Courcel, pourtant assez calme, a failli perdre son sang-froid. Je me souviens d'une séance assez semblable où Alphan avait failli jeter, hors de son bureau, Huang Chen venu protester parce qu'une pianiste formosane avait participé au concours Marguerite Long.

Ce matin, j'ai eu droit à une autre « séance de cinéma » avec le Conseiller qui m'a demandé, sans autre, l'interdiction du film de Yanne. J'ai gardé tout mon calme pour lui expliquer que nos règlements ne nous le permettaient pas, mais que, dans leur limite, nous avons fait le possible pour éviter par exemple des tournages sur la voie publique. Je lui ai dit que le film ne bénéficierait d'aucune présence et d'aucun patronage officiel. Je l'ai invité à consulter un homme de loi. Il m'a répliqué en m'invitant à comprendre les sentiments du peuple chinois. J'ai dit ne pas les mettre en doute, mais qu'ils devaient aller à la bonne adresse qui n'était pas le Gouvernement français, mais un certain Jean Yanne. Il m'a demandé ce que nous penserions si les Chinois faisaient un film sur la guerre de l'opium. J'ai laissé passer, ne pouvant que répondre que nous nous en battrions l'œil et qu'en outre le film serait sûrement détestable !

Au-delà du comique, tout cela est navrant !

Mais que vont-ils faire ? Ils disent que c'est intolérable. Alors ? Va-t-on incendier notre Ambassade ?

Les Soviétiques, par comparaison, sont des monstres de modération. Ils arrêtent Soljenitsyne, mais ils ne viennent pas au Quai d'Orsay protester contre la parution en France de « l'Archipel Goulag ».

18 février

Chiao Kuan Hua a convoqué Manac'h et lui a joué la grande scène du Deux : interdisez le film de Yanne, sinon les relations franco-chinoises seront profondément atteintes !

Que diraient les Chinois si nous leur avions intimé l'ordre de recevoir l'Orchestre de Paris ou la « Jeanne d'Arc » ?

Il est bien évident que désormais un Comité d'activistes dirige cette campagne. Mais la question demeure : jusqu'où ira-t-elle ? Pour l'instant le commerce paraît épargné : un gros contrat d'équipement chimique a été signé hier à Pékin. Ne l'a-t-on signé précisément hier que pour mieux le dénoncer demain ? Pareille dénonciation porterait singulièrement atteinte au crédit chinois dans le monde international des affaires. Les « pragmatistes » ont-ils réussi à sauvegarder le secteur commercial ?

Quoi qu'il en soit, Pompidou pourra se flatter d'être allé en Chine pendant une brève éclaircie. Je me demande si Heath, qui a dû ajourner son voyage à cause des élections anglaises, réussira jamais à le faire.

Dimanche 17 mars

Dîner mardi dernier chez Robert Mallet, Recteur de l'Académie de Paris, en l'honneur de l'Ambassadeur de Chine. Ce genre de dîners est toujours amusant par le contraste : les Chinois, hommes et femmes, tout en tuniques, petits, sans charme, sans grâce, sans éclat ; les gens d'ici tout en ramage et en plumage. Il y avait là Palewski et sa Duchesse, d'un rouge qui n'avait rien de Mao, Jacqueline Auriol, la comtesse de Vogüe et un petit Ministre du nom de Limouzy au ventre radical bien qu'il fût de la majorité.

Je n'avais pas revu Tseng Tao depuis l'affaire du film et j'espérais vivement n'avoir pas à en parler. A quoi bon, en effet ! C'est le genre de chose « à vivre avec ». Les Chinois étaient affectés. Leur orgueil était blessé, leur amitié déçue. Chou En Lai le disait à qui voulait l'entendre, à Sihanouk, à Boumedienne. Mais, apparemment, ils demeuraient assez raisonnables, lui du moins et ceux qui, avec lui, continuaient à gouverner une barque au demeurant agitée, pour ne pas modifier politique et jugement à notre égard. Leur presse n'en avait pas parlé, notre Ambassade n'avait pas été mise à sac, leur Ambassadeur n'avait pas quitté son poste. Que pouvions-nous demander de mieux ?

Il est des gens malheureusement qui n'ont pas de jugement politique alors, hélas, qu'ils croient en avoir. Je devais, ce soir-là, découvrir que Robert Mallet est du nombre. Car soudain, au milieu du dîner, à mon horreur, le voilà qui se lance dans un pénible discours du genre : « Soyez sûr, Monsieur l'Ambassadeur, que toute la France réprovoque ce film ignoble. Ne confondez pas la France, son Université, son Gouvernement avec ce mauvais Français. Cette ignominie est l'expression de notre liberté. Si nous n'étions pas libres de fabriquer de telles cochonneries, nous ne serions pas libres d'admirer la Grande Chine, celle que nous aimons. Vous devez comprendre notre régime avec ses vertus et ses vices. »

Tseng Tao était évidemment décidé à ne rien comprendre du tout. Il eût sans doute préféré se taire, mais puisqu'on lui parlait aussi « franchement », il répondit de même. Et pour nous dire qu'en Chine l'on savait aussi ce qu'était la « liberté » (je ne pense pas qu'il y mît des guillemets), et qu'on en usait mieux à l'égard de ses amis (je songeais aussi, l'écoutant, à ceux qui ne sont pas les amis), et qu'on n'aurait pas imaginé à Pékin d'aller tourner un film calomniant la France, etc.

Tout cela fut long, pénible et déplaisant. Je ne parlai qu'une fois pour dire qu'en tant que collègue, je plaignais l'Ambassadeur, car ce genre d'affaires finit toujours par retomber sur les diplomates. Le public, lui, joue avec et s'en moque bien.

La conversation d'après le dîner fut plus détendue et je pus vérifier que les Chinois posaient toujours les mêmes questions. Où en étions-nous avec les Etats-Unis ? Notre querelle avec eux était-elle donc si sérieuse ? Je le rassurai sur le long terme, à sa visible satisfaction. Et les Soviétiques ? M. Pompidou allait rencontrer M. Brejnev à Pitsunda. Il ne resterait pas longtemps. Mais ? Là aussi je le rassurai en lui prédisant que Pompidou n'accorderait pas si facilement à Brejnev la clôture de la CSCE par une réunion au Sommet, ce qui fut dit le lendemain soir.

Chou En Lai, donc, paraît résister à la tempête. Curieusement l'on dit que celle-ci pourrait s'abattre sur la tête de Chiang Ching, la femme de Mao. C'est elle qui serait accusée d'avoir exigé la venue de l'Orchestre de Philadelphie. C'est elle aussi qui serait visée à travers l'ésotérique et très chinoise affaire de l'opéra du Shansi « La Montagne des trois pêcheurs ».

J'observe toute cette agitation avec une intense curiosité. Mais j'ai le sentiment de regarder une pièce de théâtre dans une langue que j'ignore. Je vois les acteurs sur la scène, leurs gestes, leurs bouches s'ouvrir. Ils entrent, ils sortent. Il y a un décor. Mais je ne comprends pas, sauf s'il y en a un qui meurt, comme Lin Piao par exemple, ou que l'on chasse, comme Liu Shao Shi.

Mais les raisons m'échappent. Parfois un traducteur me dit : « On l'a tué parce que c'était un traître. » Mais je ne crois pas que le mort était un traître. Il a fait autre chose qu'on ne me dit pas, quelque chose qui s'est passé dans la coulisse. D'ailleurs, les acteurs sont des acteurs pour eux-mêmes. Ce n'est pas seulement pour l'étranger, pour le diable blanc, qu'ils jouent la pièce, ni même pour le peuple chinois. Ils la jouent sans s'en rendre compte, en utilisant un langage dont ils se sont rendus prisonniers. A qui disent-ils encore la vérité ? La disent-ils encore, pour ceux qui en ont, à leurs épouses, ces épouses dont on ne doit savoir qui elles servent ? De qui ne se méfient-ils pas ?

19 mars

L'histoire du voyage au Japon mérite d'être contée.

Donc, après quelques sondages, en octobre 1972 le Tenno, l'Empereur, Hirohito quoi, vient en France en voyage privé. On le reçoit, le cher homme, très dignement, avec son impériale épouse,

tout droit sortie de la meilleure fabrique d'estampes. Privée la visite, nous dit-on, parce que Sa Majesté ne peut se rendre en voyage officiel que dans un pays dont le Chef d'Etat a effectué ou accepté d'effectuer un voyage également officiel au Japon. Or rien de tel n'est encore prévu sur le calendrier de Pompidou-San.

Nouveau sondages et un peu plus tard Nakayama, l'Ambassadeur, vient trouver Schumann pour lui dire que le Gouvernement du Japon, je dis bien le Gouvernement – mon compte-rendu en fait foi – serait très honoré si le Président de la République acceptait d'effectuer une visite officielle au Japon. Allusion était faite au récent séjour privé de l'Empereur. On passe la note à l'Elysée. Et, un peu plus tard, Alphand est chargé de répondre à Nakayama que Pompidou accepte l'invitation de l'Empereur. Il a dit « Empereur ». Mon compte-rendu est là. J'avoue ne pas avoir prêté attention excessive à la différence. La préoccupation était alors de faire avaler aux Japonais que Pompidou aille d'abord en Chine, bien que l'invitation japonaise ait été antérieure, la chinoise n'étant venue qu'entre temps. Néanmoins, pour satisfaire leur amour-propre, on décide de publier en décembre 1972 un communiqué qui fut approuvé par l'Elysée et par Tokyo et qui, lui, parlait d'une invitation du Gouvernement japonais.

Puis plusieurs mois passèrent et, à une date dont je ne me souviens plus, l'on proposa une date pour le voyage : janvier 1974. Les Japonais acceptèrent. Puis vint un contre-ordre : ce ne serait plus janvier, mais avril 1974. Les Japonais acceptèrent encore. On commence donc les préparatifs et, comme à l'habitude, l'on discute de la publication du communiqué officiel annonçant au public la date exacte de la visite. Paris propose un texte où il était dit que Pompidou se rendait au Japon à l'invitation de l'Empereur. Tokyo répliqua que sa Constitution lui interdisait de dire pareille chose. L'Empereur, en effet, n'est pas chef d'Etat. Il n'est que le « symbole de la nation ». Il ne peut accomplir aucune fonction exécutive. Ecrire ce que nous demandions entraînerait une crise majeure. L'opposition accuserait le Gouvernement de vouloir faire jouer un rôle à l'Empereur pour utiliser son prestige au profit du parti majoritaire. Le Cabinet Tanaka serait renversé.

Les Japonais proposèrent alors des contre-formules. On pourrait dire que M. Pompidou serait accueilli par l'Empereur. Paris refuse et contre-propose que Pompidou soit invité par l'Empereur et le Gouvernement. Tokyo persévéra dans son refus, mais proposa que Nakayama adresse à Jobert une lettre secrète disant que c'était bien l'Empereur qui invitait. Paris ne répondit pas sur ce point et fit comprendre que, si la lettre devait rester secrète, elle n'arrangeait rien. Pompidou, nous dit-on, rédigea deux fois deux pages manuscrites pour expliquer qu'il voulait l'Empereur. Sinon il n'irait pas. Il enverrait Messmer. Ce Tanaka le menait en bateau. Il voulait s'attribuer tout le mérite de sa visite. Il n'était qu'un Premier Ministre. Lui, Pompidou, était Chef d'Etat et ne voulait être invité que par un Chef d'Etat. D'ailleurs il l'avait toujours été et ce serait ainsi. Peu lui importait que le Président du Mexique, celui d'Autriche, la Reine d'Angleterre et autres nègres aient accepté la formule japonaise. Il était Pompidou et Président de la République Française et qu'on se le dise !

Pendant ce temps, une mission préparatoire se rendait au Japon pour frayer les voies du Seigneur, comme si de rien n'était, et repérer les lieux. Mais je remarquai qu'au dernier moment, Vignalon, médecin personnel du Président, se décommande, ce qui fit grossir la puce que j'avais depuis quelque temps à l'oreille.

L'impasse était totale, mais il devenait clair qu'à l'Elysée on ne souhaitait pas le compromis. Cependant l'on n'y manœuvre pas toujours bien. L'on crut trouver la sortie dans le prétexte d'une déclaration que Nakayama, parti entre temps à Tokyo pour quelques jours, fit à la presse et où il affirmait, avec maladresse, que le voyage était bel et bien fixé du 22 au 25 avril. Aussitôt, l'Elysée, feignant la fureur, fit une fuite : rien n'était fixé et les informations affirmant le contraire étaient pour le moins prématurées. Le résultat ne se fit pas attendre. Toute la presse titra que Pompidou était malade et que le voyage ne se ferait pas. Là-dessus l'Elysée contre-manœuvra. On voulait bien laisser dire que le voyage ne se ferait pas, mais pas que Pompidou était malade. Fuite ou pas ? Toujours est-il que, de Pitsunda où il était allé (c'était mardi dernier) voir Brejnev, Michel Tatu câbla la « vraie » raison : mécontente sur le protocole. La raison avancée n'était pas meilleure pour le grand public, qu'il serait difficile de convaincre que Pompidou n'irait pas au Japon parce qu'il était invité par le Gouvernement et non par l'Empereur ! D'où nouvelle manœuvre, sous forme, à l'issue du Conseil des Ministres du vendredi, d'une déclaration macaronique du porte-parole où l'on disait que le voyage n'était pas ajourné, mais qu'il pourrait l'être, qu'il n'était pas reporté non plus, mais que les dates n'étaient pas fixées, et que ces affaires-là étaient vraiment compliquées parfois, d'autant que les Ministres des Affaires Etrangères étaient, eux aussi, des gens très occupés !

Cependant les Japonais attendaient toujours qu'on leur dise quelque chose. La situation devenait d'autant plus intéressante que, croyant bien faire, le pauvre Nakayama arrivait chez Jean-Paul Anglès, le Chef du Protocole, pour lui remettre la fameuse lettre secrète. A quoi Jean-Paul, dûment briefé, observa qu'autant valait un cautère sur une jambe de bois. Tout penaud, Nakayama

monta chez moi et, contre tout espoir, entreprit de me montrer un projet de communiqué pour la fin de la visite. Je crus discuter d'une notice nécrologique !

Il restait néanmoins à lui ouvrir tout à fait les yeux. Il fut décidé que ce dessillage reviendrait à Balladur, lequel le convoqua hier. Balladur lui versa donc un grand pot d'eau froide sur la tête, accompagné d'un shampoing élyséen pour lui expliquer que sa « fuite » était inadmissible, qu'on n'avait pas idée, alors qu'il y avait une difficulté sur le communiqué, de dire à la presse que les dates étaient fixées, que tout cela nous avait mis dans une situation impossible et que, dans ces conditions, eh bien, la visite était ajournée. Nakayama, sentant qu'on voulait le noyer pour s'en sortir, contre-attaqua et osa demander, ô sacrilège, si par hasard il ne s'agissait pas en vérité de la santé de M. le Président. Nullement, lui dit-on.

(Et, pour montrer qu'il n'en était rien, on allait, aussitôt après, proposer à Brandt que Pompidou devait aller voir le 5 avril à Bonn, de repousser précisément à la date réservée pour le Japon !)

Nakayama, aux dires d'un témoin qui le vit émerger du bureau de Balladur, sortit « décomposé. »

Et voilà comment on traite les Grands Etats !

Me demander maintenant de faire une grande politique japonaise...

Mais, en vérité, personne ne me le demande. Pompidou n'aime pas le Japon. Il y a été comme Premier Ministre. Il en a conservé un mauvais souvenir. Tanaka en octobre l'a agacé. Les Japonais, pour lui, ne sont que des marchands de transistors. Ils auront la Joconde, mais pas Pompidou.

Aurait-il fait un effort s'il avait été en bonne santé ? J'en suis convaincu. Mais, dans le triste état physique qui est le sien, il s'est laissé aller à son humeur qui, en l'occurrence, était méchante.

Dimanche 24 mars

L'affaire du voyage au Japon va se terminer par un curieux rebondissement, si je puis dire. Tandis qu'on négociait avec Nakayama, que Jobert a fini par accepter de recevoir sept minutes pour lui signifier officiellement la décision de ne pas y aller, un communiqué annonçant l'ajournement « en raison des circonstances », accompagné par la presse d'un commentaire officieux, expliquant celles-ci par la nécessité où se trouvait Pompidou de ne pas quitter l'Europe en cette période d'activité européenne. Jeudi soir Pompidou se faisait au dernier moment excuser du grand dîner diplomatique annuel de l'Elysée. Le communiqué de Vignalon faisait état d'une bénigne mais douloureuse affection « anarctale », en d'autres termes d'hémorroïdes. Il ajoutait que le mal était « sujet à répétition ». Est-ce le début du processus menant à la démission ? Quoi qu'il en soit, les « circonstances », que l'on tenait tant à cacher, ont soudain pris un air tout autre et moins glorieux. Il eût été si simple, dès le début, de dire que Pompidou ne se sentait pas en état de faire le voyage japonais ! Tant de maladresse étonne.

Samedi 13 avril

Ce n'était pas le début du processus menant à la démission. C'était celui du processus menant à la mort.

Pompidou est mort le 2 avril. Et c'est Tanaka qui est venu à Paris pour l'enterrer !

Toute cette semaine-là, j'étais dans le Pacifique-Sud, à Nouméa, à Papeete.

Pour mettre un terme à cet épisode, je note que Jean Mauriac, dans un récit du dernier Conseil des Ministres présidé par Pompidou, raconte que celui-ci avait tenu à préciser, que s'il ne se rendait pas au Japon, c'était pour des raisons politiques et non à cause de sa santé.

A mon retour, Jobert m'a dit : « Cela a été tout à la fois long et brutal. »

A ce même conseil, Pompidou aurait dit : « Dans trois mois, j'irai me reposer à Cajarc. Cela ira mieux alors. Et cela en ennuiera beaucoup. »

Se trompait-il lui-même ? Voulait-il tromper les autres jusqu'à la fin ?

Je crois qu'il se savait très atteint, mais pas au point de pouvoir être si soudainement foudroyé.

18 avril

Les Chinois ont salué la mort de Pompidou correctement, mais sans plus. Il y a eu les mêmes couronnes de Mao, Chou et Cie que pour de Gaulle, la même visite de Chou à l'Ambassade pour signer le registre de condoléances, la même représentation à Notre-Dame par leur Ambassadeur. La notice nécrologique était en bonne place mais brève. Dans tout cela, il y avait moins d'émotion que pour de Gaulle, bien qu'à sa mort il ait quitté le pouvoir. Mais c'était lui qui avait noué avec Pékin.

Le bizarre venait de l'absence dans la presse chinoise de toute référence au voyage que Pompidou avait fait en Chine six mois plus tôt. Comme s'il n'avait jamais eu lieu...

(Il nous est revenu, à ce propos, que les Chinois avaient trouvé Pompidou « et la délégation française », ce devait être moi, des interlocuteurs « difficiles »).

Chou s'est excusé auprès de Manac'h de ne pouvoir envoyer en temps utile un envoyé spécial pour le service de Notre-Dame. Celui-ci a été célébré le samedi 6 avril au matin. Or c'est le soir même que débarquait à Paris, se rendant à New York pour la session spéciale de l'ONU sur les matières premières, Teng Hsiao Ping, accompagné de Chiao Kuan Hua. Il a attendu son retour hier pour demander à faire une visite de courtoisie à Messmer qui l'a reçu aujourd'hui. J'ai moi-même été le saluer ce soir à Orly à son départ.

Jamais on ne lui donnerait plus de 70 ans. Il a le poil encore noir, la peau bien tendue, la démarche très alerte.

Le voici revenu en pleine lumière, après sa mise à l'écart pendant la Révolution Culturelle. On le dit en bons termes avec Chou. Est-ce vrai ?

Nous avons un peu parlé de son séjour en France où il a passé 5 ans de 1921 à 1926. Il prétend avoir tout à fait oublié le français. J'en doute. Il habitait Place d'Italie où il s'est rendu aujourd'hui ; sans plus rien y reconnaître. Il a visité au moins dix provinces françaises, dont le Calvados. Il « travaillait » dans le Parti communiste, chinois naturellement (sous-entendu, pas l'affreux PC français).

Je lui ai demandé ses impressions sur New York. Elles étaient naturellement mauvaises. Un endroit où il n'aimerait pas vivre.

Tous ces Chinois brûlent des cierges pour que Mitterrand ne soit pas élu, à cause de son alliance avec ces ignobles révisionnistes français. J'ai l'impression que leur candidat, au fond, ce serait Giscard et que celui des Soviétiques, c'est Chaban. Aucun de ces communistes de l'extérieur n'a envie de Mitterrand. Chiao Kuan Hua a prié très ouvertement pour que Jobert demeure au Quai.

27 avril

Je n'ai pas tenu le journal de ma négociation avec Dinh Ba Thi sur le statut de la mission du GRP.

Nous avons dû avoir une bonne dizaine d'entretiens depuis le début de l'année. Le secret a été relativement bien gardé, jusqu'à ces derniers jours où le GRP a fait des confidences qui ont été rapportées aux Américains... qui nous en ont parlé.

A négocier ainsi l'on apprend à connaître l'interlocuteur. J'ai apprécié le mien. Généralement calme, je ne l'ai vu perdre son sang-froid qu'une fois. Comme il me reprochait à nouveau de ne pas traiter le GRP sur le même plan que Saigon, je lui ai demandé si ses amis de Pékin et de Moscou traitaient Saigon sur le même plan que le GRP. Il m'a parlé de « provocation ».

Ce fut une partie d'échecs où chacun avançait un pion à chaque rencontre, en essayant de perdre le moins de terrain possible. Comme les procès-verbaux sont très précis, les chercheurs, plus tard, s'amuseront peut-être à suivre les mouvements des pièces.

Nous nous déplaçons sur deux séries de cases : celle relative à la dénomination de la mission, celle relative à son statut. Mais le lien entre les deux était évident, de sorte que, si on ne voulait pas tout bloquer, il fallait manœuvrer dans les deux colonnes en même temps.

Au départ, nous en étions restés pour la dénomination à « mission de liaison auprès du Ministère des Affaires Etrangères » pour moi et « délégation générale auprès du Gouvernement français » pour lui. Il fit une première ouverture en abandonnant « générale », ce qui était peu de chose. Avec l'accord de Pompidou, je pus en faire une en remplaçant « auprès du Ministère des Affaires Etrangères » par « en France ». Je ne me souviens pas exactement de l'ordre des mouvements, mais je sais que de son côté il passa de « délégation » à « mission permanente », moi de « mission de liaison » à « mission », puis que j'acceptai « mission permanente ». Mais je m'arcboutai sur « la France », refusant de changer.

Pour le statut, les points en discussion furent le drapeau sur le siège de la mission et le fanion sur la voiture, la visite d'arrivée au Premier Ministre et la lettre d'accréditation auprès de celui-ci. Il voulait le drapeau en permanence. Je refusai et proposai le drapeau une fois par an, le jour de la Fête Nationale du GRP. Il contre-proposa en proposant le drapeau le jour de leurs diverses fêtes nationales : il y en a sept, ce que j'acceptai. Mais je refusai le fanion, trop proche du statut d'un Chef de mission diplomatique. Je concédai la visite d'arrivée au Premier Ministre, mais refusai la lettre d'accréditation.

Ce fut à la séance d'hier, lorsque j'eus donné ces dernières réponses, que l'homme du GRP finit par accepter « en France ».

La hâte de mes interlocuteurs à en terminer devint visible vers la fin de mars, et surtout après la mort de Pompidou et l'ouverture de la campagne électorale. Je ne sais s'il faut lier les deux choses. Peut-être le GRP craint-il qu'un changement de Président ne rende les choses plus difficiles et ne provoque une nouvelle crise comme celle survenue lorsque Schumann, il y a un an, quitta le Quai d'Orsay. Peut-être craint-il, si Giscard est élu, que celui-ci ne se montre plus raide et ne veuille pas prendre le risque de déplaire à Saigon. Mais peut-être aussi son assouplissement progressif et son acceptation d'un statut, somme toute mineur, par rapport à ses demandes initiales et surtout par rapport à celui de Saigon sont-ils l'effet du virage que l'on décèle à Hanoi depuis le début de l'année, à la suite de débats internes qui semblent avoir vu la victoire du groupe des tacticiens de la patience et du réalisme, partisans de ne pas lancer une offensive militaire et d'orienter le pays vers les tâches de la reconstruction.

Il reste maintenant à informer Saigon, en faisant ressortir tout ce que nous avons refusé et en plaidant qu'en fin de compte le GRP a accepté un statut qui traduit l'inégalité avec la représentation de Thieu, et à espérer que celui-ci ne sera pas assez bête pour faire une crise.

J'en ai parlé ce matin à Jobert qui s'est montré satisfait. Il préfère boucler l'affaire pendant la campagne, pendant que l'attention est ailleurs et que Saigon n'a pas intérêt à protester. Mais je lui ai demandé s'il ne croyait pas souhaitable d'informer le Conseil des Ministres. Il m'a répondu que cela lui paraissait une affaire du Ministre des Affaires Etrangères. « Sans cela, il va y avoir des si, des mais, des car et des donc. » J'ai un peu insisté, craignant qu'ensuite il y ait des gens, je songeais à Giscard, disant qu'ils n'ont pas été consultés. En outre il faut l'accord des Finances et de la Justice pour accorder les immunités judiciaires et les exemptions fiscales. Il m'a dit qu'il réfléchirait.

Je pensais, avec une certaine ironie, que c'était maintenant lui qui risquait d'être accusé d'être un « gauchiste » par des gens comme Bettencourt, alors qu'il y a un an il avait tant critiqué Schumann. Et je pensais qu'il y a un an Schumann et moi avions proposé « Délégation auprès du Ministre des Affaires Etrangères », ce qui à mon sens, situait la mission à un niveau inférieur à celui auquel nous avons consenti, puisque nous avons dû accepter que le chef de la mission permanente soit reçu en tant que de besoin par le Premier Ministre. J'ai toujours estimé qu'il eût mieux valu conclure d'un coup en mars dernier. Un an plus tard, Saigon risque d'y voir une évolution nouvelle de notre part. En « élevant d'un cran » et simultanément le niveau des trois missions de Hanoi, de Saigon, du GRP, nous aurions paru conserver le même relief au paysage. Le GRP a fait une erreur en refusant notre proposition à ce moment-là. Nous en avons fait une autre en la retirant ensuite.

Après en avoir terminé avec cette affaire, Jobert m'a dit : « Alors nous voilà dans la soupe électorale ». Il venait la veille de se déclarer « après réflexion » pour Chaban. Il l'a fait dans son style, qui est celui de la décision longuement méditée, après avoir rappelé les impératifs de politique étrangère qui, selon lui, doivent s'imposer à tout candidat.

Ce faisant, il rompt avec Giscard qui pourtant, m'assure-t-on de bonne source, aurait souhaité en faire son Ministre des Affaires Etrangères.

Côté Chinois, j'ai reçu la visite du Conseiller Tien, venu me faire ses adieux.

Je lui ai parlé du discours de Tien Hsiao Ping. J'avais noté qu'il ne parlait plus du camp socialiste. Pour la Chine, c'était donc là une notion périmée. La réponse a été nette : c'est fini. Donc vous entendez faire partie du Tiers Monde – Oui – Mais celui-ci vous accepte-t-il ? Rire chinois. Et le non-alignement ? Nous sommes un pays aligné, car nous avons un Traité avec l'URSS. (Il fallait y penser).

Puis, nous avons parlé de la guerre. Comme il me disait que « la guerre était inévitable » et que « la rivalité soviéto-américaine ne faisait que s'aggraver », ce qui menait à la conclusion que la guerre entre l'URSS et les Etats-Unis était inévitable, je lui ai dit qu'à mon avis, si l'on procédait à un sondage en Occident sur le degré de probabilité des diverses grandes guerres possibles, le résultat serait, dans l'ordre décroissant : une guerre entre la Chine et l'URSS, une guerre entre les Etats-Unis et l'URSS, et, mais avec un faible degré de probabilité, une guerre entre les Etats-Unis et la Chine. Il n'a pas contesté et a même dit que la guerre pouvait éclater « n'importe où ».

Mais il voulait surtout me parler de la campagne électorale. Il m'a soumis à une véritable consultation et son Ambassadeur, avec lequel je dînais le lendemain, signe du temps, chez l'Ambassadeur de Malaisie, a recommencé. Leur obsession, c'est une possible victoire de Mitterrand, allié à ces ignobles communistes français, suppôts de Moscou. Mais entre Giscard et Chaban, c'est toujours la même réserve. Je demeure persuadé qu'une victoire de Giscard ne leur déplairait pas : un peu plus d'Europe, un peu plus d'Etats-Unis et peut-être un peu moins d'URSS. Cela doit être l'idée qu'ils s'en font. Elle n'est sûrement pas pour leur déplaire !

13 mai

La négociation avec le GRP se termine cette semaine.

L'obstacle le plus difficile a été surmonté : Saigon a été informé et n'a pas cassé les vitres. J'avais rédigé la communication, faite par Mérillon au Ministre des Affaires Etrangères, en des termes qui soulignaient plus tout ce que nous avons refusé au GRP que ce que nous lui avons concédé. Après avoir écouté Mérillon, Bac, le Ministre, lui a écrit, quarante-huit heures plus tard, pour lui faire part de ses « regrets », expression modérée, mais il prenait note, en même temps, des indications précises que nous avons données. Il n'y avait ni menace, ni protestation. J'ai l'impression que notre argument majeur, à savoir qu'il était préférable pour Saigon d'avoir un GRP acceptant officiellement un statut mineur, qu'un GRP revendiquant sans cesse un statut d'égalité, a porté. Il est possible aussi que les Américains, informés, aient conseillé la sagesse.

A ce moment-là nous nous trouvions dans une curieuse situation. Nous avons notifié à Saigon, qui en avait pris acte, les termes d'un accord que nous n'avions pas encore complètement conclu avec le GRP. Le risque était que le GRP ne revienne sur certains points et que la négociation ne s'éternise.

Or le GRP est demeuré silencieux toute la semaine. Notre dernière rencontre le 6 n'avait pas permis de conclure. Mon interlocuteur m'avait présenté un document qui, au-delà de l'énoncé des points d'accord, revêtait la forme d'un arrangement écrit entre les représentants des deux Gouvernements et en faisait un « premier pas » vers des développements ultérieurs. J'avais fermement refusé et proposé un document, beaucoup plus simple, de caractère officieux, se bornant à énumérer les points concrets sur lesquels nous étions tombés d'accord. En outre, le GRP avait fait une dernière offensive pour obtenir le fanion et la plaque CMD sur la voiture du chef de mission, ce que j'avais à nouveau rejeté.

Enfin, ce matin, le GRP a demandé un entretien entre experts. Son homme a accepté notre document, sous réserve de retouches mineures, faciles à régler.

Je dois revoir demain mon interlocuteur. Ce devrait être la dernière rencontre.

Il me paraît vraisemblable que le GRP ne croit pas à la victoire de Mitterrand. Sinon il aurait attendu, dans l'espoir d'obtenir du gouvernement de la gauche un meilleur statut (je me demande d'ailleurs si ce Gouvernement ferait beaucoup plus pour le GRP dont la reconnaissance ne figure pas dans le Programme Commun, à la différence de celle du GRUNK cambodgien et de la Corée du Nord). D'autre part, le GRP doit se demander si, élu, Giscard, qu'il tient peut-être pour un ami de Saigon, ne désavouerait pas l'accord intervenu avec Jobert, comme celui-ci avait désavoué des propositions faites par Schumann. Bref son intérêt lui commandait de conclure avant le deuxième tour. Le nôtre aussi !

Je lis dans le dernier livre de Tournoux, « Le Tourment et la Fatalité », qu'en 1964, au moment de la reconnaissance de la Chine, de Gaulle aurait déclaré en privé que maintenant « il faisait alliance avec la Chine contre la Russie. » Phrase assez énorme pour être vérifiée. J'ai téléphoné à Tournoux qui dit la tenir de Peyrefitte.

Trois ans plus tard, de Gaulle était à Moscou et y signait la Déclaration franco-soviétique.

Dans quelle mesure la Révolution Culturelle chinoise, survenue entre temps, ne lui a-t-elle pas causé une telle déception qu'il a abandonné l'idée de l'alliance de revers et s'est jeté à la tête des Russes ?

Aujourd'hui, avec une Chine vitupérant les deux Super-Puissances, de Gaulle aurait sans doute fait une politique assez hardie. On le voit dans la crise du pétrole tenant Boumedienne d'une main et Mao de l'autre, et le trio criant d'un bel ensemble : « Mort aux hégémonies ! » C'est cette politique-là dont rêvent les vrais gaullistes.

Comme toujours, c'est une politique qui ne serait possible que si la France était l'Europe.

15 mai

Cette fois, c'est fini avec le GRP.

Jobert a toutefois tenu à éviter, et je trouve qu'il a raison, tout remous en ces derniers jours de campagne présidentielle. Le papier sera daté du vendredi 17 mai, à quarante-huit heures du deuxième tour. Et j'ai fait dire au GRP que, s'il voulait faire un communiqué, il le fasse après le lundi 20 mai. C'est clair. Le GRP a parfaitement compris et accepté.

J'ai dit à Jobert que c'était du « cousu main », cet accord. Il en est convenu.

Nous pouvons dire, en toute vérité, que personne n'est content : ni Saigon, qui a exprimé ses regrets et ses réserves, ni le GRP, qui persiste à se dire insatisfait et à nous accuser de le discriminer par rapport à Saigon.

Il y a deux sortes d'accords : ceux qui contentent tout le monde, ceux qui mécontentent tout le monde.

Les meilleurs et les plus durables ne sont pas forcément les premiers.

Pour moi, j'ai le sentiment d'avoir terminé « ma » guerre du Vietnam. Nous aurions pu boucler cela il y a un an. Mais n'y revenons pas.

Maintenant nous pourrions nous employer à jouer utilement entre les Vietnamiens. Le moment est propice : entre GRP et Saigon, tous les ponts sont rompus. A nous d'en rebâtir. Si je reste à mon poste encore quelque temps, j'essaierai.

Il faudra s'occuper aussi du Cambodge.

Flitan, l'Ambassadeur de Roumanie, m'a confirmé ce que je pressentais : les Soviétiques, dès le début, avaient joué Chaban et les Chinois Giscard.

Les Russes se sont lourdement trompés sur les chances de Chaban. Mais, malgré tout, ils préfèrent encore Giscard à Mitterrand. Selon Flitan, ils craindraient, si Mitterrand était élu, qu'il ne se sente obligé de faire de l'antisoviétisme et de susciter sans cesse des polémiques. Avec Giscard, ils seront tranquilles. En outre, ils craindraient l'effet contagieux d'un Gouvernement de gauche, qu'ils ne pourraient contrôler, sur les démocraties populaires. J'ai observé que, si tout cela était vrai, il y avait de quoi me faire voter Mitterrand !

Mais, in petto, je pensais qu'à Moscou l'on n'a pas changé : ou bien l'on contrôle de « vrais » communistes et alors il n'y a pas de danger à les voir au pouvoir, ou bien on ne les contrôle pas et mieux vaut au pouvoir une bonne droite conservatrice avec laquelle on fera des affaires qu'une gauche contagieuse.

Kizichenko, le Ministre-Conseiller soviétique, m'a donné les dessous de la visite Tchervonenko à Giscard au lendemain du premier tour, le 7 mai.

Donc le 2 avril, Giscard déjeunait à l'Ambassade soviétique. On avait parlé de la coopération économique et de la prochaine réunion de la Grande Commission dont Giscard est Président français. Il avait posé des questions. Tchervonenko avait promis d'y apporter des réponses et l'on était convenu de se revoir. Or, dans la soirée Pompidou mourait.

Les choses suivaient néanmoins leur cours. Moscou étudiait les questions posées par Giscard et le 24 avril, Tchervonenko était en mesure de transmettre les réponses. Quelques jours passaient. Et, le lendemain du premier tour, Poniatowski lui-même téléphonait à Tchervonenko pour dire que Giscard souhaite le voir le plus tôt possible. On parla d'abord du surlendemain. Tchervonenko, dit Kizichenko, était fort embarrassé. Fallait-il accepter ? Refuser ? Finalement il y alla... dès le lendemain.

Quant aux protestations du PC, destinées à souligner son « indépendance » par rapport à Moscou, Kizichenko pense qu'elles étaient maladroites et qu'elles ont donné à l'affaire un relief finalement plus favorable à Giscard qu'à Mitterrand.

Mais Flitan va jusqu'à penser que les dirigeants du PC ne souhaitent pas au fond d'eux-mêmes, la victoire de Mitterrand. Cependant il y a des « boules de neige », une fois la machine lancée, qu'on n'arrête pas.

Chou En Lai est fatigué « officiellement ». Ses apparitions publiques se font plus rares. Cette semi-retraite, dans laquelle il entre, est-elle une semi-défaite ? S'il aspirait à recueillir la succession de Mao, oui. Mais en voulait-il ?

En tout cas, ce ne sera pas lui le successeur.

J'ai dit à Flitan que je n'excluais pas qu'un jour débarquerait à Pékin, comme autrefois Khrouchtchev à Belgrade, le n° 1 soviétique qui viendrait battre sa coulpe et tendre le rameau d'olivier. Mais cela suppose que Mao ait disparu, que Brejnev ne soit plus au pouvoir et qu'il y ait une certaine synchronisation entre les changements d'équipes à Pékin et Moscou. Il ne m'a pas contredit, bien que pareille réconciliation, pour un Roumain, risque de tourner à la catastrophe.

La vraie poudrière aujourd'hui, c'est l'Afghanistan. Si les Soviétiques étaient assez fous pour le lancer contre le Pakistan, les réactions en chaîne seraient incalculables.

23 mai

L'on peut faire depuis dix ans de nombreux parallèles entre les démarches de la diplomatie gaulliste et celles de la diplomatie maoïste. En voici un.

Pendant les cinq premières années de la Vème République environ, de Gaulle adopta une attitude très dure à l'égard de l'URSS, ne cessant de rappeler son hégémonie sur les peuples de l'Est. Puis, vint le moment où il jugea que l'effort principal de la France devait se porter contre les Etats-Unis. Du coup, il minimisa le danger soviétique et s'engagea dans un rapprochement périlleux avec l'URSS. Ce double mouvement suscita de sérieuses réserves en France.

La Chine suivit un processus identique, mais à l'inverse. Pendant les premières années du régime, ce furent les Etats-Unis l'adversaire principal. Puis vint le moment où Mao décida que l'URSS était l'adversaire le plus dangereux. Cela l'amena au rapprochement avec les Etats-Unis. Double mouvement qui suscita également de graves divergences à Pékin.

Chou En Lai apparaît comme un personnage de cinéma sur lequel la caméra opère un travelling arrière. Il reste présent, mais l'image se fait de plus en plus petite. Qu'il soit fatigué certes, mais chacun sait que dans les régimes chinois toute apparition d'un dirigeant devant des étrangers est soigneusement calculée. En ce moment l'on nous habitue à l'idée que Chou En Lai va être remplacé dans ses fonctions diplomatiques par Teng Hsiao Ping. Cela ne signifie pas qu'il soit en disgrâce. Mais cela signifie que nous ne l'aurons plus pour interlocuteur principal. Encore un qui s'en va.

Madame Gandhi a fait exploser une « bombe », « pacifique » et souterraine. C'était inévitable.

Je me souviens, à Pékin en Janvier 1971, dans une conversation avec Chiao Kuan Hua, d'avoir évoqué la prolifération. Il m'a paru tenir pour certain que l'Inde et le Japon auraient la bombe.

Nous voici donc avec un Club à Six. Effectivement, les effets de l'explosion indienne vont être grands sur le Japon, qui précisément s'apprêtait enfin à ratifier le TNP.

L'Asie décidément s'affirme de plus en plus. Les quatre premières puissances à détenir l'arme nucléaire ont été blanches et euro-américaines. Les deux suivantes sont asiatiques.

Les premières réactions sont intéressantes. La Chine annonce, mais ne commente pas, ce qui peut signifier qu'elle ne condamnera pas. Au reste, elle serait mal jugée, continuant elle-même à procéder à des explosions, et qui plus est militaires et atmosphériques. Au fond, elle doit estimer que c'est un affaiblissement du duopole.

L'URSS, à en juger par son ambassadeur à Delhi, est furieuse. Sans doute craint-elle que l'Inde n'y gagne en indépendance et n'échappe à son emprise. En outre, la prolifération s'étend. Donc le duopole s'affaiblit.

Les Etats-Unis sont embarrassés, pris entre leur attachement à la non-prolifération et leur désir de tenter de contrôler, avec l'URSS, tout développement nucléaire, et leur effort actuel pour renouer avec l'Inde, après les désastres de la guerre du Bangladesh, des relations amicales. Kissinger devait aller en Inde en Juin.

Le Japon, donc, s'inquiète. Faut-il vraiment, comme le disait hier Nakayama, son Ambassadeur ici, se lier les mains et ratifier le TNP ? Ne vaut-il pas mieux, comme Madame Gandhi l'avait choisi, « maintenir toutes les options ouvertes » ? On peut prévoir de très sérieux débats.

Le Pakistan écume et dépêche un peu partout son Ministre Aziz Ahmed. Naturellement il crie au chantage. Bhutto déclare que les Cinq Grands ou, du moins, l'un d'entre eux doivent donner des garanties à des pays soumis à un tel chantage nucléaire. Les Nations-Unis sont impuissantes. Donc que l'un des Grands agisse.

Mais qui va s'y risquer ? Bhutto le sait bien et fait du cinéma pour conclure bientôt que n'ayant rien obtenu il doit, à son tour, engager le Pakistan dans la course nucléaire. Mais qui financera ? Les Arabes, bien sûr. Et qui fournira l'équipement ? La France, bien sûr, du moins en partie.

Quant à nous, il ne nous reste qu'à nous taire. Car, même si ce n'est pas avec notre plutonium, mais avec celui provenant d'un réacteur canadien, que l'Inde a procédé à son explosion, notre coopération nucléaire avec celle-ci est très active. Depuis deux ans, en particulier, nous discutons d'une fourniture d'uranium enrichi. Comme l'Inde n'a pas signé le TNP et que, tout en ayant fait de même, nous avons décidé de le respecter, nous lui avons demandé d'accepter notre propre contrôle pour vérifier l'utilisation pacifique des matériaux fissiles que nous lui vendrons. L'affaire était en discussion et traînait. Brusquement, il y a deux semaines, les Indiens ont signé. On comprend pourquoi. Maintenant nous allons leur livrer l'uranium enrichi. Je n'ai aucune hésitation sur l'utilisation réelle qu'ils en feront. Tout ce que nous pouvons essayer de faire, c'est de renforcer les contrôles. Déjà les Canadiens déclarent que les Indiens les ont trompés.

Evidemment beaucoup de gens crient au scandale. Les Indiens sont supposés crever de faim et ils dépensent des sommes folles pour fabriquer une bombe. Mais quand les Chinois ont fait exploser la leur il y a plus de dix ans, et les Russes il y a vingt-cinq ans, leur population n'était pas, que je sache, dans un brillant état. Et personne n'a rien dit !

Aujourd'hui, coup sur coup, le Tiers Monde vient de se doter de deux armes : le pétrole des Arabes, la bombe des Indiens. Un sentiment de revanche l'habite. Senghor ne cache pas sa satisfaction de la bombe indienne.

Un nouveau reclassement va s'opérer. Rien n'est stable. Les échelles de puissance sont en constante mobilité. Selon les critères, les mêmes sont au sommet ou au bas de l'échelle. L'Inde en est l'un des plus fascinants exemples.

Chatterjee, son Ambassadeur, est venu m'expliquer naturellement que jamais Madame Gandhi ne s'engagerait dans la fabrication de la vraie bombe, celle qui tue. Mais Madame Gandhi, déjà, « ne voulait pas » faire la guerre : elle l'a faite ! Et l'Inde, aujourd'hui, explose de joie d'avoir accédé à la puissance nucléaire. Où est la non-violence, où est Gandhi ?

Les ultimes épisodes de l'affaire du GRP se sont déroulés à vive allure.

Après la conclusion de l'accord définitif, la semaine dernière, nous étions convenus que celui-ci serait daté du 17 mai, c'est-à-dire deux jours avant le deuxième tour, et qu'en tout cas le GRP ne ferait pas paraître son communiqué avant le 20, lendemain du deuxième tour. Jobert, pour des raisons de politique intérieure, y avait tenu expressément, de même que les lettres officielles destinées à informer l'Elysée et Matignon avaient été envoyées le jeudi 16. Messmer avait été informé verbalement la semaine précédente, mais Jobert ne souhaitait pas que du côté de Poher puissent venir ce qu'il appelait des si, des mais, des car, etc. Je lui avais fait remarquer qu'en tout cas l'Elysée avait vu passer dès la veille du 1^{er} tour notre télégramme priant Mérillon d'informer Saigon. Cela ne lui avait pas paru suffisant.

Tout cela m'amusait d'autant qu'à un an de distance les rôles étaient renversés et que le Monsieur du Quai d'Orsay qui craignait aujourd'hui de passer auprès du Monsieur de l'Elysée pour un gauchiste, était hier à l'Elysée.

Donc le week-end passe. Giscard est élu. Et le mardi 21, le GRP nous fait savoir qu'il publiera le lendemain son communiqué dont il nous donne le texte. Un texte court, sur lequel je ne vois rien à redire. Effectivement, le communiqué est publié le mercredi matin, accompagné malheureusement de commentaires faisant réapparaître la fameuse formule : « auprès du Gouvernement français ». Je convoque aussitôt l'homme du GRP qui, embarrassé, met ça sur le compte de l'AFP. De notre côté, nous faisons paraître des commentaires soulignant qu'il ne s'agit pas d'une reconnaissance, ni de relations diplomatiques, le tout enveloppé des considérations sur notre refus de couper en deux le Sud-Vietnam. Saigon devait y trouver, s'il le voulait, satisfaction. Mais le voulait-il et, malgré ce que son Ministre avait écrit à Mérillon, Thieu n'allait-il pas faire un éclat ?

Je l'ai craint un instant quand l'Ambassadeur de Saigon a demandé à me voir d'urgence. Le cher homme m'a expliqué que son Ministre l'avait sorti du lit par le téléphone, le priant d'aller quérir des éclaircissements sur les déclarations faites par le GRP. N'y avait-il rien de nouveau par rapport à ce que l'on avait dit à Saigon deux semaines avant ? J'ai pu, en toute sincérité, affirmer que l'accord était bien celui que nous avions dit, sans plus. Et je me suis efforcé de convaincre mon brave Ambassadeur, qui, lui, n'a cessé de l'être, qu'il était de l'intérêt de Saigon que la France ait des relations avec le GRP à un niveau inférieur au sien. En somme, c'était une victoire pour Saigon puisque le GRP acceptait un statut tout à fait mineur par rapport au sien.

Mais il restait à attendre la réaction officielle et publique de Saigon. Elle est venue ce soir et j'ai poussé un soupir de soulagement. Certes, Saigon fait des réserves, ce qui est normal. Mais il prend bien les choses, et intelligemment. « En acceptant ce statut, dit le communiqué saïgonnais, le FNL reconnaît tout naturellement qu'il n'est pas un gouvernement comme il le prétend. » En outre, poursuit-il, la décision française découle du fait que les négociations entre Sud-Vietnamiens se déroulent à Paris, ce qui signifie qu'elle ne doit pas servir de précédent. Enfin Saigon reconnaît qu'il a été informé. Voilà qui est adroitement présenter une semi-défaite, en la transformant, comme je l'avais suggéré, en semi-victoire !

Le plus drôle, c'est l'air chagrin des gauchistes du « Monde ». Ils étaient jusque-là si contents de pouvoir dire depuis un an que la France se refusait à toute négociation avec le GRP, que Pompidou s'était vendu à Thieu et que tout cela était une nouvelle preuve de notre virage vers les Etats-Unis. Cela les agace de constater que nous avons réussi à trouver une formule que le GRP a acceptée et que Saigon tolère, sans rien casser.

Ce vaisseau-là est entré au port.

La France est le seul pays à avoir un Ambassadeur à Saigon, un Ambassadeur à Hanoi, et une mission du GRP à Paris. Si nous savons bien jouer nos cartes, nous devrions avoir une position exceptionnelle dans tout le Vietnam.

29 juillet

Il y a deux mois Thanat Khoman, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères de Thaïlande, aujourd'hui conseiller du nouveau Premier Ministre depuis la chute du régime militaire, m'avait fait demander secrètement de lui organiser une rencontre avec Vo Van Sung, le Chargé d'affaires du Nord-Vietnam. Nouveau signe de l'évolution du Sud-Est asiatique vers la détente et la recherche de la coexistence entre les pays non-communistes et les pays communistes. Nouveau signe des effets du progressif désengagement américain et de la nécessité, pour les pays autrefois placés sous l'ombrelle des Etats-Unis et peu assurés aujourd'hui de son maintien, de rechercher un modus vivendi, de l'influence de la France. Il eût été impensable, il y a quelques années, de pouvoir espérer que les gens de Bangkok se tourneraient vers une France qu'ils considéraient comme si anti-américaine, pro-nord-vietnamienne, pro-sihanoukiste aussi, qu'il ne pouvait être question de regarder vers elle. Pour moi, il m'a semblé, dès mon arrivée à la Direction d'Asie, que nous devions modifier notre attitude vis-

à-vis de la Thaïlande : la France ne peut avoir une politique cohérente et efficace en Indochine que si elle est assurée de ses arrières thaïlandais. Aussi longtemps que la présence des Etats-Unis dans le conflit indochinois laissait espérer aux militaires de Bangkok une victoire contre Hanoi, toute politique de neutralité était pour eux impensable. Le retrait américain, les accords de Paris, ceux de Vientiane, même s'ils n'ont pas apporté la paix, ont transformé la situation. La Thaïlande, débarrassée de ses généraux, du moins des plus accrochés à la présence américaine, commence à regarder un peu plus loin, vers Pékin, vers Hanoi. Ouverture timide encore, et je le comprends, car comment être assuré que l'on ne va pas lâcher la proie pour l'ombre et qu'en prenant ses distances à l'égard de Washington, l'on ne va pas tomber dans le vide ?

C'est pourtant l'exploration à laquelle Thanat Khoman, avec l'accord de son Premier Ministre et, m'a-t-il dit, du chef de l'armée, entendait se livrer. J'étais anxieux qu'elle réussisse. Mais encore fallait-il que Hanoi acceptât la rencontre. Or Thanat n'avait posé qu'une condition : qu'elle n'ait pas lieu, du moins la première, à l'Ambassade du Nord-Vietnam. Aussi, quand Vo Van Sung m'a apporté il y a une quinzaine de jours la réponse ambiguë de Hanoi : d'accord pour une rencontre, mais à mon Ambassade, je me suis demandé si nous n'allions pas à l'échec. Cependant, après pas mal de péripéties où chacun a sauvé la face, j'ai réussi à les mettre d'accord sur une formule que chacun a jugée satisfaisante : la première rencontre aurait lieu dans mon bureau, comme Thanat le désirait, pour une brève présentation, et la seconde se tiendrait, non pas à l'Ambassade de Hanoi, mais dans un logement privé dépendant de celle-ci, et dont Sung donnerait l'adresse une fois dans mon bureau.

Le jour dit, qui était le jeudi 25 juillet à 16 h 30, ces deux messieurs se sont retrouvés dans mon bureau. Sung y était quand Thanat a été introduit, mais Sung est parti avant Thanat. Ainsi l'équilibre était-il respecté. La rencontre, facilitée du fait que chacun parle parfaitement le français, a duré dix minutes. On a parlé des études que chacun avait faites dans nos écoles ou facultés. Sung a donné l'adresse : 16 rue Boussingault. Et le lendemain, Thanat y est allé. Le surlendemain, à déjeuner, il m'a raconté l'entretien. Sung avait été courtois, aimable, ouvert, au point que Thanat en était visiblement surpris. « Mais seront-ils comme cela à Hanoi ? » Il avait, en somme, offert un marché : la coexistence contre le départ des bases américaines, tout cela, bien sûr, avec des nuances, des allusions. Sung avait parlé des ingérences thaïes en Indochine, Thanat des ingérences nord-vietnamiennes en Thaïlande. Rien de définitif n'avait évidemment été dit. Mais un premier pas avait été fait. L'on était convenu de maintenir le contact en s'écrivant. Chacun allait réfléchir.

Une détente entre Hanoi et Bangkok aurait, la chose est claire, une influence décisive sur la normalisation de la situation en Indochine. La balle est dans le camp de Hanoi. On va voir.

Certes le danger existe que cette normalisation se fasse sur le dos du Laos et du Cambodge. A la limite on peut imaginer un partage de zones d'influence entre Vietnamiens, du Nord et du Sud, et Thaïlandais. Ce serait, en somme, le retour à la situation qui existait avant que l'arrivée de la France sur la scène indochinoise n'aboutisse à ressusciter, voire créer, les royaumes du Laos et du Cambodge entre l'Empire d'Annam et le Royaume de Thaïlande. Mais l'on n'en est pas là et, dans l'immédiat, il s'agit de savoir si à Hanoi les dirigeants vont accepter de donner quelques gages.

De plus en plus, le sort de l'Indochine dépend de la politique que mènera le Nord-Vietnam. Ou bien il poursuit sa lente politique de grignotage au Sud, d'érosion du système Thieu, d'infiltration et d'encadrement des mouvements de gauche au Laos et au Cambodge dans le but ultime, après avoir découragé les Etats-Unis, de faire tomber les régimes anti-communistes et d'installer sa prédominance sur l'ensemble de la péninsule. Ou bien il accepte de composer, il admet des régimes non-communistes à Saigon, Vientiane, Phnom Penh, il s'engage sur la voie de la coexistence à long terme, il s'insère dans des structures organiques du Sud-Est asiatique, il se détache progressivement de l'URSS et de la Chine. La question demeure posée aujourd'hui comme hier, sans que je puisse, pour ma part, donner la réponse.

Je note seulement quelques signes qui pourraient passer pour encourageants.

Hanoi a consommé notre première tranche de crédits rapidement et l'utilise à acheter des bateaux de pêche, une usine de bicyclettes. Et Hanoi redemande une deuxième tranche.

Vo Van Sung vient de s'enquérir auprès de moi des modalités d'une liaison possible entre son pays et le Marché Commun.

Les Soviétiques et les Nord-Vietnamiens à Hanoi ne cachent pas que leurs rapports sont mauvais. Moscou, désireuse de ne pas alimenter le feu indochinois, refuse les armements modernes. Les armes, nous dit-on, viennent maintenant de Chine.

Faut-il alors en conclure que c'est de Pékin que viendrait désormais l'appui au Nord-Vietnam ? Et dans quel but ?

Pour cela, il faudrait savoir ce qui se passe en Chine ! Mais comment percer le mystère ?

A Paris, l'Ambassadeur se refuse à tout commentaire sur la situation intérieure. Il vient d'être rappelé à Pékin, ainsi que divers collègues, ce qui paraît assez inattendu. Nous avons déjeuné avec

Sudreau, il y a quelques jours, avant son départ. Il n'a dit que des banalités. Certes, quand on lui parle d'invitations à des personnalités chinoises, d'accroissement des échanges, de conjoncture favorable, il acquiesce. L'élection de Giscard l'a enchanté. Son entretien avec Chirac l'a ravi. Extérieurement, la politique étrangère chinoise n'a en rien changé. Mais elle semble frappée d'un certain immobilisme. La dernière initiative a été la normalisation avec la Malaisie en mai. Cependant le profil demeure bas. A l'ONU, sur Chypre, le Chinois se tait et vote. Chou En Lai était à l'hôpital. Il en est sorti. Diminué, affaibli ? On va voir. La querelle des affiches se poursuit, sans drame apparent. On critique tel ou tel, sans conséquence. Le personnage, semble-t-il, survit. Avec les Russes, les relations sont toujours aussi mauvaises. Mais avec les Américains elles sont sans grande chaleur. Toutefois, ils ne sont guère attaqués, plus pour la forme qu'autre chose.

[Pour la petite histoire, je note qu'à la Pentecôte j'ai organisé un tour de Bretagne pour Tseng Tao et sa femme. Ils sont venus déjeuner à Penguilly avec le préfet et quelques notabilités. C'était assez pittoresque, sympathique, gai, cordial. Je leur ai fait visiter une de nos fermes. Ils ont posé des questions intelligentes. Leur attitude était constamment amicale. Je n'ai jamais senti la moindre hostilité doctrinale. A aucun moment ils n'ont cherché à parler de leur système, à le vanter, ou à dénigrer le nôtre. Pourtant ils étaient en pleine « féodalité » : le château, les fermiers, la campagne des notables ruraux, rien n'y manquait. Mais chacun était à sa place. Nos fermiers, les Maigret, ont expliqué leur affaire, simplement, assez fiers des résultats, de la maison, de l'étable, du matériel, mais ne cachant pas les difficultés. Il y a quinze ans, quand nous nous promenions en France avec Khrouchtchev, ce n'était qu'argumentation idéologique, acerbe et acide.]

Sudreau dit que Giscard est fasciné par la Chine. En revanche le Japon l'assomme. Il se refuse à reprendre l'invitation lancée à Pompidou. « Il n'y a rien à y faire », dit-il. Les Japonais le sentent. J'essaie d'expliquer que, si Giscard veut aller, lui aussi, à Pékin, il lui faudra d'abord aller à Tokyo. Il faudra aussi qu'un Chinois de haute volée vienne auparavant à Paris. J'ai proposé que l'on invite Teng Hsiao Ping.

1^{er} août

L'entrevue Vo Van Sung-Thanat Khoman sous notre toit me remet en mémoire d'autres épisodes de notre diplomatie secrète de tous offices entre Asiatiques.

Entre Japonais et Chinois : un jour Matsui, l'Ambassadeur du Japon, vient me demander conseil sur la meilleure manière d'aborder Pékin. Autant que je me souviens, mais ceci est à vérifier, Tokyo ne donne pas suite. Mais un autre jour, ce devait être en 1970 ou 1971, son successeur Nakayama vint trouver Maurice Schumann pour lui demander de transmettre à la Chine un message offrant l'ouverture de négociations. Schumann convoqua Huang Chen et lui fit la communication. Ce fut le début du dialogue sino-japonais qui devait aboutir en 1972 au spectaculaire voyage de Tanaka à Pékin.

Entre Chinois et Américains. Cela commence par l'entretien de Gaulle-Nixon en mars 1969 qui fut suivi d'une démarche de Manac'h à Pékin, faisant état du désir américain d'entreprendre un dialogue. Mais il y eut bien d'autres messages, la plupart du temps venant des Américains vers les Chinois, parfois dans l'autre sens. Bien souvent j'ai dit aux Chinois, et Manac'h, et Schumann, que nous sentions à Washington un véritable désir de tourner la page, de se retirer dans la dignité du Vietnam, de se dégager progressivement. Les Chinois écoutaient, posaient des questions, se montraient attentifs, intéressés. Nous le disions aux Américains qui en tiraient encouragement. Ils avaient certes d'autres sources. Mais Chinois et Américains ont toujours reconnu la valeur de nos informations.

Entre Indiens et Chinois. En novembre 1971, Madame Gandhi est venue à Paris. Elle souhaitait appeler l'attention de l'Europe sur la situation de plus en plus difficile où elle allait se trouver si quelque chose n'était pas fait pour arrêter la répression menée depuis mars au Pakistan oriental, futur Bangladesh, par l'armée pakistanaise. En fait, elle savait que personne n'agirait et que l'Inde serait obligée d'intervenir. Dans son esprit la guerre était sans doute inéluctable, non pas parce qu'elle le voulait à tout prix, mais simplement parce qu'il lui était impossible d'assister passivement à la liquidation de la révolte bengalienne. C'est ce que Pompidou comprit mal, l'accusant plus tard d'avoir « fait du cinéma ». Quoi qu'il en soit, elle souhaitait normaliser ses propres relations avec la Chine, sans doute dans le dessein de détourner celle-ci d'aider le Pakistan, mais aussi dans l'espoir que la Chine pourrait trouver avantage à un rapprochement avec l'Inde qui venait, trois mois plus tôt, de signer un traité avec l'URSS. Cet accord avait rendu la Chine furieuse et l'avait amenée à considérer l'Inde comme vendue à l'URSS. Le moment pour une ouverture de Delhi vers Pékin était donc particulièrement critique. Cependant les Indiens, comme nous-mêmes, avaient décelé au début de l'année quelques signes de détente : Mao avait, le 1^{er} mai, je crois, serré la main du Chargé d'affaires indien. Nous en avions parlé à Madame Gandhi et je m'en étais particulièrement entretenu avec son

conseiller Kaul. La veille de son départ de Paris, je crois, elle me fit prier par celui-ci d'entrer en contact avec les Chinois pour leur transmettre un message de bonne volonté. Précisément passait par Paris, allant à New York ou en revenant, je ne sais plus, à la suite de la triomphale admission de la Chine à l'ONU, Chiao Kuan Hua, le Vice-Ministre des Affaires Etrangères. J'allai le trouver à la résidence de l'Ambassadeur de Chine, boulevard du Château à Neuilly, à quelques mètres de chez moi. L'entretien eut lieu, comme toujours, dans ce salon tendu de rouge, aux meubles couverts de velours violet, derrière des fenêtres éternellement closes, et qui me fait toujours penser à un salon de bordel de Toulouse-Lautrec. Chiao Kuan Hua fut très cordial, m'écouta posément, me demanda mon avis sur la situation et se contenta naturellement de dire qu'il en référerait à Pékin. Il n'y eut jamais de réponse et quelques jours plus tard l'armée indienne entra au Bangladesh.

Entre Sud-Coréens et pays de l'Est. Quand je suis arrivé à la Direction d'Asie, j'avais trouvé nos relations avec Séoul en piteux état. L'on faisait beaucoup grief à la Corée du Sud de s'être engagée dans le conflit vietnamien aux côtés des Etats-Unis et la tendance était plutôt au flirt avec la Corée du Nord. J'ai poursuivi celui-ci, modérément, mais je me suis efforcé de nous rapprocher des Sud-Coréens, m'étant aperçu que ces gens souhaitaient diversifier leur politique et trouver quelque appui autre qu'américain ou japonais. En outre la Corée du Sud se développait de façon remarquable. J'ai donc obtenu de Maurice Schumann de me rendre à Séoul à l'issue d'un voyage que nous fîmes à Tokyo en 1972. J'y fus fort bien reçu. Les Coréens m'exposèrent leur désir d'utiliser notre intermédiaire pour entrer en contact avec Chinois, Soviétiques et autres gens de l'Est qui les ignoraient systématiquement. Nous le fîmes. Les Russes furent plus réceptifs que les Chinois. Mais, en vérité, les uns et les autres craignaient le chantage de la Corée du Nord. Les choses, deux ans plus tard, n'ont guère bougé. Mais les Coréens du Sud ont confiance en nous. C'est ainsi qu'en juillet 1972, lorsqu'après des négociations secrètes avec les gens du Nord, fut publiée une Déclaration commune annonçant l'ouverture du dialogue entre les deux Corée, le Gouvernement français fut, avec le Gouvernement américain, le seul à être confidentiellement informé au préalable. C'est ainsi que le Président Park, lorsqu'il décida d'envoyer sa fille l'an dernier en France, s'adressa secrètement à nous : elle vit désormais à Grenoble dans une famille où seuls le Préfet, moi-même et quelques personnes savent qu'elle réside. C'est ainsi que la semaine dernière l'Ambassadeur de Corée, qui est l'ancien Vice-Ministre avec lequel j'avais négocié à Séoul, m'a informé que les Etats-Unis étaient en train de sonder secrètement Pékin sur la possibilité d'obtenir un consensus à la prochaine Assemblée des Nations-Unies sur la dissolution du Commandement de l'ONU en Corée ; là encore, nous sommes les seuls à le savoir.

Entre Chinois et Malaisiens. Nous n'avons, en ce cas, pas transmis de messages explicites. Mais les impressions, que nous avons communiquées sur l'état d'esprit des uns et des autres, ont joué leur rôle dans l'ouverture du dialogue qui vient en mai de se terminer par le voyage du Premier Ministre Tun Razak à Pékin, et par l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Aussi l'autre jour l'Ambassadeur de Malaisie, Tan Sri Jamal, avec lequel j'entretiens d'excellentes relations, a dit de moi à l'Ambassadeur de Chine que j'avais été le principal artisan du rapprochement sino-malais.

Entre Chinois et Bengalais. Il y a quelques semaines, le Ministre des Affaires Etrangères du Bangladesh passait brièvement à Paris. Il m'a dépêché son Ambassadeur pour me dire que, le Gouvernement français étant celui qui lui avait toujours fourni le jugement le plus objectif sur l'état d'esprit de la Chine à l'égard de son pays, il souhaitait connaître notre opinion sur l'attitude de Pékin, au stade actuel, à l'égard de l'entrée de celui-ci à l'ONU. Je lui ai dit naturellement ce que j'en pensais, qui s'est trouvé vérifié par l'événement : Pékin n'avait plus d'objection, mais ne souhaitait pas se presser exagérément.

Entre Afghans et Pakistanais, il y a quelques mois, lorsque l'Ambassadeur d'Afghanistan, venant prendre congé de Jean de Lipkowski, lui déclara que le nouveau régime de Kaboul du Prince Daoud était disposé à recevoir un émissaire du Premier Ministre Bhutto. Quelques jours plus tard nous étions à Islamabad et faisons le message. Un voyage eut lieu.

Je pourrais citer d'autres exemples de cette diplomatie de bons offices. A combien de pays avons-nous servi d'intermédiaire quand ils voulaient ouvrir des relations avec la Chine, l'Italie, la Turquie, par exemple ? Rien de tout cela n'est connu. La presse n'en a jamais parlé. Et l'on parle parfois de l'absence de la France en Asie !

27 août

Fin juillet, avant mon départ en vacances, j'avais suggéré que nous invitions Teng Hsiao Ping. Giscard a approuvé et Manac'h a été chargé d'effectuer un sondage. Il l'a fait auprès de Chiao Kuan Hua qui a paru satisfait.

Si l'invitation est acceptée et si l'homme vient, ce sera la première fois qu'une personnalité chinoise de si haut rang viendra en Occident. Et ce sera chez nous.

Si l'on me demandait ce que j'attends de la Chine, je répondrais, cyniquement, que la Chine et l'Europe Occidentale ont, dans la phase actuelle, un intérêt commun qui est de contenir l'expansion soviétique. Il faut en profiter. Mais cette conjonction est purement tactique et nous ne devons nous faire aucune illusion : les Chinois ont d'autres objectifs qui ne sauraient être les nôtres.

En outre, au-delà de cette tactique, je dirais qu'il existe un intérêt à très long terme qui est de profiter de la moindre ouverture dans la société chinoise pour tenter d'y introduire quelques graines de « libéralisme » occidental. Elles germeront ou non. L'on verra bien. Mais, sans nous prêter à l'illusion que nous puissions refaire la Chine, qui a vécu et peut continuer de vivre sans nous, soyons attentifs à ne manquer aucune occasion d'entretenir le contact et de provoquer la discussion. Le système communiste chinois est l'un des plus fermés au monde. Toute fermeture engendre l'intolérance et l'incompréhension. Le devoir est sinon de convaincre ou, encore moins, de convertir les Chinois, du moins de nous faire comprendre d'eux. Il faut donc se parler. Il serait impensable que la Chine de 800 millions d'hommes et la Communauté Européenne de 250 millions s'ignorent.

Dans l'immédiat, Pékin va devoir montrer ses cartes sur la Corée. L'an dernier, un compromis a été réalisé in extremis entre Chinois et Américains pour éviter une confrontation à l'ONU. Cette fois, un nouveau compromis est possible : le Commandement des Nations Unies en Corée, créée en 1950 lors de « l'agression » nord-coréenne, serait dissout, mais les troupes américaines seraient, au moins, tacitement maintenues. Les Américains, c'est l'Ambassadeur de Corée qui me l'a révélé fin juillet, sont en train de sonder les Chinois. Je l'ai revu aujourd'hui. Il ne sait rien des réactions chinoises. Peut-être n'y en a-t-il pas, peut-être Pékin attend-il, pour se prononcer, la visite de Kissinger qui devrait avoir lieu fin septembre ou début octobre.

Je vais proposer que nous sondions nous-mêmes les Chinois.

28 août

Gruber, qui dirige les Affaires Etrangères suisses, vient de passer quelques jours à Pékin. Bien qu'ayant choisi le vingtième anniversaire de la Conférence de Genève, il n'a pas été reçu par Chou En Lai et en a été très mortifié. Il s'est beaucoup plaint aussi de la médiocrité des conversations avec Chi Peng Fei et Teng Hsiao Ping et de la répétition indéfinie du même disque anti-soviétique, de l'appel à la vigilance. Toutefois, il ne s'est pas entendu apostropher comme Kirschläger, l'Autrichien, par Chi Peng Fei en avril dernier : « Mais enfin, Monsieur, si vous ne croyez pas à une agression soviétique en Europe, pourquoi êtes-vous venu à Pékin ? » Et les Chinois y croient-ils ?

1^{er} Septembre

Quand je vois que le Laos a un Gouvernement d'Union Nationale, qu'en l'absence de Souvanna Phouma, en convalescence en France après une crise cardiaque, l'intérim de la Présidence du Conseil est assuré par le Pathet Lao en la personne de Phoumi Vongvichit (que j'avais, fort heureusement, reçu à Paris il y a 2 ou 3 ans), que la Malaisie vient d'établir des relations diplomatiques avec la Chine, que Thanat Khoman est chargé de sonder Hanoi sur les possibilités d'une coexistence, et quand, au regard de tous ces développements, je me souviens de mes furieuses conversations avec certains diplomates anglais, avec Stanley Tomlinson qui était mon homologue, avec le Secrétaire d'Etat adjoint de Douglas Home, au cours desquelles je me faisais régulièrement engueuler parce que je prédisais qu'en Indochine s'établiraient des Gouvernements « pinky » et qu'il fallait essayer de transformer, avec l'appui de la Chine, toute l'Asie du Sud-Est en une vaste zone de neutralité, je ne peux m'empêcher de penser que nous avons raison et les Anglais tort. Mais voilà : à l'époque, les Américains n'étaient pas de cet avis et cela suffisait pour empêcher les Anglais de penser autrement. Dieu sait si je suis fondamentalement partisan d'une solide entente, si possible d'une union avec l'Angleterre ! Mais je dois constater qu'à part une brève période où Heath a cherché, sur divers problèmes européens et atlantiques, à regarder les choses d'un point de vue un peu nouveau, l'alignement anglais sur les Américains est trop constant pour que l'on puisse essayer de dégager une politique européenne. Ce n'est pas qu'il soit nécessaire, pour être bon Européen, contrairement à ce que l'on pense trop souvent au Quai d'Orsay, d'avoir une opinion différente de celle des Etats-Unis et de mener une action qui leur soit, si possible, désagréable ! Mais l'ennui avec les Anglais, c'est que sur de nombreux sujets ils adoptent d'emblée le point de vue américain au lieu d'y venir éventuellement par le biais d'une réflexion commune avec les autres Européens.

Quoi qu'il en soit, il me semble que nous avons vu plus juste qu'eux. L'Asie du Sud-Est s'engage prudemment sur la voie de la neutralité et de la coexistence.

5 septembre

Sauvagnargues n'a jamais mis les pieds en Asie, pas plus que Jobert. Mais celui-ci avait peut-être plus de curiosité pour les choses asiatiques. Sauvagnargues n'est vraiment qu'un Européen, doublé, par son expérience à Tunis et comme directeur d'Afrique, d'un Africain. Je ne sens pas en lui de véritable intérêt pour l'Asie. Réussirai-je à l'éveiller ? Je viens de lui soumettre un long papier, pondu pendant mes vacances, sur « La France et l'Asie » où je m'efforce de lui faire prendre conscience de nos possibilités asiatiques et aussi du poids croissant, qu'on le veuille ou non, de l'Asie dans les affaires du monde. Nos Gouvernants n'y ont pas fait assez attention. Il est temps d'opérer des transferts, de donner moins à l'Afrique, plus à l'Asie.

L'une de nos erreurs constantes a été de ne considérer les affaires d'Asie que par référence à notre attitude vis-à-vis des Etats-Unis. Cela a commencé avec la signature de l'OTASE au lendemain des Accords de Genève : Mendès-France avait besoin des Etats-Unis ailleurs et n'a pas voulu leur déplaire. Dix ans plus tard, de Gaulle a défini une politique chinoise et indochinoise par rapport aux Etats-Unis. Cette fois, il s'agissait de leur être désagréable. Et cela continue. Pendant les quatre années qu'a duré la Conférence de Paris sur le Vietnam, chacun de nos gestes était calculé par rapport aux Etats-Unis : allait-on leur être désagréable, voulait-on leur faire plaisir ? Selon l'humeur, selon les nécessités du moment, l'on condamnait leurs bombardements ou l'on se taisait, l'on faisait un pas vers Hanoi ou vers Saigon. Même chose avec Jobert : on discutait de la dose de reconnaissance du GRP en fonction du baromètre de nos relations, et, dans ce cas, de ses relations avec Kissinger. Et ça continue avec Sauvagnargues. J'en ai eu un exemple hier à propos de la Corée. Il s'agissait d'un télégramme demandant à Manac'h de discuter avec les Chinois de la possibilité de trouver une formule de compromis à l'ONU sur la dissolution du Commandement des Nations-Unies en Corée. Il m'a rétorqué que les Américains, s'ils venaient à l'apprendre, le prendraient mal et d'ailleurs que le dialogue avec la Chine n'était pas prioritaire. J'ai eu beau lui dire que les Américains parlaient directement avec les Chinois du sujet et les sondaient sur la possibilité d'un compromis, il n'y a rien eu à faire.

Dieu sait si, pour l'essentiel, j'estime fondamental de travailler en confiance avec les Américains ! Mais je trouve étonnant que des gens qui ne cessent de vous parler d'indépendance et d'Europe ne se déterminent, dans un sens ou dans l'autre, que par rapport aux Américains. Bref, l'Asie n'est qu'un domaine marginal dont le seul intérêt est de nous fournir des occasions de faire des cadeaux ou la nique aux Etats-Unis. Quant à savoir si la France et l'Europe peuvent y jouer un rôle pour elles-mêmes, cela n'intéresse personne.

J'attends avec impatience le moment où les Asiatiques nous feront mal, comme les Arabes avec le pétrole. Ce jour-là nous commencerons à nous intéresser à eux. Pour l'instant ils nous achètent sans grogner. Ah ! Que se pointe un Asiate mangeur de Mirage ou d'Exocet, on lui fait risette, quelques instants. Et puis, le contrat conclu, on l'oublie. Ces gens ne sont pas assez menaçants pour être dignes d'attention.

Cambodge : Sihanouk est allé à Bucarest. Il a eu quatre tête-à-tête avec Ceaucescu, qui a cherché à l'amener à rencontrer les gens de Lon Nol qu'il avait invités à participer à la Conférence sur la population. Pour qui travaillaient les Roumains ? Pour les Chinois, sans doute. Mais peut-être aussi pour les Soviétiques. Toujours est-il que Sihanouk n'a accepté ni contact ni négociation avec l'autre côté. Il dit avoir peur d'être vidé par les Khmers Rouges s'il s'engage sur la voie d'un compromis. Il lui faut être prudent. En revanche, il ne semble pas fermé à l'idée d'une négociation si une équipe de « gestionnaires » venait au pouvoir à Phnom Penh. C'est ce que nous ne cessons de dire aux Américains depuis deux ans. Son Sann leur serine la même chose. Mais ils ne veulent pas se défaire de Lon Nol. A mon avis, la seule solution serait de dire aux Américains : « Permettez-nous de dire que vous feriez partir Lon Nol si l'autre côté vous assurait qu'il accepterait de négocier avec la nouvelle équipe de Phnom Penh », et de dire aux gens de Sihanouk : « Permettez-nous de dire aux Américains que vous accepteriez de négocier s'ils acceptaient de remplacer Lon Nol par une équipe non-engagée. » Jusqu'à présent aucun des deux côtés n'a voulu dire cela, du moins à ma connaissance.

Mais l'une des difficultés, c'est d'obtenir l'assurance que toute promesse faite par Sihanouk et son clan modéré sera endossée par les Khmers Rouges. Nul ne sait si ceux-ci veulent vraiment d'un compromis. Il faudrait que tous leurs alliés communistes, Hanoi, Pékin, Moscou, s'unissent pour faire pression sur eux, en les menaçant de couper les vivres s'ils se refusent à négocier dans de telles conditions. Pareille unité d'action est-elle possible et les Khmers Rouges ne jouent-ils pas précisément de dissensions dans leur camp pour prolonger la lutte, espérant qu'en fin de compte les Américains lâcheront Lon Nol sans exiger de contre-partie et que tout le gâteau sera pour eux seuls ?

Quoi qu'il en soit, le moment est venu pour nous de nous occuper du Cambodge. Et pour commencer, je compte en parler très sérieusement avec les Américains. Ensuite, on tâchera de voir ce qu'il est possible de faire avec les Chinois.

Jusqu'à présent la Bretagne et la Chine, sans doute grâce à Manac'h et à moi, avaient vécu en bons rapports. Mais voilà que des importations de porc chinois mettent nos éleveurs de cochons en fureur. Il faut dire qu'il y a quelque chose de paradoxal à importer du cochon chinois quand nous croulons sous la surproduction.

Le résultat est qu'un voyage dans le Sud-Ouest organisé par Montesquiou pour Tseng Tao doit être annulé. Cela devait avoir lieu fin septembre. Mais les agriculteurs ont déclaré que si l'Ambassadeur de Chine montrait son nez dans leur coin, ils lui feraient une conduite de Grenoble.

En attendant, ledit Ambassadeur n'est toujours pas rentré de son congé.

Quant à Chou En Lai, il est toujours convalescent et ne reçoit pas d'étrangers. C'est Teng Hsiao Ping qui fait le boulot.

7 septembre

Voici, par un étrange détour, celui d'une conversation avec l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Pékin de passage à Moscou, l'opinion de Kapitsa sur la situation en Chine, opinion que naturellement notre Ambassadeur Vimont n'a pas jugé bon d'aller recueillir lui-même.

Donc, Kapitsa pense que Mao ne durera plus longtemps. Dans le passé Mao a toujours « tué » ses n°2, Kao Kang, Liu Shao Chi, Lin Piao. Reste Chou En Lai, qui est lui-même vieux et auquel Mao ne fait pas confiance pour suivre la ligne maoïste après sa mort, pas plus qu'aux adjoints de Chou, Li Hsien-nien et Yeh Chien Ying. Si Chou meurt bientôt, Teng Hsiao Ping deviendra Premier Ministre, mais Mao ne lui fait pas davantage confiance. Aussi cherche-t-il à renforcer la position du groupe de Shanghai, en intimant l'ordre aux bureaucrates de se soumettre à eux et en ramenant par ailleurs les militaires dans le rang. Mais les gens de ce groupe ne sont guère qualifiés. Wang Hong Wen n'a pas d'expérience, Yao Wen Yuan ne connaît rien à l'économie, Chang Chun Chiao ne vaut pas mieux, sans parler de Chiang Ching (la femme de Mao). Il y aura donc une direction collégiale à la mort de Mao, jusqu'à ce qu'émerge un chef unique, selon un processus familier aux pays communistes. Cependant, dans un premier temps, c'est le groupe de Shanghai qui dominera le collège. De ce fait l'accent sera davantage mis sur l'idéologie et moins sur l'économie, qui ira mal. Les relations avec l'URSS ne s'amélioreront pas, mais celles avec les Etats-Unis se détérioreront un peu, de « trente pour cent » et la Chine cherchera à jouer les Super-Puissances l'une contre l'autre. Enfin, Pékin reviendra à une ligne plus révolutionnaire en politique étrangère et notamment en Asie du Sud-Est, soutenant plus activement les mouvements de libération.

Ce sont là des opinions que, pour l'essentiel, je crois très raisonnables, mais que l'on peut cependant discuter.

Que Mao ait le cœur à gauche, qu'il cherche en ce moment à favoriser le groupe de Shanghai, qu'il lui fasse plus confiance qu'aux « bureaucrates » et aux « pragmatiques » du type Chou ou Teng pour poursuivre la ligne maoïste, qu'il se méfie des militaires, que l'équilibre des forces soit actuellement tel qu'aucune faction ne puisse l'emporter à la mort de Mao et qu'une direction collégiale doive lui succéder, d'où émergera le futur dictateur, tout cela je l'ai écrit dans des notes et surtout dans l'article sur la Chine que j'ai donné à « Preuves » voici bientôt deux ans.

Mais la question qui se pose est de savoir si, à l'intérieur de ce collège, ce sera bien le groupe des « radicaux » qui dominera. S'il devait en être ainsi, les conséquences immédiates devraient bien être celles décrites par Kapitsa. Et d'ailleurs, d'ores et déjà, depuis le rééquilibrage du Dixième Congrès entre la tendance Chou En Lai et la tendance Wang Hong Weng, nous avons assisté à un certain ralentissement des rapports avec les Etats-Unis, à un durcissement idéologique, à un rétrécissement des rapports avec l'Ouest. Néanmoins ce mouvement de rétraction par rapport à la ligne Chou En Lai n'a pas gagné sur toute la ligne et celle-ci a continué à marquer des points : la normalisation des rapports avec la Malaisie en est un exemple (et je note que l'une des très rares apparitions de Chou a été précisément pour accueillir Tun Razak). Les courants d'échanges commerciaux et technologiques avec le Japon et l'Europe occidentale se sont poursuivis. Ce matin encore, nous venons de recevoir, après un silence de plusieurs mois, une réponse affirmative de l'Académie Chinoise des Sciences à une offre de coopération nucléaire, ce que je considère comme très important.

Il ne me paraît donc pas certain qu'à la mort de Mao le groupe radical doive nécessairement dominer. Je vois bien tout le profit tactique que l'URSS pourrait retirer de pareil ordre de succession en Chine. Kapitsa agit fort habilement l'épouvantail révolutionnaire pour décourager les Occidentaux de miser sur une Chine « raisonnable ». Je n'exclus d'ailleurs pas, le connaissant bien, qu'il voie les choses ainsi. Et peut-être a-t-il raison. Peut-être les épigones de Mao seront-ils d'abord les porteurs

du Drapeau Rouge, les propagandistes de la ligne rouge, les contempteurs de l'économisme, les partisans de la révolution permanente, les soutiens des guerres de libération. Et, en ce cas, c'en sera fait, pour quelque temps, des échanges et contacts avec la Chine ; c'en sera fait aussi, et cela est plus grave, de cette sorte de « deuxième front » que les Occidentaux ont peu à peu bâti, dans une complicité tacite avec les Chinois, sur les arrières de l'Union Soviétique. Du coup l'URSS réapparaîtra la puissance « raisonnable », calme et pondérée, face aux agités de Pékin, aux yeux du monde entier. On peut donc se demander si Kapitsa ne prend pas ses désirs pour des réalités : le chaos en Chine, l'homme au couteau entre les dents à Pékin, le « Ko-min-form » en Chine, autant de bénéfices pour Moscou.

Mais le succès des radicaux est-il assuré ? On peut en douter.

Ne peut-on imaginer que le groupe des bureaucrates, des économistes, des administrateurs ne soit finalement assez fort pour contrer les tentatives des radicaux ? Certes, pour acquérir cette position de force, il lui faut des alliés et je n'en vois de possibles pour lui que chez les militaires. C'est pourquoi, en fin de compte, c'est peut-être au sein de l'Armée, entre les militaires pragmatiques et les militaires idéologiques, entre les militaires de droite et ceux de gauche, que se jouera la partie finale. Et, pour ma part, je serais tenté de penser que ce ne sont pas les idéologues qui la gagneront. Aussi serais-je tenté de conclure que l'on assistera, en Chine comme ailleurs, à la naissance d'un « complexe militaro-industriel » réunissant tous ceux qui, tout en tirant leur chapeau à l'idéologie révolutionnaire et, au besoin, en l'utilisant, chercheront d'abord à assurer la puissance et la sécurité de la Chine. Pareille issue ne signifierait d'ailleurs pas que l'Occident vivrait des jours plus heureux à long terme. Mais, du moins dans un premier temps, il pourrait espérer que cette puissance chinoise ne s'exercerait pas nécessairement à son détriment.

10 septembre

Recevant l'un des chefs de la démocratie-chrétienne allemande, Teng Hsiao Ping a porté un toast à la « nation allemande une et unique ». Fureur aussitôt à Moscou et Berlin où ces messieurs dénoncent le complot des Chinois avec les « revanchistes » ouest-allemands contre l'existence de l'Allemagne de l'Est et de deux Etats Allemands !

Ce n'est pas la première fois que les Chinois s'expriment ainsi. Déjà Chou En Lai avait tenu des propos semblables que nous avons notés. Le concept de nation, avait-il dit, transcende celui de classe. Propos doublement hérétiques pour les marxistes soviétiques, puisqu'ils remettaient en question à la fois le dogme de base de l'idéologie et la réalité politique de l'Europe issue de l'après-guerre.

Ces Chinois vont décidément loin dans leur anti-soviétisme puisqu'ils vont, au moins en paroles, jusqu'à préférer la reconstitution d'une Allemagne unie non communiste à la permanence d'une Allemagne divisée et d'un Etat est-allemand inféodé à l'URSS !

La vérité est qu'à Pékin l'on n'a jamais aimé l'Ostpolitik de Willy Brandt. « Ne va-t-il pas trop loin », nous avait-on demandé ? D'où l'accueil toujours très favorable fait aux représentants de l'opposition démocrate-chrétienne, jugée plus réservée à l'égard de l'URSS.

La désintégration de l'Empire européen de l'URSS, quitte à voir reculer les « conquêtes du socialisme », n'effraie pas Pékin. On est loin du temps où les Chinois venaient, après Budapest, colmater les brèches ouvertes dans le « camp socialiste » par les révoltes antistaliniennes et antirusse.

Ce mot de Staline cité par Harriman : « Mao ? Un communiste en margarine ». Mais à Washington beaucoup de gens n'avaient pas compris, ne sachant pas ce qu'était la margarine.

21 septembre

Fin août, j'avais remis un papier écrit pendant mes vacances sur « La France et l'Asie » pour essayer de donner à Sauvagnargues et, si possible, à Giscard quelques idées sur ce que nous pouvons faire avec mes paroissiens. La note a en effet atterri sur le bureau de Sauvagnargues et il y a quelques jours je lui ai demandé ce qu'il en pensait. « Je l'ai lue, m'a-t-il dit, mais au fond je ne peux pas encore vraiment vous en parler. Je n'ai rien contre à première vue. Mais je ne connais pas bien ces affaires. Je n'ai pas eu le temps de m'occuper de l'Asie ni de l'Amérique latine. » Je l'ai arrêté pour lui faire remarquer qu'on ne pouvait quand même pas mettre ces deux parties du monde sur le même plan. Au fond de moi j'étais un peu indigné. « Cela dit, je vais la transmettre à l'Elysée », ce qui a été fait, je m'en suis assuré.

Je n'aurais pas noté cette réflexion si elle n'était pas typiquement française. Sauvagnargues, comme la plupart des Français, ne connaît rien à l'Asie. Il l'admet d'ailleurs. Mais peut-on attendre que notre Ministre ait le temps de la connaître ? L'Asie daignera-t-elle attendre que M. Sauvagnargues se fasse une idée sur son compte ? Pareille réflexion serait impensable à Londres où l'Asie frappe à la

porte dix fois par jour, et même à Bonn, ne serait-ce que pour des raisons commerciales, sans parler bien entendu de Washington.

Il est très fatigant d'avoir sans cesse à faire l'éducation d'un Ministre. Schumann pouvait faire des erreurs, mais il connaissait l'Asie. Jobert ne la connaissait pas, mais d'une certaine manière il s'en occupait. Sauvagnargues la néglige volontairement. « Ce n'est pas prioritaire », dit-il, par exemple, du dialogue avec la Chine. Soit. La Chine en effet ne nous menace pas. Elle est loin. Mais demain elle sera à notre porte. Tout au plus Sauvagnargues s'intéresse-t-il au Japon, parce que celui-ci précisément peut nous jouer de mauvais tours. Pour le reste, c'est un combat quotidien pour obtenir une audience en faveur d'un Asiatique, pour arracher une instruction, pour faire accepter une initiative.

D'ailleurs, dans cette note, je n'ai pas mâché mes mots : le Gouvernement et la haute administration n'ont jamais assez de temps pour s'occuper de l'Asie. En outre ils sont persuadés que la France ne peut pas grand'chose en Asie, ce qui est une profonde erreur.

C'est ainsi que j'ai proposé un plan d'action sur le Cambodge : profil bas aux Nations-Unies, mais dialogue avec les Américains pour explorer ensemble les possibilités d'une solution. J'aurais voulu que Sauvagnargues en parle à Kissinger, qu'il va voir à Washington dans quelques jours, afin que je puisse en parler moi-même avec plus d'autorité lorsque j'irai au début d'octobre. Mais de toute évidence il préfère ne pas compromettre son crédit auprès de Kissinger pour un sujet qu'il estime secondaire.

Et, de fait, pourquoi la France s'occuperait-elle du Cambodge ? Parce qu'il a fait partie de notre Empire colonial, parce que le caoutchouc y appartenait à des sociétés françaises, parce que les « élites » y parlent notre langue, parce que plusieurs milliers de nos compatriotes y vivent, parce que d'autres milliers y sont morts ? La belle affaire, me dira-t-on ! Si j'ajoute que ces gens ont peut-être du pétrole, je serai un peu plus écouté ! Voici où nous en sommes.

Il faut aller à l'Élysée pour trouver des oreilles plus attentives. Giscard est plus éveillé à l'Asie. La Chine le fascine. Il sent l'Asie du Sud-Est. L'Inde l'intéresse. Je mesure le caractère dérisoire, puéril ou insultant, comme l'on voudra, de ces expressions. Mais il faut m'en contenter.

26 septembre

Le fleuve continue de couler dans le même sens. En voici trois nouveaux signes.

Mardi je rends visite au Ministre thaï des Affaires Étrangères, de passage à Paris, en route vers New York. Tous ses propos témoignent de l'évolution de la politique thaïe depuis la chute du régime militaire vers une position de plus grand équilibre. Bangkok souhaite le succès de l'expérience laotienne d'union nationale. Lui-même va rencontrer à New York Phoumi Vongvichit, le Vice-Premier Ministre Pathet Lao pour l'en convaincre. Thaïlande et Nord-Vietnam, chacun de son côté, doivent contribuer à ce succès. La France, elle aussi, doit y aider. Dites-le au Pathet Lao, à Hanoi. Au Cambodge il faut trouver une solution négociée.

Aujourd'hui, à Orly, brève conversation avec Chiao Kuan Hua, en transit vers New York. Nous parlons de la crise du pétrole. Je lui dis nettement que si les producteurs continuent à augmenter les prix, nos économies craqueront. Les conséquences seront sociales, politiques. Les grands équilibres mondiaux seront menacés – sous-entendu l'URSS et les communistes seront les seuls à en profiter. Il y a six mois les Chinois écoutaient à peine. Aujourd'hui je sens un auditeur attentif, compréhensif, et même inquiet. Il m'interroge : faites-vous comprendre cela aux Algériens ? Parlez-vous aux producteurs ? Et il ajoute même : nous pouvons exercer une influence modératrice sur eux. Le spectre d'un Occident ruiné, affaibli face à l'URSS, commence à hanter les cerveaux chinois.

Aujourd'hui encore, le Professeur Roussel vient me raconter son entretien avec le Professeur nord-vietnamien Thon Tat Tung, venu à Paris. Celui-ci a vu Pham Van Dong qui a exprimé deux désirs : le jumelage de la Faculté de médecine de Hanoi avec une Faculté parisienne ; la participation de la France à l'exploitation du pétrole nord-vietnamien. Hanoi ne veut ni des Russes ni des Chinois. Tung pense, par ailleurs, qu'un Congrès du Parti se réunira l'an prochain et verra de grands changements : planificateurs et bureaucrates seront liquidés.

Reste le Sud-Vietnam. Hanoi spéculé sur la chute de Thieu. L'homme du GRP, Dinh Ba Thi, revenu à Paris après quatre mois d'absence, est formel : on ne peut négocier avec Thieu.

Je le mets discrètement en garde. « Vous avez dit pendant quatre ans que vous ne négocieriez pas avec Thieu. Finalement vous avez négocié et Thieu est toujours là. Il peut partir certes, tout de suite, ou l'an prochain s'il ne se représente pas. Mais il peut rester aussi. Alors vous ne négocieriez jamais. »

Je sens des gens butés. Thieu est leur bête noire. Mais comme je l'ai dit à Roussel, les Sud-Vietnamiens ne veulent pas tomber sous la coupe de communistes. Ceux-ci ont le choix : ou poursuivre encore la lutte jusqu'à la « libération » du Sud ou bien composer, stabiliser, accepter un

Gouvernement vraiment « neutre ». Tout dépend du sens qu'ils donnent au mot « libération ». De quoi s'agit-il ? De libérer le Sud-Vietnam ? Des Américains ? Ils sont partis. Des « valets des impérialistes » ? A la rigueur, s'il s'agit de remplacer un régime s'appuyant uniquement sur les Etats-Unis par un régime neutre. Mais s'il s'agit de les libérer de la « bourgeoisie », du « capitalisme », de la « féodalité » pour y installer la « démocratie », l'on sait ce que cela veut dire : le communisme. Nous n'avons aucun moyen de nous y opposer, mais aucune raison d'y contribuer.

Chou En Lai va mieux, dit Chiao Kuan Hua. Mais les banquets le fatiguent.

28 septembre

Tseng Tao est venu hier apporter à Courcel la réponse chinoise à notre invitation à Teng Hsiao Ping : elle est positive. Il souhaiterait venir le plus tôt possible, mais la maladie de Chou le retient. Cependant il envisage le printemps. Il a été convenu que nous proposerions des dates.

Ainsi la manœuvre a réussi. La cible était bonne.

La rapidité de la réponse est à noter. C'est fin juillet, Tseng Tao l'a rappelé, que Sudreau et moi-même avons fait le premier sondage. C'est vers le 15 août que Manac'h a fait sa démarche. Elle aurait pu rester sans écho. L'on aurait pu aussi nous dire qu'actuellement les dirigeants étaient trop occupés pour s'absenter. Au lieu de cela, l'on répond vite et oui.

Comme je ne pense pas qu'aucun autre pays eût déjà lancé pareille invitation, il me paraît vraisemblable que la France sera le premier pays visité, une fois de plus. Nous demeurons donc en faveur.

Autre remarque : Teng Hsiao Ping est bien le principal « commis-voyageur » chinois en service. Cela ne veut pas dire qu'il soit le successeur de Chou En Lai, bien que cela soit vraisemblable. Nous avons constaté qu'il avait le vent en poupe ; voilà qui est confirmé. Mais la question est de savoir s'il n'est qu'un porte-parole du groupe ou s'il est le chef d'une tendance.

Enfin cette visite annoncée pour le printemps prochain donne à penser que les dirigeants sont assez sûrs de l'avenir pour pouvoir prendre des engagements à six mois de distance. Donc, ou bien il n'y aura pas de changements d'ici là, ou bien les décisions sont déjà prises et elles font à Teng Hsiao Ping une place de choix.

Tseng Tao a repris avec Courcel la discussion sur la crise de l'énergie. Il s'est enquis de notre position, de nos difficultés. Courcel s'est donné beaucoup de mal pour démontrer que, si notre analyse de la crise, de sa gravité, de ses effets était la même que celle des Américains, nous n'en tirions pas les mêmes conclusions qu'eux : nous étions contre la confrontation et pour la recherche d'un dialogue, d'une solidarité. La raison en était que les Etats-Unis pouvaient se passer du pétrole du Proche-Orient, nous pas.

Ce pauvre Tseng Tao se passait un doigt fin sur son visage lisse et visiblement ne comprenait pas en quoi nos intérêts différaient de ceux des Américains : moi non plus !

La confrontation avec les producteurs n'est sans doute pas souhaitable, mais il ne faut pas montrer si ouvertement que nous la redoutons. Les producteurs ne peuvent que s'en sentir encouragés.

En vérité Courcel, et toute cette équipe gaulliste, rejette énergiquement « l'OTAN énergétique » dans laquelle les Etats-Unis voudraient nous faire entrer. Mais les Chinois qui ne voient qu'une chose, c'est que les Soviétiques et leurs amis communistes risquent de tirer les marrons du feu, n'y trouvent pas malice. Pour eux tout ce qui renforce l'Occident est bon.

Certes Pékin éprouve une difficulté. La Chine désire en effet que le deuxième monde (les pays industrialisés, autres que les Super-Puissances) et le troisième se rapprochent autant que possible, de manière à isoler peu à peu l'URSS. Aussi est-elle embarrassée lorsque le deuxième et le troisième monde se trouvent en conflit, ce qui est le cas avec la crise pétrolière. Mais elle n'en conclut pas que le deuxième monde doive s'écraser devant le troisième.

12 octobre

Thanat Khoman, de passage à Paris, m'invite à dîner. Naturellement il n'a jamais eu de réponse de Hanoi. Il n'avait guère d'illusion, dit-il. Je n'avais pas eu tout à fait cette impression au sortir de son entretien avec Vo Van Sung. Il reproche aux Nord-Vietnamiens de manquer de subtilité. Il n'a pas tort. J'ai souvent pensé qu'avec un peu plus de souplesse cette équipe de Hanoi serait depuis longtemps au pouvoir à Saigon.

Entre temps Vo Van Sung a été nommé Ambassadeur chez nous. Ses patrons se sont enfin décidés à « normaliser », l'affaire du GRP ayant été réglée.

Giscard s'intéresse à l'Indochine. Voilà une nouvelle. Pour sa conférence de presse du 24, il a fait demander au Quai deux dossiers : un sur la Palestine, un autre sur l'Indochine. ? Du coup

Sauvagnargues, qui ne s'intéresse nullement à l'Indochine, est tout étonné. Lui va-t-il falloir s'en occuper ?

L'orientation de l'Elysée m'a été ainsi définie : se montrer un peu plus en avant que les autres, c'est-à-dire que les autres Européens et les Américains. Intérêt pour la troisième force. Pousser les neutres.

Il y a eu, l'autre jour, un entretien entre Giscard et Souvanna Phouma qui récupère ici de son infarctus. Giscard s'est tout d'un coup manifesté très « laotien » : on a débloqué des crédits que les Finances ne voulaient pas lâcher. Et, politiquement, le vent est à un certain mélange de neutralisme et de progressisme pour l'Indochine. Un cran au-dessous du Général, me semble-t-il, mais un cran au-dessus de Pompidou.

Cela correspond assez à mes vues. Je vais essayer de suggérer un langage qui nous mette effectivement un peu en avant, sans pour autant casser inutilement de la porcelaine.

La grande difficulté provient de la situation à Saigon. Depuis un mois, l'opposition s'est mise à bouger. Grandes manifestations bouddhistes, catholiques, contre Thieu. Campagne contre la corruption. Hanoi et le GRP s'y engagent à fond, déclarent qu'ils ne négocieront plus avec Thieu, réclament de nouveau un « Cabinet de Paix ». C'est le refrain des années 69-70-71 qui reprend de plus belle. Alors il nous faut éviter de paraître donner de la voix avec les loups, sinon nous retomberons dans le péché, nous nous couperons des gens de Saigon et des Américains. Tout cela pour rien. Il faut rester sur le fil du rasoir.

Ma position est simple : rien que les Accords de Paris, mais tous les Accords de Paris. C'est à travers eux qu'on peut jouer la troisième force, en rappelant le Conseil de Concorde. Mais éviter de paraître demander la chute de Thieu. Sinon nous basculons de nouveau. Si nous voulons jouer la troisième force, ce ne doit pas être pour la lancer à l'assaut de Thieu, comme une force de contestation et de confrontation. Il faut la lancer entre les deux camps, avec une main à droite et une main à gauche, comme une force de réconciliation. Pourrait-on aller jusqu'à dire que « le Vietnam aspire à être gouverné au centre », pour reprendre la formule de Giscard sur la France !

17 octobre

Avec la nomination de Phil Habib au poste qu'occupait jusqu'à l'an dernier Marshall Green, il a été possible de reprendre les consultations avec les Américains sur les Affaires d'Asie. J'ai donc eu deux jours d'entretiens à Washington les 7 et 8 octobre avec lui au Département d'Etat.

Atmosphère très cordiale, et pas seulement selon la formule consacrée. Nous nous entendons bien. C'est un homme dur, mais vif et intelligent. Je ne sais s'il a la confiance de Kissinger. Mais il la mériterait. La question cependant n'est pas sans importance, car à Washington, en ce moment, toute discussion est inutile si l'interlocuteur ne reflète pas le point de vue de Kissinger et ne sait pas ce qu'il pense. Or sur les affaires d'Asie dont il ne paraît guère s'occuper, comment faire le départ, dans ce qui vous est dit, entre la doctrine officielle, la vitesse acquise, l'intention de la pensée du maître et la véritable pensée de celui-ci ? Sur la Chine, sur le Cambodge, sur le Vietnam, il y a ce que disent les fonctionnaires du Département d'Etat et il y a ce que pense et surtout ce que va faire Kissinger. Le savent-ils ? Et comment puis-je savoir s'ils le savent ? Et comment savent-ils s'ils le savent ?

Sur le Vietnam j'ai défendu une thèse simple. Pendant les premiers mois qui ont suivi les Accords de Paris, les Etats-Unis ont donné l'impression de marcher sur deux jambes, comme diraient les Chinois. D'un côté ils ont donné aux gens de Saigon les moyens économiques et militaires de se consolider et de tenir le coup. De l'autre, ils ont paru s'efforcer de maintenir le dialogue ouvert avec Hanoi et de pousser à l'exécution des Accords. Aujourd'hui ils ne marchent plus que sur une jambe. L'Administration bataille avec le Congrès pour obtenir l'aide économique et militaire nécessaire à Saigon. Mais elle paraît se désintéresser de l'exécution des Accords. Du coup le soutien à Thieu prend un aspect négatif. Washington donne l'impression de ne pas chercher à pacifier le Vietnam.

Habib m'a répondu, et c'était la seule chose intéressante, qu'en fait Washington se préoccupait de cet aspect des choses. On avait conseillé à Saigon de « garder les canaux ouverts ». Une relance de la négociation était envisagée.

C'est ce que le Vice-Premier Ministre de Saigon, Tran Van Don, m'a confirmé aujourd'hui.

Je lui ai dit que l'image de Saigon se détériorait et conseillé d'œuvrer pour une certaine libéralisation du régime. Il fallait éviter que tout le centre ne glisse peu à peu dans l'hostilité définitive. Il m'a laissé entendre que Thieu allait prendre prochainement des initiatives, mais qu'il était toujours très prudent. Peut-être y aurait-il un remaniement ministériel, des gestes d'ouverture.

L'important, lui ai-je dit, c'est que le Nord et le GRP aient le sentiment qu'ils ne peuvent progresser sans négocier. Pour cela, il faut qu'ils acquièrent la certitude que l'opposition à Thieu ne va pas basculer de leur côté. On en revient donc toujours au même problème : avoir à Saigon un régime qui ait une base assez large pour que les communistes renoncent à le renverser. Alors, ou bien ils

finiront par l'accepter, ou bien ils seront obligés de recourir à l'assaut militaire, mais ils ne pourront le prendre de l'intérieur. L'an prochain peut-être y aura-t-il enfin un Congrès du PC nord-vietnamien. Ce sera alors l'occasion d'un bilan général. Il faut qu'à ce moment les « mous » aient des arguments pour l'emporter sur les « durs ».

Don partage tous ces raisonnements. Il souhaite que Thieu modifie son style, forme un nouveau Cabinet, que celui-ci soit assez large et ouvert pour apparaître comme vraiment représentatif d'une bonne partie de l'éventail politique sudiste et qu'il s'efforce de négocier sincèrement avec le GRP. Mais Thieu sera-t-il assez souple pour lancer l'opération ?

Avec Habib, j'ai longuement parlé Cambodge. J'avais eu le feu vert pour tenter un sondage. Nous avons eu plusieurs entretiens en tête-à-tête. J'ai repris la question avec Smyser, qui est l'un des conseillers de Kissinger au Conseil de Sécurité, et avec Sisco à déjeuner à l'Ambassade. La thèse américaine est simple. Nous voulons bien négocier, avec qui l'on veut, où l'on veut, comment l'on veut. Mais personne ne veut négocier. Nous venons, m'a révélé Habib, de parler aux Chinois lors du passage à New York de Chiao Kuan Hua. Il nous a simplement répondu : « Le temps prendra soin de tout cela. » Cependant il y a une chose que nous ne ferons pas : c'est de faire partir Lon Nol pour ouvrir les portes de Phnom Penh à Sihanouk. Tout est possible en résultat de la négociation. Mais nous ne donnerons rien pour rien. Faire partir Lon Nol ? Peut-être. Mais seulement si l'on nous paie.

J'ai demandé si une réduction des activités militaires serait un bon prix. « Il faudrait un bon package », m'a répondu Smyser. Autrement dit, il en faudrait davantage.

J'avais espéré que Sauvagnargues reprendrait la question avec Chiao Kuan Hua qui venait dîner au Quai d'Orsay le 11. Mais il n'en a soufflé mot. D'ailleurs les questions asiatiques n'intéressent pas Sauvagnargues. Il considère l'Asie comme la chasse gardée des Américains et n'a aucun désir de s'y aventurer, encore moins de « leur tailler des croupières », selon son expression. Il n'a, malheureusement, pas compris que nous pouvions leur y rendre des services. Grâce à Dieu, Giscard s'intéresse davantage à l'Asie.

J'ai donc fait passer à l'Elysée, pour la Conférence de presse de Giscard du 24, un dossier sur l'Indochine. J'y explique, en gros, que nous avons le choix entre trois attitudes : maintenir la réserve observée depuis la conclusion des Accords de Paris, ce qui présente en effet des avantages, mais n'est pas aussi sans inconvénients ; nous engager de nouveau, sous-entendu dans le style du Général de Gaulle, mais si c'est pour Thieu, ce serait risqué, et si c'est pour Hanoi, ce le serait aussi, et en outre, pourquoi pousser à la chute de Thieu et à la victoire des communistes ; reste une troisième voie : se tenir sur la position des Accords de Paris, en réclamer l'application par tous, ce qui amène, sans condamner personne, à admonester tout le monde, le Nord pour lancer une exclusive contre Thieu et pour paraître chercher une solution militaire, Thieu pour exclure la troisième force, et celle-ci pour ne pas s'organiser. Sur le Cambodge, je lui recommande une grande prudence et de parler seulement des évolutions nécessaires.

A Washington j'ai parlé aussi de la Chine. Mais les gens du Département d'Etat n'ont pas des idées très intéressantes sur le sujet, ni des vues très générales. Ce sont des pékinologues assez moyens. En fait il faudrait parler avec Kissinger pour voir comment il situe la Chine sur l'échiquier mondial. Dans une interview récente à James Reston, il a dit une chose révélatrice : « Il ne faut pas donner aux Russes ni aux Chinois le sentiment que nous cherchons à les jouer les uns contre les autres. » C'est donc qu'il est tenté de le faire.

En revanche, j'ai eu l'occasion de rencontrer les deux frères Barnett. Ceux-là ont des choses à dire sur la Chine. L'un d'eux a attaqué devant moi les Chinois du Bureau de liaison sur Taïwan : « Comment allez-vous vous en sortir ? N'y a-t-il pas de risques, si vous ne faites rien, que Taïwan finisse par devenir indépendant ? Comment réussirez-vous à récupérer Taïwan ? etc. etc. » Les Chinois se contentaient de sourire et de répondre : « Mais cela, c'est notre affaire. Ne vous en occupez donc pas et laissez-nous nous débrouiller. »

Pour rester sur la Chine, un mot de notre entretien avec Chiao Kuan Hua l'autre soir. Il a entièrement confirmé les propos qu'il m'avait tenus à Orly quelques jours plus tôt. « Nous sommes conscients de vos difficultés consécutives à la hausse du prix du pétrole. Et nous conseillons aux producteurs d'en tenir compte. Dans la mesure où nous avons sur eux de l'influence, nous l'exerçons en ce sens. De votre côté, cherchez le dialogue et non la confrontation. » Langage modéré donc et bien différent des grands discours sur le « geste historique » des pays producteurs quadruplant le prix du pétrole. Quant à l'affaire palestinienne, « nous soutenons naturellement les exigences arabes. Israël doit évacuer les territoires occupés et reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. Mais nous reconnaissons le droit d'Israël à l'existence. » Sauvagnargues a plaidé pour cette existence et souligné que le problème était de savoir ce que l'on entendait par Palestine. Mais en même temps il s'est dit d'accord pour la création d'un foyer palestinien.

Mais ceci est un autre chapitre et sur lequel j'aurais beaucoup à dire, car je ne suis pas d'accord avec notre attitude pro-palestinienne.

18 octobre

Jobert vient de publier ses « Mémoires d'avenir. » Décidément égal à lui-même, il apparaît plus sévère ou moins complaisant, comme l'on voudra, pour les autres que pour lui. En trois cents pages et cinquante-trois ans de vie, pas une erreur, pas un mauvais jugement, pas un faux pas.

Des deux chapitres consacrés à son passage au Quai d'Orsay, je n'ai guère appris, sinon que Jobert excelle à reconstruire sa propre action et à la justifier. Le travers est si fréquent – et je sais d'expérience combien il est facile d'y succomber – que je ne m'en étonnerais pas s'il n'était cette fois poussé loin, et d'autant, si je puis dire, que l'auteur regarde pourtant de près, puisqu'il s'agit d'un passé vieux d'à peine quelques mois.

Quant aux rares affaires, dont j'eus sérieusement à traiter avec lui, elles sont évoquées brièvement, mais nettement. Et je n'ai rien à redire. Il y a même un compliment, l'un des très exceptionnels de cet ouvrage généralement dur.

Sur l'Indochine voici : « Fin mars (1973), les derniers militaires américains avaient quitté le Vietnam, encore que les bombardements aériens se poursuivaient sur le Cambodge. Dès le 12 et le 13 avril, nous établissions des relations de plein exercice avec Hanoi, et les reprenions avec Saigon. Il fallut en revanche une année pour fixer les normes de nos rapports avec le GRP et je réglai ce dossier avant de quitter le Quai d'Orsay en mai 1974. »

Sur le voyage de Pompidou en Chine : « Georges Pompidou, auquel la Chine réserva de multiples attentions et un accueil grandiose, ne voulut cependant pas entrer dans la terminologie chinoise et les querelles qu'elle signifiait à partir de la condamnation des hégémonies mondiales. » C'est vrai, mais en faisant porter à Pompidou la responsabilité du refus, Jobert entend-il simplement et correctement se mettre à son rang ou laisse-t-il comprendre que, livré à lui-même, il aurait volontiers usé du langage chinois ? Sur place, pendant toutes ces heures diurnes et nocturnes, où j'ai dû mener la bataille du communiqué, j'avoue ne jamais l'avoir senti prêt à céder aux Chinois.

Sur nos difficultés avec les pays du Pacifique-Sud, en raison de nos expériences nucléaires, voici le compliment que je dois certes partager avec d'autres, mais dont je crois pouvoir retenir une partie pour moi : « Nous étions ailleurs aux prises avec la campagne menée par le nouveau gouvernement australien et le gouvernement néo-zélandais contre nos expériences nucléaires dans le Pacifique. J'avais successivement fait comprendre à M. Murphy, Ministre de la Justice d'Australie et à M. Watt, Vice-Premier ministre néo-zélandais, notre détermination et nos raisons, alors qu'ils étaient venus doutant encore d'elles. Le 9 mai, l'Australie déposait une requête auprès de la Cour Internationale de Justice de La Haye pour faire interdire nos essais. La Nouvelle-Zélande agissait de même.

Je rends hommage aux agents du Quai d'Orsay qui, ayant reçu l'instruction de mettre en échec une campagne internationale lancée contre nous, et dans laquelle les petits pays se laissaient abuser par de plus grands, ont avec zèle et talent, en un an, repris l'avantage et démontré notre résolution et notre bon droit. Rarement une administration aura, sur un dossier difficile, démontré aussi heureusement son efficacité. »

Serais-je donc injuste en disant que Jobert n'est guère complaisant pour les autres ? Sans doute ! Que du moins j'en profite pour dire un mot de cette crise dont les historiens vraisemblablement ne parleront guère, bien qu'elle ait eu son importance.

Oui, nous fûmes durs et efficaces. Chargé des Affaires d'Océanie qui, jusqu'alors, n'avaient guère occupé mes prédécesseurs, j'avais senti monter les périls pour nous dans cette partie du monde. Ils étaient doubles. D'un côté, nous poursuivions dans nos territoires du Pacifique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie et quelques autres îles de moindre intérêt, une politique qui allait tout à l'inverse de celle suivie par les autres Puissances coloniales de la région. Anglais, Australiens, Néo-Zélandais décolonisaient à qui mieux mieux, faisant surgir des flots une poussière de micro-états : Fidji, Tonga, Samoa, Nauru, tandis que nous maintenions fermement notre souveraineté, orientant nos territoires beaucoup plus vers l'intégration et la départementalisation que vers l'indépendance. Le point de rencontre de ces politiques divergentes était les Nouvelles-Hébrides, cet étrange et anachronique condominium franco-britannique né de l'Entente cordiale. Chaque administration y tirait à hue et à dia sur une population dépourvue de nationalité, ressuscitant dans ce microcosme perdu au fond du Pacifique une atmosphère permanente de Fachoda et de Syrie. J'avais dû, à plusieurs reprises, me saisir de ce dossier, en compagnie de Daniel Videau, alors Directeur des Territoires d'Outre-Mer et, à Londres ou à Paris, faire comprendre aux Anglais les nécessités d'une politique qu'en mon for intérieur je n'approuvais pas, mais que Pierre Messmer entendait maintenir contre vents et marées.

A ce visage « colonialiste » que « les Anglo-Saxons », aidés par les missions presbytériennes, les églises évangéliques et les syndicats marxisants de la région, ne répugnaient pas à peindre en noir, s'ajoutait, depuis quelques années, notre visage nucléaire. Non seulement nous maintenions des populations sous le joug, mais nous polluions l'atmosphère du Pacifique en faisant éclater des bombes. Elles faisaient tourner le lait des mères, et celui des vaches, elles irradiaient les poissons, elles contaminaient l'eau. Si nous étions assez vains, grotesques, prétentieux, « gallic » enfin pour nous prendre au sérieux et singer les Grands, du moins que ne faisons-nous exploser nos pétards ailleurs ? Et pourquoi pas chez nous puisqu'ils étaient si « propres » ?

Jusqu'alors le Quai d'Orsay avait coutume de considérer que seuls les Latino-Américains pouvaient sur ce sujet nous causer quelques difficultés. L'on imaginait mal que des Blancs, des Européens, des Alliés des deux guerres, des gens, au surplus, qui avaient prêté leur territoire aux Anglais et aux Américains pour y procéder à des explosions tout aussi atmosphériques que les nôtres, puissent se déchaîner contre nous. Je sentais pourtant monter la vague et j'avais multiplié les avertissements. Dans un Conseil interministériel qui avait suivi la campagne de 1971 ou 72, je crois, j'avais demandé, devant Schumann et Debré, alors Ministre de la Défense, si l'on ne pouvait essayer de calmer les passions de ces gens du Pacifique en « mettant une lumière au bout du tunnel, soit dans l'espace, soit dans le temps ». Dans l'espace, cela voulait dire que nous songions à procéder à des essais souterrains. Dans le temps, cela signifiait qu'un jour ces expériences prendraient fin.

Je m'étais fait foudroyer et expliquer qu'il n'était pas question d'essais souterrains avant des années, car les travaux de reconnaissance n'en étaient qu'au stade exploratoire et s'avéraient difficiles. D'autre part, il ne pouvait être question d'aliéner notre liberté d'action. Même si nous passions au stade des essais souterrains, notre programme de perfectionnement de nos armes pourrait toujours exiger le recours à des expérimentations atmosphériques.

J'ai toujours été un partisan convaincu de notre armement nucléaire. Aussi ai-je sur ce sujet une conscience tout à fait claire. Mais je me sentais d'autant plus à l'aise pour m'étonner, in petto, de la légèreté avec laquelle nous avons été implanter en Polynésie un Centre d'expérimentations, comme s'il s'agissait d'un nouveau Sahara, désert et, qui plus est, français sans partage. Or, il se trouvait que le Pacifique n'était pas désert, que d'autres populations y habitaient et que nous n'avions jamais prêté attention à leurs protestations. Il me semblait que nous aurions pu, un peu plus tôt, procéder, comme au Sahara, à des essais souterrains et, tout en poursuivant sans doute un programme atmosphérique, montrer que nous avions quelque souci de l'environnement.

En cette année 1973, tout convergea pour rendre la crise plus aiguë. En Australie et en Nouvelle-Zélande, après je ne sais combien de décennies de gouvernements conservateurs, les travaillistes accédaient au pouvoir. La démagogie électorale, la sincérité de quelques convictions, le gauchisme de certains leaders, le développement un peu partout dans le monde de la campagne « environnementaliste », la diffusion d'une atmosphère de détente dans le Pacifique due au retrait américain du Vietnam et au rapprochement entre les Etats-Unis et la Chine, tous ces éléments avaient amené les travaillistes à faire de nos expériences nucléaires un point majeur de leur campagne électorale. L'Australien Whitman avait même promis de rompre les relations diplomatiques avec la France si celle-ci reprenait ses expériences. Les Néo-Zélandais ne s'étaient pas autant engagés, mais, pensant tout aussi fermement sur le sujet, ils voulaient, si nous ne cédions pas, nous « attirer », comme disaient joliment nos juristes, devant la Cour Internationale de Justice.

De fait, dès le lendemain de leur victoire, les deux Premiers Ministres, Whitlam et Kirk, envoyèrent des missives, nous accusant tout à la fois de polluer l'atmosphère du Pacifique sans égard pour le bien-être des populations et d'enfreindre ainsi le droit international en violant leur souveraineté, et nous invitant à renoncer à nos expériences, faute de quoi ils en tireraient les conséquences, notamment juridiques. La menace était claire et, les choses étant ce qu'elles étaient, j'étais le premier à penser qu'elle devait être rejetée.

Mais il y avait deux manières de le faire. Certains auraient sans doute préféré que nous jetions purement et simplement au panier ces missives et répondions à l'insulte par le mépris et par le silence. Attitude sans doute très digne et « gaulliste », je pense, mais à laquelle je voyais le sérieux inconvenant de faire monter la température bien inutilement et d'obliger des gens qui, maintenant que la bataille électorale était gagnée, ne souhaitaient pas pousser les choses à l'extrême, à le faire. Pourquoi ne pas exposer tranquillement notre cas ? Pourquoi ne pas offrir le dialogue ? Sans doute ne convaincrions-nous pas nos interlocuteurs du bien-fondé de notre cause, n'accepteraient-ils pas devant leur opinion publique de retourner leur veste. Mais nous pourrions gagner du temps, jouer sur les hésitants, paraître loyaux et courtois.

Ma thèse triompha, avec l'appui, combien indispensable certes, de Schumann, encore Ministre. Je fus chargé donc de préparer des réponses et, ayant constitué un petit groupe de travail, avec nos collègues chargés des affaires juridiques et scientifiques, je préparai un document qui, à

quelques retouches près, reçut l'accord de l'Élysée. Il exposait longuement les raisons profondes, politiques, militaires, de notre effort de défense. Au passage il jouait sur la corde sentimentale en rappelant la solidarité de deux guerres mondiales. Fortement argumenté, il réduisait à peu de chose les accusations de pollution, et c'est ainsi qu'au passage j'appris que tout spectateur assidu de télévision recevait plus de dose de radioactivité qu'un habitant du Pacifique exposé à nos poussières radioactives. Il rejetait, pertinemment bien sûr, les arguments juridiques, les territoires étant de droit français et la pratique d'interdiction des zones aériennes et maritimes étant donc bien établie. Il soulignait la contradiction entre la campagne hostile à l'égard de la France et l'accueil hospitalier accordé aux expériences faites par d'autres puissances en d'autres temps pas si lointains. Mais il se terminait par une invite à venir discuter.

L'effet n'en fut pas nul puisque, jouant le jeu, Canberra et Wellington, sans rien certes nous concéder, mandèrent à Paris non pas des négociateurs, puisque personne n'entendait d'aucun côté rien négocier, mais des envoyés. Entre temps Jobert avait remplacé Schumann et ce fut mon premier exercice avec lui.

Le dossier que nous lui avons préparé était solide et il le suivit de bout en bout dans ce qui fut aussi pour lui une première performance comme Ministre, y ajoutant parfois de ce sel ou plutôt de ce poivre dont il aima tant par la suite assaisonner ses plats. Ses discours étaient précis, mais très allusifs et parfois trop fins pour des interlocuteurs dont certains, élevés loin des cafés littéraires et des subtilités de Paris, entendaient passer ces guêpes au-dessus de leurs têtes sans pouvoir les saisir. Mais dans l'ensemble ce fut du travail bien fait.

L'Australien, ce Cairns, que cite Jobert, était un personnage sanguin, bourru, démagogue, avocat de profession, excité, vêtu de chemises à carreaux et accompagné d'une cohorte composée d'un « savant » qui l'était aussi peu que moi et dont la mauvaise foi était aussi évidente que sa mauvaise éducation, et d'un « attorney général », mieux élevé mais tout aussi malhonnête. Le Néo-Zélandais, Watt, lui, était un « gentleman » et sa courtoisie reposait de tout ce tumulte.

Nous emmenâmes, une semaine après l'autre, tout ce beau monde après les exposés du Quai d'Orsay, au Commissariat à l'Energie Atomique où Giraud, notre Commissaire, Goldschmidt et autres savants, entreprirent des démonstrations destinées à pulvériser les « affabulations » sur la pollution. Les Australiens argumentèrent et montrèrent leur peu de science. Les Néo-Zélandais, plus circonspects, écoutèrent sans mot dire.

Dans des apartés, soigneusement dosés, Jobert expliqua à ses interlocuteurs pourquoi nous devons encore procéder à des explosions atmosphériques et mentionna l'éventualité d'essais souterrains à l'avenir, mais sans prendre d'engagement. La seule précision qu'il donna concernait la campagne de l'été à venir : les engins que nous ferions exploser seraient de faible puissance.

Enfin, l'on fit recevoir le Néo-Zélandais, qui avait rang de Vice-Premier Ministre, par Pompidou qui, partant de l'idée que la dissuasion commence avec la détermination à expérimenter l'arme, ne céda pas d'un pouce et impressionna par sa fermeté.

Dès lors, les choses suivirent un cours certes difficile, mais pas dramatique. Les deux Etats saisirent la Cour de Justice. Là encore, j'aurais souhaité que, tout en refusant sa compétence, comme nous l'avions dès notre adhésion déclaré s'agissant d'une affaire de défense nationale, nous produisions le mémoire explicatif. Sur ce point je ne fus pas suivi, l'entrée dans la procédure étant jugée un affaiblissement de notre position. Il y eut aussi un boycott sur nos marchandises, une interruption des communications postales avec la France, des liaisons aériennes et maritimes par nos compagnies, toutes mesures qui gênèrent notre commerce et nos ressortissants, dont certains étaient d'ailleurs contraires au droit international, mais qui n'allèrent jamais jusqu'à la rupture des relations diplomatiques. Christian de Nicolay, notre Ambassadeur à Wellington, se montra en la circonstance un parfait gentilhomme, ferme, impassible sous l'avalanche, ne cédant rien, expliquant inlassablement, souriant toujours. A Canberra, Gabriel Van Laethem, dont la généreuse nature flamande et les ambitions économiques se trouvaient soudain frustrées, flancha un peu. Estimant n'avoir plus rien à faire sur place, il demanda à rentrer. On le pria un peu sèchement de rester. Mais dans l'ensemble nous traversâmes la bourrasque sans trop de dommages pour nous retrouver, à la fin de l'été, lorsque fut publié le « Notam » annonçant la fin d'une campagne sans que pour autant nous acceptions d'ailleurs de reconnaître jamais la réalité de nos expériences, avec un procès sur les bras, dont nous n'avions cure, des Ambassades toujours en place, un boycott qui fut bientôt levé et des relevés de retombées radioactives parfaitement insignifiantes.

L'adversaire n'avait donc pas gagné la bataille et, en dépit d'une campagne acharnée à l'ONU et dans les organismes internationaux, campagne que quelques hurluberlus comme Jean-Jacques Servan-Schreiber, le Général de La Bollardière et Josselin, ce jeune député socialiste qui venait de battre Pleven aux élections d'avril, allaient assez tristement soutenir, nous avions mené la nôtre sans défaillance. Mais déjà je songeais à l'année suivante, cherchant à savoir si le Gouvernement

déciderait enfin de passer aux essais souterrains. Derrière le secret épais qui entourait ce dossier, je crus déceler dans le courant de l'hiver des propos encourageants. Les travaux avaient été accélérés. Les premiers résultats de creusement de galeries dans les atolls étaient assez satisfaisants. Mais tout cela, disait-on, allait encore prendre des années. Il y aurait une campagne en 1974, et encore une en 75 et en 76.

Je ne manquais évidemment pas d'en être préoccupé, car je sentais bien que, même si le pire avait été évité et continuerait sans doute de l'être, nos rapports avec tous les Etats, petits ou grands, de cette région, étaient sérieusement détériorés. Or l'avenir de notre présence dans nos propres territoires dépendait en bonne partie de nos relations avec les voisins. La politique du cordon sanitaire ne menait à rien, si elle ne menait à accélérer les tendances autonomistes. Il fallait tout au contraire nous faire accepter, tels que nous étions certes, c'est-à-dire « souverains » et « nucléaires », mais du moins dans un minimum de bon voisinage.

Entre temps, l'Ambassadeur d'Australie, Allan Renouf, qui était mon ami, avait quitté son poste. Etrangement, il avait été nommé Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères. Je dis étrangement, car il disait le plus grand mal des Travailleurs, et ceci tout haut. Notre Gouvernement le laissa partir dans des conditions peu convenables. On aurait pu faire le départ entre l'homme, qui avait fait ce qu'il avait pu, et le gouvernement qu'il représentait. On l'admonesta. Messmer, je crois, le reçut debout. Pompidou ne le reçut pas. Et on ne lui offrit pas le traditionnel déjeuner. Quant à son successeur, le gentil Anderson, que j'avais connu à Paris pendant qu'il « observait » la Conférence sur le Vietnam, on fit droguer son agrément pendant des semaines et quand il arriva, Pompidou lui adressa un discours, que j'avais rédigé de ma main et qui lui donna sur le crâne comme un pot de fleurs. Cela était nécessaire pour montrer que nous entendions continuer, mais cela n'était peut-être pas indispensable.

Pompidou mourut en avril alors que j'étais à Nouméa, préparant avec nos militaires et nos hauts commissaires les aspects politiques et diplomatiques de la prochaine campagne. Nos Ambassadeurs ne pouvaient certes rien garantir, mais leur impression était que cette année le boycott serait moins rigoureux. Les opinions étaient lasses. Leur attention s'était portée ailleurs. Fort heureusement la Chine venait à notre secours, faisant éclater, dans l'atmosphère aussi, de gros engins fort sales, cette Chine à laquelle les travailleurs faisaient la cour. Cependant Nicolay et Van Laethem ne pouvaient rien garantir. Beaucoup souhaitaient que l'on puisse annoncer la mise en chantier de travaux souterrains. Mais le pourrait-on ?

On sait la suite. Quelques jours après son installation à l'Elysée, Giscard d'Estaing annonçait, le 8 juin qu'à l'issue de la prochaine campagne l'on passerait aux tirs souterrains. Son porte-parole précisait que cette campagne serait « normalement » la dernière. L'adverbe, évidemment, retenait l'attention, mais malgré cette restriction, la déclaration suffisait à faire considérablement baisser la température. Les tirs se passaient sans susciter de protestations vives. Le boycott ne se répétait pas. A la fin de l'été, Anderson venait nous demander si Whitlam, qui viendrait en Europe dans quelques semaines, ne pourrait être invité à Paris. Je plaçais pour qu'on accepte de le voir, sans toutefois l'inviter. Et c'est ainsi qu'avant-hier je dis à Anderson que, si son Premier Ministre souhaitait venir en France, il serait naturellement l'invité du Gouvernement français. Je ne sais si cela lui paraîtra suffisant, mais il aurait tort d'en vouloir plus, d'autant que Soufflet, notre nouveau Ministre de la Défense, sans vouloir supprimer le « normalement », vient de déclarer qu'en 1975 il n'y aurait que des tirs souterrains. La possibilité de tirs atmosphériques ultérieurs subsiste donc et nos techniciens ne veulent pas y renoncer, mais la vraisemblance, elle, s'éloigne.

La raison la plus généralement donnée de cette accélération est le succès des travaux de forage des galeries dans les atolls du Pacifique. Diverses personnes, dont Daniel Videau, qui se désole d'ailleurs de la disparition du Centre d'expérimentation, source de prospérité pour la Polynésie, me l'ont confirmé. La couronne volcanique des ces atolls s'est révélée soudain beaucoup plus facile à percer qu'on ne le pensait.

Il n'en demeure pas moins remarquable que ce succès soit intervenu juste au moment où nous changions de Président de la République.

21 octobre

Je ne cesse de recevoir de nouveaux livres sur la Chine. Tous m'accablent. Ce concert d'éloges met irrésistiblement en mouvement ma méfiance naturelle. Qu'ils viennent de bourgeois en mal d'une « nouvelle société », de marxistes dégoûtés par le système soviétique, d'idéalistes en quête d'un impossible Eden, ils ont tous en commun l'aveuglement et le parti pris.

Je ne dis pas que le régime communiste chinois n'ait pas réussi à endiguer quelques-unes des misères chroniques de la Chine : la famine, les épidémies, les inondations, voire même la prostitution, et pourquoi pas la corruption, bien que sur ce dernier chapitre je demande à voir. Je dis

seulement que nous n'avons rien à apprendre de la Chine parce que ses problèmes ne sont pas les nôtres.

Peut-être les Chinois sont-ils heureux. J'en doute, pour ma part. Mais à supposer qu'ils le soient, ils ne détiennent pas les recettes de notre bonheur. Et tous ces thuriféraires qui prennent le chemin de Pékin pour y trouver des remèdes à nos maux sont des farceurs, quand ils ne sont pas des menteurs et des faussaires.

27 octobre

Mercredi matin, Courcel m'a informé que je devais me trouver à l'Élysée à quatre heures, l'après-midi, afin d'y accompagner Sauvagnargues, avec Guy de Commines. Giscard souhaitait nous voir pour parler, avant sa conférence de presse du lendemain, de la Palestine et de l'Indochine. C'était bien la première fois que j'étais convoqué par un Président de la République pour évoquer un sujet asiatique. Indochine ou autre et la procédure, en elle-même, m'a paru relever d'un style nouveau et sympathique.

Giscard était seul pour nous recevoir, sans aucun de ses conseillers. Un grand chien noir folâtrait un peu partout. Chemise de couleur, jolie cravate, pas de gilet, très souriant et aimable, détendu, comme on dit, mais sérieux dans la conversation, écoutant patiemment, interrompant peu, interrogeant.

Il a commencé par la Palestine, sujet autrement brûlant que l'Indochine. Sauvagnargues était rentré la veille de Beyrouth où il avait serré la main d'Arafat, le chef de cette Organisation de Libération de la Palestine que l'ONU, avec l'accord de la France, venait d'accepter d'entendre comme représentant des Palestiniens, mais avec laquelle Israël refuse de traiter, n'y voyant qu'une bande de terroristes. L'on en avait déjà parlé au Conseil des Ministres où, paraît-il, seul Lecanuet avait fait quelques objections.

J'avais compris que Giscard cherchait quelque chose à dire sur la Palestine, quelque chose qui fit un peu de bruit et qui accusa la position de la France. Pour quelles raisons ? La conversation à laquelle j'ai assisté ne m'a pas permis de le comprendre. Par « gaullisme », je veux dire par désir de marquer la politique internationale de son empreinte, comme le Général ne manquait de le faire de temps à autre ? Ou par désir d'apporter aux Arabes une preuve de bonne volonté, susceptible de nous valoir quelques faveurs pétrolières ou quelques commandes fabuleuses ? Les deux sans doute, et peut-être d'autres que je discerne mal.

Quoi qu'il en soit, ses questions montraient une relative incertitude. C'est ainsi qu'il demanda pourquoi Israël refusait un Etat laïc et unitaire. Sauvagnargues et Commines expliquèrent que ce serait la fin d'Israël en tant qu'Etat religieux. Puis l'on en vint, comme dit Giscard, au « vocabulaire ». Il s'agissait de définir le « fait palestinien », en allant un peu au-delà des autres. Certains parlaient de « peuple palestinien », d'autres d'« identité », d'autres des « intérêts légitimes », d'autres de « foyer national ». Commines proposait le mot de « patrie » qui n'était pas celui de « Etat », mais qui en approchait. Giscard parut s'y intéresser, et de fait ce fut celui-là qu'il prononça le lendemain.

L'on évoqua aussi le voyage que Sauvagnargues devait faire la semaine suivante en Israël. « Evidemment ce ne sera pas agréable, dit Giscard. Mais il faut éviter de céder à la tentation de redresser la balance en disant des choses trop pro-israéliennes. » Cette remarque me frappa.

J'eus l'impression que Sauvagnargues cherchait à resserrer les écrous. Il rappelait la résolution 242. Il parlait des frontières sûres et reconnues. Il montrait les dangers que constituait la combinaison de la notion de « droit de retour » pour les Palestiniens sur l'ancien territoire de la Palestine, y compris donc sur le territoire d'Israël, et de la création d'une entité palestinienne. C'est bien là, en effet qu'est le problème. Ou bien l'on ne continue de traiter les Palestiniens qu'en « réfugiés », sans créer d'entité, ou bien on leur crée un « foyer », on leur donne une « patrie », à la limite un « Etat. » Mais alors il faut cesser de demander pour eux le retour sur le territoire israélien, du moins sur celui des frontières de 1967. Sinon l'on aboutit à un cumul qui mène tout droit à la liquidation d'Israël. Sauvagnargues voyait bien la difficulté, mais à mon avis il ne l'a pas soulignée avec assez de force.

Pour ma part, j'ai écouté toute cette partie de la conversation avec une certaine tristesse. Je ne cessais de me demander pour quelle raison le Président de la République française éprouvait l'impérieuse nécessité de prendre si ouvertement fait et cause pour les Palestiniens et de provoquer ainsi Israël et une bonne partie de l'opinion française et, soit dit en passant, de son électorat. Peut-être ces choses-là, dites hors du contexte pétrolier, auraient-elle un autre son. L'on peut en effet prétendre que les Palestiniens ont, comme d'autres, droit à une patrie. Mais est-ce à l'OLP qu'il faut la donner ? Hussein en outre n'en veut pas et entend négocier lui-même la restitution de la Cisjordanie aux Palestiniens. Et Sadate vient de dire à Bruno de Leusse que la thèse des Israéliens refusant de discuter de la Cisjordanie avec les Palestiniens était « défendable » et qu'il fallait qu'à la Conférence

au sommet de Rabat l'on charge la Jordanie de discuter avec Israël. Je crains fort que nos prises de position catégoriques ne renforcent les extrémistes un peu partout, tant chez les Arabes qu'en Israël, ne compliquent, contrairement à notre prétendu désir, la tâche de Kissinger et en fin de compte ne contribuent nullement au règlement. Mais plus que tout, l'impression se répand que la France est prête à vendre Israël pour acheter du pétrole à bon prix. L'on me dira que c'est tout le contraire, qu'Israël n'a pas de meilleur ami que la France, que c'est seulement en réglant le problème palestinien et en donnant une patrie aux Palestiniens, qu'on conservera la leur aux Israéliens. C'est peut-être vrai. Mais le risque est si grand, qu'à jouer ce jeu les Israéliens ne finissent par perdre la leur que j'aurais préféré voir la France ne pas le prendre.

Enfin, je constate qu'en échange de notre appui nous n'avons pas demandé aux Palestiniens de prendre le moindre engagement au sujet du terrorisme. Sauvagnargues pourtant a fait des déclarations en sens contraire. Mais j'ai vérifié : il n'a rien dit de précis à Arafat. Il a seulement fait appel à son « sens des responsabilités. » Comment ne pas comprendre que les Israéliens refusent de donner la Cisjordanie à des Palestiniens qui en feront aussitôt une base de raids terroristes contre leur territoire ? Arafat sera balayé au bout de quelques mois. Mieux vaut laisser Hussein essayer de négocier un arrangement direct avec Israël.

Mais tout cela n'est pas mon affaire, à laquelle Giscard vint ensuite. « Alors l'Indochine, dit-il, en se tournant vers moi. J'ai lu votre note. On pourrait certes ne rien dire. Mais vous pensez que l'on pourrait aussi parler des Accords de Paris. » Les premières questions portèrent sur les Accords, sur le GRP, sur la troisième force. Je rappelai les clauses politiques des Accords, le Conseil de Concorde et de Réconciliation, la différence avec un gouvernement de coalition dont Pompidou n'avait pas voulu, les étapes de la normalisation de nos rapports avec les trois Vietnam, la difficile négociation avec le GRP, l'équilibre auquel nous étions parvenus. Je dis que nous pouvions nous en tenir là et demeurer sur la réserve, en ne nous préoccupant que de nos rapports bilatéraux, mais que nous pouvions aussi exprimer le vœu que les Accords de Paris soient exécutés, que les négociations reprennent. Cependant je soulignai que nous n'avions aucune raison de prendre parti dans le conflit entre Vietnamiens, que ce n'était pas là notre affaire et que nous devons éviter tout ce qui pourrait paraître comme apportant de l'eau au moulin d'un camp plus que d'un autre. Actuellement le GRP jetait l'exclusive contre Thieu. Celui-ci n'était certes guère populaire. Mais, dis-je, comme souvent, c'est un régime qui se défait moins par les vertus de son adversaire que par ses propres vices. En outre, Thieu qui a déjà survécu à deux offensives de Giap et à deux Présidents américains, et qui en arrive à la fin de son troisième mandat, peut fort bien survivre encore.

A aucun moment je ne suggérai de prendre une initiative spectaculaire. Ma note implicitement l'avait déconseillé. Je ne cherchais aucun scandale du type du discours de Phnom Penh. Entre la réserve actuelle et l'engagement à fond, je suggérais une troisième voie médiane : les Accords de Paris, tous les Accords, mais rien que les Accords. Je savais bien qu'il n'y avait là rien de très séduisant, rien qui puisse faire des gros titres, ni valoir à Giscard une page de publicité. Pourtant il me paraissait hasardeux de vouloir, en ces circonstances ambiguës, nous jeter d'un côté ou de l'autre. Un mot en faveur des Accords me suffisait.

« Et le Cambodge, me demanda-t-il ? » Et de me décrire les idées de Manac'h en me demandant si je croyais ce processus plausible. Je ne répondis pas directement par la négative, car c'eût été mentir. Mais je répondis en disant comment j'avais trouvé les Américains lors de mon récent séjour à Washington : comme des gens frappant à une porte que l'on refuse d'ouvrir. Là non plus, je ne pouvais rien proposer à Giscard de spectaculaire. Bien au contraire. Car selon moi sur la place publique, à l'ONU, nous ne pouvions que nous abstenir. Je ne prônais pas la reconnaissance du GRUNK. Mais si celui-ci remportait la victoire à l'ONU, alors nous pourrions envisager de réexaminer nos relations avec le régime de Lon Nol. Quant au règlement, il relevait davantage de la diplomatie secrète, avec les Américains et les Chinois.

Giscard me demanda alors comment il se faisait que le régime de Lon Nol dure. Visiblement cela le frappait, car il y revint à nouveau, disant que ce régime, il y a un an, paraissait condamné et que, si après la libération, le régime de Pétain avait voulu se maintenir, dans un coin de France, il eût été balayé, ce qui sous-entendait, sans doute, que Lon Nol n'était pas Pétain. J'en expliquai les raisons : les Khmers Rouges se voyaient compter les munitions par leurs grands alliés ; ils n'étaient pas très populaires ; la population n'aimait pas les communistes ; les Américains avaient fabriqué une petite armée khmère qui tenait le coup. Ce fut le seul moment où Sauvagnargues intervint pour affirmer que les Khmers rouges n'étaient pas comme des poissons dans l'eau.

Giscard me demanda encore pourquoi Sihanouk ne venait pas en France. Je répondis que c'était bien regrettable, car c'était lui la véritable troisième force. Il eût pu être le Souvanna Phouma. Mais peut-être était-il prisonnier. Peut-être estimait-il ne pouvoir revenir à Phnom Penh qu'avec l'appui

des Khmers Rouges. Je rappelai que nous avions fait sortir de Phnom Penh la reine mère pour la transporter à Canton.

La conversation prit fin par un « merci » très aimable. Giscard nous reconduisit, Commines et moi, à la porte de son bureau, tout en tenant le grand chien par le collier, tandis qu'il priait Sauvagnargues de rester quelques instants avec lui.

En sortant je ne savais pas plus qu'avant ce que Giscard pensait de l'Indochine. Il avait voulu s'informer. Il avait eu l'intuition d'en parler à sa conférence de presse. Il avait tâté la possibilité de prendre une initiative sans doute assez spectaculaire, du type de celle qu'il méditait sur la Palestine. Mais j'ignorais si, après notre conversation, il était décidé à en parler.

Le lendemain il n'en parla pas. Faute de temps ? Ou de propos délibéré ? Il est de fait que personne ne lui posa de question sur le sujet et qu'à la fin des questions sur la politique étrangère, il se montra impatient de passer à la politique intérieure. Mais il est certain aussi que s'il avait vraiment voulu faire une déclaration importante sur l'Indochine, il en aurait trouvé le moyen. Il me paraît donc raisonnable de conclure qu'il ne l'a pas voulu.

Pourquoi ? Sans doute parce qu'il n'avait trouvé dans ses réflexions et dans les miennes rien qui justifiait un propos spectaculaire. J'avais suggéré, à la rigueur, un langage modéré, sans éclat et sans provocation. Il n'y avait sans doute pas là de quoi l'enthousiasmer.

A bien lire sa conférence de presse, il avait trois propositions à faire : une proposition de conférence tripartite sur le pétrole, une proposition de sommet européen, un mot nouveau pour le problème palestinien. Se borner à proposer pour le Vietnam l'application des Accords de Paris, ne pouvoir parler utilement du Cambodge, cela a dû lui paraître en fin de compte trop peu.

J'en étais bien conscient et je ne suis donc pas sûr d'avoir vraiment répondu à son attente. Mais si j'avais dû, pour l'inciter à parler, lui proposer de prendre des risques inutiles, ou de s'engager sur des voies dangereuses, devant mener ultérieurement à des échecs ou à des impasses, ou de heurter toute une partie des Vietnamiens pour plaire à l'autre, ou de « faire progressiste » en condamnant Thieu, ou de plaire aux Américains en le soutenant, j'aurais eu le sentiment de flatter aux dépens de la vérité, telle du moins que je la vois.

A propos de Thieu, pour conclure, je lui ai arraché un sourire en disant qu'il n'avait pas su pratiquer l'ouverture vers le Centre et qu'il s'était isolé, en gardant une base politique trop étroite. Mais peut-être saurait-il se réformer. L'allusion était visible en effet !

Tout cela dit, je me demande si Giscard n'a pas une idée en tête qu'il ne m'a pas confiée. En effet d'un côté, il demande un dossier sur l'Indochine et finalement se tait. De l'autre, il fait convoquer Manac'h et m'interroge sur les idées de celui-ci. Peut-être ne convoque-t-il Manac'h que pour lui parler de la Chine, c'est-à-dire de son propre voyage en Chine. Mais cela signifierait que celui-ci est assez proche. Or Teng Hsiao Ping est invité pour mai prochain. Giscard ne peut y aller avant, décevant. Et Manac'h prend sa retraite en février. Alors s'agirait-il du Cambodge ? Et l'idée lui serait-elle venue de tenter une ouverture secrète ? Voudrait-il inviter Sihanouk à venir en France ? Veut-il charger Manac'h d'une mission ? Je n'en serais pas surpris.

1^{er} novembre

Teng Hsiao Ping vient de déclarer à une délégation de la presse régionale française que la controverse sino-soviétique a débuté sur le plan idéologique, en 1954 avec le révisionnisme, tant intérieur qu'extérieur, de Khrouchtchev. Ce n'est qu'ensuite que le différend est venu porter sur les questions concrètes.

Il me semble que ceci justifie l'importance que des gens comme Laloy et moi attachions, pendant les dernières des années cinquante, aux querelles idéologiques au sein du camp socialiste. Nous nous faisons traiter alors, avec un souverain mépris, de gens attachés dans l'étude de textes qui n'intéressaient personne. Les vrais conflits, nous disait-on, sont ailleurs : ils sont enracinés dans l'histoire et la géographie, dans l'éternel slave face à l'éternel chinois. C'était ainsi que de Gaulle expliquait l'Europe : les Gaulois, les Germains, les Slaves, etc. On transposait à l'Asie.

Si l'on retire l'idéologie, le conflit sino-soviétique devient une donnée permanente de l'histoire. La guerre devient inévitable. L'un des deux Empires doit succomber sous les coups de l'autre. C'est peut-être ce qui arrivera parce qu'effectivement le conflit est de moins en moins idéologique. Mais, quoi qu'on dise, les racines du conflit étaient idéologiques. Et aujourd'hui encore il suffirait qu'arrive au pouvoir, à Moscou ou à Pékin, une équipe dont l'idéologie soit mieux accordée à celle de l'autre, pour que le conflit prenne une tournure moins aiguë. Cela aussi peut arriver. Si par exemple nous voyons, à la mort de Mao, des militaires peu « maoïstes » prendre le pouvoir en Chine, la détente avec l'URSS peut s'ensuivre. Ce jour-là, comme par enchantement, la question des frontières sera réglée. La Chine ne revendiquera plus. Les Soviétiques se montreront plus souples. Ce ne sera pas le retour à l'unité, mais ce sera, là aussi, la « détente. »

3 novembre

Thieu va-t-il tomber ? Beaucoup d'émigrés parisiens de la troisième force, Ho Thong Minh, Au Truong Thanh me le disent sans cacher leur espoir. A Saigon certains commencent à le croire.

Mais Thieu manœuvre. J'avais dit à Tran Van Don, il y a trois semaines de passage à Paris, que Thieu devait libéraliser son régime, se montrer plus souple vis-à-vis de l'opposition, de la presse. Son image de marque était franchement mauvaise, comparée à celle qu'il avait réussie à se fabriquer après les Accords de Paris. A ce moment c'était un héros national, ayant résisté à Giap comme à Kissinger. Aujourd'hui il n'était plus qu'un dictateur enfermé dans son palais, accusé de corruption, isolé. S'il voulait ne pas sombrer et ne pas risquer d'entraîner dans son naufrage tout ce qui était susceptible de s'opposer aux communistes, il n'était que temps, s'il n'était pas déjà trop tard.

Je pense que les Américains lui ont donné les mêmes conseils, et plus directement !

Du coup, Thieu vient de limoger quelques-uns de ses favoris et généraux les plus critiqués. Cela suffira-t-il à calmer l'opposition et à lui permettre de reprendre les choses en mains ? J'en doute s'il ne pousse pas plus loin la réforme. Il lui faudrait aussi s'attaquer à la négociation avec le GRP, à l'application des accords de Paris, accepter de donner un statut à la troisième force, lever certaines censures. S'il le fait, il peut se sauver. Sinon, je ne serais pas étonné que les Américains le laissent tomber et cherchent un autre homme, qui serait sans doute encore un général, genre Khiem, l'actuel Premier Ministre.

Peut-être avons-nous raison de prendre en considération le fait palestinien et de vouloir donner aux Palestiniens une « patrie » et peut-être Israël a-t-il tort de se refuser à discuter avec eux.

Je n'en suis pas très convaincu. Mais pour que notre thèse soit à tout le moins défendable, il faudrait à mon sens que nous en tirions les conséquences logiques.

Ainsi dirions-nous aux Palestiniens : « Soit ! La Cisjordanie va être libérée par Israël, ainsi même que le Jérusalem arabe. Vous allez vous y installer. Ce sera non seulement votre foyer et votre patrie, mais ce sera même votre Etat. En revanche vous allez prendre les engagements suivants. « Vous allez évacuer les camps de « réfugiés », de terroristes et de Fedayin que vous entretenez sur le pourtour d'Israël, au Liban, en Syrie, en Egypte et ailleurs. Vous allez replier tout ce monde sur votre « Palestine ». Vous n'allez pas faire servir ce territoire de base de départ contre Israël. Vous allez démilitariser une large bande de part et d'autre de votre frontière avec Israël. Vous allez reconnaître Israël, signer un traité de paix, installer une Ambassade en Israël et en recevoir une chez vous. Et tous les voisins d'Israël en feront autant. »

Voilà ce que j'aurais dit aux Palestiniens avant de leur faire ce cadeau royal et gratuit de leur donner une patrie sans rien exiger d'eux en retour qu'un vague appel à leur sens des responsabilités.

23 novembre

Quelque chose bouge dans les relations entre Russes et Chinois. Cela devait venir.

Pour ma part, je n'ai jamais tenu la brouille sino-soviétique pour un phénomène irréversible. Pendant des années j'ai contesté sur ce point les théories de de Gaulle. En 1958-59, à Moscou et ensuite à Paris, comme sous-directeur d'Europe Orientale, j'ai noté, peut-être en avance sur d'autres, les nuages qui commençaient à assombrir le ciel des relations entre Moscou et Pékin. Sans doute, et influencé en cela par Jean Laloy, ai-je parfois eu tendance à mettre l'accent, au début des années 60, moins sur les dissensions croissantes que sur le maintien, malgré le « Schisme », d'attitudes par les deux pays d'hostilité « communiste » à l'égard des pays du monde libre. Je crois encore aujourd'hui qu'à l'époque cela était vrai. En d'autres termes il me paraissait dangereux, comme de Gaulle en avait l'idée, de fonder une politique française et occidentale sur l'espoir que l'URSS, en raison de son conflit avec la Chine, serait de plus en plus amenée à s'appuyer, par solidarité avec les « Blancs », sur les Européens, que ce conflit n'était pas de nature idéologique, mais dérivait d'oppositions ethniques, historiques, géographiques, territoriales et donc que, face à la Chine révolutionnaire, pauvre et contestataire, l'URSS rejoindrait le camp des nantis et s'enfoncerait de plus en plus dans l'embourgeoisement. Pareille vue des choses me semblait mener à consentir à l'URSS d'assez dangereuses concessions, pour l'inciter à « mollir » sur son flanc occidental et à démobiliser les démocraties, en persuadant leurs opinions que l'URSS, obsédée par la menace chinoise, devenait elle-même, de ce fait, moins menaçante pour les Occidentaux. De ce point de vue du Général j'ai retrouvé une nouvelle trace, l'autre jour, dans le journal de Sulzberger. Le 1^{er} juillet 1965, parlant de sa phrase « de l'Atlantique à l'Oural », de Gaulle lui disait : « Je reconnais que cette phrase irrite les Russes, mais c'est leur affaire, pas la mienne. La véritable Russie s'arrête à l'Oural. Tout le reste – Turkestan, Sibérie, une partie de la Mongolie – se compose de colonies colonisées par les Russes. Et il est probable, presque certain, qu'à l'avenir tout cela reviendra à la Chine. La Chine a sept cents

millions d'habitants. De nos jours, elle n'est pas une grande puissance. Mais elle le sera dans vingt ans et dans cinquante ans, ce sera une puissance énorme. »

« Les Russes le savent, tout comme les Chinois. C'est la cause intime de leur querelle. Naturellement, étant communistes, ils fondent toujours tout sur une base idéologique. Mais la vérité est que l'opposition entre la Russie et la Chine a des bases nationales. »

Poser ainsi le problème, c'est prédire un conflit permanent, du moins à vue d'homme, d'homme politique j'entends. C'est tenir le conflit pour une donnée constante de la politique internationale.

Or, à mon avis, rien n'était moins sûr. Que la Russie et la Chine, en dépit d'une certaine idéologie marxiste-léniniste commune, ne voient pas sans malaise croître leur puissance respective, certes. Que la Chine ait des revendications territoriales à l'égard de l'URSS, que dans sa révolution anti-impérialiste, la reconquête de son « identité » nationale après un siècle de présence et d'occupation impérialiste, elle tienne rancœur à la Russie de son attitude passée, certes aussi, qu'une guerre même soit possible entre les deux Puissances, bien sûr. Mais de là à envisager que les choses entre Russes et Chinois ne pouvaient aller que de mal en pis, je ne le croyais pas.

Les choses ont été mal, c'est vrai. L'on a même frôlé la guerre. Et la possibilité d'un conflit existe toujours. Peut-être les Soviétiques voudront-ils un jour profiter d'une faiblesse temporaire de la Chine pour intervenir et tenter de mettre en place à Pékin un régime qui leur soit plus favorable, peut-être à la succession de Mao. Mais il existe aussi d'autres possibilités. En fait, lorsque la Chine, comme dit Chou En Lai, « fait tourner le monde autour d'une balle de ping-pong », de nouvelles voies se sont offertes. Un jeu à trois. Etats-Unis, URSS, Chine, a commencé. Dans un premier temps, la Chine a surtout cherché à rompre son isolement : tension avec l'URSS, vide avec les Etats-Unis. Profitant de l'ouverture faite par Nixon, qui lui-même souhaitait renforcer sa main en se rapprochant de Pékin, les Chinois ont renversé la situation au point d'espérer briser le dialogue privilégié entre Washington et Moscou. Mais ils n'ont pas réussi autant qu'ils le pensaient peut-être. Les Américains n'ont pas basculé dans le camp chinois. Pékin a certes tiré un avantage de la manœuvre qui était de pouvoir inquiéter les Russes en les menaçant d'une entente sino-américaine contre eux. Mais ce sont surtout les Etats-Unis qui en ont le plus profité en devenant, dans le jeu à trois, les seuls à pouvoir jouer de l'un contre l'autre.

Il serait donc normal que Russes et Chinois cherchent à corriger ce déséquilibre en tentant, un jour ou l'autre, de normaliser leurs relations afin d'être dans une situation identique à celle des Américains. Ainsi le jeu à trois serait-il plus équilibré, chacun des joueurs pouvant pencher de l'un ou l'autre côté.

Cet appel à la normalisation est-il en train de se produire ? On peut se le demander. C'est un fait, par exemple, qu'au moment où Nixon se rendait aux Etats-Unis, cet été, Ilychev, après une longue absence, est revenu à Pékin porteur de propositions apparemment nouvelles. Fausse fenêtre, a-t-on dit, et, de fait, la négociation n'a pas vraiment repris. Mais c'est un autre fait qu'à la veille de la rencontre de Brejnev avec Ford à Vladivostok (choix étrange, entre parenthèses, et peu fait pour plaire aux Chinois) et à la veille aussi du voyage de Kissinger à Pékin, les Chinois ont envoyé aux Russes pour le 2 novembre un message d'un ton un peu nouveau. Pour la première fois, ils reprennent la proposition soviétique de conclure un pacte de non-agression, proposition dont ils déclaraient jusqu'à présent ne pas voir la nécessité, puisque l'URSS et la Chine étaient liées par le traité d'alliance de 1950. Certes ils l'enveloppaient de conditions toujours, ou du moins jusqu'à présent, inacceptables pour les Russes. Mais il y a quand même là quelque chose de nouveau.

Or, toute la politique de Kissinger, et en cela il me paraît assez « gaulliste », est fondée sur la permanence du conflit sino-soviétique et l'espoir de pouvoir en jouer pendant longtemps.

Pour ma part, j'en conclus que ce serait une erreur grave de la part des Occidentaux que de fonder leur politique sur l'espoir d'une telle permanence. C'est ce que j'ai dit hier matin aux Japonais et que l'après-midi Sauvagnargues a repris dans sa conversation avec Kimura. J'ai eu la satisfaction d'entendre les Japonais dire exactement la même chose.

Quelque chose bouge donc, et dans nos cerveaux aussi.

28 novembre

Brejnev a répondu négativement au message chinois. Ceci n'a rien d'étonnant. Mais l'intéressant est qu'il ait attendu le lendemain de sa rencontre avec Ford pour publier sa réponse, comme s'il n'avait pas voulu faire à celui-ci le cadeau de le libérer, avant la rencontre, de tout souci du côté sino-soviétique. Il lui eût été pourtant facile d'expédier le message quelques jours avant Vladivostok. Mais du coup la main de Ford eût été renforcée. C'est bien la preuve que le jeu triangulaire commence à exister. Et de même, en invitant Kissinger à venir à Pékin quelques jours

après le Sommet Brejnev-Ford, les Chinois renforçaient la main des Etats-Unis : si les Russes n'étaient pas conciliants, la Chine était là pour séduire l'Amérique.

Passage lundi et mardi à Manille. Les Philippines sont prises dans la pince américano-japonaise et veulent s'en dégager. D'où un grand désir d'ouverture vers l'Europe dont malheureusement nous autres Français n'avons pas encore su profiter. Mais l'autre bouche d'air est la Chine où la belle Imelda Marcos s'est rendue en septembre : Mao Tsé Toung embrassant la femme du « tyran » philippin ! On aura tout vu, et les gauchistes du monde entier n'ont plus qu'à chercher dans Mars ou Vénus le dernier révolutionnaire pur et dur.

Vu Bill Sullivan, devenu ambassadeur à Manille. Il m'a dit être passé récemment à Washington et y avoir recommandé que les Etats-Unis nous demandent de nous entremettre pour trouver un règlement cambodgien entre eux-mêmes, la Chine, Hanoi et ce qu'il appelle les trois pestes cambodgiennes : Sihanouk, Khieu Samphan et Lon Nol. La France lui paraît la mieux placée pour agir. Mais à Washington l'on s'en tient au schéma de conversations directes entre Lon Nol et le GRUNK.

En fait, m'a-t-il dit, Kissinger n'a pas le temps de s'occuper de l'Indochine et personne ne s'en occupe. Les choses traînent.

A Bangkok, vu Thanat Khoman, qui m'a invité à déjeuner chez lui, Charyan le Ministre des Affaires Etrangères qui m'a reçu gentiment pendant une bonne heure, et un général qui s'occupe de la lutte contre la subversion dans les provinces voisines du Nord-Est.

Thanat est tout à fait engagé dans sa lutte pour le départ des bases américaines. Mais il n'est guère optimiste, pour autant, sur les relations avec Hanoi. Pas plus que le Ministre. Décidément l'image du Nord-Vietnam dans le Sud-Est Asiatique ne s'améliore pas. Avec ses forces stationnées au Laos, son allié Pathet Lao dont chacun pense à Bangkok qu'il se rendra bientôt maître du pouvoir et du pays, ses forces au Cambodge et au Sud-Vietnam, Hanoi apparaît comme le conquérant, poursuivant inlassablement son rêve d'hégémonie sur l'ensemble de la péninsule indochinoise et, qui sait, sur la Thaïlande.

Mais du moins, depuis deux ou trois ans, et j'espère en être partiellement responsable, la politique plus équilibrée que nous avons adoptée sur les affaires d'Indochine, rassure les Thaïs. Il faut venir à Bangkok pour mesurer les ravages provoqués par le discours de Phnom Penh. Aujourd'hui, ou plutôt hier, j'ai eu la satisfaction d'entendre un Ministre thaï des Affaires Etrangères souhaiter que les Grandes Puissances – et il a cité nommément la France à côté des Etats-Unis, de la Chine et de l'URSS, omettant la Grande-Bretagne – s'entremettent pour régler l'affaire indochinoise.

A Tokyo, et en vue de la rencontre Giscard-Ford à la Martinique le 15 décembre, je me suis efforcé de convaincre Sauvagnargues de la nécessité de nous montrer actifs. Il est tellement anti-gaulliste que toute action française en Indochine lui paraît par définition anti-américaine et il trouve inutile d'ajouter aux difficultés avec les Etats-Unis. Au fond il trouve normal que nous leur laissions en Asie toutes les responsabilités. C'est une profonde erreur. J'ai tenté de lui expliquer qu'en Indochine nous pouvions agir utilement non pas contre les Américains, mais en confiance avec eux. J'ai eu le sentiment d'être écouté.

6 décembre

Me voici maintenant au bord du lac Te Anau, tout à fait au Sud de l'île méridionale de la Nouvelle-Zélande, à 3 500 kilomètres du pôle Sud. Jamais de ma vie je n'étais descendu aussi loin dans hémisphère Sud.

Cet après-midi, accompagné par Christian de Nicolay et Norrisch, le très intelligent et agréable Secrétaire adjoint des Affaires Etrangères, j'ai été jusqu'aux Milford Sounds où nous avons embarqué sur un bateau pour remonter le fjord qui débouche sur la mer de Tasmanie. Le ciel était couvert, il pleuvait parfois, les nuages accrochaient les cimes des montagnes qui dominent le fjord. Décor wagnérien. Cascades immenses chutant de plusieurs centaines de mètres. Certaines, reprises par des tornades de vent, remontent en plein vol vers les roches surplombant. Coulées immenses de roches volcaniques où les glaciers ont laissé de profondes griffures. Tracées de neige. Végétation sombre de chênes-lièges, de mousses suintantes. Eau écumante, agitée. Le gouffre au-dessous est aussi profond que la roche au-dessus. Des phoques parfois dorment sur les pierres au bord de l'eau. Au débouché sur la mer le vent souffle en rafales violentes. Un double courant bouscule la barque. L'océan appelle. Mais il faut revenir et c'est de nouveau le défilé le long de ces parois gigantesques. J'imagine nos premiers navigateurs, Tasman, Cook, Dumont d'Urville, je ne sais lequel, s'aventurant, plein de crainte, au fond de ce couloir où peut-être voici cent mille ans s'est dressé un décor qui n'a plus changé.

L'un des plus impressionnants spectacles de la nature qu'il m'ait été donné de voir.

7 décembre

A Djakarta, après Bangkok, j'avais vu le petit Malik, Malik le malin, qui opère aux Affaires Etrangères depuis le début du règne de Suharto. Les militaires l'utilisent, mais le contrôlent. Aussi ne sait-on jamais s'il engage le Gouvernement.

J'ai surtout plaidé pour notre projet de Conférence tripartite sur le pétrole qui a été lancée par Giscard en novembre. Malik s'y est dit favorable, mais le poids de l'Indonésie au sein des producteurs est minime. Le plus intéressant était tout le mal qu'il m'a dit de l'Algérie. Il n'aime pas Bouteflika. Il m'a raconté avec satisfaction avoir prévenu celui-ci que sa bataille sur le Cambodge ne serait peut-être pas gagnée aussi facilement. L'Algérie voulait faire venir Sihanouk pour célébrer le triomphe. Malik lui avait conseillé la prudence.

Je passais à Djakarta précisément le lendemain du jour où la motion de l'ASEAN maintenant Lon Nol dans le fauteuil du Cambodge l'emportait de deux voix. Et c'était aussi, je crois bien, le jour où Giscard recevait Manac'h pour lui parler du Cambodge en vue de ses entretiens avec Ford. Evidemment les canons de Manac'h auraient été plus bourrés si le siège était passé à Sihanouk. Mais « le profond courant » qui selon lui allait asseoir celui-ci dans le fauteuil n'a pas été aussi fort. Et l'une des raisons principales a été la défense de Lon Nol qu'ont prise les pays voisins de l'ASEAN. On ne pouvait dire que le régime de Phnom Penh ne représentait rien quand tous les pays voisins se portaient à son secours. Si nous avions suivi Manac'h en votant pour Sihanouk, nous aurions répété l'erreur, commise trop souvent depuis dix ans, de nous séparer ouvertement des pays de la région. Ils ont compris et admis notre abstention. Ils auraient ressenti notre vote contraire. Qu'on aille ensuite leur parler de développer notre influence dans la région, leur demander de favoriser notre langue, nos investissements, notre commerce ! Nous ne serions apparus que comme les étranges et pervers alliés d'un mouvement qu'ils tiennent simplement pour communiste.

A Canberra, j'ai vu l'immense Whitlam. Il a un côté bon colosse, cordial, souriant, soudain sérieux. L'homme est cultivé dans un pays où on ne l'est guère. Il sait l'histoire, la nôtre en particulier. Il a le culte de Napoléon, ce qui est excusable.

L'entretien a finalement duré une heure. L'on a évidemment parlé de nos expériences. Whitlam n'a pas demandé que nous prenions d'engagement définitif de ne plus tirer dans l'atmosphère. Il a même admis qu'un pays ayant nos responsabilités ne pouvait se commettre pour l'éternité. Le ton était nettement à la détente. Je lui ai tout de même dit que nous attendions de l'Australie qu'elle facilite celle-ci en s'abstenant de poursuivre ses attaques aux Nations-Unies.

Puis soudain Whitlam m'a demandé s'il était exact qu'à Paris l'on soupçonnait l'Australie de visées impérialistes sur nos territoires du Pacifique. Je lui ai répondu tout aussi sec que tel était bien le cas. Certes, l'on savait distinguer entre le Gouvernement australien et les initiatives privées. Mais pour qui siégeait à Nouméa, c'était là le même vent. Whitlam s'est étonné que je mentionne les missions religieuses. Sans doute ne voit-il pas l'image de son pays dans les yeux des Français de Nouvelle-Calédonie. Il est vrai qu'il en faut peu à ceux-ci pour crier au loup.

A Whitlam, comme à Rowling, le Premier Ministre néo-zélandais, j'ai expliqué d'ailleurs que notre politique pour ces territoires n'était pas le cordon sanitaire. Nous voulions les faire participer activement à la vie du Pacifique Sud. Mais nous espérions ne pas être constamment attaqués et traités de colonialistes. Ce que nous dépensions pour les populations nous permettait de n'avoir aucun complexe. Et d'exprimer le vœu que les gens sérieux de la région, Australiens et Néo-Zélandais, calment un peu tous ces Fidjiens.

L'on m'a donné partout beaucoup d'assurances. Mais tout cela ne tiendra pas cinq minutes si l'on s'aperçoit que nous avons des difficultés avec les populations. Aussitôt ce sera haro sur le baudet français.

A Wellington les gens des Affaires Etrangères que j'ai trouvés plus fins que les Australiens, m'ont dit gentiment : « Vous n'avez pas voulu prendre d'engagement pour vos tirs atmosphériques après 1975. Soit. C'est déjà bien d'avoir dit ce que vous avez dit. Mais soyez prudents : si vous devez tirer à nouveau, que ce soient des tirs de faible amplitude, une ou deux fois. Et pour vos tirs en souterrain, surtout prenez des précautions et faites-les nous connaître. Sinon l'on va vous accuser de polluer la mer. Il faut vous assurer que vos galeries dans les récifs sont bien étanches. » Sous-entendu : au premier poisson mort aux alentours des récifs, ce sera de nouveau la tempête.

J'espère que nos techniciens feront attention !

En attendant, toute cette affaire m'a valu d'occuper la suite du Chah d'Iran dans l'hôtel du lac Te Anau où j'écris ceci. Dehors l'air est frais, le vent souffle, mais le ciel s'est un peu éclairci. Des voiliers passent sous mes fenêtres.

10 décembre (à New York sur le chemin du retour)

A Canberra, Marshall Green, limogé par Kissinger, tout comme Chip Bohlen l'avait été par Dulles, m'a un peu ouvert son cœur au bord de la piscine entourée d'un parterre de fleurs. Le soleil baissait peu à peu sur les collines, le ciel était léger, l'air frais. Un maître d'hôtel philippin venait de temps à autre remplir son verre de bourbon et ma tasse de thé. C'est étrange comme soudain, dévêtus de nos personnages officiels, déliés de toute obligation, nous parlions librement. J'aime cette amitié, fondée sur l'estime entre diplomates à travers le monde : l'un des aspects les plus humains de ce métier qui l'est si peu.

Donc Marshall, avec ses yeux bleus pétillant de malice, mais aussi un peu de mélancolie, me parlait de son différend avec Kissinger sur le Vietnam. Et en l'écoutant, je comprenais mieux soudain ses réserves, ses réticences, ses hésitations pendant nos rencontres tout au long de cette négociation. S'il préférerait tant me parler Chine ou Japon, s'il était dépossédé de tout pouvoir sur le dossier indochinois, ce n'est pas seulement parce que Kissinger voulait se le réserver. C'était aussi par désaccord. Marshall proposait un règlement global, qui soit à la fois politique et militaire, alors que Kissinger voulait s'en tenir au seul règlement militaire. Le résultat, dit Marshall, est qu'il n'y a toujours pas de règlement de l'affaire du Vietnam.

C'est exactement ce que je n'ai cessé de dire pendant ces quatre ans. Et c'est aussi ce que je pense aujourd'hui.

J'ai demandé à Marshall s'il pensait toujours, quatre ans plus tard, qu'un règlement politique, intervenu à ce moment, aurait permis de mettre en place à Saigon un régime neutraliste qui le reste sans que tout le Sud-Vietnam tombe aux mains du Viet-Cong. Il m'a répondu oui, sans hésiter, ce qui m'a causé une grande satisfaction.

En écrivant ce mot, je songe que les satisfactions intellectuelles, celles que procure, par exemple, une analyse que vient confirmer l'évolution d'une situation, celle qui donne aussi la convergence de sa propre pensée avec celle d'un homme que l'on estime, bien qu'évidemment cette convergence soit moins le signe de la vérité objective que la source d'un plaisir parfois plus encore moral qu'intellectuel, en raison même de cette estime – est vraiment capable de susciter un sentiment de délice aussi parfait qu'une jouissance sexuelle.

Kissinger parfois se trompe. Du moins est-ce un homme qui se bat.

J'aimerais connaître ce que fut son dernier combat à Pékin. Il n'a pas vu Mao, pour la première fois. Et son entretien avec Chou, à l'hôpital, où il était d'ailleurs accompagné de sa femme et de ses enfants, ce qui enlevait, à l'avance, tout sérieux à cette rencontre, a été brusquement interrompu au bout d'une demi-heure. C'est donc avec Teng Hsiao Ping que les discussions ont eu lieu. De tout cela il n'est rien sorti d'autre, publiquement du moins, que l'annonce d'un voyage de Ford en Chine l'an prochain. Qui lui montrera-t-on ? Chou est officiellement de plus en plus malade. Ford ne peut espérer voir Mao plus d'une heure. Peut-être d'ici là Teng sera-t-il officiellement devenu Premier Ministre.

Pendant ce temps les débats aux Nations-Unies sur les questions asiatiques tournaient à chaque fois à l'affrontement entre Chinois et Américains. Washington sauvait le siège de Lon Nol et Pékin manquait son offensive pour Sihanouk et ses amis. Sur la Corée, aucun compromis décidément n'était possible.

Je lisais dans Sulzberger, cette nuit, une conversation qu'il avait eue avec Chauvel en 1965 après le voyage de celui-ci en Chine et son entretien avec Chou. Ce dernier avait l'attitude classique à l'époque : lutte sur les deux fronts, contre les Etats-Unis et contre l'Union Soviétique. Le résultat était que la Chine se refusait à encourager toute négociation sur le Vietnam et poussait Hanoi à la lutte.

Et je me disais ceci : la Chine a commencé à changer d'attitude après l'élection de Nixon, lorsque celui-ci a lui-même – et de Gaulle, c'est un fait, l'y a encouragé – cherché le contact avec la Chine. Or, Nixon a pris ses fonctions en janvier 1969. L'incident sino-soviétique sur l'Oussouri est de mars. Ne peut-on penser qu'il y a un rapport entre cet incident et le rapprochement sino-américain ? Les Chinois n'ont-ils pas créé l'incident pour pouvoir ensuite justifier par l'agressivité et la menace soviétique leur mouvement vers Washington ? Si le raisonnement est vrai, ceci signifierait tout d'abord que les Soviétiques, comme ils l'ont toujours dit, ne sont pas responsables de l'incident. Mais il faudrait aussi vérifier que les Chinois étaient informés des intentions de Nixon. Pour autant qu'ils aient pu l'être par l'entremise de la France, cela ne s'est pas fait par mon canal. L'incident de l'Oussouri devait être du 8 ou 10 mars. J'en ai eu le récit par Kapitsa avant de quitter Moscou le 15 et j'ai pris mes fonctions dès le lendemain. Nixon a dû voir de Gaulle à Paris en février. Manac'h était encore à Paris. Il faut que je vérifie quel message nous avons pu transmettre aux Chinois après cet entretien.

15 décembre

Dans une conférence confidentielle faite aux Cadres du Parti Gouvernemental, Nhu, le jeune neveu et confident de Thieu, que celui-ci a été obligé de limoger sous la pression, m'a accusé

nommément d'avoir « pondu » le concept de la troisième force, de faire ainsi sciemment le jeu des communistes et de vouloir faire rentrer la France à Saigon par la porte de Hanoi. (Cette dernière expression est de moi ! Nhu s'exprime moins joliment.)

Nouvelle confirmation des malentendus qui n'ont cessé de s'accumuler entre moi et les « durs » de Saigon. Pour eux, je poursuis le jeu du Général et de Manac'h, alors que je me suis efforcé d'en annuler les pires effets.

Il est vrai que, comme eux, je croyais souhaitable la mise sur pied d'une troisième force. Mais dans un esprit franchement anti-communiste, alors qu'ils n'éprouvaient aucune antipathie pour les communistes. Manac'h et les gaullistes n'ont cessé de voir dans le Viet-Cong une expression beaucoup plus authentique du peuple sud-vietnamien que ceux que mon digne prédécesseur appelait de son verbe sonnante les « fantoches ».

Trois jours avant de venir à Paris pour parler du Cambodge avec Giscard, Manac'h a été reçu par Sihanouk. Et là, étrange, bizarre coïncidence, comme dirait Ionesco, le « Monseigneur » (Manac'h a dû comprendre le tort qu'il se faisait en l'appelant ainsi et a cessé) a tenu le langage juste approprié pour attirer à lui toutes les sympathies.

Bref, il a soudain déclaré qu'il était vraiment prêt à pardonner à tout le monde et que d'ailleurs tout le monde venait à lui. Long Boret, le Premier Ministre de Phnom Penh, aurait écrit à Boumediène une lettre promettant son ralliement à Sihanouk. Hanoi le soutient aussi. La Chine, bien sûr. Dans ces conditions l'on peut entrevoir la possibilité d'un vaste ralliement autour de sa personne, ralliement dont les Khmers Rouges, mais on ne peut évidemment le dire, feraient les frais.

L'ennui, c'est que l'on ne sait pas là-dedans, d'abord ce qui est vrai et faux, ensuite ce qui est de Sihanouk et de Manac'h.

Mais cela suffit à Giscard qui, toujours en quête d'un « mini-discours de Phnom Penh », comme dit Sauvagnargues, saute sur l'occasion. Manac'h lui pond une déclaration, réaffirmant l'amitié éternelle de la France pour le Cambodge et qui, ô ironie, sera mieux accueillie à Phnom Penh qu'à Pékin, les Chinois n'en soufflant mot, ce que Manac'h expliquera par leur discrétion quand il s'agit de choses importantes. On écrit aussi une belle lettre à Ford pour lui dire qu'on veut lui parler « loyalement » du Cambodge à la Martinique le 15 décembre. Mais surtout Manac'h préfère un « schéma » pour la conversation entre les deux hommes.

Il s'agit donc, selon notre homme, de frapper un grand coup, de marquer la rentrée en scène de la France sur le théâtre cambodgien, d'en finir avec ce « profil bas » de cet abominable Henri Froment-Meurice et de se lancer dans une politique audacieuse et digne de la France. J'imagine le cocorico vendu par Manac'h à Giscard.

Du coup le « schéma » prévoit qu'on proposera aux Américains une superbe opération : remplacer Lon Nol par Sihanouk, obtenir que les modérés de Phnom Penh se rallient à lui, isoler les Khmers Rouges.

A peine rentré à Pékin, Manac'h expose tout cela à Chiao Kuan Hua, Penn Nouth et Sihanouk et annonce, à grands sons de trompe, que la France va, à la Martinique, prendre une initiative. Si les Américains comprennent, tant mieux. Nous les aurons sauvés, et la paix reviendra au Cambodge pour le plus grand triomphe de Manac'h et de la France. Si les Américains ne comprennent pas, tant pis pour eux. Nous aurons fait notre devoir et aurons droit à la reconnaissance éternelle de Sihanouk.

Dès mon retour à Paris, j'ai pris connaissance de tout cela et constaté que personne n'avait objecté : Sauvagnargues, Courcel, Puaux, tout le monde avait avalé la salade de Manac'h parce qu'elle avait reçu la bénédiction présidentielle. J'ai passé une mauvaise nuit. J'avais le choix entre dénoncer violemment la proposition, laisser courir en feignant l'indifférence, voire l'approbation, ou émettre des doutes et essayer de corriger les trop visibles imperfections de ce plan mirifique. J'ai choisi ce dernier parti et pondu un papier que Courcel a emporté à la Martinique.

J'y dis que le plan proposé aux Américains équivaut à leur demander une reddition pure et simple. Il n'y aurait pas de négociation. Les gens de Phnom Penh seraient invités à se rallier à Sihanouk avec l'espoir que tout irait bien et que les Khmers Rouges seraient isolés. Comment les Américains pourraient-ils avaler cela ?

Certes, il y a des éléments nouveaux. La position de Sihanouk s'est assouplie, c'est une bonne chose que d'accepter de composer. Mais il y a une autre méthode que le ralliement et l'intégration : c'est la négociation. Je propose donc que les Américains soient invités à réfléchir certes à la nécessité de modifier leur position et de faire bouger la scène politique à Phnom Penh, de déplacer Lon Nol, d'amener au pouvoir une nouvelle équipe. Ensuite l'on verra si Sihanouk peut être « appelé » à revenir. En outre, il faut obtenir de Sihanouk un engagement de neutralité réel. J'aurais voulu qu'il s'engage, en échange de notre soutien, à obtenir l'évacuation du Cambodge par les Nord-Vietnamiens. Courcel a trouvé que j'exagérais. Qu'on laisse faire ceux-ci, mais que Sihanouk promette d'être lui-même neutre, cela suffit.

Je ne comprends pas cet acharnement à vouloir remettre Sihanouk sur le trône. Symbole de la continuité gaulliste. C'est cela qui a dû plaire à Giscard.

Je suis curieux maintenant de voir si, à la Martinique, il va adopter le schéma radical de Manac'h ou s'il va se montrer plus nuancé, comme je le suggère.

18 décembre

Il s'est passé de drôles de choses à la Martinique. Ce n'est pas facile à reconstituer. Mais enfin, à travers ce que Sauvagnargues et Courcel m'en ont dit, voici.

Sur le Vietnam, apparemment, l'on n'a pas dit un mot. Le Cambodge seul a été discuté. C'est une erreur. La clef de l'Indochine, c'est le Vietnam. Mes papiers, sur ce point, n'ont eu aucun effet.

Cambodge donc. Giscard, au déjeuner du dimanche, a exposé en termes généraux l'idée de réunifier le Cambodge sous la houlette de Sihanouk. Il aurait parlé d'un Gouvernement de coalition. Mais selon Sauvagnargues, il ne se serait pas particulièrement inspiré du schéma radical de Manac'h. Celui-ci a d'ailleurs été critiqué par Kissinger qui le trouve partial, Chinois et anti-Américain, et trop bavard.

(Au passage aussi, Kissinger m'aurait égratigné, mais très différemment, selon Courcel, pour mon rôle au moment des Accords de Paris).

L'on ne s'est mis d'accord sur rien de précis, mais il a été entendu que des conversations se poursuivraient à Washington. L'idée a été émise que nous pourrions ensuite, si elles aboutissaient à quelque chose, envoyer un émissaire à Sihanouk, mais pas Manac'h, récusé par Kissinger, pour transmettre les propositions américaines.

Le choix s'est porté pour la mission à Washington sur moi, qui serai accompagné par Hubert Argod. Celui-ci a été de 64 à 68 notre Ambassadeur à Phnom Penh et a eu de bons contacts avec Sihanouk pendant toute cette période. Puis Argod pourrait aller à Pékin.

Mais ce n'est pas tout pour la Martinique. Il y a eu un épisode tragi-comique. Le communiqué préparé par les experts contenait un passage anodin sur le Cambodge. Transmis aux Présidents, il a été modifié à la demande de Giscard qui trouvait ce passage trop faible. Du coup on y a réintroduit une phrase qui dit exactement le contraire de notre thèse ! C'est celle de Phnom Penh et des Américains : négociations entre les parties au conflit. Horreur des « experts » quand ils ont découvert la bourde. Rentré à Paris, Courcel me fait télégraphier à Manac'h : surtout que le Prince ne s'inquiète pas ! Le texte ne veut rien dire. En fait nous avons parlé « sérieusement » aux Américains. Mais le coup avait été ressenti. Sihanouk connaissait une « amère déception ».

Ce soir, pendant une heure avec Sauvagnargues, Courcel et Argod, j'ai essayé de débrouiller l'écheveau. La situation est vraiment absurde. Manac'h a sans doute révélé à Sihanouk et à Chiao Kuan Hua l'essentiel d'un plan qui n'a été qu'à moitié exposé par Giscard à Ford, que Sauvagnargues désapprouve et que les Américains ne pouvaient accepter. Mais quoi ? Sauvagnargues est beaucoup plus anti-sihanoukiste que Giscard. Il est viscéralement hostile aux « marxistes », comme dit Courcel. Ses objections sont bonnes d'ailleurs, mais l'ennui est qu'une machine a été lancée.

En outre il y a le secret. On a envoyé un message personnel à Kissinger pour le rassurer : on ne parlerait pas au Département d'Etat d'une éventuelle mission à Pékin.

De tout cela il émerge cependant deux ou trois choses.

Les Américains sont prêts à accepter l'idée d'un vaste rassemblement autour de Sihanouk, mais à condition qu'il n'y ait pas de vide à Phnom Penh, que Sihanouk donne des gages et que les Khmers Rouges ne conquièrent pas la place. Ils disent avoir essayé quelque chose en 1973, à travers les Chinois, mais en avoir été empêchés par un événement dont Sauvagnargues ne se souvient plus, mais qui doit être le vote, par le Congrès, de la loi sur l'arrêt des bombardements américains au Cambodge.

Nous avons eu une longue discussion pour savoir si l'on pouvait demander aux Américains de mettre un Gouvernement de transition en place à Phnom Penh, tout de suite, ou plus tard, lorsque Sihanouk aurait donné des gages.

Au fond, que voulons-nous ? Faire plaisir à Sihanouk en faisant pour lui un baroud d'honneur, ou bien régler le problème avec les Américains ?

La bonne solution serait que Sihanouk vienne à Paris et parle sérieusement à Giscard.

Pendant ce temps François Missoffe venait me raconter le voyage qu'il vient d'effectuer à Hanoi. C'est Vo Van Sung qui a transmis à Chirac un message de Pham Van Dong demandant que Missoffe vienne tout de suite.

En fait, il s'agissait de faire dire à Giscard, avant la rencontre de la Martinique, que Hanoi souhaitait lui faire connaître ses vues. Lesquelles sont : le Nord-Vietnam se sent abandonné par ses alliés socialistes. L'URSS lui supprime les envois de matériels militaires lourds. La solution militaire n'est pas possible. On ne peut plus aider les Khmers Rouges. Il faut donc causer. On ne peut le faire

avec Thieu. Les Américains doivent le faire partir et respecter l'article 4, c'est-à-dire retirer leurs conseillers militaires. Après quoi on négociera tout à la fois une solution politique dans laquelle le GRP sera minoritaire et un désengagement militaire. Mais, et c'est peut être le point le plus important, les Etats-Unis et la RDVN pourraient avoir des négociations sérieuses.

Missoffe a fait quelques objections. Mais il a eu tendance, me semble-t-il, à accepter le préalable du départ de Thieu, ce qui ne me semble pas raisonnable.

Il y a donc eu une ouverture que Giscard, à moins qu'il n'en ait parlé à Ford dans un coin de piscine, ne paraît pas avoir relevée, pour l'instant du moins, et qui va dans mon sens : il faut, comme je le lui ai dit, que nous nous employions à faire exécuter les Accords de Paris.

28 décembre

Voici depuis mes dernières notes la suite des opérations sur le Cambodge.

Le 20 est arrivée la réponse de Kissinger : d'accord pour une mission HFM-Argod à Washington.

En même temps je suggérais que, pour parer aux désastreuses conséquences du communiqué de la Martinique, Giscard utilise l'entretien qu'il devait avoir avec des journalistes dans la soirée du 20 pour corriger celles-ci. Le message a été transmis et écouté. Giscard, fort courageusement, a dit que ce communiqué ne reflétait pas exactement sa pensée, que la méthode des négociations n'était pas la plus appropriée et qu'il pouvait y avoir d'autres formes de solution politique. Tout cela a fait parler « le Monde » d'une « valse-hésitation » sur le Cambodge, et de dire que, dans un premier temps, Giscard avait cédé à Ford, mais que, devant les protestations de Sihanouk, il avait reculé.

Sihanouk en effet avait protesté. Avant même le démenti de Giscard, nous lui avions télégraphié, comme je l'ai dit, qu'il ne devait pas s'inquiéter. Mais le mal était fait. Les Khmers Rouges fulminaient et pour les devancer Sihanouk avait publié une protestation fulminante, dénonçant l'ingérence franco-américaine, tout en disant à Manac'h qu'il s'agissait de tactique. Le rectificatif de Giscard le rassurait. Cependant, ni lui, ni les Chinois, ni personne à vrai dire, ne pouvant soupçonner la simple vérité, la pure bourde, l'erreur d'inattention, chacun, en son for intérieur devait se demander quel étrange jeu nous jouions.

Là-dessus Sauvagnargues part en Egypte. Notre départ pour Washington est fixé au Dimanche 23, nos entretiens aux 23 et 24 et notre retour au matin de Noël (charmant réveillon !) Je m'enveloppe de fumée au bureau et ne dis qu'à Henry Bolle où je vais.

Avant notre départ Giscard aurait souhaité nous voir. Mais il ne pouvait nous recevoir avant le 23. Les instructions nous sont donc transmises par Brossolette. L'objectif est un gouvernement de coalition avec toutes les tendances sous l'autorité de Sihanouk. Il n'est pas question de créer un vide à Phnom Penh. Pas question de demander aux Américains de bouger aussi longtemps qu'il n'y aura pas un accord avec Sihanouk. Courcel fait observer que cela est un peu sommaire, parle d'une période de transition.

Ce que j'en retiens, c'est que l'on ne nous demande pas de prêcher à Kissinger le ralliement total à Sihanouk. La formule est intermédiaire entre l'exigence d'intégration au GRUNK, formulée par Sihanouk et recommandée par Manac'h, et l'appel à la négociation entre deux parties égales lancé par le communiqué de la Martinique. Dans la mesure où la solution consiste à faire revenir Sihanouk à Phnom Penh pour former un Gouvernement avec toutes les tendances, la balance penche plus de son côté que de celui de Lon Nol. A première vue cela me paraît un schéma acceptable par les Américains et me donne un peu de marge de manœuvre.

Arrivés le 22 à Washington, nous sommes reçus le lendemain matin à 9h30 par Habib, flanqué de son adjoint Miller. Nous n'entrons pas dans le vif du sujet, car à 10 heures Kissinger nous reçoit.

Je le trouve formidablement grossi. Il a plus qu'un triple menton. Cet homme-là mange trop. Mais il a le teint frais. L'air est sérieux mais aimable. L'entretien durera près d'une heure et quart. A aucun moment Kissinger ne montrera d'impatience. Le dialogue entre lui et moi sera constamment précis. L'on va au fond des choses. Je pose beaucoup de questions, directes, auxquelles il répond directement. Je fais de même. Parfois il sourit. Nous n'achevons que lorsque nous avons l'impression d'avoir, du moins pour l'heure, épuisé le sujet. Au reste nous devons nous revoir le lendemain.

D'emblée, j'ai le sentiment de me trouver devant un homme qui tient pour acquis à la Martinique un accord de base. « What is the next move ? » est sa première question, celle d'un joueur d'échecs. Je réponds que, si nous nous mettons d'accord, Argod ira à Pékin. Il acquiesce. Mais ce que je n'ai pas compris, dit-il, c'est comment on atteint l'objectif ? L'objectif, il en est d'accord, c'est un Gouvernement d'Union Nationale avec Sihanouk à la tête. J'explique que nous comptons y arriver par

des contacts secrets, avec Sihanouk, avec les Chinois, avec les Américains. Pour cela, il faut être bien sûr que l'on est d'accord sur l'objectif.

Peu à peu Kissinger énumère ses conditions. Oui, il est d'accord pour que Sihanouk revienne, mais il doit revenir non comme un figurant, mais comme un véritable leader national, désireux de jouer un rôle. Son Gouvernement doit comprendre d'importants éléments des structures actuelles de Phnom Penh. Il doit s'expliquer sur l'avenir qu'il entend donner à la Police, à l'Armée de Lon Nol. Celui-ci peut disparaître, mais il faut des garanties sur la survie des éléments modérés. Il ne s'agit pas de bâtir une solution sans aucun avenir. « Deux à trois mois est une chose, deux à trois ans en est une autre. J'admets que l'histoire ne s'arrêtera pas à Phnom Penh avec le retour de Sihanouk. J'admets aussi que Sihanouk devra pencher du côté des Communistes en raison de la situation géographique du Cambodge à proximité du Nord-Vietnam. Mais je préférerais voir tomber militairement Phnom Penh aux mains des Khmers Rouges que de le livrer après un simulacre de négociation. Il y va de la crédibilité des Etats-Unis. Les Russes liront l'affaire du Cambodge à la lumière de Berlin. Cela vous importe aussi à vous autres Français. » Je ne pouvais qu'acquiescer.

Au fur et à mesure qu'il énonçait ses conditions, je voyais certes la marge de manœuvre se rétrécir. Mais elle me paraissait encore assez large pour que nous puissions avancer. Qu'il accepte le départ de Lon Nol, le retour de Sihanouk, la formation d'un Gouvernement d'Union Nationale, était déjà beaucoup ! Je lui demandai alors s'il acceptait aussi les Khmers Rouges : « Je suis réaliste, fut la réponse. Oui. Mais comment, l'on verra cela au round suivant. » C'était déjà beaucoup et je me sentis soulagé.

Le plus dur cependant restait à faire. J'en vins à la procédure. Il ne s'agissait pas de demander à Sihanouk de négocier sur un pied d'égalité avec qui que ce soit. Il y allait de sa légitimité. Jamais il n'accepterait une procédure de type laotien. Une chose était le résultat : un Gouvernement d'Union Nationale, comme au Laos, une autre était la méthode. Il fallait proscrire le mot de négociation. « A parler franc, lui-dis-je, le communiqué de la Martinique ne reflète pas la pensée de notre Président. Il vient d'ailleurs de le dire aux journalistes. » Et de lui lire le rectificatif de Giscard qu'il ne connaissait pas. « A vrai dire, je n'ai pas gardé le souvenir que votre Président ait exprimé cette idée. » (Kissinger a sans doute raison et Giscard qui n'avait peut-être jamais retenu ce point n'y a pas prêté attention). Mais Kissinger est beau joueur. Il ne s'accroche pas au texte de la Martinique et concède : « Vous pouvez dire à Sihanouk qu'au moins dans la phase initiale, et si l'on se met d'accord sur l'objectif, je ne lui demanderai pas de s'asseoir en face de quiconque. L'on verra ensuite. » Cette concession me paraît suffisante pour engager la conversation avec Sihanouk.

Cependant tous ces pas en avant sont assortis de fermes avertissements, tant à Sihanouk qu'à nous-mêmes. « Je suis sérieux : que Sihanouk le soit aussi ! Qu'il n'utilise pas ce que je vous dis pour démoraliser Phnom Penh ! Qu'il ne se mette pas à donner des interviews sauvages ! Qu'il se taise ! Qu'il comprenne que la formule que je lui propose est dans son intérêt ! S'il ne veut rentrer à Phnom Penh qu'avec l'appui des Khmers Rouges, il ne durera pas. Dès que ceux-ci n'auront plus besoin de lui pour tenir les paysans, ils se débarrasseront de lui. Pour leur résister, il lui faut l'appui d'autres forces politiques, il lui faut des options. Dites-lui que pour l'instant je ne parle qu'à vous. »

« Quant à vous, je suis prêt à jouer avec vous. Cela suppose que nous nous mettions bien d'accord : de qui l'on parle, à qui l'on parle. Ne déviez pas de ce qui aura été convenu. Que Manac'h se taise ! Il est trop bavard. (Kissinger est furieux contre lui, en particulier parce qu'il a critiqué sévèrement la politique américaine devant Mansfield). Le secret absolu est nécessaire. »

Nous nous mettons d'accord sur un certain nombre de dispositions. Les messages seront échangés personnellement entre Sauvagnargues et Kissinger. Seuls Habib et Miller, Kosciusko-Morizet et La Gorce seront les intermédiaires à Washington.

Kissinger me dit qu'il me remettra le lendemain un document sur papier blanc non signé, non daté, qui nous servira de base pour la conversation avec Sihanouk. Je dis que je l'examinerai, verrai s'il est conforme à ce que pense « mon Président », mais devrai en tout état de cause le lui montrer avant de pouvoir prendre un engagement. Kissinger ne paraît pas douter, sur la base de la conversation de la Martinique, que ce soit compatible.

Nous parlons aussi de la Chine. A ma demande il confirme que la négociation engagée par son intermédiaire en juin 1973 a bien été interrompue par la décision du Congrès d'arrêter les bombardements. (Comme quoi, cette décision, si « bilatérale », a empêché sans doute la paix !) Les propositions faites à cette époque étaient-elles les mêmes que celles faites aujourd'hui ? Il va vérifier en consultant les dossiers qui ne sont pas « ici », c'est-à-dire au Département d'Etat, preuve que les archives secrètes sont à la Maison Blanche. Mais il est presque certain qu'elles étaient « compatibles. » En mon for intérieur, j'espère qu'elles allaient moins loin. Sinon nos chances d'aboutir aujourd'hui sont minces.

Nous convenons aussi que les Soviétiques devront être informés, mais à un stade ultérieur, à fixer en accord.

A un moment Kissinger me dit avec un sourire malicieux : « Tout ceci est le reflet des nouvelles relations franco-américaines qui se sont établies à la Martinique. Cela n'aurait pas été possible avec Jobert. » Je dis en riant que je ne mettrai pas cela dans le procès-verbal.

Mais la remarque est vraie, et tel est le sens réel de l'exercice. Il y a bien sûr le Cambodge, et il est possible qu'effectivement Kissinger souhaite notre aide pour se sortir d'une situation délicate. Mais l'important est qu'il accepte cette aide. Pendant les quatre ans de la Conférence de Paris sur le Vietnam, il ne nous a jamais rien demandé, sinon le secret sur ses rencontres avec Le Duc Tho. Pour le reste il se chargeait toujours de tout lui-même. Parfois il accueillait nos suggestions, recueillait nos informations, nous engageait à poser telle ou telle question, nous indiquait que si nous voulions être utiles nous pouvions ou devons dire ceci ou ceci. Mais jamais, à ma connaissance, il n'y eut rien de comparable à cette entreprise commune qui est en train de s'ébaucher. Mon impression est qu'il l'accepte tout à la fois pour nous donner confiance dans le nouveau ton des relations franco-américaines et pour nous mettre à l'épreuve et voir comment nous nous comportons.

Je donnerai, le lendemain de Noël, ces deux interprétations à Sauvagnargues lorsque je lui ferai mon compte-rendu devant Courcel et Piaux. Evidemment, c'est la seconde qui l'intéresse le plus. « Il y a là effectivement quelque chose d'exceptionnellement important. Cela ne s'est encore jamais produit. C'est une novation majeure dans nos relations avec les Etats-Unis. »

Après cet entretien avec Kissinger nous revoyons Habib l'après-midi pour relire ensemble nos notes du matin. Je pose quelques questions auxquelles, pour la plupart, Habib refuse de répondre, me renvoyant à l'entretien du lendemain avec Kissinger. Celui-ci prévu pour 10 h 30 n'a lieu qu'à 11 heures, en raison d'un long téléphone avec Rockefeller. J'observe que la secrétaire de Kissinger est une fort jolie personne, très élégante et dont les mensurations pourraient figurer dans « Playboy. »

Ce deuxième entretien ne durera qu'une demi-heure. Kissinger tient à la main le papier préparé par Habib. Il va le commenter, point par point, sans toutefois nous le donner encore. Quand il a fini ses commentaires, j'observe qu'il n'y a rien de fondamentalement changé depuis la veille. « C'est bien cela l'ennui avec moi », commente-t-il. Je n'en estime pas moins devoir poser plusieurs questions auxquelles il se livre avec bonne grâce. Je reviens sur la question des négociations, sur la difficulté d'emprunter le précédent laotien, sur la préservation des structures de Phnom Penh, sur les contacts à prendre, par les Etats-Unis je suppose, avec ces éléments le moment venu. Sur tous ces points les réponses me paraissent assez satisfaisantes pour que je puisse ne faire aucune objection fondamentale. Mais je continue de réserver l'accord de « mon Président » dont Kissinger continue de ne pas douter.

Ce fut un peu là ma difficulté. D'un côté, je n'avais pas assisté à l'entretien de la Martinique dont je n'avais eu qu'un compte-rendu assez imprécis par un Sauvagnargues assez indifférent à toute cette affaire, alors que Kissinger en avait d'évidence gardé le souvenir le plus précis. De l'autre, je n'avais reçu qu'indirectement les instructions d'un Giscard dont je n'étais pas parfaitement sûr de savoir ce qu'il voulait, ni même, qu'on me pardonne mon impertinence, qu'il le savait lui-même, ou plutôt qu'il eût sérieusement réfléchi aux moyens de parvenir à ce qu'il croyait vouloir.

Je vérifiai encore un dernier point avec Kissinger. Oui, il avait revu le dossier de la négociation chinoise de 1973. Elle était compatible avec celle-ci. Mais elle n'avait pas été aussi loin. Il avait surtout été question d'un cessez-le-feu et de l'arrêt des bombardements.

J'en conclus donc que, cette fois, l'élément nouveau était l'inclusion d'une véritable solution politique.

Kissinger exprime enfin le vœu que Argod et moi revenions le voir après le voyage de celui-ci à Pékin, et son appréciation pour la façon dont toute l'affaire est menée : « cela me donne confiance. »

Puis, nous revenons dans le bureau de Habib qui, après s'être absenté une dizaine de minutes, revient avec le papier. Il comprend sept points que nous lisons attentivement. Je suis obligé de me battre un peu pour faire sauter, dans le premier, le mot négociations. Nous nous mettons d'accord sur la formule : « Si l'on peut s'accorder sur les objectifs à atteindre, une voie pour y arriver pourra être trouvée », ce qui laisse toutes les portes ouvertes.

Puis, surgit une autre difficulté. Habib me prévient que Kissinger va aussitôt informer les Chinois. Je proteste qu'à la rigueur ils soient informés de la venue d'Argod. Mais qu'ils ne le soient pas de la substance de notre accord. Sinon cela reviendrait à les informer avant même que Sihanouk ne le soit. Qui sait même s'ils n'informeront pas Sihanouk avant nous ! J'obtiens de Habib qu'il pose la question à Kissinger et, une heure après, il me téléphone à la Résidence pour me donner son accord.

Nous prenons l'avion aussitôt après le déjeuner, y passons la nuit de Noël pour arriver à Paris au petit matin, ce qui me permettra de confier à Isabelle que j'ai vu quantité de Pères Noël dans le ciel. L'après-midi, j'établis mes comptes-rendus.

Le lendemain matin Sauvagnargues nous reçoit. L'on décide tout de suite de recommander à Manac'h de conserver plus de discrétion. Sur le fond, je sens Sauvagnargues assez sceptique. Le « sihanoukisme » de Kissinger au fond l'étonne. Ce qui l'intéresse, comme je l'ai dit, c'est l'amélioration de nos relations avec les Etats-Unis. Il est convenu que nous verrons le Président dès que possible. Le lendemain, l'on nous fixe rendez-vous pour le 31 décembre après-midi. Mes vacances du jour de l'an sont à leur tour fichues !

Ma note au Président conclut que le document Kissinger est acceptable, car il n'impose pas la méthode des négociations et propose une formule de procédure qui sauvegarde la légitimité de Sihanouk. Il accepte l'objectif du retour de Sihanouk à la tête d'un Gouvernement d'Union Nationale.

Certes, je vois deux écueils. Le premier est que les Khmers Rouges, et je l'ai dit à Kissinger en le quittant, ne bloquent le processus et ne cherchent même à empêcher Sihanouk de recevoir Argod. Le second est que Sihanouk ne se contente pas d'une formule qui ne spécifie pas franchement le « ralliement » des éléments de Phnom Penh au GRUNK. Il me semble, cependant, que l'on pourrait, avec un peu de bonne volonté, s'arranger pour mettre en scène une parodie d'appel à Sihanouk de la part de certains hommes politiques de Phnom Penh. En tout cas, je trouve que Kissinger a fait beaucoup de chemin. J'en suis moi-même surpris. Sihanouk aurait donc bien tort de ne pas saisir la perche qui lui est tendue. Mais il faudra l'appui des Chinois pour faire pression sur les Khmers Rouges.

28 décembre

Merveilleuse conversation l'autre soir avec l'Ambassadeur de Chine. Comme il avait rencontré François à l'exposition des Impressionnistes, nous parlons un peu peinture. François m'avait d'ailleurs raconté qu'au grand scandale des conservateurs présents, il avait demandé si les tableaux étaient des originaux ou des reproductions. Est-il allé voir l'exposition « de David à Delacroix » ? Oui - et qu'en pense-t-il ? - C'est intéressant - Pourrait-on présenter à Pékin des peintures de ce genre en ce moment ? - Ce serait à discuter. Mais nous aimons les portraits, les paysages et les scènes historiques. Ce que nous ne pouvons montrer, pour des raisons historiques, ce sont des nus - Pour des raisons historiques ? - Oui, notre peuple reste encore très pénétré de l'esprit de Confucius ! » Je faillis éclater de rire tant l'aveu, en pleine campagne anti-Confucius, était drôle. Je me contentai de suggérer que pour chasser l'esprit rétrograde de Confucius nous pourrions envoyer des centaines de nus. Mais Tseng Tao ne comprit pas la plaisanterie.

J'ai souvent constaté d'ailleurs que les Chinois, du moins ceux que nous voyons, sont très peu perméables à notre « esprit ». La plupart du temps - est-ce la traduction - nos finesses tombent à plat, ce qui amène un silence gênant. Il faut en prendre son parti.

Au reste je ne serai pas Ambassadeur à Pékin pour succéder à Manac'h. J'avais dit depuis longtemps, ma préférence pour Moscou qui sera libre en 1976. Mais je ne sais nullement si j'y serai nommé. Il est question de Tokyo, ce que je préférerais en tout cas à Pékin. A Pékin votre crédit est strictement fonction de celui de votre Gouvernement. La personne y fait peu. Les Anglais ont eu à Pékin des hommes remarquables. Ils n'ont, en règle générale, et sauf pendant la courte période où Heath a normalisé les relations avec les Chinois, rien pu faire. A Tokyo, l'on peut être un bon ou un mauvais Ambassadeur. En outre, j'ai l'esprit trop critique pour supporter l'actuelle société chinoise. La Chine de Mao ne me fascine pas. Elle m'ennuie atrocement.

1975

1^{er} janvier

Giscard nous a donc reçus hier soir, Sauvagnargues, Argod et moi, cette fois dans son propre bureau et non dans ce salon qui était le bureau du Général, et où il accueille souvent ses visiteurs de l'extérieur. Sauvagnargues, toujours attentif à la décoration, a remarqué qu'on avait changé les rideaux.

Nous nous sommes assis dans un coin de la pièce, autour d'une table basse.

Giscard n'avait aucun papier. Avait-il lu les nôtres, demanda Sauvagnargues ? Non, fut la réponse, sans fard. Cela me désola un peu. Il me fallut donc exposer les résultats de notre mission. Giscard fut étonné, mais heureusement, que nous ayons discuté directement avec Kissinger. Je m'efforçai de ne rien oublier. Il écoutait attentivement.

L'accueil qu'il fit au document Kissinger fut très favorable. « Il est évident, dit-il, que nous n'aurions aucun intérêt à nous prêter à une opération qui livrerait le Cambodge aux Khmers Rouges ». « Ce ne serait pas, dis-je, dans la vocation de la France. » Ce qu'il approuva. « On aurait pu certes ne pas se mêler de cette affaire du Cambodge. C'était un peu votre idée, dit-il en se tournant vers moi et faisant allusion à notre entretien d'octobre. Mais M. Manac'h a beaucoup insisté. J'y ai vu aussi une occasion de faire quelque chose avec les Américains. »

Sur la substance, j'ai expliqué que les propositions de Kissinger rejoignaient sans doute les idées qui m'avaient été transmises de la part du Président, à savoir : le retour de Sihanouk autour d'un Gouvernement d'Union Nationale, mais qu'elles n'étaient pas tout à fait celles de Sihanouk, adoptées par Manac'h, c'est-à-dire le ralliement pur et simple au GRUNK des personnalités de Phnom Penh. « Il faut distinguer, a dit fort justement Giscard, entre la substance et la procédure. Il est de l'intérêt de Sihanouk, s'il ne veut pas en effet être balayé au bout de quelques semaines, de s'appuyer sur des éléments forts qui ne soient pas communistes. Il faut leur donner l'Armée, l'Intérieur. Les Affaires Etrangères, je m'excuse, dit-il en souriant à Sauvagnargues, ce n'est pas très important. Mais pour ce qui est de la procédure, ces gens-là pourraient évidemment se rallier à Sihanouk. - On pourrait imaginer un appel, dis-je - Oui, et tout cela pourrait faire l'objet d'un accord secret entre tout le monde. »

Sur le communiqué de la Martinique, Giscard parle gentiment d'une « fausse manœuvre ». Je dis que cela ne nous a pas gênés à Washington et que Kissinger a fort bien admis le correctif.

J'insiste sur la signification que Kissinger attache à cette affaire au regard du nouvel esprit des relations franco-américaines. J'insiste aussi sur le secret, ce qui amène Giscard à faire plusieurs observations. L'une est qu'il faut donner à la mission Argod une couverture. Sur le moment je ne trouve rien de très plausible. Rentré au Quai, je suggérerai à Sauvagnargues l'étude de la question de nos immeubles en Chine. Une autre concerne Manac'h. « C'est un fait que Kissinger ne l'apprécie pas. Cela dit, M. Manac'h est mon Ambassadeur et pas le sien. Mais c'est ce qui explique que je n'aie pas eu recours à lui pour cette mission. Il faut créer une bonne atmosphère avec les Américains et leur donner confiance. » A un autre moment Giscard ajoutera, à ma grande stupéfaction, que Manac'h ne pourra même pas assister à l'entretien Sihanouk-Argod. Je trouve qu'il va là trop loin, mais il est formel. Argod en est gêné. « Il s'agit d'une mission strictement personnelle que je vous confie, et secrète. »

Je parle aussi de l'information des Chinois. Giscard est d'accord pour qu'Argod les voie après ses entretiens avec Sihanouk, mais ne leur fasse pas part des réactions de celui-ci. D'accord aussi pour qu'on ne parle pas aux Soviets tout de suite. D'accord pour que Argod et moi retournions voir Kissinger ensuite.

A un moment il dit : « Cette affaire n'a de sens que si elle réussit et permet de régler le conflit. C'est pourquoi il faut la garder secrète. » En d'autres termes : si ça réussit, on le dira et j'en aurai quelque bénéfice. Si ça échoue, il ne faut pas qu'on le sache. J'observe, outre qu'il ne sera pas facile de garder le secret avec quelqu'un comme Sihanouk, que si l'affaire échoue, il nous faut aussi veiller à ne pas nous brouiller ni avec Sihanouk, ni avec Kissinger.

Giscard (j'écris ces notes sans ordre, faisant appel à ma mémoire) revient aussi sur la résistance montrée par le régime de Phnom Penh. « Cela ne vous étonnait guère, dit-il à mon adresse. Mais moi, cela m'étonne et je me demande toujours quelle en est la raison. Je me souviens que pendant l'été 73, j'étais à Washington pour le Club des Vingt et j'ai parlé du Cambodge avec Kissinger. Il s'attendait à la chute prochaine de Phnom Penh. » Je dis, qu'à mon avis, l'une des raisons principales de la résistance du système est le désir qu'ont les Cambodgiens de ne pas devenir communistes. J'ajoute que c'est la même chose au Sud-Vietnam. (Et je pense en moi-même que, si cette affaire du Cambodge réussit, nous pourrions nous attaquer à celle du Vietnam, mais que si elle échoue, Giscard sera dégoûté à tout jamais de l'Indochine et ne voudra plus se mêler de rien.)

Giscard interroge aussi Argod sur Long Boret, auquel, semble-t-il, il s'intéresse, sans doute parce qu'il y voit le principal élément à rallier. Il parle aussi de Penn Nouth, comme d'un élément clef. Tout cela est juste.

En le quittant après cinquante minutes d'entretien, je me sens satisfait et encouragé. Je trouve que cet homme, même s'il ne travaille qu'à sa gloire, n'est pas aussi léger qu'on le dit. S'il mène les autres affaires de l'Etat ainsi, cela donne confiance.

5 janvier

Manac'h a donc prié Sihanouk de recevoir Argod. « Monseigneur » (quelqu'un a dû faire comprendre à Manac'h que seuls les domestiques l'appelaient ainsi, car depuis quelque temps, il a cessé de le qualifier de ce nom grotesque) a aussitôt accepté. En même temps il a fait quelques réflexions sur ses rapports avec les Khmers Rouges : l'atmosphère paraît être détestable. Ceux-ci

préfèreraient que la guerre continue, car elle leur permet d'implanter peu à peu le communisme au Cambodge.

Sihanouk a essayé de cuisiner Manac'h pour savoir ce qu'Argod allait apporter. Il a naturellement exprimé l'espoir que ce serait « ce qui avait été convenu ». Cette phrase me laisse rêveur. Je crains depuis le début un malentendu du fait que Manac'h a exposé à Sihanouk une solution qui lui était entièrement et inconditionnellement favorable, avant même que celle-ci ait été exposée aux Américains, et qui finalement n'est pas celle qui leur a été exposée, ni celle qui va lui être proposée. La marge est réelle. Sihanouk voudra-t-il jouer sur ces bases ? Acceptera-t-il de présenter la solution aux Khmers Rouges ? La refusera-t-il de lui même ?

Il y a tout de même un bon signe, ou plutôt deux. D'une part, il a répété que l'heure était à la réconciliation générale et il a même parlé de reprendre Sirik Matak dans les rangs. D'autre part, il pense que les Chinois seraient prêts à faire pression sur les Khmers Rouges.

Argod, en attendant, n'a toujours pas reçu son visa chinois. L'Ambassade de Chine depuis avant-hier dit avoir demandé des instructions à Pékin. Manac'h a pourtant fait le nécessaire auprès de Chiao Kuan Hua.

Après avoir écouté Argod, Sihanouk aura le choix entre diverses attitudes : répondre tout de suite non ; dire qu'il va réfléchir ; dire qu'il doit en parler aux Khmers Rouges ; faire de lui-même les contre-propositions ; faire des contre-propositions agréées par les Khmers Rouges ; dire oui avec leur accord ; dire oui sans leur accord.

Je crois que Sihanouk aura sans doute envie de dire oui personnellement, mais qu'il sera retenu de le faire par la crainte d'être vidé par les Khmers Rouges. Tout dépendra donc de l'appui qu'il aura reçu des Chinois et, donc, de l'intérêt que ceux-ci auront à faire ce cadeau aux Américains. Ceci nous ramène à la dernière visite de Kissinger à Pékin, visite qui apparemment n'a rien donné. Nous n'en savons rien d'ailleurs. Le communiqué de la Martinique disait que Kissinger en avait parlé. J'ai vérifié auprès de Sauvagnargues : Kissinger n'en a pas soufflé mot. Toujours est-il que la visite a été froide. Les Chinois veulent-ils se faire payer le service rendu au Cambodge ? Et où ? A Taïwan ? Dans les rapports avec l'URSS ?

10 janvier

En quittant Kissinger je lui avais dit : « Il reste maintenant à espérer que Sihanouk acceptera de recevoir Argod et les Chinois de lui donner son visa. » Je l'avais répété à Giscard qui avait levé un sourcil étonné.

Eh bien ! Sihanouk a certes donné son accord, mais les Chinois n'ont toujours pas accordé le visa, en dépit des instances de Manac'h. Chiao Kuan Hua a esquivé la discussion et, tout en nous faisant parallèlement savoir, pour bien montrer que les relations restent bonnes, que Teng Hsiao Ping viendrait en mai, il a renvoyé Manac'h pour explications complémentaires à une Madame Chih, Sous-Directeur d'Europe.

Celle-ci a, sans ambages, indiqué que la demande de visa était toujours à l'examen. La position de la Chine dans l'affaire cambodgienne était claire : elle ne souhaitait pas intervenir dans les affaires intérieures des Khmers. C'était à ceux-ci, réunis au sein du Front Uni, à prendre leur décision. Manac'h a eu beau dire que Sihanouk était d'accord, affirmer que nous n'avions aucune intention de nous ingérer, rappeler que Chou En Lai avait lui-même prié Pompidou d'agir en médiateur, la brave dame n'a pas fléchi d'un pouce. Toute la bonne volonté et les encouragements, dont Manac'h disait quelques jours auparavant que les Chinois l'avaient entouré, avaient soudain disparu. Pourquoi ce changement, à supposer que Manac'h ait vraiment reçu de tels encouragements ? Est-ce parce qu'il avait exposé une solution si radicale que les Chinois n'avaient pu qu'acquiescer ? Est-ce parce que le communiqué de la Martinique leur a donné le sentiment que nous étions loin du compte ? Est-ce parce que les Khmers Rouges sont passés par là et ont mis leur veto ? Est-ce parce que ceux-ci viennent de lancer une offensive sur les voies de communication de Phnom Penh et ont demandé aux Chinois d'en attendre les résultats ?

Il y a du Khmer Rouge dans tout cela. Notre affaire aura du moins servi à montrer à Sihanouk les limites de l'appui chinois.

Fallait-il donc renoncer ? Ou faire une nouvelle tentative ? Et laquelle ? J'ai proposé ceci à quoi Sauvagnargues et Giscard viennent de se rallier : nous dirions à Kissinger que nous pourrions évidemment renoncer, mais qu'avant de le faire nous pourrions tenter une dernière démarche. Celle-ci consisterait à lever un coin du voile sur les propositions qu'Argod devait transmettre de manière à allécher Sihanouk et les Chinois sans, toutefois, tout leur dire. Les difficultés, en effet, sont nombreuses : Kissinger, et Giscard a suivi, ne souhaite pas que la démarche soit faite par Manac'h et il est évidemment préférable que l'intermédiaire entre Giscard, Kissinger et Sihanouk soit unique. L'on ne peut donc faire transmettre la totalité de la communication par Manac'h, d'autant qu'il n'a pas vu

Kissinger, sans risquer d'en déformer l'esprit. L'on ne peut donc donner que quelques indications fragmentaires, mais assez frappantes pour essayer d'acheter le visa. Manac'h serait donc chargé de lire à Sihanouk et ensuite, à Chiao Kuan Hua, un texte disant que la proposition consiste à le faire revenir au Cambodge pour former, sous son autorité, un Gouvernement comprenant toutes les tendances, à l'exception de Lon Nol et soulignant que, si l'on se met d'accord sur cet objectif, l'on pourra trouver un moyen de l'atteindre par un processus global qui soit agréé d'avance, ce qui signifie qu'on ne lui demande pas de négocier.

Le message de Sauvagnargues à Kissinger ne choisit pas encore entre le renoncement à l'initiative et la nouvelle démarche. Il demande au Secrétaire d'Etat de donner son avis. S'il accepte la deuxième formule sans trop remanier notre texte, il y a encore une chance. Mais s'il refuse une démarche autre que la pleine et entière mission d'Argod, ou s'il modifie notre texte de telle sorte que ses chances de lever l'obstacle deviendront quasi-nulles, ce sera, je pense, le point final.

Il resterait une solution : envoyer à Manac'h tout le dossier par la valise, en l'assortissant d'un mode d'emploi. Mais Kissinger acceptera-t-il que le message soit Manac'h des indiscrétions duquel il vient encore avant-hier de se plaindre ?

18 janvier

Sauvagnargues, puis Giscard ont accepté, comme je le suggérais, d'aller de l'avant : Habib nous avait transmis l'accord de Kissinger. Certes Manac'h avait fait des objections, mais elles ont paru, bien qu'en partie fondées, trop motivées par des considérations personnelles. Il a donc reçu instruction de faire la communication projetée. On verra bien. Il valait mieux, à mon sens, que Sihanouk et les Chinois sachent à quoi s'en tenir sur nos intentions et celles des Etats-Unis. Nous aurons du moins pris date et montré que nous avons en vue une solution sérieuse. S'ils refusent même de l'explorer et de donner à Argod son visa, la responsabilité leur en incombera. Qu'ils aient conçu de la méfiance du fait du communiqué de la Martinique, sans doute. Mais on le leur a suffisamment expliqué pour qu'ils puissent passer par dessus. C'est d'ailleurs ce qu'avait fait Sihanouk qui avait aussitôt donné son accord à la venue de Argod. Pourquoi a-t-il changé d'avis ? Du fait des Chinois ? Des Khmers Rouges, ce qui pourrait être la même chose ? Parce qu'il lit « le Monde » et trouve Giscard « dans les mains des Américains » ? Cette dernière raison serait bien stupide de sa part, car enfin de qui d'autre que des Américains peut-il attendre son salut et celui d'un Cambodge non-communiste ? Je crains malheureusement qu'il soit de plus en plus dépossédé de tout pouvoir. Le GRUNK vient de rendre public un remaniement qui fait passer tout le pouvoir aux mains de la Résistance intérieure. En outre, celle-ci progresse militairement. Peut-être ces messieurs veulent-ils tout simplement faire monter les enchères et attendre que Phnom Penh soit étranglée pour accepter une négociation qui ne sera plus alors qu'une reddition.

Je viens enfin d'obtenir que Missoffe communique au Quai son rapport sur sa mission à Hanoi. Il s'est efforcé de savoir à l'Elysée si Giscard l'avait effectivement lu avant de rencontrer Ford à la Martinique. Il n'a pas obtenu de réponse précise. Mais son impression, comme la mienne, est que Giscard s'était laissé persuader par Manac'h de parler Cambodge et que, lu ou pas lu, le rapport de Missoffe est resté sur sa table. Belle occasion manquée ! Au lieu de nous saisir motu proprio du Cambodge, au sujet duquel Sihanouk ne nous demandait rien d'autre que de rester neutres, et dont les Chinois ne nous parlaient plus, ne voulant visiblement pas (l'échec des tentatives de Kissinger en octobre et novembre auprès de Chiao Kuan Hua le prouvait) s'en mêler, nous étions officiellement et secrètement saisis par Pham Van Dong de l'affaire du Vietnam, dix fois plus importante, et nous ne faisons rien ! Mais j'avais bien senti, lorsque Giscard m'avait consulté avant sa conférence de presse, qu'il s'était mis en tête, depuis son entretien d'août avec Manac'h, de parler du Cambodge et que le Vietnam ne l'intéressait pas.

La question maintenant est de savoir si l'on peut renouer le fil vietnamien.

Dans le rapport Missoffe, je relève ceci : le dialogue Washington Hanoi est bloqué ; Hanoi se croit abandonné par les pays socialistes ; la recherche d'une reprise du dialogue par l'intermédiaire de la France est normale. Cela, ce sont les constatations préliminaires de Missoffe.

Maintenant Pham Van Dong. Il veut l'application des Accords de Paris, « une très belle chose à laquelle la France peut être fière d'avoir participé » ; les USA doivent respecter l'article 4 des Accords ; leur désengagement total est un préalable absolu à la mise en œuvre du processus politique ; ce n'est qu'après le départ du Général Thieu et l'affirmation du désengagement américain qu'un Gouvernement à Saigon pourra discuter avec le GRP et que les choses suivront leur cours normal.

Missoffe dit qu'il a cru comprendre que, si les Américains manifestaient la volonté d'entrer dans la voie d'un désengagement véritable, la RDVN serait prête à discuter avec eux des problèmes politiques.

L'appel à la France : « La France, signataire des Accords, a le devoir de faire comprendre aux Etats-Unis la nécessité et l'intérêt pour eux de les respecter. »

« Ce sont là des positions intransigeantes, a répondu Missoffe. Elles ont peu de chance de convaincre Ford. Il ne suffit pas de dire aux Américains de se retirer. » (Bonne réponse). « Ford n'a pas intérêt à bouleverser la situation existante sans avoir la garantie que le processus déclenché n'aboutisse, dans un délai raisonnable, à un avantage politique concret perceptible par ses électeurs en 1976. Cet avantage pourrait être la mise en place d'un Gouvernement de Réconciliation, démocratiquement élu, et le retour de la paix, sans perte de face pour les Américains, ce qui exclut la mise en place immédiate d'un Gouvernement portant l'étiquette GRP. » (Cela va encore.)

Missoffe a alors avancé une hypothèse : les Etats-Unis prennent l'engagement de respecter l'article 4 ; simultanément un Gouvernement civil est mis en place à Saigon, libérant les prisonniers politiques, disant vouloir créer le Conseil de Réconciliation et fixer rapidement la date des élections ; le GRP répondrait favorablement, le Conseil serait créé et les élections auraient lieu très vite, laissant à Saigon, du fait de cette brièveté, ses chances. (Cela me paraît déjà moins bon.)

Pas de réaction directe, note Missoffe, de ses interlocuteurs qui prévoient que le départ de Thieu et la volonté affirmée de retrait des conseillers américains sont deux préalables absolus. Mais les Nord-Vietnamiens ajoutent deux ou trois points qui ne manquent pas d'intérêt :

- Des conversations Hanoi-Washington pourraient avoir lieu antérieurement.
- Le désengagement militaire (mais que faut-il entendre par là ? Ne s'agit-il que de celui des Américains, ou du retrait des troupes de Hanoi ? C'est le point capital) et le processus politique peuvent être liés.
- On pourrait préciser le processus suivant le départ de Thieu et fixer le calendrier, comme le GRP le proposait le 22 mars 1974.

Et à nouveau, dit Thach, le Vice-Ministre des Affaires Etrangères : « A partir du moment où les Etats-Unis laisseraient entendre leur accord sur les deux préalables, tout devient négociable. »

Missoffe conclut que la réduction de l'aide américaine condamne à terme le régime Thieu, que les Etats-Unis ont donc intérêt à négocier dès que possible, que le Nord-Vietnam aura un rôle de plus en plus déterminant en Indochine (en fait, et il me l'a dit, il est persuadé que Hanoi mangera tout et qu'il faut le jouer gagnant), et que la France doit jouer un rôle actif.

Voilà le papier.

Il y a donc appel de Pham Van Dong à la France, mais pour quoi faire ? Pour dire aux Américains de s'en aller, s'ils veulent éviter une défaite de leur protégé, et de négocier un processus politique qui mettra le GRP rapidement au pouvoir ? S'il ne s'agit que de cela, je ne vois pas quel intérêt nous aurions à exercer la moindre pression sur les Etats-Unis. Tout au plus pouvons-nous transmettre. Mais n'y a-t-il que cela ? Le seul moyen de le savoir, c'est de poursuivre l'exploration. Mais pas par Missoffe : ici, à Paris, entre moi et Vo Van Sung et Dinh Ba Thi. Discrètement. C'est ce que je propose. Pas de diplomatie parallèle.

26 janvier

Mao n'a pas assisté à la session, enfin convoquée, de l'Assemblée Nationale Populaire. Pourtant celle-ci a adopté une nouvelle constitution, ce qui n'est pas un mince événement. Désapprouverait-il ce qui se passe ? Et notamment la nomination de Teng Hsiao Ping à la Vice-Présidence du Parti ?

On lui fait dire des choses bien diverses. D'un côté : il est temps que les choses s'apaisent, ce qui paraît mettre un point d'orgue, sinon final, à la Révolution Culturelle. De l'autre : il faut que le droit de grève figure dans la Constitution, ce qui est une façon de rendre légal tout mouvement de contestation contre les décisions d'en haut.

Une fois de plus, on a le sentiment d'une lutte intense, ou en tout cas de la coexistence de deux lignes. D'un côté, Chou En Lai lit un rapport qui pourrait être lu de la tribune du PC soviétique : la Chine doit devenir un Etat moderne, puissant. Et d'aligner des chiffres, des pourcentages, des objectifs de croissance. Tout en prétendant ne pas aspirer à l'hégémonie et à la super-puissance, la Chine affiche son intention de croître et de grandir. De l'autre, Chang Chung Chiao, l'un des hommes « jeunes » du groupe de Shanghai, lit le rapport sur la Constitution, tout comme le jeune Shanghaïen Wang Hong Wen avait lu celui sur les statuts du Parti à la tribune du Xème Congrès. Le souffle du radicalisme idéologique, de la suprématie du Parti, du droit à la contestation y subsiste encore. On dirait deux lignes mélodiques qui se développent séparément. Mais s'affrontent-elles ? Est-ce la lutte entre les deux lignes dont ne cesse de parler Mao ? Est-ce la façon chinoise de marcher sur deux jambes ?

L'on pourrait aussi bien plaider une thèse que l'autre. Dire par exemple que, en plein accord, les dirigeants chinois estiment nécessaire de prendre les précautions minimales pour lutter contre les

pentistes révisionnistes et permettre aux « masses » de lutter contre la toute-puissance du Parti et lancer les contre-attaques de style maoïste, une fois disparu Mao. Dire, en revanche, qu'ils n'ont pas réussi à s'entendre, que chacun marque des points là où il peut et qu'en fin de compte la ligne « économiste-révisionniste » l'emporte sur la ligne « maoïste », ce qui explique l'absence et, peut-être, la désapprobation de Mao.

Y aurait-il aussi des divergences de politique étrangère ? Le rapport de Chou En Lai s'en tient toujours à la même ligne : hostilité aux deux Super-Puissances, appui au Tiers Monde, appel au second pour qu'il collabore avec le troisième, soutien à l'unification européenne, le tout teinté d'une sorte de pessimisme sur la possibilité d'une troisième guerre mondiale. Rien n'est nouveau. Je note toutefois la reprise d'un « conseil » à l'URSS : qu'elle négocie donc sérieusement, au lieu de refuser les conditions posées par la Chine. Le ton est modéré. C'est la poursuite du prudent mouvement d'ouverture déjà signalé par le message du 2 novembre dernier.

Pour être puissante la Chine a besoin de la paix. Pour avoir la paix, il lui faut quelque garantie du côté soviétique.

28 janvier

La nouvelle conversation de Manac'h avec Sihanouk a confirmé l'impasse. Sihanouk a écouté notre communication. Mais il n'a pas cherché à en savoir davantage sur les intentions de Kissinger. Sa réponse a été immédiate et négative.

La situation, a-t-il dit, s'était modifiée depuis l'entretien précédent. Les gens de Phnom Penh, qui avaient affirmé vouloir se rallier à lui, s'étaient rétractés. Les Nord-Vietnamiens avaient repris leurs livraisons d'armes aux Khmers Rouges qui se trouvaient en pleine offensive. On ne pouvait les priver du bénéfice de leurs opérations. Les Khmers Rouges, consultés, s'étaient d'ailleurs tous prononcés contre la poursuite des contacts avec la France. La Chine n'y était plus favorable. Les Khmers Rouges avaient fait son siège. Les Chinois ne se prêteraient à aucune opération dans leur dos.

Il fallait donc, sinon renoncer à notre entreprise, à laquelle il restait, lui, Sihanouk, favorable, du moins l'ajourner. Plus tard, si les Khmers Rouges ne rencontraient pas les succès espérés, on pourrait peut-être y revenir. Mais c'était douteux. Tout cela venait trop tard. Le Cambodge aurait pu être une Yougoslavie, il deviendrait une Albanie.

Bref, il est clair que le projet a été saboté par les Khmers Rouges et que la Chine n'a pas voulu le soutenir contre eux. Ils l'ont torpillé parce qu'il impliquait le ralliement d'éléments dirigeants de Phnom Penh dont ils veulent définitivement se débarrasser. De son côté, Sihanouk n'a pas voulu forcer le destin. Il a craint, après le coup d'Etat de droite, d'être victime d'un coup d'Etat à gauche et de se retrouver isolé.

Manac'h en concluait qu'il ne valait même pas la peine d'en parler aux Chinois. Cela n'était pas mon avis, ni celui de Sauvagnargues et de Giscard. Il a donc reçu instruction d'en entretenir Chiao Kuan Hua, de lui rappeler que notre initiative avait été déclenchée avec les encouragements de la Chine et que nous attendions toujours le visa d'Argod, estimant qu'il avait une communication à faire. Il convenait, à mon sens, de clairement établir les responsabilités.

Parallèlement j'ai amené Giscard à réfléchir de nouveau au Vietnam en lui soumettant une note commentant le rapport Missoffe. Je concluais qu'il n'y avait pas lieu de transmettre, pour l'instant, aux Américains le message de Pham Van Dong, dans la mesure où celui-ci se bornait à réaffirmer des préalables inacceptables. Mais je suggérais la poursuite d'une exploration discrète des intentions vietnamiennes.

En fait Giscard n'a pas envie de s'occuper du Vietnam. Sans doute ne voit-il pas quel prestige en tirer. La tâche, en effet, ne peut être qu'obscur. « Réserve, me dit Sauvagnargues. Nous n'avons pas à nous mêler du maintien ou du départ de Thieu. C'est une affaire intérieure vietnamienne. Mais vous pouvez poursuivre vos contacts. »

Dans mon esprit il ne s'agit pas d'intervenir ainsi, mais de recommander l'application des Accords de Paris. A terme elle implique le départ de Thieu et celui des forces militaires du Nord. Encore une fois c'est le seul échange possible. Mais telles que les choses sont emmanchées, Thieu partira, les troupes du Nord resteront et le Sud risque fort d'être peu à peu mangé. Je pensais, pour ma part, qu'il y avait un autre moyen d'essayer de le sauver que de demander à un Congrès américain, d'ailleurs de plus en plus réticent, des centaines et des centaines de millions de dollars. Alors, quand il sera trop tard, les Etats-Unis renverront-ils leurs bombardiers ? L'humeur du peuple américain n'est plus à cette guerre-là.

1^{er} février

Manac'h quitte Pékin, comblé d'honneurs et de grâces par les Chinois et Sihanouk. Au dîner d'adieu qu'il lui offrait, celui-ci a, tout d'un coup, déclaré qu'il songeait à venir en France. Sa mère allait bientôt mourir. Il lui faudrait prendre un peu de champ. Pourquoi ne pas venir en France, pas à Paris bien sûr, où se maintient une Ambassade de Lon Nol, mais à Mougins ? Les sentiments de Giscard étaient désormais assez bienveillants pour qu'il puisse venir chez nous.

On lui a naturellement fait dire qu'on serait ravi de le voir ici et même, s'il se ravisait, que Giscard l'inviterait à déjeuner.

En Chine, les civils vissent les militaires. Teng Hsiao Ping et Chang Chun Chiao, poursuivant décidément leur ascension parallèle et, je pense, rivale, deviennent Chef d'Etat-Major et Commissaire Politique. Chez nous, c'est le contraire : Bigeard, le para, devient Secrétaire d'Etat.

Larosière, le Directeur du Trésor, est venu me dire qu'un de ses amis vietnamiens, en liaison avec le GRP, était persuadé que celui-ci voulait négocier sérieusement et attendait que nous nous en occupions. J'essaye d'obtenir une révision du jugement de la semaine dernière. Que Giscard reçoive Vo Van Sung, que je puisse activer un peu mes contacts. J'ai déjà obtenu que Sauvagnargues voie l'homme du GRP, qu'il n'a jamais voulu recevoir.

20 février

L'entretien a eu lieu et n'a rien donné. Mais quel mal y avait-il à se parler ? Du moins le GRP a maintenant compris que nous n'allions pas nous embarquer dans une pression sur les Américains pour faire partir Thieu. Chacun n'a qu'à prendre l'autre comme il est.

En revanche Giscard se refuse à voir Sung.

2 mars

La presse chinoise publie une désagréable attaque contre le colonialisme français en Guyane, la répression, les brutalités et glorifie la lutte pour l'indépendance. Et de s'étonner ici. Comment ? Des gens jusque-là si amicaux, si souriants ! Et au moment où Giscard invite Teng Hsiao Ping ! A deux mois (en principe) de sa venue !

C'est oublier qu'à Pékin c'est toujours la pensée de Mao, c'est-à-dire de Lénine, qui gouverne.

Pourtant, Dieu sait si notre Président en remet ! Il a lu ma note sur la préparation du voyage de Teng et l'ayant approuvée, a donné ordre à Sauvagnargues d'agir. En moins de deux, celui-ci a convoqué le malheureux Teng Tao qui se demandait pourquoi cette précipitation. On lui a annoncé surtout qu'après Teng, Giscard irait l'an prochain en Chine. La fascination que ce pays exerce sur lui est étonnante. Les Chinois sont à la mode. Les Russes sont à ménager. Il n'y a que les Japonais qui n'aient droit à rien. Chaque fois que l'un d'entre nous rappelle qu'il faudrait bien aussi que notre Président aille à Tokyo, il se fait ramasser.

Sur la Chine les querelles de clans battent leur plein. Bonne Chine, méchante Chine. Chine des prisons avec Pasqualini, Chine du retard économique avec Bianco, ou Chine du progrès, de l'avenir, avec les gauchistes, soutenus en point d'orgue par Alain Peyrefitte. On reçoit un livre par semaine de chaque bord. Et pas grand'chose qui soit équilibré.

Sihanouk paraît vouloir venir en France dès que sa mère sera morte, ce qui ne saurait tarder, disent les médecins. Pendant ce temps Phnom Penh est de plus en plus étranglé. Les Américains lancent un pont aérien pour amener les munitions et le riz. Tout cela peut permettre de sauver la ville aussi longtemps que l'aérodrome est utilisable. Jusqu'ici les Rouges n'ont pas paru en état de le détruire. Mais une mission militaire chinoise est arrivée à Hanoi, où Sihanouk était pour le Têt.

Si nous pouvions faire sortir Sihanouk de Pékin et le faire venir à Paris, de là à dire aux Cambodgiens : « Peuple, voici ton Roi », et le lui rendre dans un grand mouvement de pacification et d'embrassade générale, ce serait un joli coup.

Le moment est peut-être de nouveau venu pour nous de faire des propositions de paix. J'ai envie de proposer ceci : 1) arrêt de l'aide militaire américaine ; fin du pont aérien, pas de convois sur le Mékong ; 2) départ des sept personnalités Khmères récusées par les Khmers Rouges ; 3) constitution à Phnom Penh d'un Comité provisoire pour la paix et la réconciliation sous la présidence de Son Sann ; suspension de la Constitution républicaine ; appel à Sihanouk pour qu'il entreprenne des consultations afin que le GRUNK s'élargisse en y incluant des personnalités du Comité provisoire et d'autres ; 4) demande aux Alliés des Khmers Rouges de ne pas accroître leurs livraisons d'armes, ceci allant de pair avec le point 1.

Le point délicat est de savoir quand interviendrait le cessez-le-feu. Le plus tôt serait le mieux. Mais peut-être ne faut-il pas en faire un préalable. Ce sera difficile d'en persuader les Américains. Le départ effectif des sept personnalités pourrait marquer le cessez-le-feu. On pourrait imaginer que le

jour où partirait le dernier des sept et où Son Sann aurait constitué son Comité, ce jour-là, l'aide américaine s'arrêterait, ainsi que les aides étrangères, et le cessez-le-feu serait proclamé.

Ce plan pourrait être ma dernière contribution à la paix en Indochine si, comme on le dit, je dois prochainement quitter la Direction d'Asie.

6 mars

Tout ce que j'ai obtenu, c'est que Malo, notre Chargé à Pékin, tente de voir Sihanouk et de lui demander « ses vues et ses avis » sur la situation. Mais pas question de présenter un plan de sauvetage ! Son Sann et Tioulong pourtant le demandent.

En vérité Giscard – et j'en ai eu confirmation – trouve que Manac'h l'a engagé dans une aventure mal étudiée et regrette de l'avoir suivi. Du coup on ne fait plus rien et l'on aurait voulu faire le silence sur notre tentative avortée. D'où une querelle avec Kissinger qui, dans sa bataille pour obtenir du Congrès les crédits pour tenter de sauver Lon Nol, nous a demandé de pouvoir faire état, parmi les efforts destinés à chercher une issue pacifique, de notre initiative. Nous avons refusé. Il a passé outre. Certes la France n'est pas nommément désignée, mais les langues finiront par se délier.

Phnom Penh étouffe peu à peu. Cependant la chute n'est pas encore sûre. La piste de Pochentong me fait penser à celle de Diên Biên Phu. Les Chinois paraissent avoir accéléré leurs livraisons d'armes. Et les Russes ? Firioubine est parti pour Hanoi. Ses collègues viennent me voir la semaine prochaine.

On reparle de la théorie des dominos. Beaucoup la contestent. Pourtant je la crois juste. Mais ce sont les moyens employés par les Américains pour empêcher les dominos de tomber qui n'ont pas toujours été bons. Un peu plus de politique, un peu moins de force militaire, depuis vingt ans, aurait été préférable. Si le Cambodge tombe, le Laos sera encerclé, le Sud-Vietnam isolé. Hanoi finira par se rendre maître de toute la péninsule. L'Indochine deviendra communiste. J'ai dit il y a quatre ans : la Roumanie au Nord, la Yougoslavie au Sud. J'aurais bien voulu me tromper.

8 mars

Il est tout à fait clair maintenant que les bases sur lesquelles Manac'h, en novembre dernier, avait pu convaincre Giscard d'intervenir étaient fausses : loin de ralentir leurs livraisons d'armes aux Khmers Rouges, les Nord-Vietnamiens les ont accélérées. Peut-être ne s'agit-il pas de leurs propres stocks, mais de stocks chinois. Peu importe : l'essentiel est que les armes transitent par leur territoire. Voici pourquoi les Khmers Rouges ont fait obstruction à notre initiative.

Les Américains nous ayant demandé nos idées, j'ai pu leur faire envoyer quelques observations, mais pas sous forme de conseils. Le GRUNK ne négociera rien avec Lon Nol, si ce n'est la reddition. En revanche, si l'équipe actuelle s'en va, si une autre, non compromise, survient, si elle fait appel à Sihanouk, si elle suspend à la fois l'aide militaire américaine et la Constitution républicaine, il est possible que le GRUNK accepte de traiter. Mais rien de tout cela n'est sûr.

9 mars

Sihanouk ne viendra pas en France : c'est Chou En Lai lui-même qui le lui a « déconseillé ». Prétexte : la CIA pourrait perpétrer un mauvais coup contre lui. Et de rappeler le sort de Ngo Dinh Diem ! La ficelle est un peu grosse. Mais Sihanouk se résigne. C'est son Directeur de Cabinet qui l'a avoué à Malo. Pour faire passer la pilule, les Khmers Rouges ont prié Chou d'intervenir auprès de lui pour qu'il demeure Chef de l'Etat. Pardi ! Ces messieurs ont trop peur qu'il ne leur échappe et veulent le garder en le flattant.

Voici la deuxième fois que les Chinois s'opposent au départ de Sihanouk de Pékin pour la France. La première, c'était quand de Gaulle est mort. Sihanouk voulait venir à son enterrement. Les Chinois ont prétexté qu'il n'y avait pas d'avion disponible. Je suis persuadé que c'est la raison pour laquelle ils n'ont envoyé aucun dirigeant de premier plan aux obsèques, à commencer par Chou En Lai : ils ne pouvaient décemment en trouver un pour eux et ne pas en trouver pour Sihanouk. Ils ont donc préféré envoyer leur Ambassadeur à Paris et ces deux grandes couronnes de la part de Mao et de Chou qui ont fait rêver Malraux.

Chou agit-il pour son seul compte ou pour celui des Khmers Rouges ? Des deux sans doute. Pour les Rouges, c'est sûr : si Sihanouk leur échappe et fait une de ces volte-faces dont son histoire est remplie, c'est leur figure de proue qui soudain leur manque. Pour le paysan khmer, ils ne seront plus que des Rouges. Et pour l'opinion internationale, c'est leur « légitimité » qui s'envole. Mais Chou, lui aussi, a ses raisons de vouloir garder Sihanouk : s'il lui échappe, il perd son moyen de pression sur les Rouges.

J'imagine que Giscard va prendre assez mal l'obstruction chinoise. A la veille du voyage de Teng Hsiao Ping elle prend une tournure assez peu amicale à son égard. Chou savait très bien que

Giscard tenait à voir Sihanouk. En outre, laisser entendre que la France n'est pas capable d'assurer sa sécurité est assez injurieux. Enfin, la CIA est peut-être bête, mais pas au point de liquider Sihanouk à partir du moment où il se dégage des Rouges ! Elle aurait sans doute plutôt cherché à l'amener à Washington !

Le pire serait que Chou croit à cette histoire de CIA.

16 mars

Les Américains ne bougeant toujours pas, il nous a bien fallu en tirer quelques conséquences. Sihanouk a demandé à Malo que la France : ferme son Ambassade, retire tout son personnel y compris ses enseignants, reconnaisse le GRUNK. Pendant ce temps la situation à Phnom Penh devenait de plus en plus critique. La décision d'envoyer un avion militaire pour évacuer nos ressortissants avait été prise trois jours plus tôt. La question qui se posait était de savoir si nous devions profiter de ce vol qui serait peut-être le dernier avant la chute de la ville pour retirer aussi notre personnel diplomatique.

Je demandai la convocation d'une réunion chez Sauvagnargues pour en décider et l'obtins aussitôt dans la soirée du 13. Y assistaient Courcel, Laboulaye, Ulrich et moi. Je suggérai que l'on ne reconnaisse pas le GRUNK et qu'on ne ferme pas l'Ambassade, c'est-à-dire qu'on ne rompe pas complètement tous liens avec les autorités de Phnom Penh. Sur ces deux points l'unanimité se fit aisément. Restait à décider si l'on retirerait aussi les agents politiques de l'Ambassade, le Chargé d'affaires et son adjoint pour ne laisser qu'un Consul. J'hésitais, car c'était en fait, sous couvert d'assurer la sécurité, céder à Sihanouk et j'ai horreur de ce genre de pression. Mais je reconnaissais aussi que, vu la tournure des événements, autant valait aller, peu glorieusement, dans ce sens. Finalement il en fut ainsi décidé.

J'hésitais d'autant que je sortais de deux journées de consultations avec les collègues soviétiques venus de Moscou. Nemtchina ne m'avait pas paru très préoccupé par la situation militaire et n'avait cessé de me questionner sur les « solutions politiques » qui me paraissaient encore possibles, comme s'il n'envisageait nullement la chute imminente de Phnom Penh et la prise de pouvoir par les Khmers Rouges. Revenant de Hanoi où il avait accompagné Firioubine, son calme m'avait étonné. L'URSS aurait-elle fait pression sur Hanoi pour que le Cambodge ne tombe pas, à travers Sihanouk et ses gens, aux mains de la Chine ? Comme au même moment se déclenchait une dure offensive nord-vietnamienne contre les forces de Thieu sur les Hauts-Plateaux, on pouvait se demander si, pour détourner Hanoi de trop aider les Khmers Rouges, Moscou n'avait pas donné le feu vert pour une série d'offensives sur le Sud-Vietnam. J'étais frappé, en effet, de la vivacité des accusations posées par mon interlocuteur contre la Chine : c'était Pékin qui sabotait la paix au Laos, voulait placer Sihanouk au Cambodge sous son contrôle, cherchait à dominer le Sud-Est asiatique, à utiliser les Chinois d'outre-mer pour attiser les haines raciales. Curieusement la Chine était absente du Vietnam, comme si l'URSS paraissait ne pas avoir de soucis de ce côté. Dès lors, j'en venais à me demander si les Russes n'étaient pas en train de tout faire pour empêcher une victoire rapide des pro-Chinois au Cambodge et pour mettre sur pied, en accord avec les Américains, une solution de compromis de type laotien. Parallèlement je notais précisément un éloge dithyrambique de la coalition laotienne, révélateur d'un identique désir au Cambodge. Pardi !

Tout cela me conduisait à recommander que le pas en avant ne soit pas trop grand et que nous gardions encore quelque liberté de manœuvre, notamment pour le cas où Phnom Penh, finalement, ne tomberait pas et où viendrait au pouvoir, Lon Nol et ses gens ayant plié bagages, une équipe avec laquelle le dialogue s'engagerait. Il ferait beau voir qu'alors, si par exemple Son Sann venait au pouvoir à Phnom Penh, il n'y trouve plus d'Ambassade de France.

L'hypothèse est fragile, je le sais, et bien que l'armée de Lon Nol ait hier repris une position importante, ce qui prouve que ces gens continuent de se battre et doivent par conséquent préférer cela à devenir communistes, les chances de survie du régime demeurent faibles. Naturellement s'il tombe, il y aura peu de gens en France, et même aux Etats-Unis, pour parler de la fin du « Cambodge libre », tant Lon Nol, paralysé, gâteux, entouré d'officiers corrompus et de profiteurs, ne peut passer pour un symbole de « liberté ». Et pourtant, une fois de plus, même avec tous ses défauts, ce régime apparaît d'ores et déjà au paysan cambodgien préférable à celui qui va bientôt lui apprendre les merveilles de la « révolution socialiste ». Sinon il y a beau temps que les Rouges seraient entrés à Phnom Penh !

Un nouveau domino alors sera tombé.

En attendant, notre avion doit atterrir dans quatre heures à Phnom Penh. Si tout va bien, il fera une deuxième rotation quelques heures plus tard et une troisième le lendemain. Nous avons fait prévenir Sihanouk. Mais transmettra-t-il à « son » Gouvernement et les chefs militaires des Rouges

donneront-ils l'ordre de ne pas tirer à ce moment-là sur l'aérodrome ? Faisons un signe de croix et prions le ciel.

« Un peu plus de mobilité politique, un peu moins de mobilité militaire », c'est pour le Vietnam le vœu que j'ai exprimé devant mon Russe. J'avais en somme dit la même chose aux Américains : « Si vous voulez éviter l'escalade militaire par Hanoi, il faut amener Thieu à bouger politiquement. »

Je n'ai pas changé d'avis. Mais je pense que bientôt je n'aurai plus à donner d'avis sur ce sujet.

17 mars

C'est vendredi soir 14 mars que Sauvagnargues a fait approuver ma nomination par Giscard à la Direction des Affaires économiques et financières. Celle-ci sera soumise au Conseil des Ministre du 19.

17 mars

Les deux vols du Transall se sont effectués ce matin sans aucun incident. C'est l'essentiel.

La presse affirme que nous avons fermé notre Ambassade. Laissons-la dire.

A Moscou, un analyste, Bovine, publie sur la situation « après-Mao » un article qui conclut ainsi : il est inévitable qu'après une période de luttes intenses entre les diverses factions, les forces objectives, s'appuyant sur les intérêts nationaux véritables de la Chine, sur les nécessités de son développement économique, triomphent, ce qui conduira à la normalisation des relations sino-soviétiques. C'est pourquoi, conclut Bovine, je demeure optimiste.

Voici qui est clair : les Soviétiques, comme je ne cesse de le penser, spéculent sur la disparition de Mao et sont convaincus que ses successeurs seront inévitablement conduits à un rapprochement².

Chirac a reçu, le 3 avril, à sa demande Vo Van Sung.

Après avoir transmis un message de sympathie de Pham Van Dong pour Chirac, Vo Van Sung a indiqué qu'il était autorisé à affirmer que la RDVN était déterminée à défendre les accords de Paris. Ces Accords ont fourni une base solide pour la libération du Sud-Vietnam et pour l'établissement de la paix et de la démocratie. Ils permettent également de créer, mais pour plus tard, les conditions de la réunification du peuple vietnamien. Mais ceci est pour plus tard.

« Et puis : Nous sommes disposés à travailler pour l'application correcte des Accords de Paris, mais nous n'avons pas rencontré un même désir de l'autre côté et c'est pourquoi des mesures militaires ont été prises. Si une action militaire a ainsi été menée, c'est parce que des actes de violation des accords de Paris avaient été accomplis par Saigon. Nous soutenons l'action militaire du GRP ; mais cette action militaire vise à défendre les Accords de Paris. L'offensive militaire du GRP a pour objectif d'indiquer à l'autre côté qu'il doit appliquer ces accords. »

Lorsque nous parlons de l'application des Accords de Paris, nous pensons aux deux points suivants : d'abord la cessation de l'engagement militaire américain au Sud-Vietnam ; ensuite le remplacement de Thieu par une équipe qui appliquerait les Accords de Paris. Nous sommes prêts à discuter avec un tel Gouvernement qui succéderait au Gouvernement Thieu.

Quant aux relations bilatérales Hanoi souhaite recevoir l'assistance de la France et est disposé à étudier les différentes formes de coopération économique, scientifique et technique pour une coopération de longue durée. Il a parlé d'un projet de construction d'une aciérie de capacité de production d'un million de tonnes d'acier par an. Une délégation économique française a été invitée à discuter du programme de coopération pour l'année 1975.

En ce qui concerne le Sud-Vietnam, Vo Van Sung n'a pas hésité à suggérer que nous aidions le GRP, dans les zones que celui-ci contrôle, pour que des millions de personnes ne souffrent pas des événements. Et il le pourrait aussi sur le plan politique en contribuant à une solution sur la base indiquée ci-dessus.

Chirac s'est dit évidemment d'accord concernant la coopération bilatérale.

Sur le fond il a rappelé que nous avons toujours demandé l'application des Accords de Paris. « J'enregistre que vous venez d'exprimer le désir, dans les circonstances actuelles, de maintenir ces accords », ce que Vo Van Sung a alors confirmé.

² Pendant quelques semaines, tout en ayant pris mes nouvelles fonctions à la Direction des Affaires Economiques et Financières, j'ai continué, à la demande du Ministre, à m'occuper de l'Indochine, mon successeur n'ayant pas encore été nommé.

S'agissant de la suggestion relative au rôle que pourrait jouer la France, Chirac a indiqué qu'il souhaitait rendre compte de cette conversation au Président de la République. Il ferait part ensuite à Vo Van Sung de notre sentiment sur ce sujet.

A la fin de l'entretien, Vo Van Sung a indiqué qu'il se rendait à Hanoi la semaine prochaine et qu'il avait eu, sur instruction de son Gouvernement, cette conversation avant son retour au Nord-Vietnam. Il a repris une dernière fois ses arguments : il serait regrettable que les Etats-Unis cherchent à maintenir leur engagement militaire et qu'ils continuent à soutenir le gouvernement actuellement en place à Saigon. En revanche, si une nouvelle équipe était installée au pouvoir au Vietnam du Sud, et si elle se prononçait dans le sens de l'application des Accords de Paris, le GRP serait disposé à entrer en négociations sur la base des Accords.

Les Accords de Paris signifient pour le peuple vietnamien une victoire. Ils fournissent les conditions pour la reconstruction du Sud-Vietnam et aussi d'ailleurs pour la réunification du Vietnam. Mais, sur ce plan, nous ne sommes pas pressés. Le problème n'est pas urgent.

En revanche, si la politique actuelle est poursuivie, le GRP continuera son offensive et les opérations militaires ne cesseront pas.

A la suite de l'entretien Chirac-Vo Van Sung il a été décidé que Laboulaye le convoquerait le 5 avril et lui dirait ceci : le Premier Ministre a rendu compte de sa conversation avec Vo Van Sung au Président de la République. Celui-ci en a pris note avec le plus grand intérêt ; le Gouvernement français prend note de l'intention manifestée par le Gouvernement de la RDVN (et par le GRP) d'appliquer les Accords de Paris ; il prend également note de ce qui lui a été dit sur le désir du GRP, si un nouveau Gouvernement venait au pouvoir à Saigon et si celui-ci se prononçait en faveur de l'application des Accords de Paris, d'entrer en négociation avec lui afin de mettre en œuvre ces Accords ; pour sa part, le Gouvernement français n'a cessé de se prononcer pour une application correcte des Accords de Paris pour toutes les parties intéressées. Il estime plus urgente que jamais la mise en œuvre, comme le prévoient les Accords, d'un processus aboutissant à un règlement politique au Sud-Vietnam. Il exprime l'intention d'y contribuer activement ; dans cet esprit, le Gouvernement français souhaite échanger des vues avec le Gouvernement de la RDVN (comme avec le GRP) sur les moyens permettant à ce processus de reprendre. Il serait heureux si la RDVN (et le GRP) pouvait préciser ses idées à cet égard.

5 avril

Je croyais bien ne plus avoir à m'occuper de l'Indochine. Mais Giscard m'a fait venir hier avec Sauvagnargues pour examiner la situation à la suite de l'effondrement de l'armée de Saigon.

Je savais que mercredi au Conseil des Ministres il s'était exprimé de manière réservée sur l'opportunité pour nous d'engager une action diplomatique, faisant valoir qu'il ne s'agissait pas de voler au secours de la victoire et qu'en somme il n'y avait rien à faire. Cela ne m'avait pas étonné. Je le sentais échaudé par son échec cambodgien et peu désireux de tenter une nouvelle aventure.

Pourtant nous avions des cartes. Dans ce vide créé par le silence et la passivité des Etats-Unis, l'amertume envers Washington se développant vite au Sud-Vietnam, l'ensemble des Vietnamiens se tournaient vers nous. Limiter notre action aux seules mesures humanitaires, à condition encore qu'elles soient étendues à toutes les populations du Sud-Vietnam, ne me paraissait pas suffisant. Il fallait aller au-delà et, pour une fois, sortir de notre retraite. Vo Van Sung l'avait demandé à Chirac, Madame Binh, de passage à Paris, l'avait suggéré, « Big Minh » à Saigon l'avait réclamé publiquement. En outre, comme Jean de Lipkowski m'en avait averti par téléphone, l'UDR demandait aussi que nous bougions.

Avec Giscard, l'entente se fait d'abord rapidement sur divers points : extension de l'aide humanitaire à tout le Sud-Vietnam, maintien à Danang du Vice-Consul que Mérillon y avait envoyé, autorisation à lui donnée de prendre contact avec les autorités du GRP, envoi à Hanoi d'un chargé de mission auprès du GRP indépendant de notre Ambassadeur.

Restait le point délicat : fallait-il réclamer l'application des Accords de Paris et se déclarer prêt à contribuer à celle-ci ? Fallait-il faire plus et, en ce cas, quoi ?

Ce fut surtout là que j'intervins. Tout en concédant, avec sincérité d'ailleurs, que nous devons garder notre dignité, je plaidai pour l'action. Hanoi et le GRP nous disaient qu'ils seraient prêts à négocier et à arrêter les opérations militaires si une nouvelle équipe se formait à Saigon. Il fallait les prendre au mot et leur demander de préciser leurs vues. Quelle équipe ? Quel processus ? Quelles négociations ? Simultanément il fallait entreprendre à Saigon des contacts avec la troisième force. Le Président, à mon heureuse surprise, se déclara d'accord. « Il ne s'agit pas cette fois d'agir en courtier des Américains comme dans l'affaire du Cambodge. Nous pouvons et devons informer Kissinger de nos vues, lui dire ce que les autres nous disent et ce que nous pensons, y compris que l'éloignement de Thieu est nécessaire. Mais nous agissons en toute indépendance. »

Ainsi fut-il décidé que le lendemain matin Courcel verrait à nouveau l'homme du GRP, Laboulaye, Vo Van Sung, que Mérillon recevrait instruction de sonder la troisième force, que Sauvagnargues écrirait à Kissinger, qu'un communiqué serait publié déclarant que le Gouvernement avait l'intention de contribuer « activement » (j'avais suggéré l'adverbe) à la mise en œuvre, comme le prévoient les Accords de Paris, d'un processus devant mener à un règlement politique au Sud-Vietnam.

Cela dit, je ne me fais guère d'illusion, et le Président non plus. Nous n'arrêterons pas l'histoire, ni la perte du Sud-Vietnam. Je lui ai cité ce que j'écrivais dès 1969 : « La Roumanie au Nord, la Yougoslavie au Sud. » Mais du moins pouvons-nous aider à ménager les transitions, aider le GRP à ne pas être entièrement dépendant de Hanoi, à entrer à Saigon autrement que dans les camions de Giap. Il est encore temps de désenclaver la troisième force. Elle ne vaut pas grand-chose, et elle ne résistera pas longtemps, du moins aura-t-on ainsi une chance d'abord de mettre fin aux combats, ensuite d'ouvrir une discussion. Quel avantage, demandera-t-on ? Et ne vaudrait-il pas mieux au contraire, que les communistes soient aux prises avec une population tout entière terrorisée par leur approche ? Pourquoi leur faciliter la prise du pouvoir ? Pareille politique du pire ne me tente pas. Il faut jouer avec les cartes que l'on a, essayer de retarder l'événement, de sauver ce qui peut l'être, d'interposer les hommes et les choses que l'on a sous la main entre l'irréparable et soi, tenter d'éviter l'irréversible. En outre, si la France, par son action, peut gagner le droit de demeurer présente au Vietnam et d'être en fin de compte la seule puissance occidentale à pouvoir surnager dans ce désastre, ce sera une bonne chose, pour le Vietnam, et pour l'Occident. Bref, il faut s'accrocher.

Avant d'engager la conversation sur le Vietnam, Giscard m'avait très gentiment félicité. Comme je lui disais mon étonnement d'avoir été nommé à ce poste, ne m'étant jamais occupé d'affaires économiques, il me répondit que cela valait peut-être mieux. « D'ailleurs votre Direction n'a pas à faire le travail des autres, du Trésor, du Commerce Extérieur. Mais veillez aussi à ce qu'ils ne fassent pas le vôtre. »

C'est à Manac'h que je dois ce poste, par une curieuse ironie du sort : s'il n'avait pas engagé Giscard dans cette affaire du Cambodge et si je n'avais pas eu de ce fait à voir le Président aussi directement, il n'aurait peut-être pas porté sur moi son choix.

20 avril

Derniers mots (encore !) sur une Indochine où le rideau tombe.

Sur le Vietnam : après mon entretien avec Giscard, la machine s'est mise en mouvement. Nous avons sorti notre déclaration demandant l'application des Accords de Paris et le mercredi suivant, à l'issue du Conseil des Ministres, Giscard a mis les points sur les i en déclarant que celle-ci ne pouvait avoir lieu que s'il y avait des gens vraiment décidés à les appliquer, ce qui signifiait en bon français que Thieu devait s'en aller. L'Ambassadeur de Saigon Quang et le chef de la délégation à la Celle Saint-Cloud ont demandé à me voir aussitôt. J'ai été prendre le lendemain le petit déjeuner chez Quang. Je leur ai expliqué pendant une heure et demie pourquoi Thieu devait partir si l'on voulait avoir une chance d'obtenir un semblant de négociation. « Vous êtes obnubilés par notre histoire, leur ai-je dit. Vous ne voulez pas d'un Pétain et vous cherchez un de Gaulle. Cessez ces comparaisons. De Gaulle a prêché la résistance militaire parce qu'il y avait encore l'Empire, l'Angleterre, l'Amérique. Mais vous n'avez rien de tout cela. L'Amérique est déjà venue. Elle est partie. Elle ne reviendra pas. Vous êtes seuls. C'est tragique mais c'est ainsi. Comme il n'y a pas place pour un de Gaulle, il n'y a donc pas place pour un Pétain. Cessez de vous tourmenter à ce sujet. Il ne s'agit pas de trahir, mais de vivre. Thieu ne peut pas faire l'union nationale. C'est trop tard. Or il vous faut, face à l'adversaire, une union nationale pour négocier avec lui aux moins mauvaises conditions. Si vous voulez essayer de sauver quelque chose d'un Sud non-communiste, Thieu doit partir. Il n'y a pas de réduit breton en Cochinchine. Il faut négocier. Thieu ne sera pas accepté comme négociateur. La négociation est votre seule chance. » Quand Bidault est entré dans la salle de conférences à Genève, le jour où Diên Biên Phu venait de tomber, il a dit : « J'ai dans ma main un deux de trèfle et un trois de carreau. » Deux mois plus tard, nous avons signé les Accords de Genève. Ce n'était pas brillant, mais c'était inespéré. Entre temps, parce que nous avons remplacé la solution militaire par la solution politique, des forces favorables à la négociation s'étaient révélées. La Chine était pour un accord. La Russie aussi. Aujourd'hui il faut jouer avec ce que vous avez. Essayez. Je ne peux rien vous garantir. Mais quelle est l'autre solution ? Sombrier sur le pont de votre bateau, accrochés à votre drapeau. C'est très honorable, mais cela ne mène à rien. » Je n'ai pas ajouté : « Vous n'avez même pas un Formose où vous réfugier comme Tchang Kaï-Chek. »

Cette conversation, qui en fait n'a été pour ainsi dire qu'un long monologue, était pathétique. Je me demandais parfois si je ne leur apparaissais pas comme un mauvais génie. Et pourtant ! « L'on a souvent dit de moi au cours de ces dernières années que je misais sur la victoire des communistes

parce que je prêchais une solution politique. C'était le contraire. Je voulais empêcher les communistes de gagner tout le morceau en interposant, entre eux et vous, une solution politique. Mais vous n'en avez jamais voulu et les Américains n'ont jamais voulu vous l'imposer. Les Accords de Paris n'ont été qu'un accord partiel qui a permis aux Américains de tirer leur épingle du jeu. Ils vous ont laissés face aux troupes de Giap. Tout de suite après, vous auriez peut-être pu négocier leur départ contre le départ de Thieu. Là non plus, vous n'avez pas voulu et les Américains n'ont pas voulu vous l'imposer. Maintenant, si vous obtenez une négociation, vous négociez en position d'extrême faiblesse. Mais cherchez la quand même. Vous n'avez pas une minute à perdre. »

Voici presque deux semaines que nous disons cela. Sauvagnargues l'a écrit à Kissinger qui a commencé par répondre une lettre désagréable. Mérillon, je le plains, a été le dire à Thieu qui l'a écouté « hagard », mais n'a rien dit de sérieux. Il n'y a pas un Vietnamien sensé qui ne le répète. Mais Thieu, enfoncé au fond de son palais, comme un héros de Shakespeare, attend que le ciel lui tombe sur la tête, tandis que son royaume se décompose. Il ne se bat même pas.

Avant-hier j'ai profité du passage à Paris de Winston Lord pour lui expliquer tout cela. Il m'a répondu ainsi : « Nous sommes pris dans un dilemme. Nous savons que Thieu n'a aucune chance de redresser la situation. Nous pensons qu'un changement pourrait, bien que les chances soient très faibles, permettre la négociation. Mais si nous demandons à Thieu de partir, nous allons ébranler la confiance qu'ont en nous beaucoup de nos alliés auxquels nous avons accordé notre soutien. » A qui pensait-il ? Aux Israéliens, au Président Park, à Sadate ? Aux Saoudiens ? « Cependant, a-t-il ajouté, je comprends mieux maintenant vos motivations. Je crois d'ailleurs que, bientôt, nous allons montrer cette compréhension. »

Cependant Kissinger, que Kosciusko a vu hier, a répété que le départ de Thieu « conduirait à une situation incontrôlable. » (La situation actuelle serait-elle contrôlée ?) « Le GRP récuserait les nouveaux dirigeants. »

Sur ce point j'ai en effet dit à Lord, et à tous ceux qui ici s'occupent maintenant de cette affaire, qu'il ne fallait pas oublier que le GRP posait deux conditions : le départ de Thieu et l'arrêt de l'aide américaine. Il m'a répondu par une question ! « Le GRP accepterait-il le maintien de l'aide économique ? » Ainsi admettait-il l'idée de l'arrêt de l'aide militaire. De fait, c'est cela la question qu'il faut poser à Pham Van Dong : accepteriez-vous l'arrêt des hostilités si : 1) un gouvernement était formé par le Général Minh, 2) les Etats-Unis arrêtaient leurs envois d'armes ? Il faut le mettre au pied du mur.

Cambodge maintenant. Il y a une dizaine de jours, les Américains, voyant la résistance gouvernementale s'effondrer autour de Phnom Penh, ont eu recours à une ultime tentative : ils ont proposé à Sihanouk, par une note remise par notre intermédiaire à Pékin, de lui ouvrir les portes de Phnom Penh s'il y rentrait seul, tout de suite, sans et avant les Khmers Rouges. Sihanouk a refusé de se désolidariser de ceux-ci. A peine la réponse obtenue, Washington a proclamé le désengagement. James Dean a roulé son drapeau étoilé et est monté dans un hélicoptère. J'ai appris cela samedi 12 vers neuf heures du matin. Giscard et Sauvagnargues étaient à Alger. Or, sur le Cambodge, Giscard était réticent à faire plus que ce que nous avions obtenu un mois plus tôt, à savoir le retrait de notre Ambassade à Phnom Penh. Nous lui demandions vainement de fermer celle de Lon Nol à Paris. Tout au plus avions-nous obtenu que le Chargé d'Affaires dudit invité au dîner du mardi précédent pour le Corps Diplomatique soit décommandé. Voyant donc le désengagement américain, j'ai dit à Courcel que l'heure n'était plus aux demi-mesures et qu'il fallait reconnaître le GRUNK. Il a acquiescé. On a télégraphié à Alger et la réponse positive est venue dans l'après-midi. Il était temps. Trois jours après, les Khmers Rouges entraient à Phnom Penh. Nos sept cents Français se réfugiaient à l'Ambassade. A l'heure où j'écris, ils sont, avec notre Consul, en grande difficulté. Du moins notre reconnaissance du GRUNK constitue-t-elle pour lui et pour eux un précieux argument.

1^{er} mai

Le rideau tombe sur la guerre d'Indochine. Les Khmers Rouges sont entrés à Phnom Penh, les Viet-Congs et Nord-Vietnamiens à Saigon. Ni ici, ni là, il n'y a jamais eu de négociation, ni de solution politique. La solution n'a été, de bout en bout, que militaire.

A Phnom Penh, tous les Français qui y restaient ont été parqués par les Khmers Rouges dans l'enceinte de l'Ambassade, avec, semble-t-il, tous les étrangers qui se trouvaient encore dans la ville : journalistes, représentants des organismes internationaux, Croix-Rouge, « diplomates » soviétiques et est-allemands (ô ironie !). Nous avons proposé d'envoyer un avion. Refus total. L'évacuation devait se faire par camions vers la Thaïlande, malgré les dysenteries, la faiblesse, l'absence de ravitaillement, à partir d'hier ; toutes communications avec notre Ambassade, déclarée « bien privé » et dépourvue de tout privilège, ont été coupées. Il y avait donc refus d'admettre notre reconnaissance du GRUNK, ce qui s'explique, mais violation claire de toutes règles du droit des gens et de la plus stricte humanité.

Nos protestations auprès de Sihanouk, qui se dérobe, et de ses gens à Pékin n'ont fait que mettre à cru leur totale et vaniteuse impuissance.

C'est le moment pour moi de faire sur le Cambodge mon examen de conscience. Soit !

Certains pensent que, tant qu'à n'avoir pas reconnu le GRUNK depuis cinq ans, mieux valait ne pas le reconnaître trois jours avant la prise de Phnom Penh. Cela nous aurait évité d'être humiliés, puisque ce geste n'a pas empêché notre éviction.

J'admets l'argument. Mais je pense que si nous ne l'avions pas reconnu trois jours avant, l'on aurait imputé notre éviction et le départ en convoi de nos nationaux à l'absence de reconnaissance. L'on nous aurait blâmés et accusés d'avoir voulu accompagner Lon Nol dans son tombeau et de nous y être ensevelis avec lui. Notre reconnaissance aura permis du moins de déplacer une part de responsabilité sur le GRUNK. A Pékin, Sihanouk et ses gens n'ont pas pu nous opposer que nous ne les avions pas reconnus. Nous avons même été jusqu'à leur proposer d'envoyer un Ambassadeur.

Quant à ceux qui vont dire que nous aurions dû reconnaître le GRUNK depuis le début, je leur rappelle qu'alors c'est Lon Nol qui nous aurait mis à la porte. Cela aurait-il mieux valu, et surtout, même en se plaçant du point de vue le plus cynique et le plus opportuniste, cela nous aurait-il permis de revenir, une fois le GRUNK victorieux ? On peut le croire certes. Mais comment penser que les Khmers Rouges nous auraient rappelés dans les mêmes formes ? En tout état de cause, et dans la meilleure des hypothèses, tout notre établissement culturel et économique serait demeuré, puisque nous l'aurions quitté, aux mains du nouvel état communiste. En outre, nous avons affaire avec des gens qui me paraissent assez proches du maoïsme, assez xénophobes, partisans de la révolution culturelle. Ce n'est pas quand on opère sur la population de Phnom Penh une totale transfusion de sang, comme celle à laquelle on assiste actuellement, que l'on serait disposé parallèlement à rouvrir un lycée français et à rappeler les planteurs. Mon sentiment est que l'on se trouve devant un mouvement très révolutionnaire et très nationaliste, qui va vouloir faire ses bêtises tout seul, sans Russes, sans Nord-Vietnamiens, sans Français bien sûr, et l'on verra si les Chinois, malgré leur sihanoukisme, sont admis.

Bref, je ne pense pas qu'en reconnaissant plus tôt le GRUNK, nous aurions sauvé dans l'immédiat davantage de notre présence.

Aurions-nous dû, lorsque nous avons évacué fin février, je crois, notre Ambassade, agir plus radicalement en repliant notre Vice-Consul et en reconnaissant le GRUNK ? Peut-être. Mais il restait en ville beaucoup de Français qui s'étaient refusés à partir. Il restait tous ces immeubles, lycées, instituts. Il restait nos médecins militaires à Calmette que nous avons laissés auprès des blessés. Aurions-nous dû rapatrier tout ce monde et abandonner à leur sort les « privés » qui ne voulaient pas partir ? Peut-être. Mais nous avons été trompés par Sihanouk qui nous a dit se satisfaire des mesures prises et admettre le maintien des médecins. Quant à la reconnaissance du GRUNK à ce moment-là, peut-être, mais si elle était liée à l'évacuation totale, à la fermeture complète.

Je me souviens de cet après-midi où, avec Laloy et quelques autres, nous avons fait la liste de ceux qui devaient partir et de ceux qui pouvaient rester, s'ils le voulaient, après avoir obtenu de Giscard l'autorisation d'enlever le personnel diplomatique. Peut-être à ce moment-là aurais-je dû insister pour une décision plus radicale. Mais j'avais déjà bataillé pour faire admettre le principe de l'évacuation, grâce au blocus de l'aérodrome.

Oui, si je cherche bien, c'est peut-être ce jour-là que j'aurais dû demander l'évacuation totale. Si, dans ce convoi, certains n'arrivent pas, du moins parmi ceux auxquels nous avons donné instruction de rester, j'aurai ma part de responsabilité.

Pour le reste, je ne regrette pas ce que j'ai conseillé de faire.

13 septembre

La mort de Mao suscite un torrent de dithyrambes. Tous les grands complices du maoïsme à la française y vont de leur couplet : Couve, Peyrefitte, Debré, Lipkowski, Jobert, Edgar Faure et naturellement Manac'h. Le courant gaulliste bien connu, ceux qui ne veulent voir en Mao que le grand héros de « l'indépendance » chinoise, le nationaliste, le restaurateur de l'unité, le communiste national, donne de la voix à qui mieux mieux. « N'oublions pas la leçon de Mao : ne compter que sur ses propres forces. »

Pas un mot sur les purges, les prisons, les éliminations physiques, les persécutions religieuses, les déportations, la répression des nationalités, les lavages de cerveaux, les recyclages pour intellectuels...

Comment ne pas se souvenir de la mort de Staline ? Que le peuple chinois pleure, comme avait pleuré le peuple russe, bien sûr : la mort du père rend tout un peuple orphelin et même les victimes peuvent, en de tels moments, oublier le mal que le bourreau leur a fait. A quoi s'ajoute – et c'est bien la tragédie des Léviathans que sont ces monstrueux Etats totalitaires – la peur du vide

quand, soudain, disparaît celui qui pensait pour tous, agissait pour tous, assumait bien et mal pour tous. Le retour de la responsabilité angoisse d'autant que chacun s'aperçoit combien il a été en effet « vidé ».

Mais viendra un jour où quelque Soljenitsyne chinois publiera son Goulag : combien de « torrents », de « potoki » aura-t-il comptés, combien de tomes aura l'ouvrage ?

Ce matin à la messe, l'un de ces prêtres, qui croient, les malheureux, à la nécessité d'être dans le vent, nous a demandé de prier « pour le repos de l'âme du Président Mao Tsé Toung qui vient de comparaître devant Dieu. » Plus courageux que moi, un homme, dans cette petite église de Neuilly – ô les pauvres sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve ! – où pareil incident paraissait encore plus étrange, car y entendit-on jamais une interruption, rétorqua : « Alors prions aussi pour les martyres du Tibet. »

Tout « grand homme » certes est ambigu, et Mao est sans doute l'un des plus grands ambigus de l'Histoire. Mais comment au moins ne pas avoir l'honnêteté intellectuelle de le reconnaître ?

Le plus ironique serait qu'un jour, et sans même qu'il soit besoin d'un Soljenitsyne, quelque « Khrouchtchev chinois » dans un très officiel Congrès du Parti communiste chinois ne dresse, par un rapport secret, le réquisitoire qui fera disparaître le lendemain l'omniprésente statue. Une deuxième fois, huit cents – et sans doute à ce moment neuf cents millions de Chinois seront choqués. Mais dans le secret des camps, comme dans le secret des cœurs, combien se diront : « enfin justice est faite » ?

Alors apparaîtra le vrai visage et les proportions prendront leur justesse. Le pour et le contre seront pesés dans des balances précises. Mais aujourd'hui, quand toute la Chine se tait, il est trop tôt pour juger Mao.